

Université de Montréal

La presse nationale française et la remise en question du traité de Versailles par l'Allemagne
(1933-1939)

Par

Xavier BOULANGER

Département d'histoire
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maître
en histoire

Novembre 2021

© Xavier Boulanger, 2021

Université de Montréal
Histoire, Faculté des Arts et des Sciences

Ce mémoire intitulé

La presse nationale française et la remise en question du traité de Versailles par l'Allemagne
(1933-1939)

Présenté par
Xavier Boulanger

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Carl Bouchard
Président-rapporteur

Samir Saul
Directeur de recherche

Deborah Barton
Codirectrice de recherche

Benoît Lemay
Membre du jury

RÉSUMÉ

Lors des années 1930, la France fut frappée par une crise politique, économique et diplomatique qui dévoila de nombreuses divisions au sein de la société. Les journalistes français, cherchant une solution à la crise nationale, accordèrent un intérêt particulier à leur voisin d'outre-Rhin à la suite de la nomination d'Hitler comme chancelier d'Allemagne le 30 janvier 1933. Ce dernier profita de la faiblesse de la France pour remettre en question les clauses du traité de Versailles jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale le 1er septembre 1939.

L'objectif de ce mémoire vise à mesurer la prise en compte du révisionnisme allemand par la presse nationale française de 1933 à 1939. Dans ce contexte, la perception de la presse face aux actions d'Hitler, ainsi que la façon dont son regard sera amené à se modifier ou non, sont intéressantes parce qu'elles révèlent le portrait que se faisaient les journaux français d'événements en Allemagne qui touchaient directement la France. En consultant des éditoriaux et des articles d'opinion de cinq quotidiens d'orientations politiques différentes, soit *L'Action française*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *Le Petit Parisien* et *Le Temps*, nous avons analysé l'opinion de la presse nationale sur la révision du traité de Versailles.

Cette étude répond ainsi à un double débat historiographique montrant, d'une part, qu'il n'y avait pas d'aveuglement face aux visées révisionnistes d'Hitler au sein de la presse, et d'autre part, qu'il n'y eut aucun « redressement moral » de l'opinion française en 1939. La sauvegarde des clauses du traité de Versailles ainsi que du système versaillais devant maintenir l'équilibre européen polarisa la presse française et créa un sentiment national qui s'est révélé moins convaincu lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Le révisionnisme allemand alimenta ainsi de profonds désaccords dans les quotidiens étudiés de 1933 à 1939.

Mots clés : presse nationale française, traité de Versailles, révisionnisme allemand, rapports franco-allemands, *L'Action française*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *Le Petit Parisien*, *Le Temps*, 1933-1939.

ABSTRACT

During the 1930s, France was hit by a political, economic, and diplomatic crisis which revealed many divisions in society. French journalists, seeking a solution to the national crisis, showed a particular interest towards their neighbor across the Rhine after the nomination of Hitler as Chancellor of Germany on January 30th, 1933. Hitler took advantage of France's weakness and divisions to question but also oppose and act against the clauses of the Treaty of Versailles until the outbreak of World War II on September 1st, 1939.

The objective of this research is to analyze how the French national press reacted to German revisionism from 1933 to 1939. In this context, the press' perception of Hitler's actions and how its opinions changed (or not) over time reveals the ways in which French newspapers interpreted events in Germany that affected France itself. By consulting editorials and opinion articles from five daily newspapers of different political orientations, namely *L'Action française*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *Le Petit Parisien* and *Le Temps*, this memoire analyse the opinion of the French national press on the revision of the Treaty of Versailles.

This study contributes to the historiography of the interwar period and France's reaction to German aggression in two ways. First, it shows that the press was not blind to Hitler's revisionist plan. It also demonstrates that the French press remained divided concerning the actions of Nazi Germany until 1939. The protection of the Treaty of Versailles' clauses and its system, which maintained the balance of power in Europe, polarised the French press and created a weakened national feeling until the outbreak of World War II. German revisionism fuelled the disagreements in the daily newspapers studied from 1933 to 1939.

Keywords : French national press, Treaty of Versailles, German revisionism, franco-german diplomacy, *L'Action française*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *Le Petit Parisien*, *Le Temps*, 1933-1939.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	III
ABSTRACT	IV
REMERCIEMENTS.....	VII
INTRODUCTION.....	1
ÉNONCÉ DU SUJET ET PROBLÉMATIQUE.....	1
ÉTAT DE LA QUESTION	2
<i>Les relations franco-allemandes pendant les années 1930.....</i>	2
<i>La situation intérieure de la France lors des années 1930.....</i>	5
<i>La presse française et l'Allemagne</i>	8
SOURCES.....	13
MÉTHODOLOGIE.....	16
HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	16
 CHAPITRE 1 : LES PREMIÈRES RÉACTIONS DE LA PRESSE FACE À LA POLITIQUE RÉVISIONNISTE D'HITLER 1933-1934	 19
1.1. POLITIQUE DU RÉVISIONNISME ALLEMAND 1919-1933	19
1.2. NOMINATION D'HITLER COMME CHANCELIER D'ALLEMAGNE (30 JANVIER 1933)	22
<i>La presse d'orientation républicaine</i>	24
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	27
1.3. LA LOI DES PLEINS POUVOIRS À HITLER (24 MARS 1933)	31
<i>La presse d'orientation républicaine</i>	32
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	35
1.4. L'ALLEMAGNE QUITTE LA SDN ET LA CONFÉRENCE DE DÉSARMEMENT (14 OCTOBRE 1933)	38
<i>La presse d'orientation républicaine</i>	39
<i>La presse d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche</i>	41
1.5. LA TENTATIVE DE PUTSCH EN AUTRICHE (25 JUILLET 1934)	45
<i>La presse d'orientation républicaine</i>	47
<i>La presse d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche</i>	48
1.6. L'ÉVOLUTION DE LA PRESSE NATIONALE FRANÇAISE DE 1933 À 1934	52
 CHAPITRE 2 – LA PRESSE S'EXPRIME SUR LA REMILITARISATION DU REICH ET LA SÉCURITÉ DE LA FRANCE 1935-1936	 54
2.1. RECONSTITUTION D'UNE AVIATION MILITAIRE ALLEMANDE	

(9 MARS 1935)	55
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	58
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	62
2.2. RETOUR DE LA CONSCRIPTION EN ALLEMAGNE (16 MARS 1935).....	65
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	66
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	71
2.3. ACCORD NAVAL GERMANO-BRITANNIQUE (18 JUIN 1935).....	74
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	75
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	79
2.4. REMILITARISATION DE LA RHÉNANIE (7 MARS 1936).....	82
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	83
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	87
2.5. L'ÉVOLUTION DE LA PRESSE NATIONALE FRANÇAISE DE 1935 À 1936	90
CHAPITRE 3 – LA CRAINTE DE LA GUERRE EFFACE-T-ELLE RÉELLEMENT LES DIVERGENCES IDÉOLOGIQUES ? (1938-1939)	91
3.1. L'ANNSCHLUSS (12 MARS 1938)	93
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	94
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	99
3.2. LES ACCORDS DE MUNICH (29 ET 30 SEPTEMBRE 1938).....	103
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	105
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	108
3.3. CRÉATION DU PROTECTORAT DE BOHÊME-MORAVIE (15 MARS 1939).....	112
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	113
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	117
3.4. L'ENTRÉE EN POLOGNE ET LE DÉCLENCHEMENT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	120
<i>La presse d'orientation républicaine et de droite modérée</i>	123
<i>La presse d'extrême droite et d'extrême gauche</i>	126
3.5. L'ÉVOLUTION DE LA PRESSE NATIONALE FRANÇAISE DE 1938 À 1939	129
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	142

REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord remercier ma femme pour tout le temps, la patience et les encouragements qu'elle m'a prodigués. Elle m'a soutenu tout au long de cette épreuve et m'a grandement aidé lors de la rédaction. Sans elle, mener ce projet jusqu'au bout aurait été beaucoup plus ardu.

Je me dois aussi d'exprimer ma reconnaissance envers ma famille et mes amis pour leur soutien et leur écoute. J'ai une pensée particulière pour Louis qui a bien voulu lire une partie de ce mémoire. Ses commentaires et ses remarques toujours pertinents m'ont donné confiance.

Pour terminer, j'aimerais remercier mon directeur de recherche, M. Samir Saul, et ma directrice de recherche, Mme Deborah Barton. Vos précieux conseils, votre disponibilité lors de nos nombreuses rencontres Zoom et votre temps m'ont permis de m'améliorer et de mener ce projet à terme.

INTRODUCTION

Énoncé du sujet et problématique

Alors que la décennie des années 1920 fut plutôt optimiste, les années 1930 furent caractérisées par une crise politique, économique et diplomatique qui dévoila de nombreuses divisions au sein de la société française, y compris au niveau idéologique et culturel. Les intellectuels, cherchant un remède à cette crise polymorphe et souhaitant rompre avec le modèle traditionnel libéral, se tournèrent vers les deux modèles politiques radicaux et contradictoires, c'est-à-dire le fascisme et le communisme. Durant cette période, le champ d'information de la presse française s'élargit et les informations sur les politiques étrangères prenaient une part considérable des colonnes des journaux. Il n'y avait pas moins de 32 quotidiens français associés à plusieurs courants idéologiques lors des années 1930. Les journalistes français, cherchant des solutions à la crise nationale, accordèrent un intérêt particulier à leur voisin d'outre-Rhin à la suite de la nomination d'Hitler comme chancelier d'Allemagne le 30 janvier 1933. Son accession au pouvoir laissait présager des réorientations fondamentales de la politique étrangère allemande. Hitler profita de la faiblesse de son voisin français au cours de la décennie des années 1930 pour remettre en question les clauses du traité de Versailles jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale le 1er septembre 1939. Dans ce contexte, la perception de la presse française face aux actions d'Hitler, ainsi que la façon dont son regard sera amené à se modifier ou pas deviennent très intéressantes parce qu'elles révèlent le portrait que se faisaient les journaux français d'événements en Allemagne qui touchaient directement la France. La présente recherche soulève donc plusieurs interrogations sur les contemporains de l'époque et leur compréhension de la politique allemande de 1933 à 1939.

Cette étude vise à analyser comment la presse nationale française présentait à ses lecteurs la remise en question du traité de Versailles par l'Allemagne entre 1933 et 1939. Nous voulons savoir quel portrait la presse française faisait des événements outre-Rhin relatifs au traité de Versailles et de quelle façon celui-ci nous aide à mieux comprendre les relations franco-allemandes ou la position de la France à l'égard de l'Allemagne pendant cette période. De cette question centrale découlent des questions subsidiaires. Au cours de ces six années de révisionnisme sous Hitler, quelle était la perception des journalistes français face à ses actions ? S'inquiétaient-ils de cette révision ? De quelles façons les différentes appartenances et idéologies politiques influencèrent-elles les journalistes ? Cette période précédant la Seconde Guerre mondiale était mouvementée en

ce qui concerne la politique étrangère et la politique intérieure françaises. La remise en question du traité de Versailles se trouvait-elle au cœur des préoccupations de la presse française ? Y avait-il des divergences ou des convergences d'opinions quant aux actions allemandes ? Enfin, comment évolua la perception des journalistes des journaux étudiés lors de ces six années ? Trois axes seront alors abordés dans ce travail : les premières années d'Hitler au pouvoir (1933-1934), la remilitarisation du Reich (1935-1936) et les annexions territoriales par l'Allemagne (1938-1939).

État de la question

Les relations franco-allemandes pendant les années 1930

L'historiographie sur les relations internationales des années 1930 est très riche. Nous n'en retenons qu'un échantillon. De nombreux historiens, dont A.J.P. Taylor, se penchèrent sur la sempiternelle question : quelles sont les causes de la Seconde Guerre mondiale ?¹ L'explication des origines de cette guerre préoccupa grandement les historiens et contribua à un brassage intellectuel considérable ouvrant la voie à de nouvelles approches et idées. Les événements qui suivirent l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en janvier 1933 eurent un impact majeur ; ils plongèrent l'Europe et le monde dans la Seconde Guerre mondiale. Pour les historiens, les retombées politiques, sociales et culturelles redéfinissent l'histoire de l'entre-deux-guerres. Passons en revue quelques recherches portant sur les relations internationales entre la France et l'Allemagne.

En 1987, Jacques Bariéty dirigea un ouvrage collectif dans lequel il rédigea un chapitre. Il y présenta la réaction de Paris face à la montée du nazisme en Allemagne, tout en mettant en contexte la situation politique interne française. Bariéty montra alors que la politique française prit un tournant vers la gauche dès 1932 en raison de la crise économique et du profond pacifisme qui était répandu au sein de « l'opinion publique française »². Dans cette situation, la crainte de manquer l'occasion de consolider la paix par la Conférence de désarmement sera plus grande que la crainte face à la montée du nazisme. En 1932, les relations internationales avec l'Allemagne furent compliquées puisque le gouvernement d'Édouard Herriot tentait de sauver la République de Weimar face à la montée du nazisme en négociant les questions des réparations et du désarmement.

¹ A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, Londres, Hamish Hamilton, 1961.

² Jacques Bariéty, « Les partisans français de l'entente franco-allemande et la " prise de pouvoir " par Hitler (avril 1932 – avril 1934) », dans Jacques Bariéty, Alfred Guth *et al.* (dir), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales: actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p. 22.

Les Américains ainsi que les Anglais soutenaient la demande de « l'égalité des droits » de l'Allemagne, qui demandait le désarmement de la France. Le gouvernement Herriot se trouva alors isolé en raison des pressions des socialistes et des jeunes radicaux souhaitant le désarmement de la France pour sauver la paix³. Le gouvernement de Herriot tomba le 14 décembre 1932. Il s'ensuivit une forte instabilité politique jusqu'en avril 1934 qui paralysa les relations avec l'Allemagne. Bariéty montra qu'Hitler, qui devint chancelier le 30 janvier 1933, profita de cette situation pour alimenter les espoirs pacifistes de l'opinion publique française et pour rejeter la responsabilité de l'échec du désarmement sur l'intransigeance française⁴.

Plusieurs études tirées d'un ouvrage collectif dirigé par François G. Dreyfus portent sur le même thème. D'abord, l'historien Charles Bloch contribua un chapitre dans lequel il présenta les trois buts d'Hitler face à la France afin d'obtenir l'abandon du traité de Versailles : la rassurer avec de fausses promesses, profiter du pacifisme et des divisions intérieures, puis l'isoler face aux autres grandes puissances⁵. Lors des premiers mois après son ascension, le chancelier allemand laissa supposer qu'il était plutôt pacifique afin de consolider son propre pouvoir et d'éviter une intervention étrangère. Par la suite, l'Allemagne profita de la politique intérieure instable de la France pour prendre des risques et organiser son réarmement. Plusieurs des actions d'Hitler n'occasionnèrent aucune réaction française en raison des nombreuses élections qui paralysaient sa politique étrangère. Hitler profita aussi du profond pacifisme français pour organiser son réarmement en utilisant les mesures militaires françaises comme prétexte. Ces calculs firent en sorte qu'en 1936, la France n'était plus la première puissance sur le continent européen, ce qui amena certains alliés à se distancer d'elle. C'est par la suite que la politique extérieure allemande put passer d'un dispositif « défensif » et à un dispositif « offensif ». Enfin, Bloch montra la façon dont Hitler sut profiter des problèmes intérieurs français.

Dans le même ouvrage, le chapitre de Jacques Bariéty présenta l'évolution de la pensée socialiste et révisionniste de Léon Blum ainsi que son influence sur les politiques étrangères françaises. Bariéty montra que Blum se positionna contre le traité de Versailles, qu'il considérait comme trop dur contre l'Allemagne. Pour régler le problème de l'Allemagne et assurer la paix,

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ *Ibid.*, p. 28.

⁵ Charles Bloch, « La place de la France dans les différents stades de la politique extérieure du Troisième Reich (1933-1940) », dans François D. Dreyfus (dir.), *Les Relations franco-allemandes, 1933-1939: [actes du Colloque international]*, Strasbourg, 7-10 octobre 1975, Paris, Éditions du CNRS, 1976, p. 19.

Blum voulait alors la révision du traité de Versailles, le désarmement intégral des nations et le refus de tout système diplomatico-militaire. Selon lui, les armes et les systèmes d'alliances n'assuraient pas la sécurité, mais menaient plutôt à la menace de la guerre⁶. Blum ne craignait pas l'Allemagne nazie et cherchait à s'en rapprocher jusqu'en 1938. Ce n'est qu'après son passage au pouvoir que Blum réalisa qu'il était impossible d'obtenir un compromis raisonnable avec l'Allemagne nazie et que la France devait préparer une ligne de résistance pour défendre la nation. Bariéty montra alors l'importance de l'instabilité politique et du pacifisme français sur les relations franco-allemandes des années 1930.

Robert O. Paxton argua, en 2011, que le démantèlement est le résultat de la combinaison de deux facteurs, soit les pressions allemandes de plus en plus agressives et, face à elles, une force d'opposition divisée et démoralisée.⁷ Paxton présenta de façon chronologique les nombreux événements qui favorisèrent le démantèlement du traité. Ainsi, il observa que les premières manœuvres d'Hitler étaient plutôt prudentes. En 1933, c'était toujours l'armée française qui était la plus puissante sur le continent européen et la grande dépression avait plus affaibli l'Allemagne que la France. Hitler attendit alors deux ans avant de dénoncer ouvertement certains articles du traité. Il bénéficia de la division entre les anciens vainqueurs en ce qui concerne le désarmement pour organiser le réarmement de l'Allemagne. C'est en 1936 qu'Hitler entreprit des actions plus agressives. Il profita de l'instabilité politique, économique et militaire de la France pour entériner la remilitarisation de la Rhénanie. Cet événement eut un grand impact sur les relations entre les anciens vainqueurs. Mussolini, qui tentait de contenir l'Allemagne jusqu'à cet événement, décida alors de se concentrer sur ses intérêts coloniaux en Afrique. Un autre élément important présenté dans ce chapitre est l'élection de Neville Chamberlain qui imposera la politique d'apaisement en Europe jusqu'en mars 1939. Cette politique favorisa alors la réalisation du *Lebensraum*. Enfin, Paxton argua que les pressions allemandes de plus en plus agressives étaient calculées et basées sur les divisions entre les anciens vainqueurs.

Georges-Henri Soutou⁸ fit un portrait complet des crises internationales et de l'écroulement du système de Versailles. Il soutint une thèse semblable à celle de Paxton. Selon lui,

⁶ Jacques Bariéty, « Léon Blum et l'Allemagne (1930-1938) », dans Dreyfus, *op. cit.*, p. 40.

⁷ Robert O. Paxton *et al.*, « Le démantèlement du traité de Versailles : agression et apaisement, 1933-1939 », dans *L'Europe au XXe siècle*, trad. par Evelyne WERTH et Léa DROUET, Paris, Tallandier, coll. « Hors collection », 2011, p. 349.

⁸ Historien et spécialiste de l'histoire des relations internationales au XXe siècle, notamment des relations franco-allemandes.

l'affaiblissement de la SDN et les divisions entre les anciens vainqueurs favorisèrent la révision des clauses du traité de 1919. Il argua que, face au dynamisme hitlérien, la France et la Grande-Bretagne, tentant de maintenir la sécurité collective et le Concert européen, furent amenées à faire des concessions à l'Allemagne⁹. Soutou argumenta que l'effondrement du Front de Stresa, en 1935, isola la France lors de la remilitarisation de la Rhénanie. Il affirma que la France aurait eu les moyens militaires pour riposter, mais qu'elle ne voulut pas agir isolément. Il argua que « le facteur le plus important ne fut pas l'aveuglement face à Hitler (il n'y eut en fait pas d'aveuglement, les chefs militaires et civils comprenaient la gravité de l'événement et l'avait vu venir) mais l'obsession de la sécurité collective »¹⁰. Une action isolée irait à l'encontre des principes du Concert européen. Cette inquiétude envers l'isolement de la France sur la scène internationale a mené celle-ci à accepter des révisions unilatérales. Soutou argua toutefois que la France comprenait bien les objectifs expansionnistes de Berlin et était parfaitement informée des actions allemandes.

Comme le remarquent ces historiens, les relations entre les deux pays étaient très instables à cause du traité de Versailles et celles-ci s'aggravèrent lorsqu'Hitler arriva au pouvoir. La France, qui entreprit des mesures plus punitives face à l'Allemagne lors des années 1920 et qui refusa le désarmement au début des années 1930, se retrouva isolée de ses anciens alliés. Elle était aussi handicapée par l'instabilité politique qui neutralisait sa politique extérieure lors des années 1930. Selon les historiens que nous venons de présenter, il y avait aussi un profond pacifisme au sein de la population française qui voulait éviter la guerre à tout prix. Ainsi, il y eut peu ou pas de réaction de la part de la France face au démantèlement du traité de Versailles par l'Allemagne. L'historiographie portant sur les relations franco-allemandes pendant les années 1930 démontre une évolution des sujets analysés. Alors que les historiens des années 1970 et 1980 se concentraient davantage sur le pacifisme et les problèmes de politique intérieure française, nous pouvons observer que les analyses plus récentes tentent de montrer la France comme faisant partie d'un système d'alliances, formé des anciens vainqueurs, qui est divisé et démoralisé.

La situation intérieure de la France lors des années 1930

La France connut de profondes divisions, tant au niveau idéologique que culturel durant les années 1930. Comme le montra l'historien français Olivier Dard, elle se trouva aux prises avec

⁹ Georges-Henri Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF - Presses universitaires de France, coll. « Nouvelle Clio : l'histoire et ses problèmes », 2015, p. 227.

¹⁰ *Ibid.*, p. 229.

« une crise polymorphe non-synchronisée » dans trois domaines importants : politique à partir du milieu des années 1920, économique à partir de la fin des années 1920 et diplomatique à partir du début des années 1930.¹¹ Cette situation favorisa la remise en question des institutions traditionnelles et la création d'une bipolarisation idéologique qui provoqua une véritable division au sein de la société française.

L'historien Serge Berstein présenta de façon détaillée les origines de cette division en France. Selon lui, les années 1930 apparaissent comme « une importante charnière dans le cadre des grands conflits idéologiques »¹². Alors que la France se trouva en pleine crise sociale, économique et politique, les idéologies furent au cœur des enjeux de la société française et soutinrent deux camps bien distincts, soit les antifascistes et les anticomunistes, qui s'affrontèrent dans une « guerre franco-française ». Berstein argua qu'à la suite de la Grande Guerre, le parlementarisme fonctionna de manière chaotique et que les forces politiques traditionnelles ne proposèrent aucune solution à la crise qui s'installa en France. La culture politique connut un échec avec l'expérience du Bloc national de 1919 à 1924. Le Cartel des gauches qui lui succéda s'effondra en deux ans et Raymond Poincaré redonna une certaine stabilité au pays. Cependant, ses successeurs n'étaient pas en mesure de résoudre la crise économique qui aura de graves conséquences sociales à partir de 1931. Enfin, le retour des radicaux au pouvoir de 1932 à 1934 montra que la gauche n'avait pas non plus de solution à apporter à la crise. Cette longue période d'échec fut à l'origine de la division idéologique et de la remise en cause du régime libéral¹³. Lors des années 1930, une profonde colère se répandit au sein de la population face à ce régime impuissant devant la crise. Cette dernière contribua « à mettre en place, par sa gravité, un contexte de violence, de radicalisation par le désespoir qui constitu[a] la trame de la guerre "franco-française" »¹⁴. Cette radicalisation mena à une guerre verbale favorisant la diabolisation des adversaires. Elle se développa en deux phases : la première, antifasciste, cimentait l'union des partis de gauche jusqu'en 1936 ; la seconde, anticomuniste, rassembla la droite et le centre à partir de 1937. Berstein soutint que le désarroi de la société française des années 1930 ouvrit la porte aux discours extrémistes proposant deux solutions antithétiques au régime libéral.

¹¹ Olivier Dard, *Les années trente, le choix impossible*, Paris, Librairie Générale Française, 1999, p. 8.

¹² Serge Berstein, « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 5, 1985, p. 39, <https://doi.org/10.2307/3769303> (page consultée le 4 novembre 2021).

¹³ *Ibid.*, p. 42.

¹⁴ *Ibid.*, p. 45.

L'historien Serge Wolikow travailla aussi sur la polarisation idéologique française. Il soutint que l'antifascisme et le pacifisme forgèrent les politiques françaises au cours de la décennie des années 1930. La diffusion de l'antifascisme, durant cette période, devint la référence culturelle et politique des courants idéologiques de la gauche alors que le pacifisme, qui fut influencé par les nombreuses crises intérieures comme extérieures, « entam[a] une dérive qui le dépla[ça] vers la droite de l'échiquier politique »¹⁵. Wolikow montra l'évolution de ces deux concepts chez les trois principaux partis politiques formant le Front populaire, c'est-à-dire le Parti communiste français, le SFIO et les radicaux. D'abord, il souligna que l'antifascisme, en 1935, rassembla la plus grande partie de la gauche afin de défendre les libertés démocratiques contre le fascisme de façon pacifique. Toutefois, les conflits internationaux et les tensions diplomatiques en 1936, notamment la guerre d'Espagne, contribuèrent à dissocier antifascisme et pacifisme. D'un côté, il y eut une gauche pacifique formée des radicaux ainsi qu'une partie des socialistes qui étaient hostiles à la confrontation directe avec l'Allemagne nazie. De l'autre, il y eut une gauche antifasciste formée par les communistes ainsi que la majorité des socialistes qui mettait en avant la défense de la démocratie et la nécessité du combat, y compris militaire, contre le fascisme sous ses différentes formes¹⁶. Wolikow démontra alors que, malgré les conflits internationaux qui se déroulaient en Europe, il y avait des divergences idéologiques en ce qui concerne la guerre et le pacifisme au sein de la gauche française.

Les travaux de l'historien Maurice Vaisse¹⁷ traitèrent aussi des divisions idéologiques et du pacifisme durant les années 1930. Il soutint que la politique extérieure y favorisa les discordes idéologiques et les désaccords de politique intérieure. Cependant, il argua que le recul du pacifisme, perceptible dans les événements survenus entre 1936 et 1938, mena à un « redressement moral »¹⁸ de l'opinion française et à une ferveur patriotique entre octobre 1938 et septembre 1939. Selon lui, la fin de la politique d'apaisement commença « dès le lendemain de Munich et non après le coup de Prague, comme en Angleterre »¹⁹. Il argumenta que le revirement britannique, le coup de Prague ainsi que le pacte germano-soviétique renforcèrent la cohésion nationale en France pour une

¹⁵ Serge Wolikow, « Les gauches, l'antifascisme et le pacifisme pendant les années 1930 », Jean-Jacques Becker (dir), *Histoire des gauches en France*, Volume 2, La Découverte, 2005, p. 357.

¹⁶ *Ibid.*, p. 372.

¹⁷ Spécialiste français des questions de politique étrangère et de défense.

¹⁸ Les grands secteurs de l'opinion évoluèrent de façon décisive. Ils rejetèrent le pacifisme et adoptèrent une politique de cohésion nationale, éliminant les divisions idéologiques, contre le péril extérieur allemand. Maurice Vaisse, « Le pacifisme français dans les années trente », *Relations internationales*, n° 53, 1988, p. 49.

¹⁹ *Ibid.*

politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne. Vaïsse affirma qu'en septembre 1939, le pacifisme ne représentait qu'une infime minorité alors que la masse de l'opinion évolua dans le même sens que « l'opinion organisée ». Ainsi, la nation se retrouva unie devant la guerre²⁰.

Cette vision entra ainsi en confrontation avec l'analyse de Jean-Jacques Becker²¹, qui soutint plutôt que l'entrée en guerre, en septembre 1939, ne modifia pas les dissensions idéologiques. Selon lui, la déchirure dans le tissu national, « depuis plusieurs années déjà », créa un sentiment national qui s'était révélé moins convaincu lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Becker nuança donc la thèse selon laquelle le Parti communiste était l'unique responsable du rejet de l'union nationale et argua que l'absence d'unité était présente dans tout l'éventail politique²². Il montra notamment l'échec de Daladier à mettre sur pied un cabinet d'union sacrée, alors que le maréchal Pétain ainsi que les socialistes, représentant le groupe le plus nombreux de la Chambre des députés, se déroberent.

Comme l'indiquent ces historiens, la France des années 1930 était profondément divisée, tant au niveau culturel qu'idéologique. Alors que les gouvernements traditionnels libéraux se succédèrent sans trouver de remède à la crise, la population en colère mit en place la trame de la « guerre franco-française »²³ et cimenta une polarisation idéologique. Enfin, les historiens présentèrent l'année 1936, dominée par les conflits internationaux et les tensions diplomatiques, comme une date charnière pour l'évolution du concept de pacifisme qui se déplaça vers la droite de l'échiquier politique. L'historiographie des années 1980 soulève ainsi un débat face aux divisions idéologiques. Peut-on observer une convergence idéologique à l'approche de la guerre ? Nous tenterons de répondre à cette question.

La presse française et l'Allemagne

Examinons les publications concernant l'histoire de la presse française, avant de prendre en compte les articles qui présentent les réactions de cette presse lors des événements qui menèrent à la Seconde Guerre mondiale.

C'est en 1972 que fut publié l'impressionnant ouvrage collectif dirigé par Claude Bellanger, *Histoire générale de la presse française*. Ce livre est constitué de cinq volumes, mais pour la

²⁰ *Ibid.*, p. 51.

²¹ Historien et spécialiste de l'histoire de la Grande Guerre et de l'histoire contemporaine.

²² Jean-Jacques Becker, « L'union sacrée, l'exception qui confirme la règle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 5, n° 1, 1985, p. 121.

²³ Berstein, *op. cit.*, p. 45.

présente étude, nous utiliserons principalement le *Tome III : de 1871 à 1940*. Cet ouvrage présente des éléments importants sur les orientations politiques des journaux, leur situation financière (qui les possède, leurs difficultés, etc.) et leur impact sur le lectorat français. Ce chapitre montra l'élargissement considérable du champ d'information de la presse française lors de l'entre-deux-guerres. Les informations concernant la politique étrangère devinrent l'un des aspects les plus notables qui occupaient les colonnes des journaux. Les nombreux articles sur la politique étrangère favorisaient une certaine polarisation idéologique alors que le système républicain était remis en cause par la présentation des modèles étrangers autoritaires, tels l'U.R.S.S., l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Ces écrits soulignaient les défauts de la III^e République et faisaient naître chez leurs lecteurs un désir de changement qui se traduisait surtout par un désarroi politique et un manque de confiance dans les institutions²⁴.

L'historien Christophe Charle consacra lui aussi un ouvrage complet à la presse française. Il y présenta l'importance et l'influence des médias dans les domaines de la vie contemporaine. Les journaux furent le premier média de masse et servirent de modèle, « et servent d'ailleurs encore en partie de modèle, aux médias plus récents, tout simplement parce que l'écrit, même supplanté par la puissance instantanée de la parole et la force de vérité apparente des images, reste le support initial ou d'accompagnement du son et de l'image »²⁵. Il y montra les trois principales approches pour analyser la presse, soit comme objet d'histoire sociale et d'histoire culturelle, ainsi que comme enjeu politique. La troisième approche est pertinente pour la présente étude puisqu'elle vise à analyser l'évolution de la perception des journaux lors des grandes ruptures. La période de 1933 à 1939 est particulièrement remplie de ruptures et de changement. Charle observa un déclin de la presse d'opinion en France lors de l'entre-deux-guerres. La presse nationale subit une stagnation et fut concurrencée par les nouveaux médias, dont la radio, le cinéma et les magazines. Les journaux perdirent alors de plus en plus de leur autonomie financière au profit des groupes financiers, des partis ou groupements politiques²⁶.

Dans un ouvrage plus récent, Pierre Albert aborda le déclin relatif de la presse française dans l'entre-deux-guerres. Après la Grande Guerre, la presse quotidienne fut concurrencée par les

²⁴ Claude Bellanger et al., *Histoire générale de la presse française*, tome III : de 1871 à 1940, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p. 484.

²⁵ Christophe Charle, *Le Siècle de la presse (1830-1939)*, Québec, Le Seuil, 2004, p. 10, [en ligne], URL: <https://banq.pretnumerique.ca/ressources/52eabb191dab10c297312a6c> (page consultée le 4 novembre 2021).

²⁶ *Ibid.*

magazines et l'accroissement rapide de l'audience de la radio lors des années 1930. Les journaux durent alors étendre le champ d'information et diversifier leur contenu afin de satisfaire plus de lecteurs. Cette diversification se fit par la régression progressive des rubriques de grande actualité au profit de celles de la petite actualité comme les faits divers, le sport, la vie locale, le cinéma et la vie féminine. Ainsi, « le journal ne fut plus une lecture, mais un choix de lectures et put espérer toucher par la variété de ses articles le plus grand nombre et intéresser en particulier tous les membres de la famille, les femmes comprises »²⁷. Albert soutint que la presse resta une puissance qui pouvait influencer les modes de vie et de pensée, mais « elle devenait incapable de former et de diriger les opinions »²⁸. La lente dévaluation du franc conduisit aussi au déclin relatif de la presse en raison de l'augmentation du prix de vente des journaux. Il s'ensuivit une diminution du nombre de quotidiens parisiens, lequel passa de 40 à 32. Enfin, Albert arriva aux mêmes conclusions que l'ouvrage de Bellanger concernant la remise en question de la III^e République, l'orientation des journaux et leur volonté politique.

Bien que l'historiographie plus récente présente le déclin relatif de la presse lors de l'entre-deux-guerres, il ne faut pas sous-estimer l'importance du concept « d'espace public » qui fut développé par Jürgen Habermas²⁹. Il soutint que l'espace public est un ensemble de personnes privées qui se rassemblent pour discuter des questions d'intérêt commun. Il y a alors une multitude d'espaces qui ont pour but de médiatiser la société et l'État, en tenant compte de la responsabilité de l'État devant la société. Pour Habermas, « cet espace ne reposerait pas sur la synthèse de positions contradictoires issues de groupes en tension ou sur la mise en commun d'intérêts particuliers, mais serait l'expression d'un intérêt général partagé par tous au terme d'une délibération fondée sur des échanges dûment argumentés »³⁰. Enfin, Habermas considère que la presse écrite, du milieu du XVIII^e siècle à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a permis cette publicité des idées et des opinions qui fut garante d'un modèle délibératif et raisonné. Ainsi, bien que la presse subît un déclin lors des années 1930, le journal constitue pour beaucoup de Français

²⁷ Pierre Albert, « L'ère des grands journaux (1919-1939) », *Histoire de la presse*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 82.

²⁸ *Ibid.*, p. 83.

²⁹ Jürgen Habermas, « "L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*, n°18, 1992, p. 161.

³⁰ Marc Lits, « L'espace public : concept fondateur de la communication », *Hermès, La Revue*, vol. 3, n° 70, 2014, p. 77.

la seule lecture et la seule ouverture sur le monde³¹. La presse d'opinion demeura au cœur de l'espace public et continua à animer les débats entre la société et l'État.

Quelques études abordèrent la presse française au sujet de divers événements menant à la Seconde Guerre mondiale. Ces écrits ne traitaient souvent qu'une très courte période et n'étudiaient qu'une frange limitée des opinions. D'abord, l'un des articles portait sur la presse française et l'Allemagne. En 1982, Michel-Noël Bossard étudia le pacifisme angevin dans la presse française de mars 1936 à septembre 1939³² et montra l'état de l'opinion publique angevine concernant le problème de la paix. Il utilisa alors les deux quotidiens locaux *L'Ouest* (radical) et le *Petit Courrier* (organe de l'Union républicaine), puis un hebdomadaire catholique, la *Croix angevine*. Il soutint que le but de la presse locale était d'éloigner le spectre de la guerre à tout prix. De mars 1936 jusqu'à l'*Anschluss*, l'opinion publique souhaitait un rapprochement avec l'Allemagne. Les quotidiens restaient sans réaction face à la remilitarisation de l'Allemagne et ne faisaient qu'entériner les événements, convaincus que ceux-ci la calmeraient et préserveraient la paix³³. La presse alla même jusqu'à accuser les artisans du traité de Versailles d'être « les vrais responsables » de l'*Anschluss*. Jusqu'au coup de Prague en mars 1939, l'alliance franco-anglaise soulevait de l'intérêt dans la presse puisque l'Angleterre appliquait alors une politique d'apaisement qui cherchait à éviter la guerre en négociant et en faisant des concessions à l'Allemagne. C'est le coup de Prague qui marqua une cassure irrémédiable dans les relations entre la France et l'Allemagne. Celle-ci créa une profonde division au sein de la presse angevine, partagée entre la peur du communisme, l'U.R.S.S. étant la dernière alliance possible pour freiner l'Allemagne, et le désir de consolider la paix³⁴. Ainsi, Bossard argua qu'au sein de la presse angevine, le pacifisme de l'opinion publique n'a jamais été démenti. C'est seulement après le coup de Prague que les éditorialistes présenteront l'Allemagne comme une ennemie.

Ensuite, l'un des articles majeurs qui influencèrent la présente recherche fut celui de Robert J. Soucy, en 1998, portant sur les deux premières années du pouvoir nazi. L'auteur y montra les réactions de la presse plutôt que celles de l'opinion publique. Il mentionna que c'était une erreur de croire qu'utiliser un large éventail de journaux français pouvait représenter l'opinion publique

³¹ Yvon Lacaze, « L'opinion publique française et la crise de Munich », *Francia* 18, n° 3, 1991, p. 75.

³² Michel-Noël Bossard, « Le pacifisme angevin. Presse et opinion publique (mars 1936-septembre 1939) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, Tome 89, n° 4, 1982, p. 511.

³³ *Ibid.*, p. 514.

³⁴ *Ibid.*, p. 533.

et qu'il était simpliste de croire que ces journaux n'avaient eu aucun impact sur l'opinion des lecteurs³⁵. Ainsi, dans son article, Soucy avança que les réactions de la presse aux deux premières années d'Hitler au pouvoir étaient largement déterminées par la politique intérieure de chaque journal et des groupes en Allemagne qui étaient persécutés. La presse était largement polarisée selon les différents courants idéologiques et les opinions divergeaient entre dénonciation et soutien, selon les différents groupes ciblés par les nazis. Enfin selon Soucy, pendant ces deux premières années, il y avait une profonde polarisation idéologique au sein de la presse, mais ses lecteurs, peu importe le journal, étaient très bien informés des nombreuses persécutions en Allemagne.

Finalement, Pierre Laborie³⁶ publia un ouvrage important sur l'opinion française. Il affirma que le phénomène d'opinion et « la compréhension des comportements collectifs passent moins par leur mise en relation des faits réels que par l'analyse des représentations mentales à travers lesquelles ces idées et ces faits sont perçus, vécus, commentés, et jugés par les contemporains »³⁷. Son étude de l'opinion française sous Vichy fut basée sur la grande presse aquitaine de la fin des années 1930 et de la première moitié des années 1940, et des sources d'archives lui ont permis d'établir la façon dont l'opinion évolua entre 1938 et 1944. Il soutint, comme le présenta l'historien Gilbert Merlio³⁸, que les Français étaient insuffisamment informés et qu'une forme d'aveuglement s'implanta dans le traitement de l'actualité jusqu'au printemps 1939. Il argua que l'analyse des questions internationales était régulièrement rattachée à une argumentation dirigée contre les adversaires politiques de l'intérieur³⁹. Il argua par la suite, comme le soutint Jean-Jacques Becker, que la prise de conscience du danger hitlérien en mars 1939 ne mena pas à un redressement moral vers une « Union sacrée »⁴⁰. Selon lui, lors du déclenchement de la guerre, les Français étaient divisés, mais prêts à s'acquitter de leur devoir.

Ainsi, comme l'indiquent ces historiens, l'historiographie offre quelques articles sur la presse française qui abordent une période très courte et une frange limitée des opinions. Alors que durant les années 1980 et au début des années 1990, les études étaient principalement basées sur l'analyse de l'opinion publique, les historiens délaissèrent progressivement ce concept pour plutôt analyser

³⁵ Robert J. Soucy, « French Press Reactions to Hitler's First Two Years in Power », *Contemporary European History* 7, n° 1, 1998, p. 23.

³⁶ Historien spécialisé sur l'opinion publique et l'histoire contemporaine.

³⁷ Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1990, p. 18.

³⁸ Gilbert Merlio, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*, vol. n°8, n° 2, 2011, p. 56. Merlio est spécialiste de l'étude du totalitarisme au XXe siècle.

³⁹ Laborie, *op. cit.*, p. 167.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 201.

la perception des journalistes. Quelques mémoires commencent à élargir les périodes étudiées et à cibler les réactions des journaux sans prétendre traiter « l'opinion publique », comme le montrent ceux de Caroline Durand St-Georges⁴¹ et de Kim Perron⁴². Toutefois, aucune recherche n'aborde la perception de la presse française et la remise en question du traité de Versailles par l'Allemagne. Enfin, aucune recherche ne met en relations les cinq journaux qui seront utilisés lors de cette recherche.

Sources

Le corpus de sources de cette recherche est principalement composé d'éditoriaux et d'articles d'opinion appartenant à cinq quotidiens d'idéologies différentes qui sont disponibles en ligne sur le site de la Bibliothèque nationale de France. L'analyse de l'évolution des perceptions de la presse française, entre le 30 janvier 1933 et le 1er septembre 1939, se fera au travers des quotidiens suivants : *L'Action française*, *Le Figaro*, *Le Temps*, *L'Humanité* et *Le Petit Parisien*. L'étude des éditoriaux et articles parus le jour même ainsi que pendant les trois jours suivants chaque événement sélectionné permettra d'obtenir les réactions les plus immédiates. Ainsi, le présent mémoire analyse 108 éditoriaux et 85 articles d'opinion abordant les thèmes de la remise en question du traité de Versailles, c'est-à-dire la remilitarisation et les annexions territoriales. Ces articles journalistiques, figurant entre la première et la troisième page de chaque quotidien, comptent en moyenne 150 lignes.

La sélection de ces journaux parisiens a été faite afin de présenter la perception de la presse nationale qui visait à s'adresser à tous les Français. Nous avons fait ce choix puisque, même s'ils sont des journaux parisiens, la majorité des tirages se faisait « hors Paris » et influençait grandement la presse régionale⁴³. Cette sélection vise aussi à démontrer des points de vue différents. Chacun est rattaché à un courant idéologique particulier et nous avons choisi un journal populaire pour montrer ce qui était le plus lu par la population française. Nous étudierons premièrement *L'Action française*. Il s'agit d'un journal d'extrême droite qui exerça une influence considérable sur la droite lors de l'entre-deux-guerres. Malgré un tirage médiocre, entre 40 000 et 75 000 exemplaires vendus, ce quotidien attira une part importante des intellectuels français qui, sans se rallier

⁴¹ Caroline Durand St-Georges, *La nazification de l'Allemagne perçue à travers la presse alsacienne francophone (1933-1939)*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2014.

⁴² Kim Perron, *La révolution culturelle nazie vue par la presse française entre 1933 et 1939*, Mémoire de M.A., Université de Sherbrooke, 2010.

⁴³ Bellanger et al., *op. cit.*, p. 511.

ouvertement à son programme politique, partageaient une partie de ses doctrines et de ses antipathies, ou s'en inspiraient⁴⁴. Les positions politiques du quotidien étaient avant tout monarchistes. Depuis la mort de la *Gazette de France* en 1915, *L'Action française* était la dernière héritière de la presse monarchiste de Paris. Le journal présenta alors une position nationaliste intégrale qui trouva un écho considérable au pays et dans l'armée. Sa ligne éditoriale était alors dominée par l'antisémitisme, la germanophobie, l'anticommuniste et le nationalisme. Le journal était sympathique aux régimes fascistes. Il soutint le régime de Mussolini, de Salazar et de Franco. Son antigermanisme prit toutefois le dessus vis-à-vis du nazisme d'Hitler⁴⁵.

Le Figaro, deuxième quotidien étudié, était la propriété du parfumeur millionnaire François Coty de 1922 à octobre 1933. Ce dernier était très impressionné par le fascisme italien lors des années 1920. Il participa même à son financement. Ainsi, sous sa direction, le journal *Le Figaro* présentait une ligne éditoriale d'extrême droite⁴⁶. Les thèmes les plus populaires abordés par ce quotidien étaient alors le corporatisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'anticommunisme. Le journal prit une tournure plus modérée à la suite de l'éviction de François Coty en octobre 1933. La direction du journal fut confiée à Pierre Brisson et Lucien Romier qui s'éloignèrent quelque peu des positions fascistes de Coty vers une droite plus modérée, mais qui maintinrent une ligne éditoriale anticommuniste. Ce changement d'orientation profita au quotidien alors que son tirage augmenta de 50 000 à 80 000 exemplaires vendus entre 1934 et 1939. Ils craignirent alors une « contagion bolchévique » et virent l'Allemagne nazie comme un rempart pour la prévenir. Il est alors possible d'observer une certaine fascination et admiration du régime nazi dans plusieurs reportages⁴⁷.

Notre troisième quotidien, *Le Temps*, était un journal de qualité du centre. Ses informations sérieuses et la valeur de ses commentaires lui assuraient une grande influence dans les milieux politiques et économiques en France et en Europe⁴⁸. Avec un tirage entre 60 000 et 80 000 exemplaires vendus, il était considéré comme étant l'interprète ou le porte-parole du Quai d'Orsay. La ligne éditoriale était modérée et mettait de l'avant « le droit républicain ». En politique intérieure, il s'orienta vers le centre droit et eut une attitude hostile envers les différents

⁴⁴ *Ibid.*, p. 532.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 531.

⁴⁶ Claire Blandin, *Le Figaro : deux siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 113.

⁴⁷ Perron, *op. cit.*, p. 40.

⁴⁸ Bellanger *et al.*, *op. cit.*, p. 558.

gouvernements de gauche. Son anticommunisme ne fut qu'épisodiquement atténué lors des années 1930. Pour ce qui est de la politique étrangère, il maintint une position très nuancée et parfois contradictoire envers l'Allemagne nazie⁴⁹. Le journal, surtout après 1931, accorda une grande importance à l'alliance anglaise, au point que son attitude sembla quelquefois calquée sur le *Times*, surtout en 1938 et 1939⁵⁰. Ces deux journaux portaient le même nom et avaient le même statut dans leurs pays respectifs.

Le quatrième journal, *L'Humanité*, occupait une position unique dans le paysage médiatique des années 1930, puisqu'il était l'organe officiel du Parti communiste français (PCF). La ligne éditoriale était fixée par le PCF et les journalistes étaient alors des militants, « voire des combattants d'un parti révolutionnaire »⁵¹. L'antifascisme de *L'Humanité* se distinguait de celui de la majorité des quotidiens de gauche puisqu'il ne s'appliquait pas seulement à la menace intérieure, mais aussi à la menace extérieure. Celui-ci critiquait ouvertement les régimes autoritaires d'extrême droite, tel celui de l'Allemagne nazie. Il dénonça même les politiques intérieures et extérieures du régime nazi dès sa prise de pouvoir en 1933 et jusqu'à la fin de la décennie⁵². Les années 1930 furent une période prospère pour le journal. Le tirage atteignit les 300 000 exemplaires vendus en 1936 et 350 000 en mars 1939⁵³.

Finalement, le *Petit Parisien* était l'un des journaux les plus lus de son époque. Après l'armistice, ce dernier ne put maintenir ses tirages qui oscillèrent à près de 1,5 million d'exemplaires entre 1919 et 1935⁵⁴. Le journal connut un grand succès grâce à la qualité et à la variété de ses articles (politique, faits divers, sport ...). Il faisait preuve d'une apparente neutralité et se refusait de joindre toute polémique, mais il était anticommuniste de principe⁵⁵. En politique extérieure, il était très attaché à la politique du Quai d'Orsay. Ce quotidien maintint une ligne éditoriale favorable à George Bonnet et à l'entente avec l'Allemagne. Lors de la conférence de Munich et à la veille de la guerre, le journal soutint à fond la politique d'apaisement de Daladier⁵⁶.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 559.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 561.

⁵¹ Christian Delporte, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau monde Éditions, 2004, p. 14.

⁵² Perron, *op. cit.*, p. 38.

⁵³ Bellanger *et al.*, *op. cit.*, p. 581.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 512.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*, p. 514.

Méthodologie

La présente recherche sera basée sur une analyse qualitative et comparative des cinq journaux étudiés. La méthode d'enquête ciblera les dates de certains événements majeurs qui contribuèrent à la remise en question du traité de Versailles entre l'avènement d'Hitler et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il est question de viser des dates précises afin de pouvoir les repérer dans les cinq quotidiens à l'étude. Pour tous les événements, nous aurons recours aux études historiques afin de mesurer le degré d'exactitude de ce qu'écrivaient les journalistes et le « biais » que produisait leur idéologie. Lors de l'analyse des articles, nous indiquerons la façon dont le contenu se compare aux connaissances historiques. On analysera la compréhension de l'événement par les quotidiens et leur point de vue. Rapportent-ils tous les faits ou seulement une partie ? Y a-t-il des erreurs factuelles ? Quelle importance accordaient-ils à un phénomène ? Combien d'articles présentent cet événement ? À quelle page est-il présenté ? Par la suite, nous vérifierons quelle influence les courants idéologiques auxquels s'identifient ces journaux ont pu avoir sur leurs interprétations. Quels termes utilisent-ils pour décrire les acteurs ? Quels sont leurs partis pris ? Y a-t-il continuité dans leurs positions ? Les éditoriaux ou articles d'opinion analysés seront ceux signés par les journalistes vedettes des journaux puisque ce sont ces chroniques qui indiquent le mieux l'opinion des quotidiens. Nous porterons davantage attention aux articles signés par Charles Maurras (*L'Action française*), Léon Daudet (*L'Action française*), Wladimir d'Ormesson (*Le Figaro*), Lucien Bourguès (*Le Petit Parisien*) et Gabriel Péri (*L'Humanité*). Le contraste entre les points de vue viendra nous orienter sur la compréhension que chacun avait de la remise en question du traité de Versailles par l'Allemagne de 1933 à 1939.

Hypothèses de recherche

Trois grandes hypothèses baliseront notre démarche.

Premièrement, nous croyons que la place de la remise en question du traité de Versailles évoluera dans la presse française de 1933 à 1939. Lors des deux premières années du régime nazi, la presse soulèvera probablement ses premières inquiétudes face à de futures révisions des clauses militaires et territoriales. Il est concevable que ce soit lorsqu'Hitler entreprendra ses premières actions révisionnistes contre les clauses militaires du traité de Versailles que le sujet occupera plus de place dans les journaux nationaux. Les journalistes se feront un devoir de présenter les clauses qui seront violées ainsi que leur importance pour la sécurité française. La sauvegarde ou la révision du traité de paix de 1919 se retrouvera alors au cœur des préoccupations de la presse. Enfin, nous

croyons que c'est lors de la période de 1938 et 1939 que la place du traité de Versailles deviendra la moins importante au sein de la presse. Alors que la France appuiera la Grande-Bretagne dans sa politique d'apaisement, elle sacrifiera certaines clauses territoriales afin d'éviter un conflit armé avec l'Allemagne nazie. Les conciliations révisionnistes françaises s'arrêteront lors de la prise de Prague du 15 mars 1939, alors que l'Allemagne remettra en question l'un des principes fondamentaux du traité de Versailles. Il devrait alors y avoir un retour de la place du traité au sein de la presse française jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Deuxièmement, nous pensons que les différentes idéologies politiques exerceront une influence majeure sur les préoccupations des journalistes de 1933 à 1939. Nous croyons que chacun aura sa propre vision du révisionnisme, mais qu'il sera possible d'observer des convergences et des divergences entre les différents journaux. Dès les deux premières années d'Hitler au pouvoir, nous pourrions probablement observer les premières divergences d'opinions face au traité de Versailles. Il est concevable de croire que c'est lors de cette période qu'il y aura les divergences les plus profondes, puisque l'Allemagne hitlérienne se montrera prudente en politique extérieure. Nous croyons retrouver dans les articles une certaine volonté de la presse de sauvegarder le traité de Versailles, alors que les idéologies d'extrême droite comme d'extrême gauche en profiteront pour critiquer la république ainsi que certaines clauses du traité de paix. Nous pensons que les divergences d'opinions seront maintenues lors de la remilitarisation du Reich jusqu'au début 1936. La remilitarisation de la Rhénanie sera un événement de révision majeur du traité de Versailles et de la sécurité française. Celui-ci favorisera les premiers pas vers une convergence d'opinion pour l'union nationale. Nous croyons enfin, comme le démontra l'étude de Caroline Durant St-Georges⁵⁷ et les travaux de Maurice Vaisse, que les divergences vont devenir moins importantes lors des annexions territoriales du Reich jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il est probable que seule *L'Humanité* maintienne ses critiques face à la République et à l'Allemagne nazie, jusqu'à ce qu'elle soit interdite en août 1939. Nous nous positionnerons ainsi dans le débat historiographique qui oppose la thèse de Maurice Vaisse à celles de Jean-Jacques Becker et Pierre Laborie.

Troisièmement, nous prendrons place dans le débat historiographique concernant l'aveuglement des journalistes qui place Georges-Henri Soutou en confrontation avec Gilbert Merlio et Pierre Laborie. Nous estimons, comme le montra Soutou, que les journalistes n'étaient

⁵⁷ Durant St-Georges, *op. cit.*, p. 93.

pas aveugles face aux visées révisionnistes d'Hitler et qu'ils comprenaient la gravité des événements. Cependant, le positionnement politique des journaux face aux relations franco-allemandes influencera l'exactitude du portrait qu'ils feront des événements outre-Rhin relatifs au traité de Versailles. Nous croyons que de 1933 à 1936, la presse républicaine aura une compréhension plus complète des événements que les presses d'extrême droite et d'extrême gauche. Ces dernières tenteront plutôt de camoufler ou de surreprésenter des faits afin de souligner les faiblesses de la France face à une Allemagne révisionniste. Celles-ci remettront en cause l'instabilité politique qui paralyse la politique extérieure française. Nous supposons que la date charnière de 1936 modifiera cet ordre. La France, après avoir perdu sa place de première puissance sur le continent, s'engagera dans une politique d'apaisement. Cette dernière aura alors un impact majeur sur la présentation des événements alors que la presse républicaine tentera de camoufler certains faits afin de justifier cette politique jusqu'en 1939. La presse communiste en profitera pour présenter ces faits afin de justifier sa politique antifasciste. Enfin, nous supposons que la compréhension du journal *Le Petit Parisien* sera la plus vulgarisée et tentera d'éviter de critiquer la politique extérieure française. Ce quotidien sera fortement influencé par son orientation républicaine tout au long de la période étudiée.

CHAPITRE 1 : LES PREMIÈRES RÉACTIONS DE LA PRESSE FACE À LA POLITIQUE RÉVISIONNISTE D'HITLER 1933-1934

Les deux premières années d'Hitler au pouvoir sont particulièrement importantes pour l'analyse du regard et des préoccupations de la presse nationale française. Elles nous permettront d'établir les bases de leurs positions et de leurs inquiétudes face à la politique révisionniste allemande. Les journalistes des quotidiens parisiens ciblés ont-ils une bonne compréhension de la situation intérieure allemande ? Comprennent-ils les visées révisionnistes d'Adolf Hitler ? Présentent-ils des inquiétudes ou des craintes face à leur voisin d'outre-Rhin ? Quelles sont leurs positions face à la révision du traité de Versailles ? Est-il possible d'observer des convergences d'opinions ? Enfin, de quel côté se range la presse populaire ?

1.1. Politique du révisionnisme allemand 1919-1933

Avant de commencer l'analyse du révisionnisme allemand de 1933 à 1939, il est important de faire le point sur la politique allemande qui succéda à la Grande Guerre. En novembre 1918, la plupart des Allemands s'attendaient à ce que les conditions de paix soient relativement équitables. Les Alliés n'étaient pas parvenus à mettre le pied sur le sol du pays et les Allemands avaient annexé plusieurs territoires à l'Ouest comme à l'Est. Ces éléments firent en sorte que de nombreux Allemands refusaient de croire qu'ils avaient été vaincus. Les conditions de l'armistice du 11 novembre 1918 semblaient démesurément sévères ; toutes les troupes allemandes durent se retirer de l'ouest du Rhin; le traité de Brest-Litovsk, signé en mars 1918, fut répudié et l'Allemagne dut remettre une grande quantité d'équipements militaires aux Alliés, dont l'intégralité de sa flotte. Pour que ces conditions fussent respectées, les Alliés maintinrent l'embargo sur l'Allemagne jusqu'en juillet 1919, ce qui y aggrava la pénurie alimentaire. Ces conditions « furent ressenties de façon quasi unanime comme une humiliation nationale injustifiée »⁵⁸ et répandirent le mythe du « coup de poignard dans le dos » au sein de la population allemande⁵⁹. L'armée allemande croyait qu'elle avait été vaincue par ses ennemis de l'intérieur qui regroupaient les socialistes, les juifs ainsi que les signataires de l'armistice⁶⁰.

⁵⁸ Richard J. Evans, *Le Troisième Reich : L'avènement*, Paris, Flammarion, 2009, coll. « Au fil de l'histoire », p. 97.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ L'armistice semblait donc sévère, mais il l'était moins que le traité de Brest-Litovsk qui avait été imposé aux Russes par l'Allemagne. *Ibid.*

La défaite entraîna l'effondrement du système impérial et mena à la démocratisation du système politique de l'Empire allemand. Les partis démocratiques, exerçant le pouvoir seulement depuis le 9 novembre 1918, eurent la lourde tâche de « négocier » les clauses du traité de Versailles qui furent signées le 28 juin 1919⁶¹. Cette signature engendra des conséquences économiques, militaires et territoriales pour l'Allemagne. D'abord, les Alliés imposèrent à l'Allemagne des réparations financières pour les dommages de guerre que la Belgique et la France subirent lors de l'occupation et des destructions systématiques opérées lors de la retraite allemande. Alors qu'en janvier 1921, les réparations représentaient 226 milliards de marks-or, elles furent rapidement réduites en mai 1921 en deux blocs : 52 milliards exigibles et 80 milliards laissés pour plus tard. Ainsi, elles n'excédaient pas les ressources dont disposait l'Allemagne et n'étaient pas déraisonnables, compte tenu des destructions qu'elle avait causées⁶².

Ensuite, les dispositions militaires imposèrent à l'Allemagne une armée réduite ne dépassant pas le nombre maximum de 100 000 hommes. Le traité lui interdisait également les chars, l'artillerie et la conscription. Les forces allemandes ne devaient comporter aucune aviation militaire ni navale. Leur marine fut démantelée et il lui fut interdit de construire de nouveaux vaisseaux de grands gabarits. Enfin, pour assurer la sécurité de la France, l'Allemagne dut aussi désarmer et démanteler toutes les forteresses et places fortes terrestres qui étaient situées en territoire allemand à l'ouest d'une ligne tracée à cinquante kilomètres à l'est du Rhin. La Rhénanie fut alors occupée par les troupes françaises et britanniques afin de faire respecter cette clause jusqu'en 1935.

Pour finir, les clauses territoriales du traité n'étaient pas accablantes. L'Allemagne put maintenir son unité et céda seulement des territoires peuplés en majorité d'allogènes⁶³. Elle perdit alors 13% de son territoire et 10% de sa population. L'Alsace-Lorraine fut rendue à la France de même que les secteurs frontaliers d'Eupen, Malmédy et Moresnet. La région de la Sarre fut placée sous mandat de la Société des Nations (SDN) avec la promesse que la population pourrait décider si elle souhaitait être rattachée à la France lorsque le mandat arriverait à échéance. Les puissances victorieuses n'accordaient pas la fusion de l'Allemagne et de l'Autriche germanophone malgré les principes des « quatorze points » de Wilson qui autorisait chaque nation à décider librement de son

⁶¹ *Ibid.*, p. 98.

⁶² Sally Marks, « Mistakes and Myths: The Allies, Germany, and the Versailles Treaty, 1918–1921 », *The Journal of Modern History*, vol. 85, n° 3, 2013, p. 645.

⁶³ Gérard Araud, « Le traité de Versailles était-il un diktat ? », *Commentaire*, vol. 2, n° 154, 2016, p. 290.

avenir et sans ingérence extérieure⁶⁴. Si cette disposition fut valable pour la formation de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, elle ne le fut pas pour l'Allemagne. La création du nouvel État polonais fit perdre à l'Allemagne la province de Posen, une grande partie de la Prusse-Occidentale et une partie de la Haute-Silésie. De plus, afin d'assurer à la Pologne un accès à la mer, le traité de paix lui accorda un « corridor » vers la mer du Nord qui sépara l'Allemagne de la Prusse-Orientale. Dantzig fut alors déclaré « ville libre » et fut placé sous la protection de la SDN. Pour terminer, les colonies outremer allemandes furent saisies et redistribuées, sous l'administration de la SDN, parmi les vainqueurs.

Toutes ces clauses furent accueillies « avec horreur et incrédulité par la majorité des Allemands »⁶⁵ notamment l'article 231. La question de la culpabilité de la guerre ou le mensonge de la culpabilité de la guerre « devint un lieu de ralliement de toutes les hostilités, traversant largement les prismes partisans »⁶⁶. Alors que cette clause ne représentait aucunement une clause de culpabilité⁶⁷, les Allemands l'avaient interprétée et utilisée comme telle. Un sentiment quasi unanime d'indignation se répandit alors dans toutes les classes sociales allemandes. Cet article deviendra un véritable cri de ralliement pour les nazis qui développèrent leur haine et leur propagande en faveur d'une révision du traité de Versailles.

Ce sentiment d'indignation dirigea aussi la politique extérieure de la République de Weimar avant 1933. Pendant les trois premières années de son pouvoir, Hitler profita grandement de l'œuvre accomplie par ses prédécesseurs Stresemann, Brüning et Von Papen. D'abord, Stresemann obtint des succès remarquables dans la révision du traité de 1919. Il fit signer les accords de Locarno⁶⁸ et fit entrer l'Allemagne à la SDN. Il travailla aussi à l'acceptation du plan Young qui amena l'évacuation du reste des territoires occupés, dont la Rhénanie, par les troupes alliées, cinq ans avant la date prévue⁶⁹. Ensuite, le chancelier Brüning poursuivit la politique révisionniste allemande. Son programme visait à régler la question des réparations, de l'égalité militaire et du

⁶⁴ Evans, *op. cit.*, p. 99.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 102.

⁶⁶ Vincent Laniol, « L'article 231 du traité de Versailles, les faits et les représentations. Retour sur un mythe », *Relations internationales*, n° 158, 2014, p. 9.

⁶⁷ Lors de sa rédaction, l'article 231 ne visait pas à exiger un aveu de culpabilité morale de l'Allemagne en tant que condamnation de sa politique d'avant-guerre, mais plutôt à lui demander réparations dans la mesure où elle avait pris l'initiative des hostilités. C'est lors de la traduction approximative, par la délégation allemande, que l'expression « *als Urheber des Krieges* » fut ajoutée, signifiant donc que l'Allemagne était l'instigatrice de la guerre et changeant ainsi le sens de l'article. Voir *Ibid.*, p. 22.

⁶⁸ Les accords de Locarno, signés le 16 octobre 1925, visaient à garantir les frontières occidentales de l'Allemagne.

⁶⁹ Charles Bloch, *Le IIIe Reich et le Monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, p. 31.

« corridor polonais »⁷⁰. Il travailla fortement sur la question militaire lors de la Conférence mondiale du désarmement qui s'ouvrit à Genève le 2 février 1932. L'Allemagne y invoqua l'égalité des droits et le désarmement général alors que le climat de la Conférence fut nettement favorable. Il œuvra aussi sur la question des réparations, toutefois, il fallut attendre le remplacement de Brüning par Papen pour que l'Allemagne obtînt la suspension des réparations le 9 juillet 1932. Papen poursuivit aussi les démarches de son prédécesseur en ce qui concerne l'égalité des droits en armement. En septembre 1932, il suspendit la participation de l'Allemagne de la conférence de Genève jusqu'à ce qu'elle obtienne l'égalité. Cette pression sur les grandes puissances les força ainsi à signer la déclaration qui accorda l'égalité des droits « dans un cadre de la sécurité européenne » le 11 décembre 1932. Enfin, les prédécesseurs d'Hitler poursuivirent une politique révisionniste qui facilita grandement ses débuts. L'historien Charles Bloch argua même que le révisionnisme du *Führer* en 1933 ne créa pas un grand bouleversement, puisqu'il s'inscrivait dans la continuité de la politique extérieure allemande⁷¹.

1.2. Nomination d'Hitler comme chancelier d'Allemagne (30 janvier 1933)

La nomination d'Adolf Hitler comme chancelier d'Allemagne par le président Paul von Hindenburg surprit un grand nombre de contemporains de l'époque et incita plusieurs historiens à se pencher sur les causes de cette décision. L'historiographie récente présente cette dernière comme un choix stratégique du président de la République de Weimar afin de mettre Hitler et le parti nazi en échec. L'historien Richard J. Evans soutint cette thèse en arguant que le choix du président Hindenburg fut basé sur le déclin du parti nazi et la crainte d'une guerre civile. À l'aube de 1933, la situation politique en Allemagne était chaotique. Depuis les élections de juillet 1932, la crainte d'une guerre civile devint de plus en plus grande en raison de la polarisation idéologique qui divisa la population allemande⁷². Lors de ces élections, les nazis avaient obtenu 13,8 millions de voix alors que les sociaux-démocrates et les communistes réunis en avaient recueilli 13,4 millions. Tous les autres partis n'avaient remporté que 9,8 millions de voix⁷³. Evans montra que, malgré ce succès, la progression électorale nazie avait atteint sa limite et qu'elle entra dans une phase de déclin qui débuta avec les élections de novembre 1932⁷⁴.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 31.

⁷¹ *Ibid.*, p. 30.

⁷² Evans, *op. cit.*, p. 360.

⁷³ *Ibid.*, p. 362.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 368.

Ce déclin s'expliqua par les difficultés financières du parti et les attaques populistes d'Hitler contre le gouvernement. Celles-ci échaudaient les classes moyennes qui n'appréciaient pas les velléités « socialistes » des nazis⁷⁵. Les nombreuses campagnes électorales de 1932 avaient mis leur parti au bord de la banqueroute. Alors qu'il vécut des troubles économiques et des pertes de voix électorales, certains membres commençaient à critiquer Hitler pour avoir refusé de joindre la coalition gouvernementale sans y être nommé chancelier⁷⁶. Le chef de l'organisation du parti, Gregor Strasser, contesta l'état déplorable auquel Hitler avait réduit l'organisation du mouvement. La situation intérieure du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) devint critique lorsque le nouveau chancelier Kurt von Schleicher entama des négociations avec Strasser afin de rallier l'organisation au sein d'une coalition gouvernementale. Hitler réagit rapidement pour éviter une scission. Lors d'une entrevue tendue avec celui-ci, Strasser renonça à toutes ses fonctions le 8 décembre et se retira complètement de la vie politique⁷⁷. Hitler intervint alors auprès des hésitants au sein du parti et fit une tournée éclair à travers le pays afin de convaincre les nombreux fonctionnaires du bien-fondé de sa position.

Au début de l'année 1933, le déclin continua alors que les nazis n'arrivaient pas à améliorer leur résultat de juillet 1932 et la situation économique mondiale commençait à s'améliorer. Le chancelier Schleicher vit alors les possibilités de préparer un grand programme de création d'emplois. Cela constituait une menace pour le parti nazi puisque ses succès électoraux reposaient essentiellement sur la crise économique. Observant les difficultés d'Hitler, Hindenburg et ses conseillers, ainsi que l'ex-chancelier von Papen, crurent que c'était le moment propice pour dompter les nazis en les faisant participer au gouvernement, car leurs dissensions et leurs pertes récentes les avaient mis en position de faiblesse. Ils croyaient que si le « déclin se poursuivait et que la reprise économique se maintenait, il était possible, que dans un avenir proche, les anciens partis se relèvent et que l'on revienne à un système de gouvernement parlementaire incluant les sociaux-démocrates »⁷⁸.

Enfin, à la fin du mois de janvier 1933, une rumeur circulait selon laquelle Schleicher, avec le soutien du haut commandement de l'armée Kurt von Hammerstein, préparait un coup d'État. Selon celle-ci, il avait l'intention d'éliminer le Reichstag par un décret présidentiel, d'interdire les

⁷⁵ *Ibid.*, p. 367.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 371.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 372.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 373.

communistes ainsi que les nazis et d'instaurer une dictature militaire. Cette rumeur préoccupa les milieux politiques, car Schleicher, en l'absence du soutien du parlement, avait besoin de pouvoirs extraconstitutionnels afin de résoudre la crise. Lorsqu'il demanda à Hindenburg de dissoudre le Reichstag et de placer le pays en vertu du décret d'urgence, ce dernier refusa, ce qui mena à la démission de Schleicher le 28 janvier 1933. Certains membres du gouvernement et von Papen craignaient qu'il passe à l'action pour obtenir les pouvoirs qui lui furent refusés.

Von Papen, responsable des négociations, décida finalement de placer Hitler au poste de chancelier en l'entourant « d'un cordon de collègues conservateurs chargés de le contrôler »⁷⁹. Hitler prêta serment le 30 janvier 1933 et prit ses fonctions de chancelier du Reich. Dans ce cabinet dominé par von Papen et ses amis conservateurs, seuls deux grands mandats stratégiques furent confiés aux nazis, le ministère de l'Intérieur, confié à Wilhelm Frick, et la chancellerie occupée par Hitler. Hermann Goering fut aussi nommé ministre d'un poste stratégique, celui de ministre de l'Intérieur de la Prusse, ce qui plaçait la police de la majeure partie de l'Allemagne sous le contrôle direct du parti nazi. Franz von Papen devint vice-chancelier et continua à exercer ses fonctions de commissaire du Reich en Prusse. Il était alors le supérieur de Goering. Il voyait en les nazis des gens vulgaires, incultes, sans aucune expérience du pouvoir et qui seraient certainement faciles à contrôler. Papen confia même à un ami conservateur inquiet : « D'ici deux mois, nous aurons poussé Hitler dans un coin et vous l'entendrez piailler »⁸⁰.

Observons maintenant la compréhension ainsi que les préoccupations face au révisionnisme hitlérien des journaux d'orientation républicaine, d'extrême droite et d'extrême gauche qui sont étudiés dans ce mémoire.

La presse d'orientation républicaine

Les journaux d'orientation républicaine, représentés dans ce mémoire par *Le Temps* et *Le Petit Parisien*, montrèrent une certaine curiosité face à l'avènement d'Hitler au pouvoir et peu d'inquiétude face à son révisionnisme. D'abord, ils brossèrent tous deux un portrait chaotique de la situation politique en Allemagne. Ils présentèrent le désarroi politique marqué par la démission de Schleicher, les intrigues parlementaires et la nomination d'Hitler comme chancelier alors que

⁷⁹ *Ibid.*, p. 375.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 377.

son parti était en phase de déclin. Enfin, les deux quotidiens insistèrent sur la position minoritaire du Parti nazi au Reichstag.

Le 1^{er} février 1933, le rédacteur anonyme du journal *Le Temps* posa deux hypothèses afin d'expliquer l'avènement du *Führer* qu'il décrit comme étant « un miracle » : ou bien le maréchal-président avait moralement abdiqué devant la force révolutionnaire hitlérienne, ou bien il était résolu à en finir avec Hitler en l'usant par l'épreuve du pouvoir et en l'obligeant à prendre ses responsabilités⁸¹. Le journaliste expliqua davantage la seconde hypothèse et montra qu'Hitler était fortement encadré dans le nouveau cabinet et que la majorité des « leviers de commande » de l'action gouvernementale ne lui appartenait pas. Selon lui, le Parti national-socialiste était aux commandes des portefeuilles les plus touchés par la crise, c'est-à-dire de maintenir l'ordre à l'intérieur, de remédier au chômage et de faire face aux difficultés immédiates de la situation allemande. Il était alors « possible que le nouveau chancelier s'use rapidement à ce jeu » et qu'il perde « son immense popularité »⁸². Bien que cette idée aille à l'encontre des études récentes, comme celle de François-Georges Dreyfus qui argua que ces ministères offraient le contrôle des trois cinquièmes de l'Allemagne au NSDAP⁸³, le rédacteur du *Temps* démontra une compréhension détaillée de la situation allemande.

De son côté, le journaliste du *Petit Parisien*, Lucien Bourguès, brossa un portrait plus vulgarisé de la situation allemande. Il expliqua que la décision de Von Papen de nommer Hitler à la tête du gouvernement était curieuse, puisqu'il avait tout fait pour arrêter le flot hitlérien lors des élections de juillet et de novembre 1932. Par la suite, il mentionna que le maréchal Hindenburg et l'ex-chancelier Von Papen « [croyaient] certainement soumettre Hitler à une dangereuse épreuve » et qu'ils « [espéraient] qu'il [échouerait] dans son essai de gouvernement et [perdrait] sa popularité dans une chute irrémédiable »⁸⁴. Il ne présenta toutefois aucun argumentaire afin d'appuyer son opinion sur la situation allemande. Le journaliste établit par la suite un argumentaire contraire à celui de son collègue du journal *Le Temps*. Il souleva un doute face aux calculs d'Hindenburg et de Von Papen alors qu'il argua que « Nul ne sait si Hitler possède, oui ou non, les talents de l'homme d'État. [...] Ce qui est certain, néanmoins, c'est qu'en bien des occasions Hitler a fait

⁸¹ Anonyme, « Bulletin du jour : Le cabinet Hitler en Allemagne », *Le Temps*, 1^{er} février 1933, p. 1.

⁸² *Ibid.*

⁸³ François G. Dreyfus, *Le Troisième Reich*, Paris, Librairie générale française, 1998, p. 111.

⁸⁴ Lucien Bourguès, « Adolf Hitler devient chancelier du Reich », *Le Petit Parisien*, 31 janvier 1933, p. 1.

montre d'une énergie indomptable et d'un esprit politique assez fin »⁸⁵. Cette citation présente bien la curiosité face au mouvement d'extrême droite qui se développait outre-Rhin. Enfin, contrairement à son collègue du quotidien *Le Temps*, Bourguès montra que les principaux leviers de commande du cabinet se trouvaient aux mains des hitlériens. Selon lui, les nazis étaient en mesure de gouverner, sans empêchement sérieux, toute l'Allemagne et même de la former à l'image du « Troisième Reich »⁸⁶. Ainsi malgré de légères divergences d'interprétation, les deux quotidiens républicains avaient une bonne compréhension de la situation.

Ensuite, la presse d'orientation républicaine présenta peu d'inquiétude face au révisionnisme allemand. Le journal *Le Temps* mentionna que le programme du nouveau chancelier était « incohérent et follement démagogique ». Le rédacteur anonyme souleva alors cette interrogation : « Ne fût-il pas encadré comme il l'est au gouvernement que toute tentative de ce genre ne pourrait que provoquer une catastrophe immédiate. »⁸⁷ Il ne voyait pas cette nomination comme un danger pour la politique étrangère française et préféra attendre les actes du nouveau cabinet hitlérien⁸⁸. Le journaliste souligna tout de même une certaine inquiétude face à la question du désarmement. Il craignait que les troupes d'assaut d'Hitler ainsi que les Casques d'acier soient intégrés dans les forces du Reich. Si cette inquiétude devenait réalité, « on se trouvera en présence d'une situation qui constitue une violation manifeste des clauses militaires du traité de Versailles et qui bouleversera entièrement les données du problème du désarmement tel qu'il se pose actuellement à Genève »⁸⁹. Ainsi, le journaliste fit appel à la vigilance envers une remise en question de la clause 160 du traité de Versailles qui mentionne que « la totalité des effectifs de l'armée des États qui constituent l'Allemagne ne devra pas dépasser cent mille hommes, officiers et dépôts compris, et sera exclusivement destinée au maintien de l'ordre sur le territoire et à la police des frontières »⁹⁰.

De son côté, le journaliste Camille Loutre, du journal *Le Petit Parisien*, exprima lui aussi peu d'inquiétude face à des mesures de remise en question du traité de Versailles. Il constata que le nouveau régime maintint von Neurath aux Affaires étrangères afin de calmer les appréhensions en

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ « Bulletin du jour : Le cabinet Hitler en Allemagne », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ Anonyme, « Bulletin du jour : Le Désarmement », *Le Temps*, 2 février 1933, p. 1.

⁹⁰ « Traité de Versailles 1919, Partie V : Clauses militaires, navales et aériennes », *Digitèque MJP*, [en ligne], URL: <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles6.htm>, (page consultée le 4 octobre 2020).

matière de politique extérieure. Il observa toutefois que l'ère weimarienne était close et qu'une nouvelle phase de la politique allemande, « l'Allemagne nationale »⁹¹, débutait. Il argua que le nouveau cabinet d'Hitler réunit tout ce que l'Allemagne comptait d'éléments antirépublicains et qu'Hitler accepta de prendre le pouvoir afin de caser ses 400 000 miliciens. Selon lui, l'absorption de ces soldats par les services de l'État pourrait éventuellement retenir « l'attention de la conférence de désarmement, parce que si l'on compte le Casque d'acier et autres associations de même farine, on peut dire qu'un très fort pourcentage de la population masculine apte au service armé est déjà pratiquement mobilisée [*Sic*] »⁹². Cet article montra ainsi une certaine inquiétude face à la violation de l'article 160 du traité de Versailles. Toutefois, les lignes soulevant cette appréhension figurent à la troisième page du quotidien. S'il y avait eu une réelle crainte face au révisionnisme, ces lignes se trouveraient certainement à la première page.

Ces deux quotidiens établirent ainsi clairement leur position antirévisionniste et leur attachement aux clauses du traité de Versailles assurant la sécurité française. *Le Temps* comme le *Petit Parisien* étaient toutefois peu inquiétés par la politique extérieure du nouveau chancelier puisqu'elle s'inscrivait dans la continuité de celle de ses prédécesseurs.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Les journaux d'extrême droite et d'extrême gauche, représentés respectivement dans ce mémoire par *L'Action française*, *Le Figaro* et *L'Humanité*, n'étaient pas favorables à l'avènement d'Hitler au pouvoir. Ceux-ci n'hésitèrent pas à émettre des inquiétudes quant aux répercussions internationales. Ils montrèrent toutefois des positions très différentes face à la remise en question du traité de Versailles. Avant d'analyser leurs positions et préoccupations, observons d'abord le degré d'exactitude du portrait de la situation allemande.

De nombreux rédacteurs de *L'Action française* brossèrent un portrait fortement influencé par leur position antirévisionniste. Charles Maurras argua que la fin de l'occupation de Mayence en juin 1930 laissa place au nazisme. Alors que quelques soldats français à Mayence suffisaient à tenir en échec l'hitlérisme, l'évacuation de la Rhénanie provoqua, selon lui, une violente poussée de l'esprit hitlérien lors des élections historiques du 14 septembre 1930. Maurras affirma que, depuis, l'hitlérisme connut des hauts comme des bas : « ces reculs avaient bien parus s'accroître ces temps

⁹¹ Camille Loutre, « Hitler au pouvoir en Allemagne », *Le Petit Parisien*, 31 janvier 1933, p. 3.

⁹² *Ibid.*

derniers, et notre presse servile, nos journaux de mangeoire et de râtelier, en avaient tiré leurs conclusions intéressées sur le fatal reflux de l'esprit de guerre allemand. Résultat : Hitler est devenu chancelier. Rien que ça. »⁹³ Il était alors conscient de la situation politique chaotique en Allemagne et du déclin relatif du parti nazi. Cependant, il ne sembla pas comprendre comment Hitler accéda au pouvoir. Son collègue, Léon Daudet, souligna que le fait le plus extraordinaire était que le maréchal Hindenburg laissa Hitler s'asseoir dans « le fauteuil de Bismarck »⁹⁴. Les deux rédacteurs ne tentèrent toutefois pas d'émettre d'hypothèse face à cette situation jugée extraordinaire.

Pour sa part, Raymond Henry du *Figaro* peignit un portrait négatif de la situation allemande. Il mentionna que « dans le domaine politique comme dans le domaine économique, c'est l'instauration de la dictature au profit des grands industriels, des hobereaux et des militaires »⁹⁵. Le journaliste souligna que le cabinet hitlérien donnait le coup mortel au parlementarisme et à la République de Weimar. Cette présentation entre en contradiction avec celle de l'historien Charles Bloch, qui argua que le cabinet von Papen de 1932 marqua la fin de la République allemande⁹⁶. Henry se pencha sur la nomination d'Hitler à la chancellerie qui lui sembla incompréhensible. Alors que le président Hindenburg était contre la création d'un cabinet autoritaire minoritaire dirigé par Hitler, il finit par capituler le 30 janvier 1933. Henry posa alors la question suivante : « Des influences occultes se sont-elles exercées sur M. von Hindenburg ? » ou bien le revirement soudain vient-il de la fatigue du président maintenant âgé de quatre-vingt-cinq ans ?⁹⁷ Le journaliste soutint que la réaction dirigeait désormais la politique allemande. Ainsi, les portraits de l'extrême droite montrèrent une compréhension lacunaire des événements qui menèrent le président Hindenburg à nommer Hitler au pouvoir. Ceux-ci tentèrent davantage d'observer les conséquences de cet événement que les causes.

Contrairement à la presse d'extrême droite, *L'Humanité* fit un portrait complet et idéologique de la situation allemande. Gabriel Péri présenta rapidement le désarroi politique outre-Rhin qui atteignit son apogée avec la nomination d'Hitler comme chancelier d'Allemagne. Le journaliste montra les jeux de coulisse de l'ex-chancelier Schleicher qui tenta d'obtenir une majorité au Reichstag en négociant avec le centre catholique, en domestiquant les syndicats réformistes et en

⁹³ Charles Maurras, « La politique », *L'Action française*, 31 janvier 1933, p. 1.

⁹⁴ Léon Daudet, « Hitler et l'œuvre de Briand », *L'Action française*, 1^{er} février 1933, p. 1.

⁹⁵ Raymond Henri, « Hitler chancelier devient maître de l'Allemagne », *Le Figaro*, 31 janvier 1933, p. 1.

⁹⁶ Bloch, *op. cit.*, p. 36.

⁹⁷ « Hitler chancelier devient maître de l'Allemagne », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

essayant de gagner Gregor Strasser du parti nazi. Il fut toutefois contraint de céder sa place à Hitler, qui avait entrepris des rencontres secrètes avec Von Papen afin de construire un nouveau cabinet. L'un des faits intéressants qui témoignent de la compréhension complète du rédacteur est la présentation du soutien de Schleicher envers le parti nazi alors que celui-ci « mit, il y a 10 jours, sur la Bülowplatz, ses *schupos* à la disposition des assassins nazzis [*Sic*]. Après quoi, il céda la place au maître de la Maison Brune »⁹⁸. Les études récentes, dont celle de Richard J. Evans, montrèrent précisément que Schleicher accueillit la nomination d'Hitler au poste de chancelier comme une solution bienvenue qui lui évita de recourir à un coup d'État⁹⁹. Enfin, l'idéologie communiste du quotidien influencera la présentation de l'événement alors qu'il sera le seul à soulever l'appel lancé par les communistes le 31 janvier 1933 pour « organiser l'unité d'action contre la misère et contre le fascisme »¹⁰⁰. Cet appel figure au sein des études historiques¹⁰¹, mais n'y occupe pas une place aussi importante que dans l'article de Péri.

Les journalistes de *L'Action française* et du *Figaro* étaient peu favorables à la nomination d'Hitler comme chancelier puisqu'ils croyaient que les répercussions pourraient être très sérieuses au point de vue de la politique extérieure. Ils profitèrent de cet événement pour soulever des critiques face à la Troisième République et ils soulignèrent leur position contre l'abrogation du traité de Versailles. D'abord, Daudet et Maurras critiquèrent sans retenue la politique d'Aristide Briand de 1926 à 1932. Alors que l'historien Christophe Bellon la présenta comme une politique d'assouplissement progressif du traité de Versailles afin d'assurer la sécurité collective et la pacification de l'Europe¹⁰², Léon Daudet argua qu'elle fut à l'origine de la nomination d'Hitler comme chancelier d'Allemagne, un « événement annonciateur d'une nouvelle hécatombe »¹⁰³. Selon lui, la population française ne se doutait pas qu'elle n'était plus séparée de « la guerre d'extermination que par une feuille de papier à cigarette »¹⁰⁴. Les rédacteurs de *L'Action française* étaient résolument contre l'abrogation et l'assouplissement des clauses du traité de Versailles et contre la politique extérieure française qu'ils considéraient comme une politique d'« inaction » et

⁹⁸ Gabriel Péri, « Hitler chancelier ! », *L'Humanité*, 31 janvier 1933, p. 1.

⁹⁹ Evans, *op. cit.*, p. 376.

¹⁰⁰ « Hitler chancelier ! », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁰¹ Marlis G. Steinert, *Hitler*, Paris, Fayard, 1991, p. 250.

¹⁰² Christophe Bellon, « Aristide Briand et l'Europe au Parlement des Années folles. », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 3, n° HS 3, 2007, p. 50.

¹⁰³ « Hitler et l'œuvre de Briand », *L'Action française*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁰⁴ Charles Maurras, « La politique », *L'Action française*, 1^{er} février 1933, p. 1.

d'« engourdissement »¹⁰⁵. Cette faiblesse n'inspirait guère confiance alors que le programme du nouveau chancelier tentait d'unir tous les Allemands de cœur et de pensée pour la révision des traités et pour « le châtement de l'ennemi héréditaire », c'est-à-dire la France¹⁰⁶. Ainsi, dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler, les journalistes d'extrême droite soulevèrent des craintes face à la politique extérieure allemande qui pourrait mener à une remise en question de l'état de l'Europe hérité du traité de paix de 1919. Le rédacteur, J. Delebècque, posa alors les questions suivantes : « Couloir polonais, remilitarisation de la zone rhénane, Hongrie, Yougoslavie? La matière inflammable est accumulée de tous les côtés. Où plaira-t-il aux incendiaires de jeter l'allumette ? »¹⁰⁷

Dans le même ordre d'idées, Raymond Henry écrivit : « le cabinet Hitler, c'est une mèche à un tonneau de poudre »¹⁰⁸. Il affirma que le nouveau chancelier était un danger autant pour l'Allemagne que pour l'Europe. Comme les journalistes du *Temps* et du *Petit Parisien*, il exprima une certaine crainte face aux sections d'assaut hitlériennes qui permettraient au régime de violer le traité de Versailles. Toutefois, comme ses collègues de *L'Action française*, Henry soutint que l'élément le plus inquiétant du nouveau cabinet était la politique extérieure hitlérienne. Il argua que le programme du NSDAP était un danger et que si « le bel Adolf » n'était pas en mesure de réaliser ses promesses électorales, il ne serait pas étonnant qu'« [il] ne se livrât pas assez tôt à une bruyante manifestation du côté des frontières orientales du Reich »¹⁰⁹. En soulevant le programme du parti nazi ainsi que les frontières orientales du Reich, le journaliste du *Figaro* inscrivit de façon indirecte la remise en question du traité de Versailles au cœur de son article. Il suffit de lire les deux premiers points du programme du NSDAP¹¹⁰ afin de saisir l'inquiétude soulignée par Henry face au révisionnisme hitlérien. Enfin, *Le Figaro*, prit aussi une position plus modérée que *L'Action française* face aux critiques vis-à-vis de la France. Maurice Noël argua « la nécessité d'une politique française qui ne soit pas "à la petite semaine" » face à l'avènement d'Hitler¹¹¹, tout en étant conscient que la France se trouvait dans une faillite financière, intellectuelle et politique.

À l'opposé de ses collègues de la presse d'extrême droite, Gabriel Péri montra que le cabinet Hitler était une véritable menace pour la politique intérieure allemande. Il argua que l'ère d'Hitler

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ J. Delebècque, « Heil! Hitler! », *L'Action française*, 1^{er} février 1933, p. 2.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ « Hitler chancelier devient maître de l'Allemagne », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Stephen J. Lee, *Hitler and Nazi Germany*, Routledge, 2013, p. 15-16.

¹¹¹ Maurice Noël, « Revue de la presse », *Le Figaro*, 30 janvier 1933, p. 3.

s'annonçait comme une chasse à l'homme contre les communistes, les juifs et les organisations ouvrières. Selon lui, le parti nazi représentait « l'assassinat des ouvriers, la destruction des maisons ouvrières et l'encouragement aux potentats de l'industrie lourde »¹¹². Il fit appel aux travailleurs français afin qu'ils soutiennent leurs camarades allemands. Il souleva aussi une inquiétude face à la politique extérieure du Reich. Il présenta le cabinet Hitler comme une « Peste Brune » qui pourrait se répandre à l'extérieur des frontières allemandes¹¹³. Il n'était pas impossible que cet exemple des chemises brunes soit contagieux en France. Il souligna alors une inquiétude face aux répercussions que pourrait avoir une propagation du virus fasciste sur la scène internationale et critiqua la République française. Selon Péri, « [l']hitlérisme est la conséquence naturelle de la politique de Versailles »¹¹⁴ qui a été mise en place par une France impérialiste. Celle-ci était donc responsable des malheurs intérieurs allemands et allait certainement se servir du prétexte nazi pour renforcer les positions de Versailles et freiner le désarmement¹¹⁵. Péri afficha une position révisionniste et fit appel aux prolétaires internationalistes afin de combattre, de façon pacifique, le fascisme, l'impérialisme ainsi que le traité de Versailles.

Ainsi, les presses d'extrême droite et d'extrême gauche sont différentes de la presse républicaine. D'abord, les presses extrémistes sont beaucoup plus inquiètes de l'avènement d'Hitler au pouvoir. *Le Figaro* et *L'Action française* présentèrent une compréhension lacunaire de la nomination du *Führer*, mais possédaient une bonne compréhension de ses visées révisionnistes. Pour sa part, *L'Humanité* montra une position révisionniste et une compréhension complète de la situation. Les presses extrémistes exprimèrent donc leurs premières critiques face à la politique attentiste de la République et présentèrent des actions divergentes afin de maintenir la paix en Europe. Dès janvier 1933, les presses nationales adoptèrent des positions divergentes.

1.3. La loi des pleins pouvoirs à Hitler (24 mars 1933)

Quelques jours après le début de son mandat comme chancelier, Hitler décida de dissoudre le Reichstag afin d'y obtenir plus de sièges et d'avoir les pleins pouvoirs. Les nouvelles élections du 5 mars 1933 donnèrent raison au chancelier qui profita de sa position. Il obtint 51,8% des voix

¹¹² Gabriel Péri, « Quand gouverne la "Peste Brune" », *L'Humanité*, 1^{er} février 1933, p. 1.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *Ibid.*

- 43,9% pour les nazis et le reste des voix pour la coalition des différentes formations de la droite¹¹⁶. Malgré ce succès, Hitler ne possédait toujours pas la majorité absolue. Dès le 7 mars, il annonça à son cabinet qu'il souhaitait effectuer une nouvelle modification juridique : un amendement à la constitution, qui lui permettrait de promulguer des lois sans qu'elles soient votées au Reichstag et approuvées par le président¹¹⁷.

Le 23 mars 1933, Hitler s'adressait au Reichstag à l'opéra Kroll, qui hébergeait provisoirement l'assemblée. Il y présenta la « loi des pleins pouvoirs » qui devait être reconduite après un mandat de quatre ans. Cette mesure fut adoptée avec 444 voix pour et 94 voix contre. Elle fut par la suite promulguée le lendemain. Les études récentes montrent trois éléments qui ont contribué à l'approbation de cette loi. D'abord, Hermann Göring, président du Reichstag, décida de ne pas comptabiliser les députés communistes, légalement élus, dans le quorum. Cette mesure illégale avait pour but de répondre à un amendement à la constitution de Weimar qui exigeait à la fois un quorum des deux tiers des membres de l'assemblée et des deux tiers des députés présents lors du vote¹¹⁸. Ensuite, les nazis avaient besoin de l'appui du centre catholique pour faire accepter la mesure. Hitler entreprit alors des négociations avec celui-ci et lui promit de protéger les intérêts de l'Église en échange de son appui. Il promit aussi que la justice resterait indépendante afin d'apaiser les craintes de Brüning et des catholiques. Enfin, la journée du vote s'est faite sous la pression et la répression des sociaux-démocrates, les seuls opposants à la loi avec les communistes. Cette pression était visible par les nombreux S.A. présents et par le discours d'Hitler qui se termina sur ces mots : « C'est à vous, messieurs, qu'il appartient à présent de décider si nous aurons la guerre, ou la paix »¹¹⁹.

La presse d'orientation républicaine

Contrairement à l'événement du 30 janvier 1933, la presse française d'orientation républicaine accorda moins d'importance à la promulgation de la « loi des pleins pouvoirs ». Seulement deux articles du *Petit Parisien* et trois du journal *Le Temps* abordèrent le sujet. Ceux-ci

¹¹⁶ Ces élections se déroulèrent dans une atmosphère d'intimidation et de répression. Les S.A. recouraient à la terreur devant les bureaux de vote et dissuadèrent les électeurs d'allégeance communiste, social-démocrate ou libéral d'exercer leur droit de vote. Depuis l'incendie du Reichstag, les éléments de gauches, en particulier les communistes, étaient persécutés par les S.A. sous prétexte qu'ils prévoyaient de provoquer de nouveaux attentats. Voir Steinert, *op. cit.*, p. 252.

¹¹⁷ Evans, *op. cit.*, p. 423.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 426.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 427.

sont toutefois intéressants, puisqu'ils nous éclairent sur la position antirévissionniste des quotidiens. Afin de montrer cette dernière, ils lièrent les événements du 24 mars 1933 au projet proposé par Mussolini. Ce dernier visait la formation du « Pacte des Quatre », composé de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France ainsi que de l'Italie, qui devaient s'engager à coordonner leurs efforts afin d'assurer la paix européenne et à contraindre les petits États à se plier à leurs décisions. Les Quatre devaient aussi s'engager à la révision des traités de paix, incluant la restauration de l'égalité allemande¹²⁰. Les journalistes d'orientation républicaine critiquèrent vivement ce projet.

Malgré ses deux maigres articles, *Le Petit Parisien* brossa un portrait fidèle aux études récentes sur la loi des pleins pouvoirs. Le journaliste Lucien Bourguès fut envoyé à Berlin afin de suivre l'affaire. Il expliqua que l'Opéra Kroll « n'était qu'une succursale de la Maison Brune »¹²¹. Il montra que les gens étaient soigneusement fouillés et que « des *schupos*, l'arme à la bretelle, gardaient [les abords de l'édifice] et à l'intérieur des S.A. faisaient la haie et veillaient avec zèle sur toutes les issues »¹²². Cette présentation est fidèle à l'atmosphère de violence et d'agressivité dépeinte par l'historien Martin Broszat¹²³. Toutefois, le portrait des faits dans l'article de Bourguès ne correspond pas à celui des études récentes en ce qui a trait à deux aspects importants. D'abord, il argua que le vote des pleins pouvoirs fut approuvé par les catholiques à la suite de menaces, sans mentionner que des négociations les avaient précédées¹²⁴. Ensuite, il omit de soulever les mesures contre les communistes. Ce dernier élément souligna le côté anticommuniste de la ligne éditoriale du quotidien qui évita de présenter la réduction du quorum et de montrer que plusieurs communistes étaient absents au vote puisqu'ils étaient en prison ou parce qu'ils craignaient pour leur sécurité¹²⁵.

De son côté, *Le Temps* présenta cet événement comme une véritable « révolution nationale ». Le journaliste anonyme brossa un portrait complet de la situation allemande. Il souleva la mise au rancart de la représentation communiste, la répression de nombreux sociaux-démocrates lors du vote et les négociations avec le centre catholique qui « s'[était] mis à plat ventre devant les maîtres

¹²⁰ Wit Mackowiak, *Faux espoirs : La Pologne, l'Allemagne et l'échec de désarmement sous l'égide de la SDN (1932-1934)*, Mémoire de M.A., Université du Québec à Montréal, 2013, p. 62.

¹²¹ Lucien Bourguès, « Hitler fait ses débuts au Reichstag », *Le Petit Parisien*, 24 mars 1933, p. 1.

¹²² *Ibid.*

¹²³ Martin Broszat, *L'État hitlérien: l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, Paris, Fayard, coll. « L'Espace du politique », 1985, p. 145.

¹²⁴ « Hitler fait ses débuts au Reichstag », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 1.

¹²⁵ Broszat, *op. cit.*, p. 142.

de l'heure »¹²⁶. Comme Broszat¹²⁷, il exposa que l'Allemagne entière vivait dans l'effroi des persécutions nazies depuis la nomination d'Hitler au poste de chancelier. C'était dans cette atmosphère que se développa ce qu'Hitler et les conservateurs appellent « la grande révolution nationale »¹²⁸. Le journaliste critiqua la population allemande en mentionnant : « Pourtant, ce qui déconcerte tout observateur impartial des événements dans le cas allemand, c'est qu'un peuple auquel on reconnaissait traditionnellement des qualités d'ordre et de méthode, [...], puisse s'abandonner ainsi à une expérience de démagogie exaspérée »¹²⁹.

Ensuite, les journalistes d'orientation républicaine soulevèrent un doute face au discours d'Hitler dont la partie la plus modérée portait sur la politique extérieure allemande. Ils montrèrent une inquiétude face à de futures révisions du traité de paix alors qu'ils la lièrent aux événements qui se développaient à la SDN. D'abord, Bourguès argua que le chancelier proposait une « modération qui était dans les mots [, mais qui] n'était pas dans les faits » et qu'il « [imposa] sa volonté et [conquit] un blanc-seing de quatre années »¹³⁰. Alors que le *Führer* mentionna qu'il souhaitait la paix, Bourguès souligna qu'Hitler s'était abstenu de présenter à quelles conditions et quelles étaient les desiderata de l'Allemagne, à part le désarmement¹³¹. Selon lui, le chancelier ne voulait pas contrecarrer le projet de M. Mussolini, à qui il prêta son appui afin d'ignorer complètement la SDN¹³². Ce projet occupa une part importante de l'actualité du 24 au 27 mars 1933. Sept articles l'abordaient, dans lesquels il était mentionné que le premier ministre Macdonald accepta d'étudier la proposition italienne « sans s'être assuré, au préalable de la coopération de la France »¹³³ et que la Petite Entente ne voulait pas « reconnaître des accords qui disposeraient des droits des tiers »¹³⁴. En soulevant ce point dans son article, Bourguès exprima une inquiétude face à de futures révisions du traité de Versailles ainsi que de l'ordre européen. Il faut toutefois relativiser cette inquiétude, puisqu'il était conscient des différends qui opposaient deux des quatre puissances du projet italien. Il argua qu'une alliance des deux pays fascistes serait compliquée en

¹²⁶ Anonyme, « Bulletin du jour : La "révolution nationale" en Allemagne », *Le Temps*, 26 mars 1933, p. 1.

¹²⁷ Broszat, *op. cit.*, p. 145.

¹²⁸ « Bulletin du jour : La "révolution nationale" en Allemagne », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ « Hitler fait ses débuts au Reichstag », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 1.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Ibid.*

¹³³ « Les réactions après le discours du Premier britannique », *Le Petit Parisien*, 25 mars 1933, p. 1.

¹³⁴ « L'initiative italo-britannique », *Le Petit Parisien*, 26 mars 1933, p. 1.

raison des menaces nationales-socialistes en Autriche. Mussolini défendait l'indépendance de l'Autriche et était contre l'union de celle-ci avec l'Allemagne puisqu'il souhaitait entretenir une coopération politique et économique plus étroite avec l'Autriche¹³⁵.

Comme son collègue du *Petit Parisien*, le journaliste anonyme du *Temps* souleva un doute face à la modération dans l'exposé de la politique extérieure du Reich. Il souligna que « [l]e langage du chancelier allemand est évidemment très différent de celui que tenait le "Führer" national-socialiste avant qu'il se fût imposé à la direction des affaires »¹³⁶. Il réitéra sa position du 1^{er} février 1933, en mentionnant qu'il était préférable d'attendre les actes du gouvernement de Berlin¹³⁷. Ce qui est intéressant dans l'article de ce journaliste est la présentation d'un regroupement d'événements qui pourraient modifier la situation internationale. Alors que le discours du *Führer* n'apporta aucune surprise, les propos du premier ministre britannique soulevèrent une crainte pour la paix européenne. Macdonald, en appuyant le plan révisionniste italien, créa plus d'inquiétudes que le discours d'Hitler puisque celui-ci pouvait mener à la ruine de la SDN et à la suppression de l'égalité des droits de tous les peuples qui sont toutes deux issues du traité de paix de 1919. Le journaliste du *Temps* critiqua même le premier ministre britannique alors qu'il écrivit : « Il est déconcertant que M. Macdonald ne discerne point que la révision des traités, dans les termes où l'Allemagne et l'Italie entendent poser le problème, bien loin de mieux assurer la paix, conduirait inmanquablement à la guerre, catastrophe que tous les gouvernements de bonne volonté ont le devoir de chercher à empêcher. »¹³⁸ Cette citation ainsi que les six articles abordant le thème du Pacte à Quatre présentèrent bien la position antirévionniste de la presse républicaine qui accordait une place importante à la SDN afin de maintenir la paix.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

D'abord, dans la presse d'extrême droite, *Le Figaro* ainsi que *L'Action française* se contentèrent de rapporter les propos qu'avait tenus le *Führer* au Reichstag. Les deux quotidiens y accordèrent très peu d'importance, comme si cet événement était totalement prévisible. Aucun éditorial ou article d'opinion ne s'était penché sur celui-ci. En observant les unes du 24 au 27 mars 1933, il est possible d'affirmer que c'était plutôt la crainte de futures révisions du traité de

¹³⁵ Jürgen Gehl, *Austria, Germany, and the Anschluss, 1931-1938*, États-Unis, Oxford University Press, 1979, p. 49.

¹³⁶ Anonyme, « Bulletin du jour : De M. Hitler à M. Macdonald », *Le Temps*, 25 mars 1933, p. 1.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *Ibid.*

Versailles qui occupaient les journalistes de la presse d'extrême droite. Dans ces articles, ils présentèrent leur position antirévionniste.

Le 25 mars, un rédacteur anonyme du *Figaro* critiqua le premier ministre anglais. Il mentionna que depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler, l'Allemagne faisait courir un danger à la paix du monde. Pour cette raison, le discours de Macdonald préconisant la révision des traités fut jugé assez sévèrement en France¹³⁹. Ensuite dans un article du 27 mars, un journaliste anonyme présenta les critiques émises par le *Berlin Boersen Zeitung* vis-à-vis de la position réfractaire française face au plan Mussolini. Le quotidien allemand critiqua aussi la position de la Petite Entente et mentionna que même les plans de révision envisagés ne pourraient suffire au pays volé¹⁴⁰. Le journaliste du *Figaro* en profita alors pour soulever une inquiétude face au révisionnisme allemand : « Nous sommes avertis, une fois de plus. Après le couloir de Dantzig, l'Allemagne revendiquera la Haute-Silésie polonaise, puis l'*Anschluss*, puis Eupen et Malmédy, puis l'Alsace et la Lorraine... »¹⁴¹

De son côté, Charles Maurras argua que le « prétendu Club de la Paix » fondé par Mussolini mènera « à la plus cruelle et à la plus désastreuse des guerres ! »¹⁴² Pour appuyer son argumentaire antirévionniste, il cita un journaliste de l'*Indépendance Belge*, Lionel Masson-Forestier. Maurras souligna le courage de son collègue belge qui dénonça les folies anglo-saxonnes et germanistes. Masson-Forestier critiqua le Pacte à Quatre et souleva l'interrogation suivante : « Peut-on s'imaginer, ne fût-ce qu'une minute, que les 35 millions de Polonais et les 40 millions d'hommes qui composent la Petite Entente vont accepter qu'on leur enlève les territoires qui leur ont été donnés à Versailles, à Trianon ou à Saint-Germain ? »¹⁴³ Maurras termina cet article en critiquant la République. Alors qu'il demanda à l'État de mettre les intérêts et la sécurité française de l'avant, il souleva la faiblesse de celui-ci : « Mais il faudrait être un État, il faudrait posséder les attributs de la virilité gouvernementale. Il y a plus d'un quart de siècle que nous démontrons que la République en est dépourvue »¹⁴⁴. Selon lui, seul le retour de la monarchie en France pourrait tenir tête au nazisme.

¹³⁹ Anonyme, « Le grand danger : révision des traités », *Le Figaro*, 25 mars 1933, p. 1.

¹⁴⁰ Anonyme, « L'Allemagne critique la Petite-Entente », *Le Figaro*, 27 mars 1933, p. 1.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² Charles Maurras, « Compte rendu du quart de siècle », *L'Action française*, 24 mars 1933, p. 1.

¹⁴³ Lionel Masson-Forestier, *L'Indépendance Belge*, (cité par Charles Maurras, *Ibid.*)

¹⁴⁴ « Compte rendu du quart de siècle », *L'Action française*, *op. cit.*, p. 1.

Du côté de l'extrême gauche, seulement deux éditoriaux abordèrent le vote de la loi des pleins pouvoirs. Marcel Cachin, directeur de *L'Humanité*, y brossa un véritable portrait de terreur en Allemagne. Il souligna que deux éléments pouvaient expliquer cet événement. D'abord, comme les études récentes, il déclara qu'Hitler fit arrêter et jeter toute la représentation communiste en prison. Ensuite, il critiqua les cent députés sociaux-démocrates qui s'abstinrent de protester contre « l'ignoble régime de violence et de sang imposé à l'Allemagne »¹⁴⁵. Les critiques face aux sociaux-démocrates ne tinrent pas en compte l'environnement dans lequel se tenait le vote. Comme le souleva Evans, le député Otto Wels se devait de se montrer modéré puisqu'il redoutait « que dans le cas contraire, il soit tué ou passé à tabac par les Chemises brunes disposées en cordon autour de la chambre »¹⁴⁶. Enfin, il ne fit aucune référence aux négociations tenues entre les nazis et le centre catholique.

Ensuite, Cachin souligna le danger de la politique intérieure et extérieure allemande. Il fit appel aux prolétaires français afin de réaliser, pour le 9 avril, la plus vaste manifestation prolétarienne contre le fascisme et la guerre. Toutefois, il ne tenta pas d'établir de lien entre le vote de la loi des pleins pouvoirs et le projet de Mussolini, comme le firent les journalistes d'orientation républicaine. Les deux événements furent traités dans des articles séparés. De plus, les propos de Macdonald n'occupaient pas les unes du 24 au 27 mars 1933, comme dans la presse d'extrême droite. Il est toutefois intéressant d'observer les articles abordant le Pacte à Quatre puisqu'ils soulignent la position révisionniste du quotidien.

Péri présenta une position ambiguë face au projet italo-britannique. Il mentionna d'abord que le règlement qu'implique ce projet « n'apporterait aucune atténuation à la servitude du peuple allemand. [Il] ne ferait pas disparaître la scandaleuse supériorité militaire des vainqueurs »¹⁴⁷. De plus, selon lui, le Pacte à Quatre était une campagne antisoviétique déclenchée à Londres, à la suite de l'incident des ingénieurs britanniques de *Metrowickers* à Moscou, afin d'orienter la volonté d'expansion et la fureur belliqueuses du fascisme hitlérien contre l'URSS¹⁴⁸. Péri critiqua alors l'impérialisme des vainqueurs qu'il considéra comme des « fauteurs de guerre » qui souhaitaient seulement contenir la propagation des idées communistes¹⁴⁹. En contrepartie, il souleva les bons

¹⁴⁵ Marcel Cachin, « Un espoir reste... », *L'Humanité*, 25 mars 1933, p. 1.

¹⁴⁶ Evans, *op. cit.*, p. 427.

¹⁴⁷ Gabriel Péri, « Le Pacte à Quatre et l'escroquerie hitlérienne », *L'Humanité*, 25 mars 1933, p. 3.

¹⁴⁸ Gabriel Péri, « Sabotage et intrigues antisoviétiques », *L'Humanité*, 24 mars 1933, p. 3.

¹⁴⁹ « Le Pacte à Quatre et l'escroquerie hitlérienne », *L'Humanité, op. cit.*, p. 3.

points du projet. Il mentionna que « pour la première fois on [avait] parlé de révision des traités dans une négociation diplomatique » et que « pour la première fois aux Communes un premier ministre s'[était] déclaré favorable à la révision »¹⁵⁰. La révision du traité de Versailles se trouvait au cœur de plusieurs articles. Une série de reportages, *L'Allemagne sous la dictature fasciste*, publiée du 24 au 26 mars 1933 réservait même une sous-section intitulée *Pour le soutien du prolétariat allemand, Contre le traité de Versailles*. Ainsi, Péri y présenta une position ambiguë face au projet de Mussolini. Il semblait en faveur du principe de révision des traités de paix, y compris la restauration de l'égalité allemande, mais il était contre le Pacte à Quatre qui favorisait une politique impérialiste et anticomuniste.

Les presses extrémistes se présentèrent plus inquiètes que la presse républicaine. Alors que les quotidiens républicains se montrèrent contre le « Pacte à Quatre » qui remplacerait la SDN issue de la paix de 1919, *L'Action française* et *Le Figaro* arguèrent que ce projet pourrait mener l'Allemagne aux viols des frontières et à la guerre. De son côté, *L'Humanité* voyait le projet de Mussolini comme une politique impérialiste et anticomuniste. Malgré un semblant d'unité contre ce projet, la presse nationale présenta de profondes divergences face à la façon de maintenir la paix et le traité de 1919.

1.4. L'Allemagne quitte la SDN et la Conférence de désarmement (14 octobre 1933)

Le 14 octobre 1933, coïncidant avec la réouverture des travaux à Genève, Adolf Hitler dénonça, sur les ondes radio allemandes, l'humiliation qu'avait subie l'Allemagne à la Conférence de désarmement et annonça le retrait immédiat du Reich de l'événement ainsi que de la SDN¹⁵¹.

Les études récentes montrent que, dès le 12 mai 1933, l'Allemagne envisageait de quitter la SDN. Hitler et Nadolny ne souhaitaient toutefois pas que l'Allemagne soit blâmée pour l'échec de la conférence. Ils tentèrent donc de faire porter le blâme sur l'absence de progrès en matière du désarmement à la France¹⁵². Alors que l'Allemagne avait réussi à isoler la France en 1932, les positions étaient inversées en 1933. Hitler tentait de sortir de cet isolement. Il connaissait bien l'attitude pro-allemande des puissances anglo-saxonnes face au désarmement et la pression que la Grande-Bretagne exerçait sur la France¹⁵³. Alors qu'Hitler avait critiqué le plan Macdonald du 16

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Mackowiak, *op. cit.*, p. 93.

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ Bloch, *op. cit.*, p. 111.

mars 1933 pour le désarmement, et l'égalité des droits pour l'Allemagne, il se déclara en faveur de celui-ci le 17 mai afin d'éviter d'être totalement isolé. De son côté, Joseph Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères, tentait de résister à ce plan et exigeait des sanctions à appliquer contre tout agresseur. En juillet, il présenta un plan sur huit ans qui créa beaucoup de réticence chez les Anglais et les États-Unis.

C'est lors de la conférence franco-anglo-américaine qui se tint à Paris le 22 septembre qu'un compromis fut accepté par les trois puissances. Une commission sur le désarmement serait mise sur pied. L'Allemagne ne pourrait se réarmer pendant une période de quatre ans, mais pourrait se réarmer pour atteindre l'égalité effective lors des quatre années suivantes. Enfin, l'idée des sanctions fut refusée par les Anglais et les États-Unis. Cette solution fut jugée inacceptable par Hitler. En raison du durcissement de la position anglaise, le chancelier allemand décida que le moment était opportun pour annoncer le retrait du Reich de la Conférence de désarmement¹⁵⁴. Dans ces conditions, le départ de l'Allemagne en tant que partie lésée fut grandement utilisé par la propagande du Reich. L'Allemagne, qui avait obtenu l'égalité des droits en décembre 1932, soutint qu'elle fut le seul pays à respecter le désarmement.

La presse d'orientation républicaine

Contrairement à la promulgation de la loi des pleins pouvoirs, cet événement occupa une part importante des unes de la presse d'orientation républicaine. Celle-ci exposa la décision allemande comme étant « un coup de théâtre » planifié. *Le Temps* et le *Petit Parisien* présentèrent toutefois des portraits ayant quelques divergences.

D'abord, *Le Temps* brossa un portrait complet de la situation qui décida l'Allemagne à quitter la SDN et la Conférence de désarmement. Le journaliste anonyme montra cet événement comme étant « un coup de théâtre dont tous les effets ont été soigneusement calculés de manière à frapper l'imagination populaire en Allemagne et en Europe »¹⁵⁵. Il argua que l'Allemagne s'appliquait depuis des mois à rendre la France responsable d'un échec. Il montra les manœuvres du délégué allemand, M. Nadolny, qui essaya sans succès de dissocier la France et l'Angleterre afin d'apporter des modifications à l'accord réalisé à Paris. L'Allemagne cherchait un moyen de sortir de son isolement politique et tenta d'améliorer sa situation sur la scène internationale en s'efforçant

¹⁵⁴ Mackowiak, *op. cit.*, p. 95.

¹⁵⁵ Anonyme, « Bulletin du jour: L'Allemagne rompt avec Genève », *Le Temps*, 15 octobre 1933, p. 1.

d'obtenir l'appui des Britanniques¹⁵⁶. Toutefois, comme le présenta *Le Temps*, ces derniers voyaient, au travers des négociations, « l'immense effort de conciliation accompli par la France » alors que l'Allemagne faisait plutôt preuve d'intransigeance dans ses exigences et refusa une période de quatre ans sans réarmement¹⁵⁷. Enfin, il souleva que l'une des causes qui décida l'Allemagne fut son réarmement secret qui était en complète violation de l'article 168 du traité de Versailles. L'historien Benoît Lemay démontra même que le réarmement allemand était une réalité bien avant l'arrivée d'Hitler à la chancellerie¹⁵⁸.

De son côté, Lucien Bourguès fit un portrait peu détaillé de la situation allemande. Contrairement à son collègue du quotidien *Le Temps*, il affirma que cet événement était en préparation depuis plusieurs jours. Cette interprétation entre en contradiction avec les études récentes qui prouvent que l'Allemagne envisageait de quitter la SDN depuis plusieurs mois. Bourguès, croyant que la décision allemande était plutôt un « coup de tête », analysa très peu ses causes¹⁵⁹. Il montra que le discours prononcé par Hitler le 14 octobre à la radio allemande visait à « représenter son pays comme une victime du manque de parole des autres peuples, comme une nation douloureuse que l'on a tenté une fois de plus de priver de ses droits »¹⁶⁰. Cependant, il ne chercha pas à faire de lien entre cette victimisation et le rejet de la responsabilité de l'Allemagne dans l'échec de la Conférence de désarmement. Bourguès se concentra davantage sur les conséquences de la décision allemande.

Ensuite, les journalistes d'orientation républicaine montrèrent très peu d'inquiétude face à de futures remises en question du traité de Versailles. Le journaliste anonyme du *Temps* considère que c'est « un événement grave, mais qu'il faut le considérer avec sang-froid »¹⁶¹. Il émit deux critiques face à la décision allemande. Il souleva, d'abord, une inquiétude face au réarmement secret allemand. Il argua que son retrait soulignait clairement ses intentions de réarmer et qu'elle réarmait déjà depuis plusieurs mois en violation de l'article 168 du traité de Versailles. Alors que les « nations de bonne foi » s'efforçaient de réduire leurs forces nationales, l'Allemagne cherchait à

¹⁵⁶ Bloch, *op. cit.*, p. 111.

¹⁵⁷ « Bulletin du jour : L'Allemagne rompt avec Genève », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁵⁸ Benoît Lemay, « La guerre des généraux de la Wehrmacht : Hitler au service des ambitions de ses élites militaires ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. n° 220, n° 4, 2005, p. 88.

¹⁵⁹ Lucien Bourguès, « L'Allemagne se retire de la S.D.N. et de la conférence du désarmement », *Le Petit Parisien*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ « Bulletin du jour : L'Allemagne rompt avec Genève », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

reconstituer sa puissance militaire et à faire tomber la responsabilité sur les autres puissances¹⁶². Ensuite, il critiqua le « coup terrible » porté à la SDN, qui l'avait accueillie et avait offert de précieux avantages afin qu'elle retrouve sa place de grande puissance dans le monde européen. Il posa alors la question suivante : « Qu'y gagne-t-elle? Rien, car à défaut d'une convention générale de désarmement, le traité de Versailles subsiste dans toute sa rigueur et les puissances qui l'ont signé n'admettront pas qu'il puisse être violé »¹⁶³. *Le Temps* réitéra de nouveau sa position antirévissionniste convaincue. Il avait grandement confiance envers le traité qui fut signé 14 ans auparavant et les ententes qui y avaient été conclues.

Comme le journal *Le Temps*, le *Petit Parisien* présenta une position antirévissionniste peu inquiétée. Bourguès analysa le discours du chancelier allemand et souleva « un contraste saisissant et des plus suspects ». Le *Führer* fit des assurances pacifiques alors qu'il venait de quitter les organisations qui tentaient de maintenir la paix en Europe. Il mentionna qu'« il faut plus que jamais moins écouter les paroles que regarder le fait »¹⁶⁴. Alors qu'Hitler souligna, dans son discours, le désir d'un rapprochement franco-allemand, Bourguès rappela que le chancelier n'avait pas présenté le même discours dans *Mein Kampf*. Il émit comme hypothèse que cette démarche visait probablement à dissocier l'accord anglo-franco-américain alors qu'Hitler cherchait à sortir de son isolement. Il mentionna que la France ne pouvait mordre à d'aussi « grossiers appâts »¹⁶⁵. Tout comme les journalistes du quotidien *Le Temps*, Lucien Bourguès exprima sa confiance envers le traité de Versailles, la SDN et la France. Il souleva que ce serait seulement à Genève que la France pourrait trouver un terrain d'entente avec l'Allemagne. Il ajouta ensuite : « l'éventualité d'une guerre n'est ni pour aujourd'hui ni pour demain »¹⁶⁶. Selon lui, dans la situation actuelle, la France a le monde entier avec elle et l'armement allemand ne pourrait inquiéter l'armée française.

La presse d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche

Un changement d'orientation majeur se fit au sein du journal *Le Figaro* le 4 octobre 1933. Quelques jours avant le retrait de la SDN par l'Allemagne, le conseil d'administration du quotidien décida de chasser le directeur François Coty afin de retrouver une ligne éditoriale plus modérée, en

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ « L'Allemagne se retire de la S.D.N. et de la conférence du désarmement », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁶⁵ Lucien Bourguès, « Le coup de tête du Reich et les réactions mondiales », *Le Petit Parisien*, 16 octobre 1933, p. 1.

¹⁶⁶ Lucien Bourguès, « Genève répond à Berlin », *Le Petit Parisien*, 17 octobre 1933, p. 1.

s'éloignant des polémiques et de la presse d'extrême droite¹⁶⁷. Comme nous pourrions l'observer, cette modification de direction mènera à un changement complet de l'équipe de rédaction en juin 1934. Il aura aussi un impact direct sur leur position face à la République française.

Les journaux d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche présentèrent des portraits très différents de ceux montrés par la presse d'orientation républicaine. Les journalistes de *L'Action française*, Léon Daudet et Charles Maurras n'offrirent aucun portrait des raisons qui auraient poussé l'Allemagne à quitter la SDN. Ils portèrent très peu d'attention à cet événement et le présentèrent comme une suite logique à la « révolution » nazie¹⁶⁸. Leur collègue, Jacques Bainville, mentionna : « On raisonnera, on supposera, on enfilera des hypothèses à perte de vue et pour rien sur les motifs qui ont déterminé l'Allemagne à quitter la Société des Nations. Les conséquences et les causes de l'acte se confondent »¹⁶⁹.

De son côté, *Le Figaro* présenta cet événement comme un « *putsch kolossal* ». Il accorda toutefois peu d'importance aux causes qui décidèrent l'Allemagne à quitter la SDN et la Conférence de désarmement. James Donnadiou expliqua en quelques lignes que les raisons qui poussèrent l'Allemagne à se retirer étaient qu'Hitler avait horreur de la Ligue née du traité de Versailles et qu'il souhaitait faire un coup d'éclat en politique extérieure afin de se faire plébisciter en vue de renforcer sa position intérieure qui était difficile¹⁷⁰. Cette analyse simpliste de la situation est confirmée par les études récentes¹⁷¹. Toutefois, cet élément ne se retrouve pas au cœur des argumentaires de Bloch et de Mackowiak. *Le Figaro* ainsi que *L'Action française* démontrèrent de profondes lacunes au niveau de la compréhension de cet événement alors que le journal *Le Temps* fut en mesure de montrer que c'était un acte prévu, qui visait à rejeter la responsabilité de l'échec du désarmement sur les démocraties occidentales et à camoufler le réarmement illégal en violation du traité de Versailles. Les journalistes des quotidiens d'extrême droite se concentrèrent davantage sur les possibles conséquences des décisions allemandes.

Du côté de la presse d'extrême gauche, Gabriel Péri brossa un portrait très idéologique de la situation internationale. Ce portrait entre en profonde contradiction avec les positions de la presse d'orientation républicaine et d'extrême droite. Il argua que deux éléments favorisèrent la sortie de

¹⁶⁷ Bellanger *et al*, *op. cit.*, p. 544.

¹⁶⁸ Léon Daudet, « Georges Claude et la solution », *L'Action française*, 16 octobre 1933, p. 1.

¹⁶⁹ Jacques Bainville, « La bombe », *L'Action française*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹⁷⁰ James Donnadiou, « À Genève: journée dramatique », *Le Figaro*, 15 octobre 1933, p. 3.

¹⁷¹ Bloch, *op. cit.*, p. 113.

l'Allemagne de la SDN et de la Conférence de désarmement. D'abord, la France élaborait les grandes lignes de la convention sur les armements et les formula dans le seul but qu'elles soient repoussées par l'Allemagne. Cette manœuvre visait à jeter la responsabilité de l'échec de la conférence sur l'Allemagne et à renforcer l'entente franco-anglo-américaine. Cette interprétation des faits entre en contradiction avec les études récentes. Mackowiak soutint qu'Hitler envisageait de quitter la SDN depuis le mois de mai 1933, alors que le plan de Paul-Boncour fut élaboré en juillet 1933. En observant la chronologie des événements, il est alors possible de montrer que la responsabilité n'appartient pas uniquement à la France dans cette situation. Hitler attendait seulement le moment opportun pour l'abandonner¹⁷². Ensuite, comme les études récentes le présentèrent, Péri argua que la responsabilité de l'échec de la conférence appartenait aussi à Hitler. Selon lui, il souhaitait profiter d'un coup d'éclat en politique extérieure, appuyé sur la haine partagée par la population allemande contre les traités de 1919, pour obtenir une approbation massive de la population à l'aide d'un plébiscite¹⁷³. Ainsi, Péri montra une vision plus nuancée de la situation et argua que la responsabilité était partagée entre la France et l'Allemagne dans cet événement.

Ensuite, les quotidiens d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche montrèrent de l'inquiétude face à la situation internationale qui s'aggravait. Ils présentèrent toutefois des positions et des solutions divergentes afin d'assurer la paix européenne. *L'Action française* souleva une crainte grandissante vis-à-vis des actions politiques de l'Allemagne nazie et critiqua vivement la France. D'abord, Daudet réitéra sa position antirévionniste. Il argua que ce « coup de théâtre » ne surprit aucun des lecteurs du journal d'extrême droite et que « [l]'échec de la nouvelle guerre, due à l'évacuation de Mayence, couronnement des machinations criminelles de Briand et de Berthelot, cette échec se rapproche »¹⁷⁴. Jacques Bainville marqua même une inquiétude vis-à-vis du discours du *Führer* qui souhaitait améliorer ses relations avec la France. Il remit en question la sincérité de ces paroles qui ne pourraient que mener à une politique bismarckienne, à l'annexion des territoires amputés par la signature du traité de Versailles et à la guerre contre la France¹⁷⁵. Ensuite, les journalistes, craignant la guerre imminente et de futures révisions des traités

¹⁷² Mackowiak, *op. cit.*, p. 94.

¹⁷³ Gabriel Péri, « L'Allemagne se retire de la Société de Nations », *L'Humanité*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹⁷⁴ « Georges Claude et la solution », *L'Action française*, *op. cit.*, p. 1.

¹⁷⁵ Jacques Bainville, « Hitler et la France », *L'Action française*, 17 octobre 1933, p. 1.

de paix, critiquèrent vivement la République française pour son inaction face aux manœuvres allemandes. Maurras opina que la situation internationale s'aggravait et souleva un doute face à la force et au courage de la République. Selon lui, le moral national « est miné par l'école républicaine, par la presse républicaine, par tous les organes républicains qui font passer le parti avant la patrie »¹⁷⁶. Les rédacteurs de *L'Action française* étaient alors convaincus que la solution à la faiblesse de la démocratie résidait dans le retour de la monarchie qui avait fait ses preuves au cours de l'histoire française.

Comme les journalistes de *L'Action française*, Donnadiou montra une crainte grandissante. Il argua que le geste allemand signifiait deux choses. D'abord, que l'Allemagne ne pouvait plus attendre le désarmement des anciens vainqueurs et qu'elle allait réarmer. Ensuite, qu'elle visait l'anéantissement du traité de Versailles et souhaitait rompre ses relations avec les autres pays européens. Le correspondant écrivit : « Ce n'est plus hélas ! la paix, dont on entrevoit le visage, mais bien la guerre qui, demain, peut faire de nouveau son apparition sur la terre »¹⁷⁷. Dans cette situation, Donnadiou se positionna contre la continuation des travaux actuels de la conférence de Genève. Il mentionna que ce serait illogique de désarmer alors que l'Allemagne armerait à son gré. Ensuite, il souligna la faiblesse des puissances victorieuses de 1918 qui étaient incapables de trouver un accord afin de punir le Reich. Il posa alors les questions suivantes : « L'évènement d'hier n'est-il pas suffisamment révélateur de l'état d'esprit qui règne outre-Rhin pour réveiller les esprits les plus endormis par l'illusion pacifiste ? Et faudra-t-il attendre que des événements plus graves encore se produisent pour que toutes les puissances menacées par l'Allemagne s'unissent afin d'assurer la paix ? »¹⁷⁸ Ainsi, contrairement à ses collègues d'extrême droite, il ne critiqua pas directement la faiblesse de la France, mais plutôt l'inaction des signataires de Versailles. Il proposa alors une solution afin de maintenir l'ordre européen. Selon lui, les puissances soucieuses de préserver la paix devraient procéder, après investigations en Allemagne, à des sanctions économiques, financières et même à une réoccupation d'une partie des territoires allemands pour freiner la politique d'intimidation d'Hitler. Cette proposition montre bien le changement d'orientation au sein du quotidien qui tente de maintenir le système actuel et d'éviter les polémiques.

¹⁷⁶ Charles Maurras, « La politique », *L'Action française*, 15 octobre 1933, p. 1.

¹⁷⁷ « À Genève: journée dramatique », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 3.

¹⁷⁸ James Donnadiou, « La conférence de Genève s'ajournera-t-elle ? », *Le Figaro*, 16 octobre 1933, p. 1.

En contradiction avec ses collègues de droite, Péri réitéra sa position révisionniste. Il écrivit : « Si nous sommes si près des grandes conflagrations armées, la responsabilité en incombe d'abord aux auteurs du traité de Versailles et à ceux qui, depuis 14 ans, défendent les instruments de rapine de 1919 »¹⁷⁹. Selon lui, la politique de « sécurité » se retourna contre eux. Il appela alors les prolétaires à ne pas se laisser entrainer par les « bobards sanglants » des impérialistes français dans une guerre à la « croisade du droit et de la liberté »¹⁸⁰. Il présenta plusieurs critiques face à la bourgeoisie française qui repoussa les propositions pacifiques de l'URSS¹⁸¹. Toutefois, il ne partagea aucune solution précise afin d'apporter la paix. Il mentionna simplement que les prolétaires devaient se regrouper autour de l'État prolétaire qui souhaitait apporter une véritable paix et que l'Europe devait réviser le traité de 1919.

Alors que la presse républicaine privilégiait l'inaction et avait une grande confiance envers la SDN, la France et le traité de Versailles, les presses d'extrême droite, d'extrême gauche et de droite modérée exprimèrent une crainte grandissante envers la politique extérieure allemande. Elles présentèrent des positions divergentes face à la façon d'assurer la paix européenne. Notre analyse montre aussi que la presse nationale française avait une bonne compréhension des visées révisionnistes.

1.5. La tentative de putsch en Autriche (25 juillet 1934)

La sortie de la SDN et de la Conférence de désarmement affecta la position de l'Allemagne sur la scène internationale. Hitler devait alors jauger ses éventuels adversaires et neutraliser la France ainsi que l'Italie s'il souhaitait reprendre un réarmement massif. Afin d'affaiblir la première puissance, Hitler signa en janvier 1934 un pacte de non-agression avec la Pologne du colonel Beck. Cela ruina les relations franco-polonaises. Par la suite, le *Führer* tenta d'améliorer ses relations avec l'Italie, qui étaient mauvaises en raison du désir allemand de fusionner l'Autriche à l'Allemagne. Hitler était conscient de ce problème, mais n'était pas prêt à sacrifier l'*Anschluss*

¹⁷⁹ Gabriel Péri, « Dressons-nous contre la vague d'excitations chauvines », *L'Humanité*, 16 octobre 1933, p. 1.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ Le ministre des Affaires étrangères soviétiques, Maxime Litvinov, tentait de former un système d'alliances réunissant les anciens vainqueurs de 1918, afin d'endiguer l'impérialisme allemand. La sécurité collective de Litvinov était donc une coalition de dissuasion agressive, qui ne se basait pas sur la SDN, afin de maintenir l'équilibre en Europe. Voir Simon Beauchamp-Léveillé, *Les relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective : étude comparée de l'historiographie et de manuels de Cégep*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2012, p. 24.

pour une meilleure entente avec Mussolini¹⁸². Après une rencontre entre les deux hommes le 15 et 16 juin 1934 à Venise, Mussolini mentionna à l'ambassadeur d'Allemagne à Rome qu'il ne pouvait conseiller à Dollfuss d'entamer des négociations avec les nationaux-socialistes alors que ces derniers perpétraient des attentats terroristes depuis la fin du mois de mai en Autriche. Plusieurs nazis en Allemagne et en Autriche croyaient alors que le seul moyen d'arriver à l'*Anschluss* était par la force¹⁸³.

L'historiographie présente plusieurs éléments qui prouvent la responsabilité de l'Allemagne dans l'affaire autrichienne. D'abord, Théodor Habicht, le leader allemand du NSDAP en Autriche et planificateur de nombreux attentats au mois de juin, organisa une série de rencontres à Zurich et à Munich afin d'élaborer un *putsch*. C'est le 16 juillet, lors de leur dernière réunion, que la date du 24 juillet fut fixée et que la ligne d'action fut approuvée. Habicht, qui devait avoir l'approbation du *Führer* pour poursuivre les opérations, lui mentit afin d'obtenir son consentement. Il l'avait faussement amené à croire que les forces armées autrichiennes étaient prêtes à entreprendre seules des actions afin de forcer le gouvernement à accepter l'*Anschluss*, ou de le renverser¹⁸⁴. Ainsi, tout était prêt pour passer à l'action. Le *putsch* fut planifié en fonction du Conseil des ministres dont la réunion fut repoussée d'une journée. Donc, le 25 juillet 1934, des camions avec 154 membres du SS Standarte 89 qui étaient déguisés avec des uniformes de l'armée et de la police autrichienne prirent le contrôle de la chancellerie alors qu'un autre groupe de quinze nazis autrichiens s'empara de la station de radio de Vienne pour y annoncer la démission du cabinet Dollfuss et la nomination de Rintelen comme chancelier.

La tentative de *putsch* échoua rapidement alors que la chancellerie fut cernée par l'armée fédérale et la police autrichienne. L'Allemagne chercha alors à se déresponsabiliser de l'affaire. Toutefois, plusieurs éléments l'incriminaient. D'abord, les putschistes qui avaient assassiné le chancelier Dollfuss souhaitèrent négocier afin d'obtenir un libre passage à la frontière allemande sous escorte militaire. Ces négociations furent menées avec l'assistance du ministre allemand Rieth qui compromit indirectement le gouvernement allemand dans l'affaire. Cette participation de Rieth mena rapidement à son remplacement par Franz von Papen, qui était jugé plus apte à négocier avec

¹⁸² Gehl, *op. cit.*, p. 91.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 92.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 96.

le corporatisme chrétien autrichien¹⁸⁵. Enfin, Hitler destitua Habicht. Ces éléments révélèrent alors le désaveu et la responsabilité du Reich dans la tentative de *putsch*.

La presse d'orientation républicaine

La presse républicaine présenta un portrait précis et complet des événements survenus en Autriche. Les quotidiens étudiés donnèrent un récit de l'échec du coup d'État heure par heure. Ils accordèrent beaucoup d'importance à cet événement et à la responsabilité allemande. *Le Temps* et *Le Petit Parisien* le présentaient comme « une tragédie » et brossèrent un portrait fidèle aux études récentes. Sans être en mesure de montrer les rencontres organisées par Habicht afin de planifier le coup d'État, ils soulevèrent les éléments principaux qui jetaient la responsabilité sur l'Allemagne. Ils soulignèrent le rôle joué par Rieth dans les négociations, son remplacement par Von Papen, la révocation de Habicht, le désaveu allemand et la violente campagne d'excitation des nationaux-socialistes allemands qui offraient des armes et des explosifs au mouvement autrichien. Les deux quotidiens d'orientation républicaine ne croyaient toutefois pas que ces motifs étaient suffisants pour une intervention de la SDN. Avant que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie puissent agir, elles se devaient d'attendre l'enquête qui était faite à Vienne afin de dégager les responsabilités de cette tentative de coup d'État.

Ces deux journaux présentèrent pour la première fois une vision divergente sur les répercussions de cet événement. D'abord, les rédacteurs du *Petit Parisien* soulevèrent leurs inquiétudes face à de futures remises en question de l'article 80 du traité de Versailles qui stipulait : « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières fixées par le présent traité, passé entre cet État et les principales puissances alliées et associées ; elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations. »¹⁸⁶ Albert Jullien argua que la mort du chancelier Dollfuss était tragique et « éloigna le seul adversaire à poigne auquel se heurtait l'établissement à Vienne d'un régime hitlérien, c'est-à-dire sous une forme camouflée, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne »¹⁸⁷. Il présenta Dollfuss comme étant le seul homme capable de tenir tête au régime hitlérien qui tentait

¹⁸⁵ Paul Pasteur, « L'État autoritaire corporatiste chrétien et le national-socialisme en Autriche », dans *Histoire de l'Autriche*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 227.

¹⁸⁶ « Traité de Versailles, Partie III : Clauses politiques européennes », *Digithèque MJP*, [en ligne], URL: <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles4.htm>, (page consultée le 15 novembre 2020).

¹⁸⁷ Albert Jullien, « Le chancelier Dollfuss est assassiné », *Le Petit Parisien*, 26 juillet 1934, p. 1.

de mettre un terme à l'indépendance autrichienne. De plus, il critiqua les décisions des négociations prises par Rieth qui avait réussi à obtenir l'impunité des insurgés meurtriers. Selon lui, cette situation favorisait de futures menées de plus en plus audacieuses de la part des éléments hitlériens¹⁸⁸. Dans son article du 28 juillet, il argua que malgré son échec, l'Allemagne n'abandonnerait pas l'Autriche. La nomination de Von Papen, en remplacement du Rieth, en était la preuve. Von Papen, un diplomate aux convictions catholiques, était ainsi en mesure d'apaiser les relations avec l'Autriche. Jullien mentionna que le III^e Reich ne renonça pas à ses buts et qu'il allait seulement recourir à d'autres moyens¹⁸⁹.

Les journalistes du *Temps* eurent des interprétations complètement opposées aux craintes du *Petit Parisien*. Après avoir fait l'éloge de la politique du chancelier Dollfuss et rappelé que le national-socialisme s'affirmait par « la violence et le sang répandue », le journaliste anonyme argua qu'il fallait considérer cet événement avec « calme et sang-froid »¹⁹⁰. L'échec du *putsch* n'avait pas éliminé le gouvernement régulier qui demeurerait maître de la situation à Vienne. Selon lui, malgré la mort du chancelier, « son œuvre continue, et ceux qui assument désormais la charge de la mener à bonne fin sont assurés de l'appui des puissances intéressées au maintien de l'indépendance de l'Autriche et des sympathies de l'opinion universelle »¹⁹¹. Il avait aussi une profonde confiance envers les traités et la déclaration anglo-franco-italienne du 17 février 1934 alors que les signataires affirmaient la nécessité de préserver l'indépendance de l'Autriche. Il souligna l'engagement de l'Italie qui réitéra sa position en envoyant des troupes à la frontière du Brenner en mesure préventive¹⁹². Ainsi, contrairement à son collègue du *Petit Parisien*, le journaliste anonyme du *Temps* n'exprima aucune inquiétude face à la remise en question de l'article 80 du traité de Versailles et montra une énorme confiance envers le gouvernement autrichien et les actions diplomatiques concertées de Londres, Paris et Rome.

La presse d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche

Les journaux d'extrême droite, de droite modérée et d'extrême gauche, présentés dans ce mémoire, montrèrent des portraits différents de la tentative de *putsch* en Autriche. Alors que *L'Action française* et *Le Figaro* soulignèrent l'audace des actions nazies, *L'Humanité* montra que

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ Albert Jullien, « L'Autriche entend continuer la politique de Dollfuss », *Le Petit Parisien*, 28 juillet 1934, p. 1.

¹⁹⁰ Anonyme, « Bulletin du jour : La tragédie de Vienne », *Le Temps*, 27 juillet 1934, p. 1.

¹⁹¹ Anonyme, « Bulletin du jour : Le drame autrichien et l'opinion internationale », *Le Temps*, 28 juillet 1934, p. 1.

¹⁹² *Ibid.*

cette situation était le signal de la guerre européenne. Ces trois quotidiens, comme la presse d'orientation républicaine, pointèrent la responsabilité de l'Allemagne dans l'affaire.

L'Action française brossa un portrait vulgarisé de la situation. Il montra cette tentative de coup d'État comme un « grand succès »¹⁹³. Même si les nazis n'avaient pas réussi à s'emparer du pouvoir, ils avaient au moins supprimé « celui à qui ils avaient voué une haine mortelle »¹⁹⁴. Le quotidien porta très peu d'intérêt envers les causes qui menèrent à la tentative de *putsch* ainsi qu'à la démonstration de la responsabilité de l'Allemagne dans les actions. Dans son article du 26 juillet 1934, G. Larpent argua que la participation de l'Allemagne était évidente et qu'elle déclinerait toute responsabilité dans l'affaire. Toutefois, il apporta peu d'arguments appuyant son affirmation. Il montra une interprétation contraire aux études historiques ainsi qu'à tous les autres journaux étudiés en ce qui concerne la fermeture de la frontière allemande. Selon lui, la frontière était ouverte aux assassins qui rentraient en Allemagne, mais fermée pour les ressortissants allemands et autrichiens qui souhaitaient retourner en Autriche. Les études récentes soulevèrent plutôt qu'Hitler souhaitait se déresponsabiliser de la tentative de coup d'État et faire arrêter et transférer les putschistes dans un camp de concentration s'ils se présentaient à la frontière¹⁹⁵. Après cette présentation lacunaire des faits, les journalistes du quotidien se concentrèrent davantage sur les conséquences de l'assassinat de Dollfuss et de l'inaction du gouvernement français.

Le Figaro, qui était dirigé par une nouvelle équipe de rédacteurs depuis le 7 juin 1934, présenta la tentative de *putsch* comme « un crime international, d'une audace et d'une gravité exceptionnelles »¹⁹⁶. Wladimir d'Ormesson affirma avec confiance que l'Allemagne était responsable et mentionna que « [l]a main de l'Allemagne hitlérienne, toute sanglante encore des massacres du 30 juin, se retrouve dans le drame d'hier »¹⁹⁷. Pour appuyer son affirmation, il introduisit, dans son article du 27 juillet, une section complètement réservée aux principales causes qui incriminaient l'Allemagne ainsi que son désaveu à la suite de l'échec du coup de main¹⁹⁸. Il démontra ainsi une compréhension vulgarisée de la responsabilité allemande dans la tentative de *putsch* en Autriche. Il montra une compréhension plus approfondie que *L'Action française*, mais moins détaillée que les quotidiens républicains.

¹⁹³ G. Larpent, « La politique : En Autriche », *L'Action française*, 26 juillet 1934, p. 1.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Gehl, *op. cit.*, p. 99.

¹⁹⁶ Wladimir D'Ormesson, « Le crime de Vienne », *Le Figaro*, 26 juillet 1934, p. 1.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ Wladimir D'Ormesson, « Les données du problème autrichien », *Le Figaro*, 27 juillet 1934, p. 1.

Du côté de la presse d'extrême gauche, *L'Humanité* présenta un portrait complet de l'événement. Tout comme la presse d'orientation républicaine, Péri souleva les éléments principaux qui montraient la responsabilité allemande. Il dépeignit aussi en quelques lignes l'hostilité de l'Italie fasciste face aux ambitions hitlériennes sur l'Autriche lors de leur rencontre à Venise au mois de juin¹⁹⁹. La présentation de cet élément, qui est décisif dans les études récentes²⁰⁰, prouve la compréhension complète de la situation qui mena l'Allemagne nazie à utiliser la force pour arriver à ses fins. Il fut aussi le seul journaliste à montrer un portrait de la situation autrichienne alors que, depuis février 1934, une atmosphère de guerre civile et de répression du prolétariat se répandait en Autriche. Le portrait qu'il brossa est fidèle aux études historiques récentes²⁰¹.

Les rédacteurs de la presse de droite soulevèrent une crainte face à la remise en question du traité de Versailles en raison de l'apathie des puissances dans les événements survenus à Vienne. Les journalistes de *L'Action française* arguèrent, comme le fit le *Petit Parisien*, que l'assassinat de Dollfuss supprima le principal obstacle à l'*Anschluss*²⁰². G. Larpent estima que « le succès » des nazis les inciterait certainement à renouveler leur tentative²⁰³. La crainte du renouvellement de la remise en question de l'article 80 du traité de Versailles mena Larpent à critiquer fortement l'absence de réaction française. Il mentionna que la France et la Grande-Bretagne, malgré le fait qu'elles aient réaffirmé leur volonté de protéger l'indépendance de l'Autriche en février, ne firent aucune intervention en réaction à la tentative de *putsch*. Alors que l'Italie mobilisa 32 000 soldats à la frontière autrichienne, Larpent souligna que la politique extérieure française s'occupait « de la plus basse politique de partis »²⁰⁴. Selon lui, la situation réclamait une intervention énergique de la part de la politique extérieure française afin de soutenir la parole donnée par la France et les traités qu'elle avait signés.

Dans le même ordre d'idées, D'Ormesson souleva plusieurs questions qui témoignaient de son inquiétude face à une future tentative de remise en question des articles du traité de Versailles. Il écrivit :

« Coup de main à Vienne hier. Où demain ? L'Europe tolérera-t-elle plus longtemps de semblables pratiques ? Peut-on concevoir des relations diplomatiques normales avec un régime qui se fait

¹⁹⁹ Gabriel Péri, « Sarajevo 1934 ! : Le chancelier Dollfuss assassiné par les nazis », *L'Humanité*, 26 juillet 1934, p. 1.

²⁰⁰ Gehl, *op. cit.*, p. 91.

²⁰¹ Pasteur, *op. cit.*, p. 221.

²⁰² Jacques Bainville, « Les suites de l'assassinat », *L'Action française*, 28 juillet 1934, p. 1.

²⁰³ « La politique : En Autriche », *L'Action française*, *op. cit.*, p. 1.

²⁰⁴ *Ibid.*

l'instigateur et le complice de tels excès ? La France, l'Angleterre, l'Italie – garantes de l'indépendance de l'Autriche – assisteront-elles sans rien dire à cette piraterie ? La Société des nations se croisera-t-elle les bras ? »²⁰⁵

Sa première question est très révélatrice de sa pensée et souligne les inquiétudes qui étaient présentées depuis le vote de la loi des pleins pouvoirs en mars 1933. Connaissant la volonté révisionniste de l'Allemagne hitlérienne, il était convaincu que celle-ci allait récidiver. Le journaliste montra cet événement comme un tournant pour la diplomatie européenne. Selon lui, les réactions des principales puissances signataires du traité de paix détermineraient la politique internationale. Ils se devaient d'agir de façon catégorique sans quoi une politique de « désordre » et de « barbarie » s'établirait sur la scène internationale²⁰⁶. D'Ormesson ne présenta aucune critique de la France. Ses articles d'opinion illustrent bien la modification de la ligne éditoriale qui s'éloigne des polémiques et de l'extrême droite.

Enfin, cet événement transforma considérablement la vision de *L'Humanité*. Le coup de force de Vienne était dépeint par Péri comme « un Sarajevo multiplié par dix »²⁰⁷. Cette référence aux origines de la Grande Guerre montre bien la crainte d'une histoire qui se répète. Péri tenta de créer un rapprochement entre l'assassinat de Dollfuss et l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand qui embrasa l'Europe en 1914. Il développa cette crainte en montrant que cet attentat était l'exécution du plan allemand et qu'il mènerait au « déclenchement automatique du mécanisme des traités, des alliances politiques et militaires, c'est la guerre »²⁰⁸. Il critiqua de façon indirecte les traités de paix de 1919 ainsi que les systèmes d'alliances qui s'étaient montrés incapables de trouver une solution pacifique à l'embrasement de l'Europe. Toutefois, ses critiques face au traité de Versailles étaient moins virulentes qu'en 1933. Il n'y avait aucune critique directe face à l'article 80 du traité de paix et encore moins de sous-titre s'écriant : « À bas le traité de Versailles, fauteur de guerre ! »²⁰⁹ comme en octobre 1933.

Il y avait une véritable crainte qu'une nouvelle guerre européenne éclate. Péri cherchait des moyens d'assurer la sécurité de la France. Il souligna que la situation était différente de juillet 1914. L'Internationale communiste œuvrait dans chaque pays afin d'unir le prolétariat dans un mouvement pacifique contre l'impérialisme et contre la guerre. Il appela alors les travailleurs

²⁰⁵ « Le crime de Vienne », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ « Sarajevo 1934 ! : Le chancelier Dollfuss assassiné par les nazis », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 1.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Gabriel Péri, « L'Allemagne se retire de la Société des Nations », *L'Humanité*, 15 octobre 1933, p. 1.

français à être solidaires de leurs frères autrichiens en dénonçant comme un crime les transports de troupes aux frontières et en renforçant l'unité d'action contre le fascisme et la guerre²¹⁰.

Cet événement est particulièrement intéressant pour la suite des choses. Les presses extrémistes et de droite modérée se positionnèrent unanimement en faveur de la protection de l'article 80 assurant la sauvegarde de l'indépendance autrichienne. Les questions de la guerre et de la paix étaient omniprésentes dans les lignes des quotidiens étudiés et modifièrent la position de *L'Humanité* qui eut une position antirévisionniste en ce qui concerne les frontières établies en 1919. Les positions antirévisionnistes des journaux étudiés relèvent toutefois de profondes divergences sur la façon de maintenir la paix. Alors que les journaux républicains préfèrent attendre l'enquête réalisée à Vienne afin de déterminer les responsabilités dans cette affaire, *L'Action française* appelle le gouvernement français à réagir fermement, *Le Figaro* critique l'inaction de la SDN et appelle tous les signataires de Versailles à agir de façon catégorique, et *L'Humanité* appelle tous les prolétaires d'Europe à manifester contre la guerre. Chaque idéologie conduisait ainsi à des opinions contraires sur la façon d'assurer la paix en Europe.

1.6. L'évolution de la presse nationale française de 1933 à 1934

L'inquiétude de la presse nationale française face à la politique révisionniste allemande évolua grandement de 1933 à 1934. Malgré la prudence de la politique hitlérienne, la remise en question du traité de Versailles occupait une place importante dans les quotidiens étudiés dans ce mémoire. Notre analyse montre que la presse nationale française avait une bonne compréhension des événements ainsi que des visées révisionnistes d'Hitler. Seul *Le Temps*, conscient de la puissance française, préféra de ne pas inquiéter ses lecteurs, et ne présenta aucune inquiétude vis-à-vis de futures révisions du traité de 1919. En observant les autres journaux étudiés, il est évident que les actions allemandes constituaient une grande source d'inquiétude alors que les questions de révision, de guerre et de paix devinrent omniprésentes en 1934. Cette date charnière est particulièrement intéressante dans l'évolution des perspectives et des inquiétudes. Alors que les historiens observent davantage les réussites de la révision du traité, trois historiens ouvrirent une brèche intéressante en présentant le revers en Autriche qui nous permet de nuancer l'analyse

²¹⁰ Gabriel Péri, « Mobilisation générale de la Heimwehr et loi martiale à Vienne et en Styrie », *L'Humanité*, 27 juillet 1934, p. 3.

classique du révisionnisme²¹¹. Les historiens montrèrent que la gauche française commença à s'inquiéter de l'Allemagne nazie à la suite du référendum de la Sarre en 1935²¹², cependant, notre étude prouve que *L'Humanité* modifia sa position face à la révision du traité de Versailles dès la tentative d'*Anschluss* de juillet 1934. La crainte qu'une nouvelle guerre européenne éclate modifia sa position face au traité de Versailles et arrêta ses critiques face à celui-ci. Son analyse ne pouvait plus être seulement idéologique. Ce qui importait désormais, c'était de maintenir la paix.

Enfin, malgré une unité des positions antirévisionnistes en 1934, chaque quotidien avait sa propre vision de la façon de maintenir la paix. Ces opinions pacifiques soulevèrent de profonds désaccords sur l'utilisation du traité de Versailles et sa place afin de maintenir la paix de 1935 à 1936 face au réarmement allemand. Lors de cette période, nous accorderons une grande attention à la réorientation de la politique française à l'égard de l'Allemagne et du traité de 1919 afin d'observer si cette dernière se répercuta sur la perspective de la presse nationale française.

²¹¹ Robert O. Paxton *et al.*, *op. cit.*, p. 350.

²¹² Fritz Taubert, « Munich: la gauche française voulait-elle encore réviser le Traité de Versailles? », *Francia*, vol. 15, 1987, p. 821.

CHAPITRE 2 – LA PRESSE S’EXPRIME SUR LA REMILITARISATION DU REICH ET LA SÉCURITÉ DE LA FRANCE 1935-1936

Si le traité de Versailles occupait une place souvent indirecte dans les articles de 1933 et 1934, il fut au cœur des articles de 1935 et 1936. La remilitarisation du Reich lors de cette période est particulièrement importante pour l’analyse du regard et des préoccupations de la presse nationale française. Elle nous permettra d’observer l’évolution des positions des quotidiens étudiés ainsi que de leurs inquiétudes face à la politique révisionniste allemande. Les journalistes des quotidiens parisiens ciblés ont-ils une bonne compréhension de la politique de remilitarisation allemande ? Citent-ils les clauses qui furent violées ? Présentent-ils l’importance de ces clauses pour la sécurité française ?

Alors qu’Hitler expliqua aux chefs de la *Reichswehr* son plan de réarmement dès le 3 février 1933, visant la conquête d’un nouvel espace vital à l’Est et la germanisation impitoyable de cet espace, il fallut attendre deux ans et la mort du président Hindenburg avant de voir l’Allemagne le dévoiler publiquement²¹³. Lors des années 1933 et 1934, le Reich se heurtait à des contraintes financières, industrielles et de politique intérieure qui ralentirent la création et le développement de la *Wehrmacht*. Comme le mentionna Bloch, ces deux premières années sont plutôt caractérisées par « la planification pour l’avenir que par les progrès effectivement réalisés »²¹⁴. Contrairement à une idée largement admise, la montée en puissance de l’industrie de guerre allemande ne fut pas aussi rapide qu’on pourrait le croire. L’Allemagne, devant reconstituer une armée à la fois terrestre, aérienne et navale, fut alors obligée de disperser ses moyens et ses ressources²¹⁵.

De plus, à la suite de sa sortie de la Société des nations (SDN) et de l’échec du putsch en Autriche, l’Allemagne se retrouva isolée diplomatiquement. Hitler évita ainsi les mesures spectaculaires à l’intérieur comme à l’extérieur lors de l’hiver 1934-1935. La question qui le préoccupait pendant cette période fut le plébiscite en Sarre. Lors de la signature du traité de Versailles, les Français, espérant prendre la Sarre à l’Allemagne, avaient obtenu de la SDN un

²¹³ La mort du président Hindenburg, le 2 août 1934, fut un véritable tournant pour la politique allemande. Le gouvernement allemand promulgua une loi unifiant le titre de président et de chancelier, et Hitler devint le maître incontesté de l’Allemagne. Voir Andreas Dorpalen, *Hindenburg and the Weimar Republic*, Princeton University Press, 2015, p. 482.

²¹⁴ Bloch, *op. cit.*, p. 136.

²¹⁵ Philippe Garraud, « Le développement de la puissance militaire allemande dans l’entre-deux-guerres : entre mythes et réalité », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. n° 240, n° 4, 2010, p. 30.

mandat sur le territoire. En échange, ils s'étaient engagés à consulter la population sarroise quinze ans plus tard afin que celle-ci décide elle-même : se rattacher à la France, revenir à l'Allemagne ou maintenir le *statu quo*. Hitler, qui souhaitait une victoire politique pour regagner la confiance de la population allemande, mit alors en suspens le réarmement pendant le référendum afin de maximiser ses chances. Le ministère de Goebbels y déploya alors une politique d'intimidation qui donna 90% des votes en faveur du retour à l'Allemagne²¹⁶.

La politique étrangère du Reich profita ainsi de cette victoire diplomatique sur la France, qui n'eut aucune réaction face à l'ingérence allemande dans le plébiscite sarrois. Cette situation motiva Hitler, qui crut le moment opportun pour passer ouvertement au réarmement et à la violation des clauses militaires du traité de Versailles.

2.1. Reconstitution d'une aviation militaire allemande (9 mars 1935)

La première violation ouverte du traité de paix de 1919 concerna l'article 198 qui indiquait : « Les forces militaires de l'Allemagne ne devront comporter aucune aviation militaire ni navale. »²¹⁷ La défaite de 1918 et les conditions du traité de Versailles interdirent et éliminèrent les avions militaires de l'arsenal allemand. Les vainqueurs refusèrent l'accès aux nouvelles technologies militaires à l'Allemagne et limitèrent considérablement la taille et la capacité de leurs services. Toutefois, les Alliés ne pouvaient pas empêcher les Allemands de réfléchir à leurs expériences acquises lors de la Grande Guerre²¹⁸. Deux éléments contribuèrent à la survie de l'aviation allemande sous la République de Weimar. D'abord, Hans Von Seeckt, le père de la *Reichswehr*, s'assura que l'armée réduite à 100 000 hommes comprenait un petit corps de 180 officiers qui avaient de l'expérience lors des batailles aériennes de la Grande Guerre²¹⁹. Seeckt veilla ainsi à ce que la puissance aérienne maintînt une voix au sein de l'armée. Ensuite, d'importantes subventions à l'aviation civile contribuèrent à la survie de l'aéronautique allemande. Les investissements de la République de Weimar jouèrent un rôle majeur dans la création de la *Luftwaffe* pendant la période nazie²²⁰. En 1927, les compagnies aériennes allemandes parcouraient de plus grandes distances avec plus de passagers que leurs concurrents français, britanniques et

²¹⁶ Bloch, *op. cit.*, p. 135.

²¹⁷ « Traité de Versailles 1919, Partie V : Clauses militaires, navales et aériennes », *Digitèque MJP*, [en ligne], URL: <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles6.htm>, (page consultée le 6 avril 2021).

²¹⁸ Williamson Murray, *Strategy For Defeat: The Luftwaffe, 1933-1945*, Pickle Partners Publishing, 2015, p. 4.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ *Ibid.*

italiens réunis²²¹. Cependant, malgré la survie de l'aéronautique allemande, en janvier 1933, les nazis étaient confrontés à plusieurs problèmes qui empêchaient la création d'une force aérienne. Seulement un petit cadre d'officiers expérimentés existait dans l'armée, la *Lufthansa* (aviation civile) n'était pas directement convertible en force militaire et l'industrie aéronautique était affaiblie par la dépression économique²²².

Les préparations de la reconstitution d'une aviation militaire débutèrent en avril 1933 alors que Hermann Göring fut secrètement nommé ministre de l'Aviation accompagné du secrétaire d'État, Erhard Milch, ancien militaire qui avait quitté l'armée afin de devenir directeur de la société d'aviation civile *Lufthansa* en 1920. La Luftwaffe bénéficiait d'un statut particulier au sein des services militaires. Alors que le ministère de l'Aviation n'était pas subordonné au ministre de la Défense, Göring put obtenir des allocations, des fonds et des ressources afin de développer l'aviation²²³. Cependant, dès le début du réarmement, les planificateurs allemands furent confrontés au problème du rôle que jouerait la *Luftwaffe* dans le cadre de la stratégie nationale. Alors que certains souhaitaient une aviation offensive axée sur les bombardiers, Milch argua que l'industrie aéronautique allemande manquait de concepteurs, de capacités industrielles et d'expérience pour produire une flotte de bombardement « stratégique »²²⁴. Il se basa ainsi sur la production des industries aéronautiques afin de réorienter le rôle de l'aviation militaire vers une force aérienne défensive. Milch utilisa ses talents d'organisateur et de bureaucrate pour développer l'industrie aéronautique, qui avait une base de 4000 travailleurs en janvier 1933, et augmenta le nombre d'ouvriers à 16 870 en 1934 et à 204 100 en 1938²²⁵. Au début de 1935, le Reich disposait de 2 500 appareils de différents types dont 800 avions de combat opérationnels. De 1933 à 1935, la *Luftwaffe* développa un effectif de 900 officiers, 200 officiers antiaériens et 17 000 hommes. 700 nouveaux officiers devaient être engagés tous les ans²²⁶.

Au début de l'année 1935, la France ainsi que la Grande-Bretagne étaient inquiètes face au développement des grandes usines d'aviation, dont Junkers, Heinkel, Dornier et Messerschmidt²²⁷.

²²¹ *Ibid.*

²²² *Ibid.*

²²³ Ian Kershaw, *Hitler 1889-1936 : Hubris*, Paris, Flammarion, 1999, p. 777. Kershaw est un historien britannique qui rédigea une biographie en deux tomes sur Hitler. Celle-ci est l'une des principales références actuelles sur le dictateur allemand.

²²⁴ Murray, *op. cit.*, p. 7.

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ Bloch, *op. cit.*, p. 138.

²²⁷ *Ibid.*

Le réarmement allemand mena Flandin et Laval à effectuer une visite à Londres du 1^{er} au 3 février afin de discuter d'un projet de limitation générale des armements, ainsi que d'un pacte aérien entre les cinq puissances signataires du traité de Locarno, qui pourrait aboutir à une assistance mutuelle en cas d'attaque non provoquée. Ils discutèrent aussi d'une proposition de « Locarno de l'Est »²²⁸. La déclaration qui en émergea visait à remplacer les clauses de la partie V du traité de Versailles par de nouveaux arrangements militaires négociés à l'amiable. Aucune action unilatérale visant à modifier les restrictions du traité de 1919 ne serait acceptée. Seuls une nouvelle convention générale, de nouveaux pactes négociés librement par l'Allemagne ou son retour à la SDN pourraient remplacer la partie V²²⁹. Cette rencontre transforma ainsi la politique extérieure française et britannique qui souhaitaient trouver une alternative à l'application des restrictions de Versailles pour assurer la paix en Europe. Le lendemain, les ambassadeurs français et anglais à Berlin, François-Poncet et Phipps, présentèrent le projet à Hitler. Ce dernier l'accueillit « avec sympathie » et s'exprima sur les nombreuses concessions territoriales, notamment de la zone démilitarisée. Il argua que si l'Allemagne était provoquée, elle « n'aurait aucune raison de ne pas chercher un jour à s'en affranchir »²³⁰.

Le 4 mars, le gouvernement britannique, visiblement inquiet, publia le *White Paper* présentant le réarmement clandestin de l'Allemagne, principalement la reconstitution de l'aviation, afin de justifier l'accroissement de ses dépenses militaires. Au même moment, le gouvernement français déposa un projet de loi afin de rétablir le service militaire de deux ans, plutôt que de dix-huit mois, pour combler le déficit des effectifs français lié aux « classes creuses »²³¹. Hitler ne se laissa pas intimider par ces mesures et fit décommander la visite de John Simon, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, qui visait à discuter d'un rapprochement entre les deux pays et de la convention franco-britannique du 3 février. Le 9 mars 1935, pour tester la réaction des Occidentaux, Hermann Göring révéla à un représentant du *Daily Mail* l'existence d'une armée de l'air vouée à des missions défensives. Cette annonce avait été faite en accord avec Blomberg qui avait donné l'ordre le 26 février 1935 de « décamoufler » progressivement la force

²²⁸ Steinert, *op. cit.*, p. 327.

²²⁹ Grande-Bretagne, Foreign Office, « Notes of Anglo-French Conversations, held No. 10 Downing Street, S.W. I, on February 1-3, 1935 », dans William Norton Medlicott et Douglas Dakin, *Documents on British foreign policy, 1919-1939*, London, H.M. Stationery Office, Second series, volume XII, 1972, p. 483.

²³⁰ Steinert, *op. cit.*, p. 327.

²³¹ *Ibid.*

aérienne allemande²³². C'est finalement le 11 mars qu'Hitler annonça l'existence d'une armée de l'air allemande.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les journaux d'orientation républicaine et de droite modérée accordèrent très peu d'importance au dévoilement de l'aviation militaire allemande. Seulement deux articles du quotidien *Le Temps* et du *Figaro* abordèrent le sujet alors qu'un seul article d'information figurant à la troisième page du journal *Le Petit Parisien* traita cet événement. Ils mentionnèrent que la reconstitution de l'aviation représentait la première violation ouverte du traité de Versailles, mais soulevèrent quelques divergences et nuances envers la sauvegarde de la sécurité et de l'ordre européen établi en 1919. La modification de la politique française modifia ainsi la perspective de la presse française et créa une rupture dans tous les quotidiens étudiés.

Le Temps, *Le Petit Parisien* ainsi que *Le Figaro* brossèrent un portrait peu détaillé de la reconstitution de l'aviation militaire allemande. Ils citèrent l'article 198 du traité de 1919, mais développèrent peu sur les origines menant à cette violation. Ils présentèrent en quelques lignes la déclaration commune franco-britannique du 3 février 1935, la publication du *White Paper* anglais, ainsi que l'entrevue de Göring avec le *Daily Mail*. Les trois quotidiens ne soulevèrent toutefois pas le dépôt du projet de loi sur la prolongation du service militaire français comme une cause du dévoilement de l'aviation allemande, ainsi que l'avança l'historienne Steinert. Ceci démontre qu'ils ne considéraient pas que les débats sur le sujet pouvaient nuire aux relations diplomatiques. Les trois journaux écrivirent que le réarmement aérien n'était pas une surprise pour les Français. Le journaliste anonyme du *Temps* affirma qu'ils savaient « depuis bien des mois que les plus grands efforts étaient déployés de l'autre côté du Rhin en vue de transformer rapidement l'aviation commerciale en aviation militaire »²³³. Il ne présenta toutefois aucune hypothèse sur les débuts du réarmement clandestin.

De son côté, le journaliste anonyme du *Petit Parisien* écrivit que « la création d'une aviation défensive avait été mise en œuvre par le général Goering à la suite de la prétendue incursion d'avions communistes sur Berlin et plusieurs grandes villes d'Allemagne le 23 juin 1933 »²³⁴. L'historien Murray argua plutôt que les préparations de la reconstitution d'une force militaire

²³² *Ibid.*

²³³ Anonyme, « Bulletin du jour : L'aviation militaire de l'Allemagne », *Le Temps*, 14 mars 1935, p. 1.

²³⁴ Anonyme, « Ce que sera l'organisation de l'aviation militaire du Reich », *Le Petit Parisien*, 13 mars 1935, p. 3.

aérienne commencèrent dès la nomination secrète de Göring comme ministre de l'Aviation au printemps 1933²³⁵. Ainsi, il est possible d'expliquer les lacunes de la compréhension des journalistes par les manœuvres secrètes du Troisième Reich.

Enfin, D'Ormesson présenta cet événement comme « une hypocrisie [qui était] simplement abandonnée »²³⁶. Il affirma que les Français savaient depuis « beau temps » que l'aviation militaire allemande était reconstituée²³⁷. Comme ses collègues de la presse d'orientation républicaine, il fut incapable de présenter les débuts du réarmement aérien en raison des manœuvres secrètes. Il développa très peu sur les origines de l'événement et se concentra davantage sur la question de la sécurité européenne. Un collègue anonyme expliqua brièvement, dans un article paru le 13 mars 1935, qu'Hitler profita de l'accord du 3 février « sans attendre qu'une entente complète soit intervenue sur tous les points envisagés » concernant la limitation de l'armement²³⁸. Toutefois, il ne présenta aucune explication sur cet accord et ses buts.

Les quotidiens d'orientation républicaine et de droite modérée s'exprimèrent sur leur préoccupation face à la violation de l'article 198 et de la sécurité européenne. D'abord, *Le Petit Parisien* ne présenta aucun article d'opinion abordant la reconstitution de l'aviation militaire allemande. En observant les unes du 12 au 15 mars, il est toutefois possible d'affirmer qu'il se souciait malgré tout de la sécurité européenne et de cette première violation ouverte. Les rédacteurs accordèrent une grande importance aux débats sur la publication du *White Paper* se déroulant à la Chambre des Communes en Grande-Bretagne. Le journaliste, Jean Massip, défendit la position du lord-président du Conseil britannique, Baldwin, et argua que tous les hommes d'État britannique s'étaient efforcés de servir et consolider la sécurité grâce à la SDN. Toutefois, la sortie de l'Allemagne et du Japon de la conférence de Genève avait nui à la sécurité collective basée sur un système universel. Ainsi, « étant donné les circonstances actuelles il était impossible de réaliser, au point de vue du désarmement, l'œuvre qu'on avait d'abord espérée »²³⁹. Il montra par la suite que la Grande-Bretagne souhaitait présenter une alternative à l'échec de la SDN, en arguant que la

²³⁵ Murray, *op. cit.*, p. 4.

²³⁶ Wladimir D'Ormesson, « L'aviation militaire allemande », *Le Figaro*, 14 mars 1935, p. 3.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ Anonyme, « En infraction au traité de Versailles le Reich possédera une aviation militaire à partir du 1^{er} avril », *Le Figaro*, 13 mars 1935, p. 1.

²³⁹ Jean Massip, « M. Baldwin justifie aux communes la publication du Livre blanc sur les crédits de la défense nationale », *Le Petit Parisien*, 12 mars 1935, p. 1.

sécurité européenne se ferait par des accords comportant la consultation ou l'assistance mutuelle. Massip soutint que le réarmement britannique ne se fera pas par une argumentation du volume des armements, sauf dans le cas de l'aviation afin de répondre à l'Allemagne²⁴⁰. Enfin, il croyait que seule une coopération des gouvernements français et anglais avec l'Allemagne pourrait « prévenir un mauvais emploi des développements de l'aviation »²⁴¹. Ainsi, les journalistes du quotidien populaire éprouvèrent peu d'inquiétude vis-à-vis de la remise en question de l'article 198 et de la reconstitution de la *Luftwaffe*. Ils portèrent une grande confiance envers les décisions britanniques souhaitant développer une alternative à la sécurité européenne basée sur la SDN.

De son côté, le journaliste anonyme du *Temps* était en accord avec son collègue et souligna l'importance de connaître la position de l'Angleterre dans les circonstances internationales bouleversées par le réarmement aérien allemand. Il se positionna en faveur de l'alternative britannique à la sécurité européenne et souligna le « courage politique que le cabinet MacDonald donne ainsi à tous les gouvernements »²⁴². Contrairement à son collègue du *Petit Parisien*, le journaliste était plus préoccupé par les manifestations allemandes qui tendaient à mettre les puissances européennes devant le fait accompli d'une violation « brutale et avouée de la partie V du traité de Versailles »²⁴³. Alors que le rédacteur cita l'entrevue de Goering avec un représentant du *Daily Mail*, il remit en question les propos du général qui affirma bâtir une aviation militaire défensive. Selon lui, il est impossible de faire une distinction nette et précise entre une aviation militaire défensive et une aviation militaire offensive²⁴⁴. Il laissa ainsi transparaître une certaine crainte envers la volonté expansionniste du Reich. Le journaliste souligna aussi l'interprétation tendancieuse et fautive du cabinet du Reich face à la déclaration commune franco-britannique du 3 février 1935. Selon lui, les Allemands, qui reconstituèrent une aviation militaire prétextant de remplir leur devoir d'assistance aérien, « rus[èrent] sur les principes et les mots » afin de mettre en échec les clauses du traité de Versailles et le plan franco-britannique sans rencontrer Sir John Simon²⁴⁵. Le rédacteur affirma qu'aucune convention particulière ne saurait décharger le Reich de ses obligations et que seul un nouvel accord général sur la limitation des armements, ainsi que sur la sécurité pourrait remplacer la partie V du traité de Versailles. Le journaliste estima enfin que les

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ *Ibid.* p. 3.

²⁴² Anonyme « Bulletin du jour : L'Angleterre et la politique de sécurité », *Le Temps*, 13 mars 1935, p. 1.

²⁴³ « Bulletin du jour : L'aviation militaire de l'Allemagne », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ *Ibid.*

gouvernements de Londres et Paris ne pouvaient manquer d'examiner « de très près » la situation créée délibérément par l'Allemagne et commanda « la plus grande vigilance à toutes les nations pour la sauvegarde de leur sécurité »²⁴⁶.

Enfin, les rédacteurs du *Figaro* se montrèrent inquiets en ce qui a trait à la « première violation officielle du traité de Versailles en matière militaire »²⁴⁷. Comme ses collègues du *Temps*, le journaliste anonyme contesta la création d'une aviation militaire défensive. Il affirma qu'une distinction entre les aviations civiles et militaires était impossible, « car on sa[vait] parfaitement qu'en temps de guerre les avions de commerce [pouvaient] se transformer en avions de bombardement »²⁴⁸. Il souligna par la suite l'inquiétude provenant de Varsovie²⁴⁹. Cet élément montra une crainte grandissante envers la politique étrangère allemande ainsi que pour la sécurité européenne héritée du traité de paix de 1919. D'Ormesson estima alors que le national-socialisme « porte en lui un principe de force brutale et dont tout l'effort consiste à rendre à l'Allemagne une puissance d'extension redoutable »²⁵⁰. Toutefois, contrairement à ses collègues d'orientation républicaine, il avait peu confiance envers la politique britannique. Il remarqua que le Reich ne voulait supporter aucune entrave internationale et qu'une politique de souplesse comme la convention franco-britannique du 3 février ne servait « [e]xactement à rien »²⁵¹. Selon lui, le danger du réarmement allemand est une question d'ordre psychologique et moral : « Donnez dix mille avions, cinq cents navires, trois millions de soldats à l'Angleterre ou à la France, et la paix du monde ne sera en rien menacée. Mais donnez seulement le dixième de tout cela aux doctrinaires du national-socialisme et les pires dangers réapparaissent. »²⁵² Les rédacteurs du *Figaro* souhaitaient une réponse de la part de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de la SDN face à cette première révision ouverte, mais ne proposèrent aucune solution au réarmement allemand.

Le recentrage de la politique étrangère française vers une politique de souplesse vis-à-vis de l'Allemagne et du traité de Versailles se répercuta dans la presse nationale. La reconstitution de l'aviation allemande souleva divers niveaux d'inquiétude dans les colonnes des quotidiens

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ « En infraction au traité de Versailles le Reich possédera une aviation militaire à partir du 1er avril », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ « L'aviation militaire allemande », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 3.

²⁵¹ *Ibid.*

²⁵² *Ibid.*

républicains et de droite modérée. *Le Temps* ainsi que *Le Petit Parisien*, qui étaient antirévionniste lors des années 1933 et 1934, adoptèrent une position ambiguë envers la protection du traité de 1919. Depuis la déclaration franco-britannique du 3 février, ils semblaient prêts à se soumettre à la politique britannique afin de trouver une alternative à la SDN pour réviser la partie V du traité de Versailles. En opposition, *Le Figaro* était contre cette politique de souplesse et souhaitait une intervention des signataires de Versailles et de la SDN afin de maintenir la paix constituée en 1919. Ces positions contradictoires accentuèrent ainsi les désaccords en France. Les rédacteurs de droite modérée, plus craintifs vis-à-vis de l'Allemagne, prouvèrent qu'ils avaient une bonne compréhension des visées révisionnistes d'Hitler.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Tout comme pour la presse d'orientation républicaine et de droite modérée, il y a très peu d'articles d'opinion concernant le réarmement aérien allemand dans la presse d'extrême droite et d'extrême gauche. *L'Action française* montra sa compréhension de l'événement en citant la clause 198 du traité de Versailles alors que *L'Humanité* se concentra sur le réarmement des nations. Ils développèrent davantage que la presse d'orientation républicaine et de droite modérée sur leurs préoccupations face à la violation des clauses aériennes du traité de Versailles. Tous deux firent des portraits différents qui montrèrent un affrontement idéologique.

La presse d'extrême droite peignit un portrait antirévionniste de cette première violation ouverte du traité de Versailles. Un journaliste anonyme de *L'Action française* présenta une brève hypothèse des origines de la remilitarisation aérienne. Comme le montra *Le Petit Parisien*, il exprima peu de surprise face à la violation de l'article 198 et soutint que c'est à la suite de la prétendue incursion d'avions communistes sur Berlin le 23 juin 1933 que fut mise en place une aviation défensive²⁵³. Alors que les rédacteurs montrèrent très peu d'informations sur le réarmement allemand, le journaliste Jacques Bainville cherchait à punir les responsables pacifistes qui « tant en Angleterre qu'en France, [avaient] laissé les choses [le réarmement allemand] venir au point que marque le *Livre blanc* du gouvernement britannique »²⁵⁴.

Du côté de *L'Humanité*, Péri brossa un portrait idéologique de l'annonce allemande. Contrairement à ses collègues, il argua que le surarmement de l'Angleterre et de la France était la

²⁵³ Anonyme, « En dépit du traité de Versailles : L'Allemagne annonce officiellement la constitution de son armée de l'Air », *L'Action française*, 13 mars 1933, p. 2.

²⁵⁴ Jacques Bainville, « Le réverbère », *L'Action française*, 13 mars 1935, p. 1.

cause du dévoilement de l'aviation militaire allemande. Selon lui, dès l'accord du 3 février, Londres et Paris s'engagèrent dans une politique de surarmement et de marchandage antisoviétique avec l'Allemagne nazie. Il présenta de façon chronologique les événements qui précédèrent l'annonce de Göring afin de prouver que cette dernière était plutôt en réaction à la hausse du budget de guerre britannique ainsi qu'aux discussions concernant le retour du service militaire de deux ans à Paris²⁵⁵. Comme ses collègues d'orientation républicaine et de droite modérée, il souleva que « [l]e réarmement allemand n'[était] pas niables certes »²⁵⁶. Il ne présenta cependant aucune date ou estimation pour montrer la gravité du réarmement allemand. En raison des démarches secrètes du Reich, les journalistes avaient très peu d'informations sur le réarmement clandestin.

Ensuite, les journalistes d'idéologie d'extrême droite et d'extrême gauche exprimèrent une grande crainte pour la sécurité française. Les rédacteurs de *L'Action française* affirmèrent que l'heure était tragique. Léon Daudet soutint que l'annonce de la reconstitution d'une aviation militaire allemande, « au mépris du traité de Versailles », favoriserait l'unanimité belliqueuse de cette nation de soixante-dix millions d'habitants voulant la guerre de revanche, la récupération de ses colonies et de tout ce que sa défaite de 1918 lui fit perdre²⁵⁷. Il éprouva une crainte grandissante pour la sécurité de la France alors qu'il écrivit que l'occupation de plusieurs départements français serait « peut-être très prochaine »²⁵⁸. Daudet argua que, pour préserver la sécurité de la France, le président du Conseil, Flandin, devait cesser de reculer devant la loi du service militaire obligatoire de deux ans. Selon lui, c'était « la seule parade possible à une nouvelle invasion »²⁵⁹. Son collègue, Jacques Bainville, était en accord avec lui. Il critiqua vivement l'absence de réactions et de mesures prises par la France ainsi que la Grande-Bretagne face à l'Allemagne. Il affirma que les péchés d'Hitler, depuis que l'Allemagne quitta bruyamment la Société des Nations et la conférence de Genève, lui furent pardonnés jusqu'au dernier²⁶⁰. Selon lui, l'impunité vis-à-vis des actions d'Hitler l'encouragerait certainement à poursuivre son réarmement. Il termina son article en mentionnant

²⁵⁵ Gabriel Péri, « La course à la guerre : surarmement anglais, surarmement français, réarmement allemand », *L'Humanité*, 14 mars 1935, p. 3.

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ Léon Daudet, « Pitoyables ministres ! De Flandin à Pernot », *L'Action française*, 14 mars 1935, p. 1.

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ Jacques Bainville, « L'encouragement », *L'Action française*, 14 mars 1935, p. 1.

« La vérité est que l'Angleterre et la France et la Ligue sont, devant l'Allemagne hitlérienne, comme la poule qui a couvé un canard, et un canard sauvage encore »²⁶¹.

Contrairement à ses collègues, Péri affirma que les événements se déroulant en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne allaient mener l'Europe à « la course à la guerre »²⁶². Après avoir légèrement critiqué la politique versaillaise des années 1920 et le refus de désarmer de la part de la Grande-Bretagne et de la France, il s'exprima avec inquiétude face au réarmement allemand. Selon lui, la révélation de la violation des clauses aériennes du traité de Versailles ne serait pas la dernière révision. Il argua que le Reich attendait simplement une réponse de la part des Français et des Anglais afin de poursuivre la révision du traité de paix de 1919 et de rétablir « une armée de conscription à côté de sa *Reichswehr* » qui plongerait l'Europe dans l'engrenage vers la guerre²⁶³. Ainsi, Péri fit appel au prolétariat à résister de toutes ses forces contre les projets de l'état-major et le service militaire de deux ans afin de freiner l'engrenage.

En observant les unes du 12 au 15 mars, il est évident que, contrairement aux rédacteurs de *l'Action française*, tous ses collègues menaient une campagne contre le service militaire de deux ans. Ils craignaient que ce dernier ait le même résultat que le vote du service militaire de trois ans de 1913²⁶⁴. Alors que cette mesure devait représenter « la garantie de la paix », elle mena « au massacre » en 1914²⁶⁵. Cette référence aux origines de la Grande Guerre montra la crainte d'une histoire qui se répète. Dans son article du 15 mars, Péri souhaitait mettre un terme au jeu de riposte dirigé par une politique de militarisme agressif. Il proposa de conclure des pactes de non-agression et des traités d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique afin d'« arrêter la course aux armements »²⁶⁶. Il était conscient de l'anticommunisme au sein du *Foreign Office* et du Quai d'Orsay, mais martela que les pactes proposés par l'URSS tendaient à prévenir une nouvelle hécatombe²⁶⁷.

La cassure de la politique extérieure française est aussi visible dans les presses extrémistes. Alors que la presse républicaine s'exprima en faveur de la révision de la partie V du traité de

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² « La course à la guerre : surarmement anglais, surarmement français, réarmement allemand », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 3.

²⁶³ Paul Vaillant-Couturier, « À l'action contre les 2 ans! », *L'Humanité*, 13 mars 1935, p. 1.

²⁶⁴ « La course à la guerre : surarmement anglais, surarmement français, réarmement allemand », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 3.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Gabriel Péri, « L'Union soviétique et la course aux armements », *L'Humanité*, 15 mars 1935, p. 3.

²⁶⁷ *Ibid.*

Versailles, *L'Action française* et *L'Humanité* réaffirmèrent leur position antirévisionniste. Comme *Le Figaro*, les presses extrémistes avaient une bonne compréhension des visées d'Hitler et étaient contre une politique de souplesse à l'égard de l'Allemagne. Celles-ci ne croyaient toutefois pas que la SDN pouvait assurer la paix. Elles souhaitaient ainsi défendre les clauses de 1919 en évitant les outils de Versailles. La rupture dans les articles de la presse d'extrême droite et d'extrême gauche est visible par leur inquiétude grandissante. *L'Action française* présenta une perspective idéologique alors qu'il souleva une crainte aigüe pour la sécurité de la France, critiqua la faiblesse de la République, et croyait que la paix s'orchestrerait par une politique de réarmement. Cette solution entra ainsi en confrontation avec la perspective idéologique de *L'Humanité*, qui craignait que cette action ne mène à un conflit européen. Ce quotidien réaffirma plutôt sa position d'octobre 1933 et martela que la sécurité collective de Litvinov était la seule solution pour maintenir la paix. On peut ainsi observer que la réorientation de la politique française créa de profondes divergences d'opinion au sein de la presse française.

2.2. Retour de la conscription en Allemagne (16 mars 1935)

Quelques jours après la première violation ouverte du traité de Versailles, l'Allemagne poursuivit sa politique révisionniste. Le 16 mars 1935, lors d'une proclamation au peuple, Hitler annonça unilatéralement le rétablissement du service militaire obligatoire à compter du 1^{er} octobre ainsi que l'augmentation de l'effectif de l'armée allemande à 36 divisions d'infanterie alors que l'armée française n'en affichait que 30 depuis 1928²⁶⁸. Il dénonça aussi l'entièreté de la partie V du traité de paix de 1919. *Le Führer* se justifia en soutenant que l'Allemagne avait rempli les obligations du désarmement du traité de Versailles, alors que les pays vainqueurs ne procédèrent à aucun désarmement général et refusèrent de laisser l'Allemagne réaliser l'égalité des droits assurée par la conférence de Genève de 1932. Il blâma ainsi le réarmement progressif des vainqueurs afin de justifier la décision du 16 mars. Il dénonça notamment la création d'une armée de 101 divisions en Union soviétique ainsi que l'établissement du service militaire de deux ans en France.

De nombreux historiens se penchèrent sur les causes et les origines du réarmement allemand. L'historiographie récente montre que, dès le mois de décembre 1933, les commandants en chef de la *Reichswehr* présentèrent un programme prévoyant la constitution d'une armée défensive en temps de paix de 21 divisions et 63 divisions en cas de guerre dans un délai de quatre ans. Cette

²⁶⁸ Garraud, *op. cit.*, p. 29.

« armée de risque » devait être en mesure de mener une guerre défensive sur plusieurs fronts avec une certaine chance de succès²⁶⁹. Cependant, comme le montra l'historien Garraud, le réarmement et le développement de l'armée allemande ne constituaient pas une priorité immédiate pour Hitler. Jusqu'au 30 juin 1934, le régime nazi était préoccupé par les politiques internes et travailla à créer les conditions préalables à la politique révisionniste et expansionniste. Celui-ci entreprit la « mise au pas » de la société allemande et l'instauration d'un régime totalitaire²⁷⁰. C'est seulement à la suite de la « nuit des longs couteaux », alors que le régime se débarrassa des éléments contestataires à l'intérieur du mouvement nazi, qu'Hitler put se concentrer sur la constitution d'une armée. En octobre 1934, Hitler prit la décision d'augmenter le nombre des grandes unités à 21 divisions d'infanterie, deux divisions de cavalerie et une *Schnelle-Division* (division rapide)²⁷¹. Toutefois, le réarmement allemand s'engagea véritablement le 16 mars 1935, quelques jours après la présentation de l'étude de l'état-major général qui réclamait la constitution d'une armée du temps de paix de 30 à 36 divisions et d'une armée en cas de guerre de 63 à 73 divisions²⁷².

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les journalistes de la presse républicaine et de droite modérée accordèrent davantage d'attention au rétablissement du service militaire obligatoire et à la constitution d'une armée comportant 36 divisions qu'à la reconstitution de l'aviation militaire allemande. Alors que *Le Figaro* accorda quatre articles d'opinion, *Le Temps* et *Le Petit Parisien* accordèrent chacun six articles, dont trois d'opinion abordant la déclaration du *Führer* du 16 mars. Les rédacteurs de ces quotidiens soutinrent que le Reich profita de la déclaration franco-britannique du 3 février, du *Livre blanc* britannique et du prolongement du service militaire français afin de répudier l'entière des clauses militaires du traité de Versailles. Ils montrèrent aussi que la décision allemande était préméditée.

Le journaliste anonyme du *Temps* brossa un portrait très fidèle à l'historiographie récente. Il déclara : « C'est la violation évidente, brutale et froidement préméditée des clauses militaires,

²⁶⁹ Wilhelm Deist, « Le problème du réarmement allemand dans les années 1933-1936 », dans *La France et l'Allemagne (1932-1936)*, C.N.R.S. Éditions, 1980, p. 63.

²⁷⁰ Garraud, *op. cit.*, p. 28.

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² Benoît Lemay, « La remilitarisation de la Rhénanie en 1936 : une réévaluation du rôle des généraux allemands (1933-1936) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. n° 224, n° 4, 2006, p. 41.

navales et aériennes du traité de paix de 1919 »²⁷³. Il argua que la politique de camouflage du réarmement clandestin allemand était terminée. Après avoir présenté le prétexte allemand, il soutint toutefois que le retour du service militaire de deux ans en France pendant les quatre années creuses était conforme et prévu. Le rapport de la commission préparatoire de désarmement publié en décembre 1930 à Genève intégra une exception importante pour parer à l'inconvénient qui résulterait d'une diminution des naissances en raison de la Grande Guerre²⁷⁴. Il rejeta ainsi la responsabilité de la dénonciation de la partie V du traité de Versailles sur l'Allemagne et argua qu'elle était planifiée depuis au moins le mois d'octobre 1934, alors que leur correspondant de Genève leur avait mentionné que la préparation technique de cette mesure était en cours. Le gouvernement du Reich attendait seulement les résultats du plébiscite de la Sarre et le retour du bassin sarrois pour mettre l'Europe devant le fait accompli²⁷⁵.

Lucien Bourguès, journaliste au *Petit Parisien*, brossa un portrait similaire de la situation européenne. Alors qu'il ne présenta aucune crainte face à la reconstitution de l'aviation militaire allemande, il insista que cette révision du traité de paix de 1919 était « très grave [et qu'elle devait intéresser] la France, mais aussi toute l'Europe »²⁷⁶. Il argua que la dénonciation des clauses militaires du traité de Versailles n'était pas une surprise et que des informations de leur correspondant de Berlin leur laissait prévoir la remilitarisation depuis plusieurs mois. En revanche, il affirma que « le rétablissement du service militaire obligatoire est un fait nouveau auquel personne ne s'attendait et qui est susceptible de modifier de fond en comble l'équilibre des forces sur le continent »²⁷⁷. Il ne croyait pas que cette déclaration fut faite de façon impulsive puisque « promulguer une loi militaire ne se fait pas à la légère »²⁷⁸. Il montra que l'Allemagne tenta de rejeter sur autrui l'initiative de la course aux armements et décida de faire l'annonce d'une armée de 36 divisions un samedi après-midi, afin d'amortir le choc dans les pays où les journaux ne publient pas le dimanche, dont l'Angleterre²⁷⁹. L'Allemagne préparait ainsi son coup depuis longtemps et attendait seulement un prétexte.

²⁷³ Anonyme, « Bulletin du jour : L'Allemagne et le service militaire obligatoire », *Le Temps*, 18 mars 1935, p. 1.

²⁷⁴ Anonyme, « Bulletin du jour: La note britannique à l'Allemagne », *Le Temps*, 20 mars 1935, p. 1.

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ Lucien Bourguès, « Le gouvernement de Berlin rétablit le service militaire obligatoire », *Le Petit Parisien*, 17 mars 1935, p. 1.

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ Lucien Bourguès, « Après le théâtral défi du Reich : Hitler, à Berlin, dans une parade à grand spectacle a glorifié la puissance militaire de l'Allemagne », *Le Petit Parisien*, 18 mars 1935, p. 1.

Le rédacteur du *Figaro*, D'Ormesson, fit un portrait complet de la dénonciation des clauses militaires du traité de Versailles. Après avoir fait la présentation des causes immédiates, D'Ormesson argua, comme le fit le journaliste anonyme du *Temps*, que la décision de la France ne visait point à « augmenter [les] effectifs d'un seul homme, mais simplement de les maintenir au niveau normal du régime d'un an » afin de contrer le déclin de l'effectif en raison des « classes creuses »²⁸⁰. Cette interprétation est alors soutenue par l'historienne Steinert²⁸¹. Comme ses collègues d'orientation républicaine, il déclara que ce geste était prévu depuis longtemps et qu'un correspondant suisse du journal *Le Temps* avait télégraphié de Genève, il y a plus de deux mois, que l'Allemagne allait répudier les clauses militaires du traité de Versailles en rétablissant le service militaire obligatoire²⁸². Il fut cependant incapable de montrer que ce réarmement était planifié depuis le mois d'octobre 1934, comme le soutint Garraud et ses collègues républicains.

Ensuite, les journalistes de la presse d'orientation républicaine montrèrent une inquiétude grandissante pour la sécurité européenne. Le rédacteur anonyme du *Temps* présenta cet événement comme un coup de théâtre qui plaçait le monde devant un nouveau fait accompli. Il affirma : « L'Allemagne déchire elle-même le voile derrière lequel elle accomplissait son réarmement, et se résout à se montrer telle qu'elle est, c'est-à-dire casquée et bottée, prête à l'aventure, comme elle l'était en 1914 »²⁸³. Ainsi, en faisant une référence à l'année 1914, le journaliste exprima une crainte grandissante envers une future violation de la frontière française. Un collègue argua que la France était en danger notamment en raison du déficit démographique vis-à-vis de l'Allemagne. Selon lui, la solution résidait alors dans l'union nationale puisque seulement « un outil [militaire] parfait » pourrait compenser l'avantage numérique allemand²⁸⁴. La crainte d'une guerre de revanche et la sécurité française devenaient ainsi très importantes au sein du quotidien. Le rédacteur anonyme s'inquiéta aussi face aux prochaines étapes de la répudiation systématique des clauses du traité de Versailles. Il supposa que, pour compléter la violation entière des clauses militaires, Hitler s'occuperait d'augmenter le tonnage de la flotte militaire allemande²⁸⁵. Il soutint enfin que les

²⁸⁰ Wladimir D'Ormesson, « Un coup de théâtre international : L'Allemagne dénonce les clauses militaires du traité de Versailles », *Le Figaro*, 17 mars 1935, p. 1.

²⁸¹ Steinert, *op. cit.*, p. 327.

²⁸² « Un coup de théâtre international : L'Allemagne dénonce les clauses militaires du traité de Versailles », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

²⁸³ « Bulletin du jour : L'Allemagne et le service militaire obligatoire », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

²⁸⁴ Anonyme, « Le salut par l'union », *Le Temps*, 18 mars 1935, p. 1.

²⁸⁵ « Bulletin du jour: La note britannique à l'Allemagne », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

puissances intéressées par la paix, dont l'Angleterre, la France et l'Italie, ne sauraient demeurer indifférentes face à une telle politique de force. Le journaliste accorda sa confiance à la note britannique envoyée à Berlin qui protesta de façon modérée, pour ne pas nuire à de futures négociations pour un règlement général, contre la violation des clauses militaires du traité de Versailles²⁸⁶. Ceci prouve alors que la réorientation de la politique française se répercuta sur la perspective de la presse française.

De son côté, Bourguès s'indigna contre le geste « insolent » du chancelier qui abrogea la partie V du traité de Versailles en faisant fi de la déclaration franco-britannique du 3 février afin de parvenir à un arrangement. Contrairement à ses collègues du *Temps* qui craignaient davantage pour la sécurité française, Bourguès exprima une angoisse grandissante pour la paix européenne. Au lendemain de l'annonce, Hitler organisa une parade militaire que le rédacteur compara à celles qu'organisait Guillaume II. C'est précisément cette démonstration de force qui aggrava la crainte du journaliste face à un retour du militarisme allemand. Cette manœuvre « n'a pas manqué de renforcer encore dans le monde la conviction que l'Allemagne est d'ores et déjà revenue au culte de la force qui, il y a vingt ans, engendra la guerre mondiale et dégénéra pour elle-même en catastrophe »²⁸⁷. De plus, Bourguès souleva une crainte partielle de la part de la Pologne à la suite du coup de théâtre²⁸⁸. En soulignant l'inquiétude d'un pays ayant signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne, il démontra de façon indirecte que la Pologne doutait de la capacité allemande à respecter les traités. Ainsi, Bourguès soutint qu'il y avait une crainte partagée des pays européens envers de futures révisions territoriales du traité de Versailles. Ces craintes poussèrent même Bourguès à déclarer qu'un voyage de Pierre Laval à Moscou, « dans le moment actuel, paraît éminemment souhaitable »²⁸⁹. Anticommuniste de principe, le journaliste du *Petit Parisien* opina qu'une collaboration franco-anglo-italienne avec l'URSS « [serait] plus que jamais nécessaire » afin d'assurer la paix²⁹⁰.

Enfin, les rédacteurs du *Figaro* présentèrent une inquiétude nuancée face à la politique allemande du « coup de poing sur la table ». Alors que l'Allemagne rejetait la faute de son réarmement sur les précautions prises par ses voisins, D'Ormesson déclara : « Nous ne perdons pas

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ « Après le théâtral défi du Reich : Hitler, à Berlin, dans une parade à grand spectacle a glorifié la puissance militaire de l'Allemagne », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 1.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 3.

²⁹⁰ *Ibid.*

notre temps à réfuter cet amas de contre-vérités [...] Si l'on veut savoir où est la vérité, on n'a qu'à ouvrir *Mein Kampf* »²⁹¹. Il exprima ainsi une crainte face au révisionnisme allemand cherchant à étendre son règne sur la plus grande part de l'Europe. Selon lui, la politique nationaliste, militariste et belliciste de l'Allemagne menaçait la paix européenne. Dans son article du 18 mars 1935, il insista sur les milieux dirigeants polonais qui étaient foncièrement hostiles à l'annonce de la conscription du 16 mars mettant l'amitié germano-polonaise sur la corde raide²⁹². Comme le montra son collègue du *Petit Parisien*, le journaliste croyait que l'Allemagne avait dénoncé la clause du traité qui lui permettrait de « se lancer dans une criminelle aventure ». Enfin, il termina son article en nuancant ses inquiétudes. Il déclara : « On a toujours tendance, devant le danger, à sur-estimer la force de l'adversaire »²⁹³. Il argua que la violation de la clause 160 créerait un bloc puissant formé de la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et tous les pays de la Société des Nations, dont l'URSS, à s'unir contre la guerre.

La seconde violation inquiéta davantage la presse que lors de la reconstitution de l'aviation allemande. La France, qui possédait une armée terrestre puissante, se trouverait confrontée à une armée numériquement supérieure. Cette nouvelle situation confronta les positions et la compréhension des quotidiens. Alors que les quotidiens républicains évitaient habituellement de soulever les visées révisionnistes d'Hitler, ils firent preuve d'une compréhension complète de la situation et des dangers pour la France. Bien que *Le Temps* exprimait une crainte pour la sécurité de la France, il réaffirma sa confiance envers la politique modérée de la Grande-Bretagne. Cela prouve que la modification de la politique française, datant du 3 février 1935, était bien ancrée dans les lignes du journal. Celle-ci était toutefois moins évidente dans les colonnes du *Petit Parisien*. Il se rangea plutôt du côté du *Figaro* qui était inquiet pour la sécurité européenne. Tous deux optèrent pour la formation d'un bloc antirévisionniste formé des signataires de Versailles et de l'URSS. *Le Figaro* fut cependant le seul à réaffirmer sa confiance envers la SDN. La politique d'inaction du *Temps* divergeait ainsi des solutions du *Petit Parisien* et du *Figaro*.

²⁹¹ « Un coup de théâtre international : L'Allemagne dénonce les clauses militaires du traité de Versailles », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 3.

²⁹² Wladimir D'Ormesson « Après le coup de force du Reich », *Le Figaro*, 18 mars 1935, p. 1.

²⁹³ *Ibid.*, p. 3.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Les quotidiens d'extrême droite et d'extrême gauche brossèrent des portraits différents des origines lointaines de l'événement du 16 mars 1935. Alors que leurs interprétations des origines immédiates convergèrent en montrant la déclaration franco-britannique du 3 février, la publication du « White Paper » et de la décision française de prolonger la durée du service militaire, les rédacteurs avaient des opinions divergentes quant aux causes lointaines.

Du côté de *L'Action française*, les journalistes se concentrèrent très peu sur les causes immédiates présentées par leurs collègues de la presse de droite modérée et d'orientation républicaine. Ils analysèrent plutôt, avec une perspective idéologique, les origines lointaines du réarmement allemand. Léon Daudet argua qu'Herriot était « l'un des grands responsables des préparatifs guerriers de l'Allemagne »²⁹⁴. Il affirma que ce dernier était responsable de l'évacuation de la Ruhr, zone importante de l'industrie de l'artillerie lourde, et qu'il influença Tardieu à évacuer Mayence. Son collègue, Larpent, l'appuya et soutint qu'Herriot était aussi responsable de l'annulation de la créance française sur la République de Weimar et de la signature des accords de Lausanne en 1932, qui accordèrent l'égalité des droits à l'Allemagne. Le rédacteur argua alors qu'Herriot s'était toujours incliné devant les exigences de ses adversaires et qu'il provoqua « la situation actuelle »²⁹⁵.

Du côté du quotidien communiste, les journalistes peignirent un portrait idéologique de la décision allemande. Péri expliqua en quelques phrases que le rétablissement du service militaire allemand fut en réponse au vote du prolongement du service militaire français et à la politique de surarmement de Londres et de Paris. Il soutint que la politique française se hâtait à porter le service militaire français à deux ans, mais attendait quand il s'agissait de conclure « le pacte de l'Est ». Il déclara alors que le résultat de cette politique était que : « L'Allemagne déchir[a] le traité de Versailles »²⁹⁶. Ses collègues étaient convaincus que le réarmement allemand était une réponse à tous les pays impérialistes ayant refusé le désarmement. En page couverture du 17 mars, une caricature réalisée par J. Dubose montra que l'Allemagne avait respecté ses engagements et que le désarmement était effectif en 1927²⁹⁷. Cela est appuyé par l'historien Garraud qui présenta qu'effectivement, en 1927, le maréchal Foch prouva à l'aide du travail réalisé par la Commission

²⁹⁴ Léon Daudet, « Le Ciel de feu : le dernier tournant avant la guerre », *L'Action française*, 18 mars 1935, p. 1.

²⁹⁵ G. Larpent, « La Politique : Un discours d'Herriot », *L'Action française*, 18 mars 1935, p. 1.

²⁹⁶ Gabriel Péri, « La crise européenne », *L'Humanité*, 17 mars 1935, p. 3.

²⁹⁷ R. Dubose, « À la recherche de la sécurité », *L'Humanité*, 17 mars 1935, p. 1.

militaire interalliée de contrôle (CMIC) installée à Berlin, que le désarmement effectif de l'Allemagne constituait une réalité²⁹⁸. *L'Humanité* montra que, malgré le désarmement allemand, la France refusa de réduire son armée et contribua à la situation dramatique. Marcel Cachin écrivit que la France dépensa « 113 MILLIARDS en cinq ans, de 1930 à 1935, pour la guerre »²⁹⁹. Cependant de nombreux historiens, dont Georges-Henri Soutou, relativisèrent ces dépenses militaires en arguant qu'entre 1931 et 1934, la France avait diminué son budget militaire de près de 25% alors qu'elle était atteinte de plein fouet par la crise économique et les mouvements pacifiques qui gagnèrent notamment le SFIO³⁰⁰.

Les quotidiens d'orientation d'extrême droite et d'extrême gauche percevaient la violation de l'article 160 comme le premier pas vers la ruine du traité de Versailles et l'engrenage vers la guerre. Contrairement à leur collègue du *Figaro*, les journalistes de *L'Action française* avaient très peu d'espoir de voir la formation d'un bloc contre la guerre. Daudet argua que l'Allemagne déchira publiquement les clauses les plus importantes du traité de Versailles et qu'elle était en proie à la guerre de revanche. Il écrivit « NOUS SOMMES NON PAS EN MARS, MAIS EN JUIN 1914 »³⁰¹. La référence au mois précédent la première déclaration de guerre qui engendra une véritable hécatombe et l'emploi des majuscules renforcèrent l'idée que la paix était perdue. Selon Daudet, il manquait seulement une occasion et un nouveau prétexte.

Son collègue, Larpent, était aussi de cet avis et craignait que la remilitarisation s'intensifie. Il affirma que les clauses de la partie V du traité de 1919 concernant l'aviation et l'armée de terre furent répudiées et que « l'Allemagne s'étant affranchie de l'essentiel, [n'allait pas] respecter l'accessoire »³⁰². Il dit alors qu'il ne restait plus sur le papier que l'interdiction de construire certains engins, artillerie lourde, tanks, etc., et la démilitarisation de la Rhénanie. Larpent, cherchant une solution, soutint que le prolongement du service militaire français était insuffisant puisque la France se trouvait en infériorité numérique notoire face à l'Allemagne. Les troupes françaises étaient alors incapables d'occuper l'entièreté de la Ligne Maginot en permanence. Il critiqua

²⁹⁸ Garraud, *op. cit.*, p. 26.

²⁹⁹ Marcel Cachin, « Course à la guerre : la riposte d'Hitler à l'impérialisme français alerte toutes les chancelleries », *L'Humanité*, 18 mars 1935, p. 1.

³⁰⁰ Georges-Henri Soutou, « L'obsession de la sécurité collective (1924-1939) », *Histoire de la diplomatie française : II. De 1815 à nos jours*, Paris, Édition Perrin, 2007, p. 331.

³⁰¹ « Le Ciel de feu : le dernier tournant avant la guerre », *L'Action française*, *op. cit.*, p. 1.

³⁰² G. Larpent, « La Politique : Le défi allemand », *L'Action française*, 17 mars 1935, p. 1.

Flandin, qui avait refusé de maintenir le contingent libérable en avril et le contingent libérable en octobre afin d'éviter de prendre des mesures impopulaires avant les élections des conseils municipaux de mai³⁰³. Alors que Larpent souleva le manque de courage et l'inertie de Flandin face au révisionnisme allemand, Daudet soutint que les républicains étaient incapables de prendre en main la situation tragique³⁰⁴.

Péri affirma que *L'Humanité* dénonça depuis longtemps l'imminence de la guerre et que désormais, « [c]'est l'expression de l'effroyable réalité. L'Europe capitaliste est sur le pied de guerre »³⁰⁵. Il argua qu'après l'effondrement des clauses financières et militaires du traité de Versailles, il ne restait plus que les clauses territoriales qui subsistaient. Péri déclara que la dénonciation de la partie V du traité témoignait du désir de l'Allemagne « *de bousculer à coups de canons la carte du vieux continent* »³⁰⁶. Il réitéra ainsi clairement la position qu'il avait tenue en juillet 1934 alors qu'il se positionna contre la révision des clauses territoriales du traité de paix de 1919. Il soutint, comme le firent *Le Figaro* et *Le Petit Parisien*, que la Pologne présentait une certaine réserve face à la décision allemande et que l'Italie se méfiait face à une nouvelle tentative d'annexion de l'Autriche. De plus, il critiqua la réponse de Sir John Simon qui, en souhaitant poursuivre ses démarches avec une Allemagne librement réarmée et libre de tout engagement, entérina le coup de force nazi et lui offrit l'opportunité d'exécuter son plan d'expansion vers l'Est, qu'Hitler avait décrit dans *Mein Kampf*³⁰⁷.

En soulevant le caractère anticommuniste de la politique étrangère anglaise, Péri soutint que seule une alliance à la politique d'assistance mutuelle de l'URSS permettrait de préserver la carte européenne et la paix. Il argua que cette alternative visait à se dresser devant la politique de force et contre les marchandages franco-hitlériens qui risquaient de mener à la guerre³⁰⁸. Enfin, les journalistes de *L'Humanité* appelèrent le prolétariat français à « multipli[er] les pétitions, les réunions et les manifestations contre les deux ans »³⁰⁹. Cachin souhaitait mobiliser la population à refuser l'application immédiate du service militaire de deux ans, comme le souhaitait *L'Action*

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ « Le Ciel de feu : le dernier tournant avant la guerre », *L'Action française*, *op. cit.*, p. 1.

³⁰⁵ Gabriel Péri, « Vers une consultation des gouvernements anglais, français et italiens », *L'Humanité*, 18 mars 1935, p. 3.

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ Gabriel Péri, « Les négociations entre Berlin et Londres », *L'Humanité*, 19 mars 1935, p. 3.

³⁰⁸ « Vers une consultation des gouvernements anglais, français et italiens », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 3.

³⁰⁹ Marcel Cachin, « Le vote des deux ans sert de prétexte à l'Allemagne hitlérienne pour rétablir le service militaire obligatoire », *L'Humanité*, 17 mars 1935, p. 1.

française, et à créer des comités populaires de protestations contre la politique impérialiste « qui mène une fois de plus au bord du gouffre »³¹⁰.

L'Action française et *L'Humanité* réaffirmèrent donc leur position antirévissionniste et critiquèrent l'inaction de la France. La révision de la clause 160 intensifia les craintes des quotidiens qui proposèrent des solutions évitant les principes versaillais : le retour de la monarchie et le réarmement, et des ententes mutuelles avec l'URSS qui excluait les Anglais anticommunistes. Ces positions prouvèrent que le recentrage de la politique allemande de la France se répercuta au sein des quotidiens extrémistes qui montrèrent des opinions divergentes de celles de la presse républicaine et de droite modérée.

2.3. Accord naval germano-britannique (18 juin 1935)

La réaction des puissances étrangères face à la restauration d'une aviation militaire et du retour de la conscription en Allemagne se fit le 11 avril 1935 alors que les gouvernements français, britannique et italien se réunirent à Stresa. Ils condamnèrent les violations unilatérales du traité de Versailles et réaffirmèrent leur détermination à défendre l'intégrité territoriale de l'Autriche contre les menaces allemandes. La condamnation du réarmement allemand fut soutenue par la SDN une semaine plus tard³¹¹. Peu de temps après ces premières actions, le 2 mai 1935, la France conclut un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique. Ces initiatives demeurèrent purement verbales et ne pouvaient contraindre le réarmement allemand. L'Allemagne se voyait cependant isolée.

Hitler, fidèle à la politique de négociations bilatérales qu'il avait inaugurée avec le pacte polonais, avait entamé des pourparlers avec la Grande-Bretagne dès le mois de novembre 1934 afin de conclure un accord naval. Il savait que la marine allemande ne pourrait pas rivaliser avec la marine britannique et souhaitait plutôt apaiser l'Angleterre pour qu'elle s'abstienne d'empêcher la domination allemande sur le continent. Le 25 et 26 mars 1935, les dialogues se poursuivirent alors que Simon et Eden se rendirent à Berlin afin de discuter du problème de désarmement. Après avoir échangé sur la proposition limitant le tonnage de la flotte allemande à 35% de celui de l'Empire britannique, les échanges prirent la forme de menace alors qu'Hitler soutint que l'aviation allemande pourrait devenir supérieure à l'aviation anglaise. Le risque de voir tomber des bombes sur Londres et Paris favorisa ainsi la conclusion de l'accord naval en dépit du front de Stresa³¹².

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ Steinert, *op. cit.*, p. 331.

³¹² *Ibid.*

Comme le montra l'historienne Steinert, la Grande-Bretagne croyait que la proposition allemande était acceptable et qu'elle permettrait de lier les mains de l'Allemagne plutôt que de la laisser réarmer sans contrôle³¹³. De son côté, le Reich souhaitait rompre le front de Stresa afin de sortir de son isolement. Hitler envoya alors Ribbentrop à Londres pour négocier et conclure, le 18 juin 1935, par un échange de lettres, l'accord naval anglo-allemand. Cet accord garantissait que le tonnage de la flotte allemande ne pourrait « jamais » excéder la limite de 35% des forces navales du Commonwealth britannique. Cette proportion ne devait pas être affectée par les constructions navales des autres puissances, à l'exception que des constructions anormales et exceptionnelles soient réalisées. L'Allemagne pourrait alors inviter le gouvernement britannique à étudier la nouvelle situation. Enfin, en ce qui concerne les sous-marins, l'Allemagne avait droit à la parité, mais s'engagea à ne pas dépasser les 45% du tonnage total de l'Empire britannique pour le moment³¹⁴.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les rédacteurs de la presse d'orientation républicaine et de droite modérée présentèrent un portrait peu détaillé des origines de l'accord du 18 juin 1935. *Le Temps* comme le *Petit Parisien* étaient surpris de la décision britannique de contrevenir à la déclaration franco-britannique du 3 février et aux accords de Stresa afin de conclure un accord assurant sa sécurité sur la mer. De son côté, *Le Figaro* était peu surpris face à la remise en question des clauses navales du traité de 1919. Les trois quotidiens expliquèrent en détail les clauses de l'accord de 1935. Ils présentèrent enfin la violation des clauses navales, sans pour autant préciser lesquelles furent violées.

Le journaliste anonyme du *Temps* fut étonné par le dénouement des deux semaines de pourparlers qui se déroulaient à Londres entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il affirma que ce qui devait n'être que des échanges de vues sur la limitation des armements s'était « transformé en négociations entre les deux gouvernements, de sorte qu'on se trouv[ait] devant un accord qui, sans avoir le caractère d'un traité, n'aur[ait] pas moins la portée d'un engagement réciproque »³¹⁵. Il argua que l'échange de lettres entre Sir Samuel Hoare, secrétaire au *Foreign Office*, et von Ribbentrop, ambassadeur extraordinaire du Reich mandaté à ces négociations, était une violation

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ Anonyme, « Bulletin du jour : L'accord naval anglo-allemand », *Le Temps*, 20 juin 1935, p. 1.

bilatérale du traité de Versailles³¹⁶. Il marqua qu'il était singulier que le gouvernement britannique, ayant consulté les gouvernements de Paris et de Rome, conclut cet accord « insolite ». Il ne tenta toutefois pas d'expliquer la décision britannique. Contrairement à la violation précédente, le journaliste ne présenta aucun élément des origines qui menèrent à la signature de cet accord.

De son côté, Bourguès soutint que le gouvernement britannique, qui était « à peine en possession des notes française et italienne sur le réarmement du Reich [...] brusqu[a] subitement les choses »³¹⁷. Il indiqua que cet accord insolite fut fait par un échange de lettres afin de sauvegarder les apparences juridiques face à l'abrogation des clauses navales du traité de Versailles. Comme Steinert, Bourguès argua que le Reich ne cherchait pas tant un arrangement naval que de briser le front de Stresa afin de sortir de son isolement. Le *Reichsführer* pourrait ainsi profiter de sa nouvelle diplomatie et poursuivre les révisions du traité de paix³¹⁸. Contrairement à son collègue du quotidien *Le Temps*, Bourguès tenta d'expliquer les raisons qui poussèrent le gouvernement britannique à conclure un accord rapide. Il proposa l'hypothèse de la pérennité en se basant sur le paragraphe *a* de l'accord stipulant que : « la flotte allemande n'excédera *jamais* les 35% des forces navales du *Commonwealth* »³¹⁹. Il compara ainsi la situation à celle de 1914 afin de présenter que l'accord pourrait éviter une course à l'armement. Aussi, contrairement à son collègue, il souleva un élément important de l'accord. Le Reich pouvait construire des sous-marins « jusqu'à concurrence de 45% et même jusqu'à l'égalité avec l'Empire britannique, la consultation préalable avec Londres étant exigible pour ce dernier cas »³²⁰. Cet élément ne fut pas mentionné par le journal *Le Temps*, mais figure toutefois dans les travaux de Steinert³²¹. Le *Petit Parisien* brossa ainsi un portrait fidèle aux études récentes.

Du côté de la presse de droite modérée, D'Ormesson n'écrivit aucun article lors des quatre jours observés. Toutefois ses collègues prirent la relève afin d'assurer la présentation de cette nouvelle violation du traité de Versailles par l'Allemagne. Gaëtan Sanvoisin³²², contrairement à ses collègues d'opinion républicaine, se montra peu surpris et brossa un portrait des origines et du

³¹⁶ Anonyme, « Bulletin du jour : La visite de M. Eden », *Le Temps*, 22 juin 1935, p. 1.

³¹⁷ Lucien Bourguès, « L'accord naval anglo-allemand est conclu », *Le Petit Parisien*, 19 juin 1935, p. 1.

³¹⁸ Lucien Bourguès, « L'accord naval anglo-allemand pose divers problèmes de politique générale », *Le Petit Parisien*, 20 juin 1935, p. 1.

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ *Ibid.*

³²¹ Steinert, *op. cit.*, p. 331.

³²² Rédacteur occasionnel du quotidien *Le Figaro*.

contexte menant à l'échange de lettres anglo-allemandes. Il souleva, sans entrer dans les détails des faits, que l'Angleterre « envisageait dès l'an dernier » de permettre à l'Allemagne d'entrer dans le jeu des ententes navales³²³. Cette affirmation se rapproche alors de l'historiographie montrant que des négociations entre l'Angleterre et l'Allemagne commencèrent en novembre 1934. Il révéla aussi que, depuis le retour d'une aviation militaire allemande et de l'affaire dite des « douze sous-marins » à la fin du mois de mai 1935, où l'Allemagne tenta d'inquiéter les Anglais en commençant la construction de sous-marins, la Grande-Bretagne se sentait menacée. Il brossa ainsi un portrait fidèle aux études récentes³²⁴. Toutefois, ce qui étonna Sanvoisin fut que les Anglais se passèrent de l'avis de la France et de l'Italie et acceptèrent que le Reich quadruple le tonnage autorisé par le traité de Versailles, alors que celui-ci représenterait les deux tiers du tonnage de la France.

Ensuite, les journalistes d'orientation républicaine et de droite modérée s'inquiétèrent de « la nouvelle méthode britannique » en ce qui concerne la limitation des armements. Ils critiquèrent le gouvernement britannique qui ne respectait pas la déclaration franco-britannique du 3 février et la résolution de Stresa, qui devaient mener à un nouveau système de sécurité afin de remplacer la partie V du traité de 1919. Le journaliste anonyme du *Temps* exprima toutefois moins d'inquiétude que lors de l'événement précédent. Il n'aborda pas la nécessité de l'union nationale et se concentra sur la politique britannique. Il argua que la tractation bilatérale britannique « offr[ait] plus d'inconvénients que d'avantages, et qu'il n'[était] pas de nature à faciliter [un] règlement général »³²⁵. Il soutint qu'une flotte allemande égale à 35% de l'ensemble de la flotte du Commonwealth britannique, entièrement concentrée dans la mer du Nord, constituait un danger pour leur sécurité. Il souleva l'idée que si la Grande-Bretagne, voyant ce risque, devait renforcer sa marine de guerre, la flotte allemande pourrait aussi être renforcée. Selon le journaliste, cette situation pourrait mener à une « course aux armements sur mer »³²⁶. Dans son article du 22 juin, le rédacteur révéla que sa confiance envers le gouvernement britannique fut ébranlée par l'accord du 18 juin. Il espérait que la Grande-Bretagne n'aurait pas recours à la même procédure pour la conclusion de la convention aérienne d'assistance mutuelle qui intéressait tous les signataires de Locarno. Il poursuivit et dit : « Nous comprenons bien que le règlement naval et le règlement aérien

³²³ Gaëtan Sanvoisin, « L'accord naval anglo-allemand est réalisé », *Le Figaro*, 19 juin 1935, p. 1.

³²⁴ Bloch, *op. cit.*, p. 145.

³²⁵ « Bulletin du jour : L'accord naval anglo-allemand », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

³²⁶ *Ibid.*

importent le plus à la sécurité britannique ; mais nos amis Anglais [*Sic*] doivent comprendre, [...], que le règlement des armements terrestres de l'Allemagne importe le plus à la sécurité française, à la sécurité de toutes les nations continentales »³²⁷.

Bourguès, comme son collègue du *Temps*, croyait que l'accord présentait des inconvénients et que la partie V du traité de Versailles avait été traitée à Londres avec peu de considération. La violation bilatérale soulevait ainsi une crainte pour la sécurité française. Le rédacteur argua que la France estimait que tous les armements étaient interdépendants. Alors que l'accord de limitation touchait uniquement les forces navales, Bourguès soutint que le Reich était plus libre d'insister sur la nécessité de posséder une armée de terre puissante, puisqu'elle pourrait utiliser les moyens financiers qui ne seront pas employés dans la marine pour celle-ci³²⁸. Le journaliste critiqua la Grande-Bretagne qui ne portait pas le même intérêt à la proportion des armées de terre, considérée vitale pour la sécurité de la France. Malgré cela, le rédacteur avait confiance dans le gouvernement britannique. Il dit : « Le mal, [...], peut être encore en partie réparé si, usant de son influence reconquise sur l'Allemagne [...] le gouvernement britannique multiplie ses efforts pour la pousser avec le plus de succès qu'auparavant dans la voie de la conciliation et de l'esprit collectif international »³²⁹.

Comme leurs collègues d'orientation républicaine, les rédacteurs du *Figaro* estimèrent utile de rappeler à la Grande-Bretagne qu'il avait été convenu à Londres et Stresa que des accords séparés n'étaient pas désirables afin de régler les problèmes relatifs aux armements navals, terrestres et aériens. Sanvoisin argua que, malgré le fait que la Grande-Bretagne consentait à faire « la part du feu » en limitant l'armement naval allemand, elle plaçait l'Italie et la France en face d'une nouvelle violation du traité de 1919³³⁰. Son collègue A. Thomazi était du même avis et exprima une crainte envers la diplomatie britannique. Alors qu'Anthony Eden voyageait à Paris et à Rome afin de dissiper le malaise causé par l'accord du 18 juin, Thomazi soutint que le but immédiat du voyage d'Eden était de rallier la France et l'Italie à une conclusion rapide du Locarno aérien. Il écrivit que la France et l'Italie ne s'opposeraient pas à un accord qui renforcerait la sécurité européenne, mais qu'elles devaient observer les divers problèmes relatifs à la sécurité

³²⁷ « Bulletin du jour : La visite de M. Eden », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

³²⁸ Lucien Bourguès, « La note française sur l'accord naval anglo-allemand est communiquée à Londres », *Le Petit Parisien*, 18 juin 1935, p. 1.

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ « L'accord naval anglo-allemand est réalisé », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 3.

générale et au désarmement. Il posa alors la question suivante : « est-il bon de renforcer la sécurité à l'ouest, sans l'assurer à l'est et au centre de l'Europe, sans limiter le réarmement de l'Allemagne et sans obtenir le retour de celle-ci à Genève ? »³³¹ Thomazi formula ainsi les mêmes craintes que son collègue D'Ormesson exprimait dans son article du 17 mars 1935. Il s'inquiétait que les prochaines actions révisionnistes du *Führer* soient des annexions territoriales à l'Est, dont le territoire de Memel qui est protégé par l'article 99 du traité de Versailles³³².

Cette nouvelle révision divisa encore une fois les quotidiens républicains et de droite modérée. Alors que les accords de Stresa vinrent modifier la politique des quotidiens républicains, ceux-ci critiquèrent les actions de la Grande-Bretagne qui évita de consulter ses alliés. *Le Petit Parisien* et *Le Temps* croyaient toutefois que cette politique pourrait favoriser le retour de l'Allemagne au sein d'une organisation internationale et ils évitèrent de montrer des craintes envers de futures révisions du traité de 1919. Cette position révisionniste ambiguë divergeait complètement de la position du *Figaro*, qui réaffirma sa position du 17 mars 1935 et s'inquiéta d'une politique d'inaction de la part de la SDN qui mettrait les territoires à l'Est en danger. Les palinodies et les ambiguïtés de la presse républicaine affaiblissaient donc l'unité nationale devant la menace allemande.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Enfin, les quotidiens d'extrême droite et d'extrême gauche accordèrent peu d'attention aux origines de cet accord. Tous deux arguèrent toutefois que la signature de l'accord franco-soviétique du 2 mai 1935 était à l'origine de l'événement.

L'Action française, contrairement aux autres journaux étudiés, accorda moins d'importance à l'accord naval anglo-allemand. Le journal, qui éprouvait de grands problèmes financiers au cours de l'année 1935³³³, se concentra davantage sur des activités de financement, dont la réunion à la salle Bullier qui s'est déroulée le 19 juin. Charles Maurras ainsi que Léon Daudet présentèrent alors plusieurs articles sur cet événement démontrant la puissance du mouvement royaliste en France³³⁴. C'est leur collègue, Pierre Varillon, qui se concentra sur la nouvelle révision du traité de 1919. Il

³³¹ A. Thomazi, « Eden arrivé à Paris hier soir s'entretiendra avec M. Laval et M. Piétri », *Le Figaro*, 21 juin 1935, p. 1.

³³² *Ibid.*, p. 3.

³³³ Bellanger *et al*, *op. cit.*, p. 529.

³³⁴ Léon Daudet, « 10.000 Parisiens acclament le Roi et *L'Action française* », *L'Action française*, 20 juin 1935, p. 1.

fut surpris de l'initiative britannique qui brisait « ce qui restait d'unité parmi les signataires de Versailles et [qui était] d'autant plus inattendue après la décision du 3 février dernier et de Stresa »³³⁵. Il tenta de comprendre les motivations britanniques et argua que la conclusion du pacte franco-soviétique pesa dans la balance. Il soutint que les relations anglo-soviétiques étaient tendues alors que les intérêts britanniques en Afghanistan, en Perse, aux Indes et en Extrême-Orient se heurtèrent à la propagande soviétique. Il posa comme hypothèse que l'Angleterre, à la recherche de soldats sur le continent, se tourna vers l'Allemagne nazie violemment opposée à l'URSS³³⁶. Contrairement à l'historiographie, il rejeta l'entière responsabilité de l'accord sur l'Angleterre et ne tenta pas d'observer les causes lointaines du réarmement naval allemand.

Du côté de *L'Humanité*, Péri brossa un portrait de l'échec de la politique extérieure française. Contrairement à l'historiographie, il soutint que l'abrogation des clauses navales du traité de paix de 1919 se fit en réponse à la signature du pacte franco-soviétique du 2 mai. Bloch argua plutôt que la Wilhelmstrasse préféra utiliser ce prétexte lors de la remilitarisation de la Rhénanie³³⁷. Péri affirma que Laval ajourna, autant qu'il le pouvait, la signature du pacte afin de rassurer l'anticommunisme britannique, mais cette diplomatie eut l'effet contraire alors qu'elle poussa le *Foreign Office* à bousculer le traité de Versailles en signant un accord avec l'Allemagne³³⁸. Le journaliste présenta ensuite la tactique habile d'Hitler poussant l'Italie à s'aventurer en Afrique afin de la détourner des compétitions européennes. Comme Steinert, il soutint que l'hitlérisme avait pour but de rompre le front de Stresa afin de poursuivre sa politique révisionniste.

Les presses extrémistes se concentrèrent sur les conséquences de la violation des clauses navales. Alors que *L'Action française* s'inquiéta pour la sécurité française, *L'Humanité* craignait plutôt pour la sécurité européenne. D'abord, Varillon exprima son angoisse envers l'accord naval en déclarant : « nous n'arriverons pas à comprendre comment le fait de fournir des matières inflammables à des incendiaires reconnus pour tels les empêchera d'allumer les incendies dont ils rêvent »³³⁹. Il argua que la « pseudo-limitation » des armements navals ne ferait que les augmenter et favoriserait de futures révisions du traité de 1919 par l'Allemagne. Maurras, craignant une guerre de revanche, critiqua l'inertie et la passivité du régime français qui causèrent les problèmes

³³⁵ Pierre Varillon, « L'accord naval anglo-allemand », *L'Action française*, 19 juin 1935, p. 1.

³³⁶ *Ibid.*, p. 2.

³³⁷ Bloch, *op. cit.*, p. 144.

³³⁸ Gabriel Péri, « La Grande-Bretagne, l'Italie et la politique de M. Laval », *L'Humanité*, 18 juin 1935, p. 3.

³³⁹ « L'accord naval anglo-allemand », *L'Action française, op. cit.*, p. 1.

économiques en France. Comme le montra l'historien Berstein, la France accumula les déficits budgétaires depuis 1931³⁴⁰. Maurras soutint alors que le régime ne pourrait « bientôt plus » se procurer le matériel nécessaire à la défense de la nation. Craignant que l'Allemagne pénètre en France « comme dans du beurre », Maurras argua, en conformité avec le programme de *L'Action française*, que seule la royauté pourrait sauver la paix³⁴¹. Il soutint qu'une monarchie pourrait rétablir l'unité et la force de la nation divisée en raison du système électif antinational. Comme l'exposa Eugen Weber, les rédacteurs de *L'Action française* croyaient fermement que le système électif était corrompu par les partisans communistes qui prenaient leurs ordres de Moscou et qui cherchaient un rapprochement avec l'URSS afin d'entraîner l'Europe dans la guerre et la révolution. Selon les journalistes, ce système mettait donc la France en péril. Avec l'effondrement du Front de Stresa, *L'Action française* croyait alors que le redressement national résidait dans le retour de la monarchie défendant les intérêts français, le réarmement massif et l'isolement³⁴². La France, sans allié, devait donc opter pour une stratégie défensive.

Péri présenta l'accord anglo-allemand comme « l'atteinte la plus grave qui ait été portée à la politique d'organisation de la paix »³⁴³. Il évita toutefois de mentionner le viol de la partie V du traité de Versailles, comme le firent ses collègues d'orientations diverses. Le traité de 1919 fut mentionné une seule fois dans les quatre articles étudiés. Il est alors possible d'observer une première forme d'effacement du traité, alors que Péri se concentra davantage sur la sécurité européenne et la critique de l'anticommunisme britannique. Comme ses collègues, il blâma les conservateurs britanniques qui orientèrent leur politique dans le sens hitlérien. Le rédacteur soutint que l'Angleterre se moquait des protocoles au bas desquels elle apposa sa signature, dont la déclaration du 3 février 1935. Il condamna les démarches antisoviétiques anglaises qui menèrent à l'acceptation du droit de réarmer sans engagement de sécurité en contrepartie pour l'Allemagne. Il montra que cette tactique naïve ne faisait qu'augmenter les dangers pour la paix. Il exprima ensuite une crainte indirecte envers de futures révisions du traité de Versailles en soutenant que la situation autrichienne était devenue plus complexe que jamais. Péri critiqua aussi la réplique « exclusivement militaire » de la France qui annonça être prête à mettre en chantier de nouveaux

³⁴⁰ Serge Berstein, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, coll. « Collection Coursus. Histoire », 1993, p. 34.

³⁴¹ Charles Maurras, « La politique : IV. Un porte-respect pour la France », *L'Action française*, 21 juin 1935, p. 1.

³⁴² Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, p. 461.

³⁴³ Gabriel Péri, « Le troc de Londres à la guerre d'Éthiopie », *L'Humanité*, 20 juin 1935, p. 1.

croiseurs afin de riposter aux pourcentages fixés à Londres³⁴⁴. Il réitéra la position qu'il avait tenue le 17 mars 1935 et déclara que ce n'est pas « en engloutissant de nouveaux milliards dans le gouffre des dépenses de guerre, sur les injonctions des marchands de canons » que la France pourrait contribuer à l'organisation de la paix européenne. Donc, contrairement à la politique de réarmement défensif de *L'Action française*, Péri argua que la France devait s'engager dans la politique d'assistance mutuelle de l'URSS et pousser l'extension de cette politique à la généralisation des pactes d'assistance. C'est seulement ainsi que la France fermerait la voie à la guerre³⁴⁵.

2.4. Remilitarisation de la Rhénanie (7 mars 1936)

Le 7 mars 1936, l'Allemagne, à l'aide de trois bataillons, remilitarisa la zone rhénane et supprima la dernière entrave imposée à sa souveraineté militaire par le traité de Versailles et les accords de Locarno. De nombreux historiens étudièrent les origines de cet événement qui créèrent de nombreux débats. Benoît Lemay peignit un portrait de l'événement grâce aux travaux historiques récents et en s'appuyant sur l'étude de documents d'archives allemandes. Il argua que les opérations ordonnées par Hitler ne s'étaient pas effectuées contre la volonté de ses généraux puisqu'ils réclamaient la réoccupation militaire de la Rhénanie depuis la mise en place des plans de réarmement de décembre 1933.

Le 18 décembre 1933, l'état-major allemand élaborait un nouveau programme d'armement s'échelonnant sur quatre ans afin de développer « l'armée de risque » qui devait être en mesure de mener une guerre défensive sur plusieurs fronts. Cependant, une guerre défensive n'était pas concevable sans l'implantation du service militaire dans la zone démilitarisée et sans le contrôle militaire de la vallée du Rhin jugée indispensable pour garantir la protection du potentiel industriel de la Ruhr³⁴⁶. Cette zone devint une nécessité militaire, notamment à la suite du retour du service militaire en mars 1935, pour assurer le développement en matériel de la nouvelle *Wehrmacht*. Dès la fin de l'année 1935, le chef de l'état-major abandonna le concept de « défense stratégique » pour celui de « défense offensive » se basant sur une grande armée offensive³⁴⁷. Hitler devait toutefois

³⁴⁴ Gabriel Péri, « La France reprend la liberté de ses armements navals », *L'Humanité*, 19 juin 1935, p. 3.

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ Lemay, « La remilitarisation de la Rhénanie en 1936 : une réévaluation du rôle des généraux Allemands (1933-1936) », *op. cit.*, p. 39.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 43.

choisir le moment opportun pour annoncer ces mesures et éviter une levée de boucliers de la part de la France et de la Grande-Bretagne.

Hitler profita de la situation étrangère causée par la division du front de Stresa à la suite de la conquête de l'Abyssinie par l'Italie. La Grande-Bretagne et la France ne s'entendaient pas sur la réaction à adopter. En décembre 1935, le *Führer* prépara et informa les responsables militaires afin de remilitariser la Rhénanie. Il manquait simplement un prétexte. Il dénonça alors la ratification du pacte franco-soviétique du 27 février 1936 par la Chambre des Députés. Ainsi, le 7 mars, 3000 soldats se déployèrent profondément dans la zone rhénane tandis que 30 000 autres étaient stationnés sur la rive Est du Rhin. Ceux-ci devaient intervenir et résister par la force en cas d'offensive française³⁴⁸.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les deux quotidiens d'orientation républicaine étudiés dans ce mémoire accordèrent une place importante à la violation des articles 42 et 43 du traité de Versailles. Tous deux présentèrent les articles remis en question et le prétexte allemand. Leurs analyses divergèrent toutefois en ce qui concerne le désordre international. D'abord, le journaliste anonyme du quotidien *Le Temps* brossa un portrait complet de la violation des articles 42 et 43. Il soutint que l'Allemagne profita du désordre international provoqué par le conflit italo-éthiopien qui divisa le front de Stresa. Le Reich exploita aussi le malaise créé à la SDN afin de manœuvrer à Rome et mettre un terme aux rancunes qui existaient entre les deux pays³⁴⁹. Cette analyse de la situation est alors fidèle aux études récentes³⁵⁰. Le journaliste continua l'observation de la situation et argua qu'il savait que le Reich allait passer à l'action puisque certaines forces, sous le couvert de la police, avaient été amenées sur le territoire. Il manquait simplement « un prétexte, bon ou mauvais » afin d'agir. Il montra que l'Allemagne dénonça la ratification du pacte d'assistance franco-soviétique en affirmant qu'il était en contradiction avec les accords de Locarno de 1925. Toutefois, comme il le présenta, le pacte respectait les accords de 1925 alors que l'Italie et la Grande-Bretagne se portèrent garantes de celui-ci et qu'une action militaire contre une agression non provoquée était subordonnée aux dispositions de Genève³⁵¹.

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 44.

³⁴⁹ Anonyme, « Bulletin du jour : L'Allemagne dénonce les accords de Locarno », *Le Temps*, 8 mars 1936, p. 1.

³⁵⁰ Richard J. Evans, *Le Troisième Reich : 1933-1939*, Paris, Flammarion, 2009, coll. « Au fil de l'histoire », p. 711.

³⁵¹ « Bulletin du jour : L'Allemagne dénonce les accords de Locarno », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

De son côté, les journalistes du quotidien *Le Petit Parisien* firent un portrait peu détaillé des causes menant à la révision des articles 42 et 43 du traité de 1919. Un rédacteur anonyme écrivit avec peu de précision que l'Allemagne entendait se débarrasser de ces dispositions depuis longtemps et que la conclusion du pacte franco-soviétique servit de prétexte³⁵². Il argua que les allégations du Reich à l'égard de l'accord Laval-Potemkine étaient insoutenables parce qu'il cadrerait en tous points avec les signatures françaises au bas du pacte de la SDN et du traité de Locarno. Il indiqua que la Belgique, l'Angleterre ainsi que l'Italie convinrent elles-mêmes de la parfaite compatibilité des pactes. Les rédacteurs ne tentèrent toutefois pas d'observer le désordre international qui favorisa l'action allemande, comme le présenta leur collègue anonyme du journal *Le Temps*.

Contrairement à leurs collègues d'orientation républicaine, les journalistes du *Figaro* ne citèrent aucune clause du traité de Versailles violée par l'agression allemande. Ils se penchèrent davantage sur la violation des accords de Locarno, où l'Allemagne reconnut volontairement le *statu quo* territorial versaillais à l'ouest et la démilitarisation de la Rhénanie³⁵³. Le journal de droite modérée présenta ainsi une violation indirecte du traité de 1919 qui sera mentionné dans seulement un article lors des quatre jours observés. D'Ormesson fut sidéré par la dénonciation du traité de Locarno. Il affirma : « il y a six mois qu'il n'était pas question de le mettre en doute ». Il argua que le baron Neurath, lors des funérailles du roi George V, avait assuré que l'Allemagne respecterait le traité³⁵⁴. Le rédacteur soutint alors que les rapports internationaux de l'Allemagne étaient nourris par la violence et l'improvisation³⁵⁵. Cette idée entre alors en contradiction avec l'étude de Lemay qui argua que cette révision n'était aucunement improvisée alors que, dès décembre 1935, les instructions de Blomberg et de Fritsch considéraient déjà les risques de complications sur la scène internationale qui pouvaient en résulter³⁵⁶. D'Ormesson soutint qu'Hitler essayait de se défendre face à son action en attaquant le pacte franco-soviétique. Il défendit alors cet accord et mentionna que Laval avait agi de façon impeccable. Pour expliquer l'attitude de l'Allemagne, il déclara : « Mais, quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé »³⁵⁷.

³⁵² Anonyme, « La France va saisir la SDN », *Le Petit Parisien*, 8 mars 1936, p. 1.

³⁵³ François Gendron, *La question d'une contribution britannique à la sécurité française de Cannes à Locarno entre 1922 et 1925*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, Département d'histoire, 1986, p. 255.

³⁵⁴ Wladimir D'Ormesson, « Chiffons de papier », *Le Figaro*, 8 mars 1936, p. 1.

³⁵⁵ Wladimir D'Ormesson, « Le vrai débat », *Le Figaro*, 9 mars 1936, p. 3.

³⁵⁶ Lemay, *op. cit.*, p. 44.

³⁵⁷ « Chiffons de papier », *Le Figaro, op. cit.*, p. 1.

Les journaux d'orientation républicaine et de droite modérée exprimèrent une crainte aiguë envers la nouvelle situation européenne. Le rédacteur anonyme du quotidien *Le Temps* écrivit : « Il suffit de lire le texte des articles 42, 43 et 44 du traité de Versailles, [...], pour se rendre compte de la gravité de la situation que crée le geste allemand »³⁵⁸. L'article 44 indiquait que si l'Allemagne dénonçait les articles 42 et 43, « elle serait considérée comme commettant un acte hostile vis-à-vis des puissances signataires du présent traité et comme cherchant à troubler la paix du monde »³⁵⁹ est très évocateur. Cette situation mena son collègue anonyme à réitérer sa position du 18 mars 1935 et arguer, avec plus de vigueur, que la sécurité nationale pouvait se faire seulement si les divisions internes étaient réduites au silence et laissaient place à une union nationale³⁶⁰. Le 9 mars, le rédacteur anonyme déclara que pour sauvegarder la paix, la France devait faire preuve de sang-froid et de fermeté. Il critiqua et douta de la méthode allemande de proposer une négociation pour la paix, faisant miroiter son retour à la SDN, après avoir violé les traités existants qui proposaient un arbitrage afin de régler les différends. Il soutint que si les puissances liées par le traité de Versailles, le traité de Locarno et le pacte de la SDN ne réagissaient pas plus que lors des dernières violations, la paix serait mise en péril, « car l'Allemagne aurait alors la conviction qu'elle peut impunément risquer toutes les aventures » et procéder à des révisions territoriales à l'Est³⁶¹. Selon lui, la « dernière chance » pour la sauvegarde de la sécurité française et de la paix résidait dans une action commune et ferme des puissances de la SDN. Il visait notamment l'appui de l'Angleterre qui, après avoir sanctionné l'Italie pour sa campagne en Afrique, ne pouvait pas négliger l'affaire rhénane, jugée « infiniment plus grave »³⁶².

Comme son collègue, le journaliste anonyme du *Petit Parisien* semblait très anxieux face à la nouvelle révision du traité de Versailles. Il présenta le dernier fait accompli comme étant « un événement extrêmement grave »³⁶³ et argua que celui-ci mènerait à l'union de « tous les partis politiques au pouvoir pour faire face à la nouvelle situation diplomatique »³⁶⁴. Il critiqua la proposition allemande qui, après mise au rancart des traités, proposa de créer une zone démilitarisée

³⁵⁸ « Bulletin du jour : L'Allemagne dénonce les accords de Locarno », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

³⁵⁹ « Traité de Versailles 1919, Partie III : Clauses politiques européennes », *Digitèque MJP*, [en ligne], URL: <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles3.htm#3>, (page consultée le 6 avril 2021).

³⁶⁰ Anonyme, « L'union nationale », *Le Temps*, 9 mars 1936, p. 1.

³⁶¹ Anonyme, « Bulletin du jour : Le défi allemand », *Le Temps*, 9 mars 1936, p. 1.

³⁶² Anonyme, « Bulletin du jour : Le geste allemand et la sécurité collective », *Le Temps*, 10 mars 1936, p. 1.

³⁶³ « La France va saisir la SDN », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 3.

³⁶⁴ Anonyme, « Les suites du coup de force allemand », *Le Petit Parisien*, 10 mars 1936, p. 2.

réci-proque entre la France et le Reich. Le journaliste anonyme déclara : « c'est une plaisanterie, car on voit mal notre pays détruire des fortifications qui lui ont coûté des milliards pour n'obtenir en contre-partie [*Sic*] que la parole d'un État pour qui la foi jurée est peu de chose »³⁶⁵. Ensuite, tout comme le rédacteur anonyme du journal *Le Temps*, il craignit que le Reich, s'étant affranchi des clauses militaires, allait orienter sa politique vers une expansion territoriale vers l'Est et le Centre de l'Europe. Il soutint que la zone démilitarisée du Rhin constituait un dispositif tactique pour la France afin d'être en mesure de riposter contre des agressions à l'Est et que sans cette zone, « c'est la paix de l'Europe qui est en jeu »³⁶⁶. Enfin, le journaliste Jean Massip argua que la France devait s'unir et maintenir une politique de fermeté pour influencer la politique britannique³⁶⁷.

De son côté, D'Ormesson présenta cet événement comme un « attentat international » qui concernait tous les signataires de Locarno, mais aussi tous les membres de la communauté européenne souhaitant la paix³⁶⁸. Il argua que la France et la Grande-Bretagne, deux démocraties craignant la guerre et la violence, faisaient face à une dictature sans contrôle. Selon lui, la faiblesse et l'inaction de ces démocraties risquaient de mener l'Allemagne à poursuivre sa politique révisionniste. « Aujourd'hui, le viol de Locarno. Demain, le viol de l'Autriche. Ensuite, l'attaque brusquée sur tel point ou sur tel autre. Pourquoi se gênerait-elle ? »³⁶⁹ Ainsi, le traité de Versailles était abordé indirectement dans son analyse. La crainte de la violation de l'Autriche renvoie à sa position du 26 juillet 1934 soulevant son inquiétude envers le révisionnisme territorial allemand. Ensuite, contrairement à ses collègues républicains, il argua que la France ne devait pas chercher à obtenir l'appui de la Grande-Bretagne, mais plutôt s'en remettre aux États qui avaient examiné à Genève, au lendemain de Stresa, les principes de coercition applicables aux pays dénonçant unilatéralement des traités. Le journaliste croyait que seule une réponse internationale pourrait freiner les révisions allemandes. Il termina en mentionnant que l'Allemagne avait le droit de proposer des aménagements nouveaux pour maintenir la paix, toutefois elle devait les proposer avant d'agir. Il condamna ainsi l'absence de volonté de parlementer de l'Allemagne et écrivit que pour Hitler, « négocier, c'est assener des coups de poing » et que pour lui « inspirer confiance, c'est de traiter les pactes comme des chiffons de papiers »³⁷⁰.

³⁶⁵ « La France va saisir la SDN », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 3.

³⁶⁶ *Ibid.*

³⁶⁷ Jean Massip, « La violation des traités », *Le Petit Parisien*, 9 mars 1936, p. 3.

³⁶⁸ « Le vrai débat », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

³⁶⁹ Wladimir D'Ormesson, « L'Europe des boxeurs et l'Europe des avoués », *Le Figaro*, 10 mars 1936, p. 3.

³⁷⁰ « Chiffons de papier », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

Les journaux d'orientation républicaine et de droite modérée peignirent un portrait complet de la situation, des visées d'Hitler ainsi que de l'importance stratégique de la zone démilitarisée. Ils semblaient unanimes et croyaient que seule une action commune et ferme des puissances de la SDN permettrait de maintenir la paix de Versailles ainsi que ses clauses territoriales. Cependant, la faible présence du traité de 1919 dans les colonnes du *Figaro*, ainsi que ces critiques vis-à-vis de la politique britannique au cours des douze derniers mois indiquent une baisse de confiance envers l'ordre versaillais et les États chargés d'en faire respecter les termes. Après trois révisions allemandes du traité et une quasi-absence de réaction de la part des signataires, les rédacteurs du quotidien de droite modérée semblaient pessimistes face à cet ultime appel à la réaction de Genève.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Les journaux d'extrême droite et d'extrême gauche firent des portraits et des analyses divergentes de la révision allemande. *L'Action française* peignit un portrait idéologique et antirévissionniste de la situation entourant la réoccupation militaire de la Rhénanie. Alors que le rédacteur, José Le Boucher, expliqua que le *Führer* profita du désordre international émanant de l'expédition coloniale de l'Italie qui avaient désordonné le front de Stresa³⁷¹, son collègue Maurras soutint que les origines étaient plus profondes. D'abord, il montra que le gouvernement républicain était passif face aux révisions allemandes depuis quinze ans, soit depuis les premiers refus de payer les réparations en mars 1921. Il soutint que l'inaction républicaine avait mené à l'évacuation de la « ville la plus importante d'Europe », Mayence, en juin 1930, au rattachement de la Sarre à l'Allemagne en janvier 1935 et à la remilitarisation du Reich³⁷². Selon lui, cette politique ne pouvait mener qu'à de nouvelles révisions. Ensuite, contrairement à ses collègues d'orientation républicaine, il était fortement opposé à la ratification du pacte avec les Soviets, qualifiée d'« ordures écrites », puisqu'elle « exposait dangereusement » la France. Il ne croyait toutefois pas que la ratification de ce pacte était le vrai mobile d'Hitler. Selon lui, le *Führer* profita des dissensions intérieures et de la période électorale en France qui paralysa les décisions de la République. Il écrivit : « c'est quand il doit voter que ce pays est vulnérable ! »³⁷³

En ce qui concerne *L'Humanité*, seulement Péri évoqua la dénonciation unilatérale du traité de Versailles par l'Allemagne. Ses collègues se concentrèrent davantage sur la violation des

³⁷¹ José Le Boucher, « Après avoir parlé, Hitler va agir », *L'Action française*, 7 mars 1936, p. 2.

³⁷² Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 9 mars 1936, p. 1.

³⁷³ *Ibid.*

accords de Locarno et évitèrent de citer les articles qui furent violés. Péri argua, comme le firent les journalistes républicains, que le pacte franco-soviétique du 2 mai 1935 et les accords de Locarno étaient « deux instruments parfaitement compatibles ». Il soutint qu'Hitler usa de ce prétexte pour des raisons idéologiques, puisqu'il craignait que la « révolution mondiale » des bolchéviques influence un pays ayant une frontière partagée avec le Reich³⁷⁴. Son collègue, Marcel Cachin, jugea aussi que le prétexte était fallacieux puisque la ratification du pacte n'était pas encore votée par le Sénat³⁷⁵. Cet argumentaire est alors confirmé par l'historiographie montrant que le Sénat le vota le 12 mars 1936³⁷⁶. Cachin argua ensuite qu'Hitler préparait le réarmement depuis 1933. Il n'élabora toutefois pas sur cet élément qui aurait pu clarifier la compréhension du quotidien.

Ces quotidiens développèrent deux positions très différentes face à la remise en question du traité de Versailles. Les journalistes de *L'Action française* accordèrent une importance capitale à la violation de la zone rhénane. Bien qu'ils ne citèrent pas les articles violés, le traité de Versailles figura dans six articles d'opinion entre le 7 et le 10 mars 1936. Le Boucher affirma qu'Hitler déchira le traité de Versailles et les accords de Locarno, puisqu'il avait la certitude de la faiblesse de ses adversaires³⁷⁷. Ses collègues Daudet et Maurras étaient en accord avec ses propos et en avaient assez de l'inaction française. Ils demandèrent le départ immédiat du cabinet de Sarraut. Selon Daudet, le cabinet était sous la tutelle du Front populaire et des Soviétiques qui voulaient mener la France « aux portes de la guerre » contre l'Allemagne³⁷⁸. Maurras critiqua aussi le manque de fermeté du cabinet Sarraut qui se défendit en arguant que, pour le moment, les négociations n'étaient pas propices. Selon Maurras, la France devait faire preuve de fermeté et éviter toutes négociations avec l'Allemagne. Contrairement à ses collègues d'orientation républicaine, il ne croyait pas que la solution résidait dans la SDN. Il cita son collègue M. Saint-Brice qui écrivit que les sanctions émises par Genève « ne lui [l'Allemagne] fer[ai]ent pas retirer de la rive gauche du Rhin ni un homme, ni un canon »³⁷⁹. Selon Maurras, la République n'avait pas la force pour soutenir des menaces. La France devait être fidèle à ses intérêts et cesser d'être esclave à la SDN. Elle n'avait pas à marcher avec Hitler contre les Soviétiques et n'avait pas à marcher avec les Soviétiques contre

³⁷⁴ Gabriel Péri, « Le défi de Hitler », *L'Humanité*, 8 mars 1936, p. 3.

³⁷⁵ Marcel Cachin, « Après l'occupation de la zone démilitarisée », *L'Humanité*, 9 mars 1936, p. 1.

³⁷⁶ Jules Basdevant, « Le pacte franco-soviétique », *Politique étrangère*, vol. 4, n° 1, 1939, p. 27.

³⁷⁷ José Le Boucher, « Où allons-nous ? », *L'Action française*, 9 mars 1936, p. 2.

³⁷⁸ Léon Daudet, « Comment éviter la guerre », *L'Action française*, 10 mars 1936, p. 1.

³⁷⁹ Charles Maurras, « La Politique », 9 mars 1936, *op. cit.*, p. 1.

Hitler. La France devait constituer un gouvernement capable d'armer, au niveau matériel et moral, le pays contre de futures menaces. Maurras écrivit que la République devait alors être renversée et remplacée par le « nationalisme intégral de la Monarchie »³⁸⁰.

De leur côté, les rédacteurs de *L'Humanité* accordèrent très peu d'attention au traité de Versailles. Il y eut seulement deux articles mentionnant le traité de Versailles dans les quatre jours observés. Les journalistes étaient plutôt préoccupés par la sauvegarde de la sécurité de l'Europe. Alors que le grand titre du quotidien du 8 mars était : « LA PAIX EN DANGER! », Péri argua que le Reich avait comme « leitmotiv » d'isoler la France en la forçant à sacrifier son système de sécurité basé sur ses ententes avec l'Est. En remilitarisant la zone rhénane, l'Allemagne s'assurait alors d'avoir les mains libres pour réaliser ses ambitions à l'Est³⁸¹.

Toutefois, contrairement aux autres quotidiens qui affirmaient que les ambitions territoriales allemandes se concentreraient vers les territoires amputés par le traité de Versailles, les journalistes de *L'Humanité* montrèrent plutôt que l'Allemagne préparait une guerre contre l'URSS. Cachin écrivit qu'Hitler « s'[était] proclamé résolu dès lors à s'emparer par le fer et le feu des terres soviétiques »³⁸². Hitler mentionna aussi que cette aventure à l'Est avait pour but de défendre « la culture et la civilisation de l'Occident contre le bolchevisme »³⁸³. Cachin indiqua qu'Hitler souhaitait apaiser la France, et surtout la Grande-Bretagne fortement anticommuniste, afin de s'assurer d'une liberté d'action contre l'URSS. Il soutint par la suite que la France devait faire preuve de fermeté devant le fait accompli allemand. Selon lui, les pays européens devaient s'unir et empêcher les auteurs de guerre de passer à de nouveaux actes de violence. La France devait alors commencer par ratifier rapidement le pacte franco-soviétique pour ne pas affaiblir son système de sécurité. Son collègue, Paul Nizan, croyait aussi que la sécurité européenne devait être élaborée sur la sécurité collective de l'URSS. Il croyait qu'une paix occidentale était impossible si une guerre se déroulait en Europe orientale. Il fit alors appel à tous les prolétaires, autant en France qu'en Allemagne afin de s'unir contre les auteurs de guerre et d'organiser une paix indivisible³⁸⁴.

Alors que les presses républicaines et de la droite modérée demandèrent une réponse de la SDN afin de respecter l'ordre versaillais, *L'Action française* ainsi que *L'Humanité* croyaient peu

³⁸⁰ Charles Maurras, « La Politique : V. La politique de la France », *L'Action française*, 8 mars 1936, p. 1.

³⁸¹ « Le défi de Hitler », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 3.

³⁸² « Après l'occupation de la zone démilitarisée », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 1.

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ Paul Nizan, « La Menace hitlérienne contre l'URSS et la paix », *L'Humanité*, 9 mars 1936, p. 3.

en ce système pour assurer la paix. La presse d'extrême droite appela le remplacement de la république par une monarchie qui assurerait sa puissance de façon pacifique et isolée. La presse communiste souhaitait plutôt une politique de coalition dissuasive rassemblant les Alliés de la Grande Guerre afin d'endiguer l'Allemagne nazie.

2.5. L'évolution de la presse nationale française de 1935 à 1936

La révision ouverte de la partie V du traité de Versailles par l'Allemagne lors des années 1935 et 1936 renforça sensiblement les inquiétudes des journalistes de la presse nationale française. Notre analyse montre que le retour de la conscription en Allemagne ainsi que la remilitarisation de la Rhénanie furent les aspects les plus inquiétants pour la sécurité européenne. C'est lors de ces deux événements que la presse présenta une compréhension complète des actions et visées révisionnistes, ainsi que de l'importance des clauses du traité de 1919 pour assurer la sécurité française. Ces deux révisions sont particulièrement importantes pour *Le Temps* qui, comme nous avons pu le constater dans le premier chapitre, avait pour habitude d'éviter de présenter les visées d'Hitler pour ne pas inquiéter ses lecteurs. Cette compréhension montre ainsi qu'il n'y avait pas d'aveuglement dans les colonnes de la presse. Ensuite, malgré un sentiment d'unité antirévisionniste, il est toutefois possible d'observer de nombreux désaccords dans ces événements qui vont grandement polariser les opinions. Chaque quotidien avait sa propre idée sur la manière d'assurer la paix et de l'utilisation de la SDN émanant du système versaillais. À la suite de la conférence franco-britannique du 3 février 1935 qui fit émerger une déclaration visant à réviser la partie V du traité de Versailles, *Le Temps* ainsi que *Le Petit Parisien* optèrent pour une position révisionniste ambiguë et attendaient les réponses britanniques plutôt que de faire appel à la SDN. On peut ainsi observer les bases de l'apaisement qui guidèrent la politique française au courant des années 1938 et 1939. Ensuite, nous pouvons constater que les presses extrémistes étaient antirévisionnistes, mais souhaitaient éviter l'utilisation de la SDN afin de maintenir le *statu quo*. Elles avaient cependant des visions complètement opposées alors que *l'Action française* souhaitait une politique militaire pacifiste et isolationniste, et que *L'Humanité* optait plutôt pour la politique de sécurité collective de Litvinov. À l'opposé de ces opinions, *Le Figaro* réclamait une intervention de la SDN afin de maintenir les clauses du traité de Versailles. Il est toutefois possible d'observer une baisse de confiance envers l'ordre versaillais et les États chargés d'en faire respecter les termes, en 1936, alors qu'aucune sanction ne freina l'Allemagne en 1935.

CHAPITRE 3 – LA CRAINTE DE LA GUERRE EFFACE-T-ELLE RÉELLEMENT LES DIVERGENCES IDÉOLOGIQUES ? (1938-1939)

Alors que le traité de Versailles occupait une place centrale dans les articles des quotidiens étudiés lors du réarmement du Reich en 1935, on constate qu'il était moins présent dans certains quotidiens lors de la remilitarisation de la Rhénanie. Cet événement altéra considérablement les relations internationales en Europe. La France, sans la zone démilitarisée, se trouvait dans une position affaiblie qui laissait l'Allemagne libre de menacer les petits pays d'Europe de l'Est qui émergèrent en 1919. La période de 1938 et 1939 nous permettra d'observer l'évolution des positions des journaux étudiés alors que les allusions aux clauses du traité de Versailles assurant la sécurité se feront de plus en plus rares. Les rédacteurs parisiens défendent-ils les clauses territoriales du traité de 1919 ? Considéraient-ils que le traité de Versailles pouvait toujours maintenir l'équilibre des puissances et la sécurité européenne ?

Entre 1936 et 1938, les rapports de force évoluèrent grandement en Europe. L'Allemagne ne prit aucune mesure spectaculaire visant à réviser le traité de Versailles, mais elle consolida sa politique extérieure. Elle s'impliqua notamment dans la guerre civile espagnole alors que le clivage entre les forces politiques était le plus profond³⁸⁵. L'Allemagne intervint au côté des forces franquistes, mais aussi des forces italiennes qui souhaitaient assurer le contrôle fasciste de la Méditerranée et sortir l'Italie de son isolement qui s'aggravait depuis la conquête de l'Abyssinie. Ces événements polarisèrent les opinions en Europe et resserrèrent ainsi les liens entre Hitler et Mussolini. Les pays fascistes signèrent même un accord secret en octobre 1936 afin de s'allier contre la république espagnole et la propagande communiste, et ils convinrent de respecter leurs ambitions territoriales mutuelles³⁸⁶. En parallèle à cet accord, Hitler conclut un pacte « anti-Komintern » avec le Japon et scella une alliance contre l'URSS. L'Allemagne sortit de son isolement transformant ainsi sa situation du début de l'année 1935.

La position de la France évolua nettement en 1936. Alors qu'elle perdit son statut de première puissance ainsi que sa capacité à franchir le Rhin, afin de porter secours à ses alliés en Europe

³⁸⁵ Anthony Beevor, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006, p. 257.

³⁸⁶ Le 1er novembre 1936, lors d'une visite à Milan, Mussolini mentionna, pour la première fois dans un discours, la formation de l'Axe Rome-Berlin. Voir Jeremy Noakes et Geoffrey Pridham, *Nazism, 1919-1945: a documentary reader*, Grande-Bretagne, University of Exeter Press, vol. 3 : Foreign Policy, War and Racial Extermination, 1998, p. 672.

centrale, elle était préoccupée par le réarmement de l'Allemagne nazie qui s'accélérait³⁸⁷. Le gouvernement français, dirigé par le Front populaire³⁸⁸, se fiait à la Grande-Bretagne pour assurer sa politique de défense et de sécurité, malgré le pacte signé par Laval avec l'URSS en mai 1935. Elle se soumit à l'influence britannique lors de la guerre civile espagnole et opta pour une politique de non-intervention. Cette stratégie mena ainsi au rejet de la politique de sécurité collective de l'URSS, qui se trouva complètement isolée. La politique d'apaisement, qui s'était développée lors de la crise abyssinienne et de la remilitarisation de la Rhénanie, se confirma lors de l'internationalisation du conflit espagnol³⁸⁹. Hitler considérait ainsi le conflit comme un exemple supplémentaire de la pusillanimité de la France et de la Grande-Bretagne, ce qui l'encouragea à poursuivre ses projets révisionnistes avec plus d'énergie.

Lors de la seconde moitié de l'année 1936, le *Führer* profita de ses nouvelles alliances et lança le plan quadriennal visant le renforcement de la puissance militaire du Reich pour rendre possible le déclenchement d'une guerre générale au début des années quarante. Il planifiait ainsi une guerre de race et d'espace qui avait pour objectif la conquête de la Pologne, mais aussi de l'URSS. Hitler souhaitait ainsi accentuer sa politique extérieure pour réviser les clauses territoriales du traité de Versailles et unir les Allemands ethniques dans la « Grande Allemagne ». C'est dans cet esprit qu'il organisa une conférence, le 5 novembre 1937, avec les hauts commandants de la *Wehrmacht*, afin d'exposer ses premières visées territoriales : l'incorporation de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie au Reich³⁹⁰. Durant l'hiver 1937-1938, constatant que certains de ses subordonnés manquaient d'enthousiasme³⁹¹, Hitler se débarrassa des gêneurs et se retrouva ainsi maître de la politique étrangère, militaire et économique. Il entra ainsi dans une nouvelle phase de la politique étrangère du Reich : une politique « anti-Versailles ».

³⁸⁷ Traian Sandu, « La présence française en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres », *Revue d'Europe centrale*, Tome III, n° 2, 1995, p. 158.

³⁸⁸ Une coalition de gauche, regroupant les radicaux, les socialistes et les communistes, qui polarisa l'opinion française de mai 1936 à avril 1938. Ses adversaires de la droite parlementaire et du centre gauche multiplièrent les attaques anticommunistes, croyant que la coalition visait la révolution. Voir Berstein, *La France des années 30*, *op. cit.*, p. 130.

³⁸⁹ Samuel Allard, *L'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique, 1936-1937*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2020, p. 126.

³⁹⁰ Noakes et Pridham, *op. cit.*, p. 687.

³⁹¹ Le ministre de la Guerre, Bloomberg, le ministre des Affaires étrangères, Neurath, ainsi que le chef du haut commandement de l'armée, Fritsch, exprimèrent un profond scepticisme devant le projet du *Führer*. Ils considéraient qu'il était prématuré de se lancer dans une telle aventure, alors que la *Wehrmacht* n'avait pas acheminé son réarmement, et ils craignaient l'intervention de la France et de la Grande-Bretagne. Voir *Ibid.*

3.1. L'*Anschluss* (12 mars 1938)

Les projets d'expansion ethnique débutèrent par la révision de l'article 80 du traité de Versailles ainsi que du traité de Saint-Germain qui garantissaient l'indépendance de l'Autriche. Depuis l'échec du putsch de juillet 1934, l'annexion de l'Autriche prit un caractère officiel pour l'Allemagne nazie. En 1938, Hitler souhaitait profiter du contexte international qui était bien différent de celui de 1934. Le rapprochement avec l'Italie atténuait les craintes d'une résistance dans la région de Brenner et le réarmement de la Rhénanie couvrait les flancs du Reich contre une éventuelle opération de la part de la France. Enfin, depuis 1937, Hitler était conscient de la répugnance de l'Angleterre à se voir impliquée dans des conflits en Europe centrale. L'Autriche se trouvait ainsi complètement isolée et abandonnée par ses anciens protecteurs³⁹².

Cette situation mena l'Allemagne à faire pression sur le chancelier Schuschnigg. Ce dernier fut convié par Hitler à sa retraite alpine de Berchtesgaden le 12 février 1938 afin d'y amorcer une séance d'intimidation visant à obtenir des concessions politiques. Celles-ci contestaient directement les anciennes assurances provenant de l'accord austro-allemand de juillet 1936 qui visait à rapprocher les deux pays, tout en assurant l'intégrité de l'indépendance autrichienne. Le *Führer* fit plusieurs demandes à Berchtesgaden dont la possibilité d'activités illimitées pour les nazis autrichiens, l'harmonisation du système économique autrichien à l'allemand, la collaboration diplomatique des deux États et la nomination de Seyss-Inquart, un membre du parti national-socialiste, comme ministre de l'Intérieur³⁹³. L'Autriche devait ainsi suivre la voie allemande et devenir un État national-socialiste.

L'Autriche, étant trop faible et isolée, n'eut d'autres choix que de se plier aux exigences de l'Allemagne. Durant le mois de février 1938, le chancelier autrichien choisit d'étouffer les menaces hitlériennes par crainte de produire un effet négatif sur ses compatriotes plutôt qu'un élan patriotique. Le chantage de Berchtesgaden passa donc sans provoquer de vives réactions de la part des Occidentaux³⁹⁴. Cet événement était perçu comme un succès diplomatique pour Hitler alors qu'il réalisa que ses buts pouvaient être atteints par la menace. Il hésita toutefois à envahir l'Autriche et préférait une nazification de l'intérieur.

³⁹² Audrey Désautels, *La question de l'indépendance de l'Autriche pour la France et la Grande-Bretagne durant l'entre-deux-guerres*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2008, p. 70.

³⁹³ Félix Kreissler, *La prise de conscience de la nation autrichienne: 1938, 1945, 1978*, Rouen, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 1980, p. 60.

³⁹⁴ Désautels, *op. cit.*, p. 79.

Malgré le silence de Schuschnigg sur les événements du 12 février, quelques renseignements parvinrent aux délégations occidentales. Alors que le chancelier autrichien était conscient que l'Italie désirait éviter de se compromettre, il espérait trouver un appui en France et en Grande-Bretagne. Paris souhaitait engager une protestation commune avec Londres face aux agissements allemands, mais les dirigeants britanniques refusèrent la proposition française. La politique d'apaisement, privilégiant un rapprochement avec l'Allemagne, n'était toutefois pas soutenue par tous les Anglais. Le ministre des Affaires étrangères britanniques, Anthony Eden, démissionna afin de protester contre celle-ci. Le 7 mars, Chamberlain fit une déclaration aux Communes qui était susceptible d'être interprétée comme un acquiescement à un *Anschluss* pacifique. De son côté, le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, mentionna à l'ambassadeur autrichien que la France n'entrerait pas en guerre sans l'Angleterre pour défendre l'Autriche. Il croyait cependant qu'un nouveau coup de force pourrait mener la France à intervenir seule avec l'espoir d'entraîner la Grande-Bretagne. Le gouvernement autrichien devait toutefois se déclarer victime d'une agression afin d'obtenir une intervention³⁹⁵.

Or, « coïncidence ou non, le jour même où l'avertissement de Léger parvint à Vienne, Schuschnigg décida finalement de renoncer à sa politique de concessions » et appela la population à voter lors d'un plébiscite pour maintenir l'indépendance autrichienne³⁹⁶. Croyant à une issue favorable, il annonça à Innsbruck, le 9 mars, la tenue d'un référendum le 13 mars. Les démarches tardives du chancelier ne lui permirent toutefois pas de préserver l'indépendance autrichienne. L'*Anschluss* fut donc réalisé lors des 12 et 13 mars à la suite des ultimatums allemands, des manifestations des nazis autrichiens et de l'obtention de l'accord du *Duce* pour que son allié envahisse l'Autriche. Les autorités allemandes fabriquèrent donc un télégramme de Seyss-Inquart demandant « l'aide du *Führer* » pour rétablir l'ordre dans le pays³⁹⁷ et permettant ainsi à l'armée d'y pénétrer sans rencontrer de résistance.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

L'*Anschluss* occupa une part importante des colonnes des quotidiens d'orientation républicaine et de droite modérée du 12 au 15 mars 1938. Toutefois, contrairement aux clauses du traité de 1919 citées lors du réarmement, les journalistes ne mentionnèrent aucune des clauses

³⁹⁵ *Ibid.*, p. 78.

³⁹⁶ *Ibid.*

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 85.

violées dans leurs articles. Les allusions au traité de Versailles étaient plutôt indirectes, alors qu'on pouvait observer une baisse de confiance de la part des rédacteurs envers sa capacité à préserver la paix européenne. Les trois quotidiens exposèrent en détail la mobilisation des forces allemandes à la frontière autrichienne ainsi que les ultimatums, heure par heure, émis par le Reich à la suite de l'annonce du plébiscite par Schuschnigg. Néanmoins, ils se concentrèrent très peu sur les origines lointaines. Les rédacteurs constituèrent des portraits dissemblables des origines menant à l'annexion de l'Autriche.

Le Temps fut le seul quotidien à faire une présentation complète de la situation. Dès le 12 mars, le journaliste anonyme défendit le courage politique de Schuschnigg, qui demanda un plébiscite respectant l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936. Le rédacteur argua que c'était une affaire purement intérieure de l'État autrichien et affirma que l'Allemagne s'y ingéra. Il argumenta que l'agitation des nazis autrichiens à la veille du plébiscite était organisée « dans le seul dessin de fournir un prétexte à une intervention allemande »³⁹⁸. Le journaliste peignit aussi un portrait fidèle de la situation internationale, qui était bien différente de celle de 1934. Il soutint que l'Italie sacrifia délibérément l'Autriche aux nécessités de l'axe Rome-Berlin et de ses futures ambitions territoriales³⁹⁹. Ensuite, l'explication de l'inaction de la France lors de l'événement fut traitée par son collègue anonyme. Ce dernier argua que l'Allemagne profita du désordre intérieur français alors que le cabinet de Camille Chautemps se fit refuser les pleins pouvoirs le 9 mars et démissionna. Il écrivit que les tragiques événements d'Autriche « coïncid[aient] chez nous avec une situation intérieure qui [avait] sans doute contribué à décider le Reich à ne point différer le coup de force qu'il méditait et préparait depuis longtemps »⁴⁰⁰. Il évita toutefois de commenter la politique britannique qui refusa de protester conjointement avec la France à la suite de la rencontre de Schuschnigg et d'Hitler à Berchtesgaden.

De leur côté, les rédacteurs du *Le Petit Parisien* se concentrèrent uniquement sur la situation internationale. Comme le fit son collègue du *Temps*, Lucien Bourguès soutint qu'Hitler choisit le moment où « Mussolini ploie sous le fait de trop multiples entreprises, où notre pays traverse une sérieuse crise politique et financière, où Londres et Paris, à la suite de la démission de M. Eden, éprouvent quelques difficultés à harmoniser leur diplomatie »⁴⁰¹. Le journaliste accorda plus

³⁹⁸ Anonyme, « Bulletin du jour : La menace sur l'Autriche », *Le Temps*, 12 mars 1938, p. 1.

³⁹⁹ Anonyme, « Bulletin du jour : L'Autriche nationale-socialiste », *Le Temps*, 13 mars 1938, p. 1.

⁴⁰⁰ Anonyme, « A France unie, politique nouvelle », *Le Temps*, 13 mars 1938, p. 1.

⁴⁰¹ Lucien Bourguès, « Sur ultimatum de Berlin le plébiscite est ajourné », *Le Petit Parisien*, 12 mars 1938, p. 1.

d'importance à la situation internationale que le *Temps*. Il marqua la position de réserve adoptée depuis longtemps par l'Angleterre vis-à-vis l'Europe centrale et estima que la France ne pouvait agir seule face à la violation du statut européen⁴⁰². Le rédacteur omit toutefois de présenter le prétexte allemand.

Pour leur part, les journalistes du *Figaro* brossèrent un tableau peu détaillé de la situation. Les articles d'opinion ne firent aucune présentation de la situation internationale ou du prétexte orchestré par les nazis autrichiens. Les rédacteurs soutinrent que la confusion de la situation politique française joua un rôle majeur dans la décision allemande. Le 11 mars 1938, D'Ormesson, qui souleva le courage de Schuschnigg, critiqua les membres du cabinet Chautemps et demanda : « Ne comprennent-ils pas que les réactions allemandes devant le plébiscite autrichien seront presque *entièrement commandées* par ce qui se passera chez nous ? »⁴⁰³. Dans ses articles du 12 au 15 mars, il continua à rejeter la faute sur la crise politique française et ignora la situation internationale qui était complètement différente de celle de juillet 1934. C'est en lisant les courts articles de la journaliste Madelaine-R. Anglès que les lecteurs pouvaient comprendre la nouvelle situation internationale. Elle expliqua alors que depuis la création de l'axe Rome-Berlin, l'Italie se montrait solidaire envers la politique extérieure allemande⁴⁰⁴. Bref, ils ramenèrent tout, ou presque aux luttes politiques internes en France.

Ensuite, les quotidiens présentèrent des positions divergentes face au traité de 1919 et sa capacité à assurer la paix en Europe. D'abord, la révision des clauses du traité de Versailles occupait une place importante dans les colonnes du *Petit Parisien*. En première page de la parution du 13 mars, avec pour titre « L'Armée allemande occupe l'Autriche », l'article de Bourguès était accompagné de cartes montrant l'évolution des territoires allemand et autrichien depuis 1815. Les deux dernières cartes présentées, pour les années 1919 et 1938, exposèrent clairement la remise en question de l'article 80 du traité de Versailles. Celles-ci étaient aussi accompagnées d'une légende particulièrement évocatrice : « 1919, le II^e Reich (traité de Versailles) et l'Autriche du traité de Saint-Germain. – 1938, Le III^e Reich et ... l'Autriche (12 mars) »⁴⁰⁵. Les points de suspension ainsi que la carte de 1938 montrant le territoire autrichien hachuré et presque complètement noir

⁴⁰² *Ibid.*, p. 3.

⁴⁰³ Wladimir D'Ormesson, « Le respect de la France ? », *Le Figaro*, 11 mars 1938, p. 1.

⁴⁰⁴ Madelaine-R. Anglès, « Rome se refuse à tout commentaire », *Le Figaro*, 12 mars 1938, p. 3.

⁴⁰⁵ « Allemagne et Autriche de 1815 à 1938 », *Le Petit Parisien*, 13 mars 1938, p. 1.

démontrent ainsi la violation des traités de 1919. Bourguès craignait donc pour la paix et l'équilibre européen alors qu'il déclara que « [l]es puissances gardiennes des traités reçoivent un coup très dur, plus sensible encore que celui du 7 mars »⁴⁰⁶. Il croyait qu'une politique plus ferme de la part de la France et de la Grande-Bretagne était requise et que seule la force comptait désormais. Après l'*Anschluss* et la violation du traité de Saint-Germain, les préoccupations du journaliste se tournèrent vers la Tchécoslovaquie. Bourguès soutint que la France était résolue à remplir ses obligations envers son allié et que l'appui de l'URSS ne ferait aucun doute. Selon lui, c'est en démontrant « une détermination bien arrêtée et une force [militaire] invincible » de la part de la France que le Reich reculerait⁴⁰⁷. Il termina son article en dirigeant une légère critique à l'endroit de la Grande-Bretagne et déclara qu'elle devait s'intéresser plus activement à l'Europe centrale afin d'éviter une répétition de 1914⁴⁰⁸.

Alors que la sécurité basée sur le système versaillais occupait une place importante dans les articles du *Petit Parisien*, elle avait une place plutôt indirecte dans les colonnes du quotidien officieux du Quai d'Orsay. Le journaliste anonyme du *Temps* argua que l'Europe se trouvait à nouveau devant un fait accompli alors que l'*Anschluss* était réalisé. Sans citer ou exposer le numéro de la clause du traité de Versailles qui fut violée, le rédacteur déclara : « on est bien obligé de constater que ces événements marquent la fin d'un ordre politique sur lequel était fondée depuis vingt ans la paix de l'Europe »⁴⁰⁹. Il exprima ainsi un profond pessimisme vis-à-vis de la sécurité européenne basée sur l'ordre versaillais.

Il soutint alors que le moment n'était pas venu de faire la somme des erreurs politiques qui menèrent à ce bouleversement. La France devait faire preuve de sang-froid et avoir confiance en la politique des cabinets de Londres et de Paris. Son collègue anonyme opina que seul un nouveau gouvernement de composition beaucoup plus large que celle des cabinets du Front populaire pourrait mener à une collaboration des partis et à la paix. Selon lui, seule une union sacrée basée sur une politique réaliste et non idéologique pourrait mener à un redressement de la politique extérieure française et à la protection des petits pays menacés par le Reich⁴¹⁰. Enfin, les journalistes du *Temps* soulevèrent une certaine inquiétude envers de nouvelles révisions territoriales. Un

⁴⁰⁶ « Sur ultimatum de Berlin le plébiscite est ajourné », *Le Petit Parisien*, *op. cit.*, p. 3.

⁴⁰⁷ Lucien Bourguès, « Le *Reichsführer* se rendant à Vienne a été reçu triomphalement à Linz », *Le Petit Parisien*, 13 mars 1938, p. 3.

⁴⁰⁸ *Ibid.*

⁴⁰⁹ « Bulletin du jour : L'Autriche nationale-socialiste », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

⁴¹⁰ « À France unie, politique nouvelle », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

rédacteur anonyme argua que la position de la Tchécoslovaquie « devient plus dangereuse qu'elle ne l'était déjà »⁴¹¹. Il estima que cette dernière n'avait jamais été un « État allemand » et qu'elle était très différente de l'Autriche. Il marqua ensuite que les exigences du Reich se feraient de plus en plus pressantes et que la France devait ainsi parer, « dans toute la mesure du possible », toutes pressions allemandes qui mèneraient à un risque grave pour la paix⁴¹². L'utilisation de l'expression « dans toute la mesure du possible » expose ainsi le pessimisme du rédacteur face à la politique étrangère française et la protection des États nés en 1919. Il laissa ainsi présager que la révision du traité de Versailles était peut-être la seule solution au maintien de la paix.

De son côté, *Le Figaro* avait une position semblable à celle du *Temps*. D'Ormesson qualifia la crise autrichienne de « drame, dont les conséquences sont incalculables ». Il souligna que l'enchaînement d'événements qui mena l'Europe à ce dénouement le fâcha au plus haut point. Cependant, il soutint que les comptes se régleraient plus tard et que la France devait penser à sa sécurité. Après avoir fait une brève présentation des faits, il écrivit : « Assez reculé. L'heure de la "Marne politique" a sonné »⁴¹³. Il argua que la crise politique ne pouvait plus durer et que, face aux périls, « il n'y [avait] plus qu'un parti qui ait le droit d'exister et d'agir : celui de la France. Il n'y [avait] plus qu'un "Front", dont on [avait] le droit de se réclamer : le Front national »⁴¹⁴. Il croyait que seule une union nationale excluant les marxistes et les communistes pourrait redresser la politique extérieure française. Selon lui, la participation des agents soviétiques, qui prenaient leurs consignes à Moscou, aux conseils « secrets » du gouvernement pourrait mettre la France en péril. Cette conception de l'union nationale était alors paradoxale, dans la mesure où une partie de la nation en était exclue, et soulevait donc les dissensions internes qui brouillaient la vue des rédacteurs. Selon D'Ormesson, l'Hexagone avait besoin d'un gouvernement d'une « poignée d'hommes, expérimentés, résolus » pour assurer la sécurité française⁴¹⁵. Toutefois, aucun de ses articles n'aborda la violation du traité Versailles ou la crainte de futures révisions territoriales.

Dans les articles de ses collègues, il est possible de constater une perte de confiance envers l'ordre établi de 1919. Dominique Auclères écrivit : « L'Autriche meurt sans avoir eu le droit de se défendre. Tout est fini. Vingt ans de sacrifices, d'épreuves et de courage furent inutiles, toutes

⁴¹¹ Anonyme, « Bulletin du jour : L'Anschluss », *Le Temps*, 15 mars 1938, p. 1.

⁴¹² *Ibid.*

⁴¹³ Wladimir D'Ormesson, « La France va-t-elle comprendre ? », *Le Figaro*, 12 mars 1938, p. 1.

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ Wladimir D'Ormesson, « Le scandale », *Le Figaro*, 13 mars 1938, p. 1.

les garanties étrangères furent vaines. Un pays qui voulait vivre est condamné sans appel, la violence triomphe »⁴¹⁶. Enfin, les rédacteurs du *Figaro*, contrairement à leurs collègues républicains, n'exprimèrent aucune crainte envers une future révision de la frontière tchécoslovaque. Le directeur du journal, Lucien Romier, souleva le fait que l'Allemagne « enserme militairement, politiquement et économiquement la Tchécoslovaquie », mais que cette dernière « n'entraîne pas dans les desseins du Reich »⁴¹⁷.

Donc, à la suite de l'*Anschluss*, *Le Temps* ainsi que *Le Figaro* semblaient avoir perdu toute confiance envers l'ordre établi en 1919. Tous deux préférèrent critiquer le gouvernement de Front populaire plutôt que de soumettre une solution à la politique expansionniste du Reich. Le conflit idéologique en France interférait ainsi avec le regard sur la situation internationale. La politique d'apaisement leur semblait ainsi la seule solution à la paix. À l'opposé, *Le Petit Parisien*, qui accordait une grande importance au maintien des frontières versaillaises afin de préserver un équilibre démographique en Europe centrale, voulait que la France adopte une politique de fermeté. Il proposa de renforcer les alliances avec la Grande-Bretagne, mais aussi avec l'URSS, afin que la France respecte ses engagements envers la Tchécoslovaquie. Les divergences d'opinion transcendaient ainsi les idéologies des journaux alors que les quotidiens républicains présentèrent des points de vue contraires.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Du côté de la presse d'extrême droite et d'extrême gauche, les rédacteurs présentèrent des portraits idéologiques de l'*Anschluss*. Les journalistes de *L'Action française* brossèrent un portrait complet de la situation autrichienne. Charles Maurras critiqua les décisions des gouvernements qui menèrent la France à cet événement. Il soutint que la politique de Briand ainsi que l'évacuation de Francfort, de la Rhur, de Mayence et de la Sarre étaient contre les intérêts et la sécurité de la France. Il déclara ensuite que, dans le contexte autrichien, la plus grande erreur fut de mettre un terme à l'union entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Il écrivit : « Il y a deux ans et demi que nous répétons : - Prenez garde, votre politique nous découvre du côté de l'Allemagne. L'Allemagne n'a jamais été plus forte et plus hardie que depuis que vous lâchez ainsi l'Italie »⁴¹⁸. Selon Maurras, les

⁴¹⁶ Dominique Auclères, « Finis Austriæ ! », *Le Figaro*, 12 mars 1938, p. 1.

⁴¹⁷ Lucien Romier, « Ce qui est changé », *Le Figaro*, 15 mars 1938, p. 1.

⁴¹⁸ Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 12 mars 1938, p. 1.

Français auraient dû se raccommoier avec l'Italie pour éviter qu'Hitler arrive à ses fins. Son collègue J. Delebècque appuya cette affirmation et argua qu'il était désormais peu probable que l'Italie se mette en travers des ambitions allemandes ou qu'elle se « désaxe »⁴¹⁹. Il critiqua ensuite la politique anglaise, qui ne s'intéressait que mollement à l'Europe centrale, et la France, sans gouvernement, qui était déchirée par les querelles idéologiques. Enfin, le journaliste J. Le Boucher déclara que le Reich justifia son action en soutenant que « les Allemands d'Autriche étaient violentés et maltraités par un régime privé de toute base légale »⁴²⁰. L'Allemagne agit donc afin de « protéger » les Allemands ethniques⁴²¹.

Du côté de *L'Humanité*, Gabriel Péri brossa un portrait complet de la situation autrichienne. Comme le firent ses collègues d'orientation diverses, il fournit un portrait détaillé des événements immédiats. Il releva les trois ultimatums du Reich, la mobilisation des troupes allemandes ainsi que les manifestations nazies dans plusieurs villes autrichiennes. Il évoqua aussi l'inaction italienne en la justifiant par la création de l'axe Rome-Berlin. Il fut enfin le seul à évoquer la rencontre de Berchtesgaden. Il soutint que, depuis cette première scène d'intimidation, les travailleurs d'Autriche tentaient d'organiser la résistance. Il argua que les Autrichiens firent appel à Londres et à Paris, mais que la politique germanophile des deux pays mena à un refus d'assistance et à la démission de M. Eden⁴²². Péri décrivit longuement la résistance en Autriche ainsi que les manœuvres allemandes pour les contrer. Il montra, comme le fit Evans⁴²³, que la Gestapo arriva dès le 12 mars à Vienne. Elle entreprit alors une épuration rapide des journaux, de l'organisation du Front national autrichien, des ouvriers socialistes, des communistes et des catholiques. Il nota ensuite qu'Hitler ajourna à deux reprises son arrivée à Vienne. Il posa alors la question : « Que se passe-t-il à Vienne ? »⁴²⁴

La question de la résistance autrichienne divise encore aujourd'hui l'historiographie. L'historien Kreissler confirme l'analyse de Péri et montre que des organisations de travailleurs socialistes, communistes et chrétiens étaient d'accord pour organiser la résistance dès la rencontre de Berchtesgaden. Cependant, cette prise de conscience nationale pour l'indépendance fut confrontée aux hésitations de Schuschnigg qui se décida tardivement, début mars, à recevoir les

⁴¹⁹ J. Delebècque, « Le drame autrichien », *L'Action française*, 12 mars 1938, p. 1.

⁴²⁰ José Le Boucher, « L'Anschluss est fait », *L'Action française*, 13 mars 1938, p. 3.

⁴²¹ Désautels, *op. cit.*, p. 73.

⁴²² Gabriel Péri, « L'agression hitlérienne contre l'Autriche », *L'Humanité*, 12 mars 1938, p. 3.

⁴²³ Evans, *op. cit.*, p. 739.

⁴²⁴ Gabriel Péri, « Que se passe-t-il dans la capitale autrichienne ? », *L'Humanité*, 14 mars 1938, p. 1.

délégations ouvrières pour organiser l'opposition. Ses tergiversations idéologiques feront alors traîner en longueur les négociations et mèneront à un découragement profond du mouvement qui se trouva incapable de lutter contre l'Allemagne⁴²⁵. Cette importance accordée au mouvement de résistance, qui fut ignoré par les autres journaux étudiés, visait ainsi à critiquer l'inaction française plutôt que de justifier l'action allemande.

Les rédacteurs des quotidiens monarchiste et communiste accordèrent une grande importance à la sauvegarde du traité de 1919. Contrairement au *Figaro* et au *Temps*, ils adoptèrent une position de fermeté pour défendre les clauses territoriales. Dans un tract de *L'Action française*, intitulé *La dernière des trahisons*, un journaliste anonyme dénonça et critiqua la politique révisionniste française. Il écrivit : « Le "mauvais traité" de Versailles une fois signé, tous les ministres des Affaires étrangères (en tête l'immonde Briand), malgré les avertissements répétés de L'ACTION FRANÇAISE, n'ont cessé de renoncer année après année aux maigres avantages du Traité de Paix»⁴²⁶. Cette vision du traité de Versailles comme étant un « mauvais traité » sans avantage polarisa le gouvernement français. Selon Maurras, l'union nationale ne pouvait pas être réalisée dans cette situation. Il déclara, en présentant les candidats à des sièges :

« Il y a les séides de Briand et les critiques de Briand.
Il y a les hommes qui ont condamné le mauvais traité, et ceux qui l'ont acclamé.
Il y a ceux qui voulaient à toute force évacuer Francfort, la Ruhr, Mayence, la Sarre, et ceux qui distinguaient entre ces diverses opérations.
Il y a ceux qui disaient : "Eurrière [*Sic*] les baïonnettes!" et ceux qui estimaient que si l'on voulait user de générosité en Europe, il importait, au contraire, de multiplier les baïonnettes et les mitrailleuses. [...] Si, unis, je veux dire rassemblés, placés dans le même point de l'espace, autour du chariot de l'État, les uns veulent tirer à hue, et les autres à dia, à quoi voulez-vous que serve le rassemblement ? »⁴²⁷

Il critiqua ainsi le parlementarisme français et réitéra la position du quotidien souhaitant le retour d'une monarchie afin d'accélérer la prise de décision de l'État et d'assurer sa sécurité.

Enfin, *L'Action française*, comme les journaux républicains, exprima une crainte grandissante envers de futures révisions territoriales. Léon Daudet opina que l'*Anschluss* était seulement le commencement et que la Tchécoslovaquie ainsi que la récupération des colonies allemandes devraient être les prochaines étapes du plan allemand. Dans le même sens, J. Delebècque argua que la France devait « armer sur terre, armer sur mer, armer dans les airs » et soutenir les territoires menacés. Étant liée par un traité militaire avec la Tchécoslovaquie, la France

⁴²⁵ Kreissler, *op. cit.*, p. 104.

⁴²⁶ Anonyme, « La dernière des trahisons », *L'Action française*, 13 mars 1938, p. 5.

⁴²⁷ Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 13 mars 1938, p. 1.

se devait de respecter sa signature afin de maintenir ce qui restait de l'ordre établi en 1919⁴²⁸. De plus, Daudet craignait pour la sécurité française. Il réaffirma les inquiétudes exprimées par Maurras en 1935 et écrivit : « Enfin ce sera le tour de l'Alsace et de la Lorraine, car qui serait assez godiche pour croire un instant aux promesses hitlériennes concernant les provinces recouvrées ? »⁴²⁹ Selon lui, la France devait se réarmer rapidement pour assurer sa sécurité.

Contrairement au quotidien d'extrême droite, les articles d'opinion de *L'Humanité* ne firent aucune allusion directe au traité de Versailles. Ce dernier fut mentionné dans seulement un article lors des quatre jours observés. Cet article était un court résumé de la proclamation d'Hitler du 12 mars et visait à montrer l'injustice du traité de 1919 qui refusait l'*Anschluss* et le droit des Autrichiens à disposer d'eux-mêmes⁴³⁰. Malgré l'absence du traité dans les articles d'opinion, il est clair que les journalistes ne toléraient plus aucune forme de révisionnisme de la part de l'Allemagne. Alors que le journal présentait une position pacifiste contre le réarmement lors de la remilitarisation du Reich, il opta pour une position de fermeté lors de l'*Anschluss*. Péri écrivit : « Désormais, si des barrages d'acier ne sont pas dressés, l'entreprise allemande ne connaîtra plus d'entrave. La Tchécoslovaquie est inscrite au numéro 1 du tableau de chasse »⁴³¹. Selon lui, la nouvelle forme d'agression basée sur la « guerre civile » avait déjà été enseignée à Henlein en Tchécoslovaquie. La France devait alors freiner cette tactique. Il critiqua vivement la politique de « non-intervention » franco-britannique qui, depuis l'aventure italienne en Éthiopie, encouragea l'impérialisme allemand. Il croyait que laisser ce coup de force sans réplique mènerait « au suicide de la France et à l'assassinat de la paix »⁴³². La France devait agir afin d'éviter que des millions d'hommes payent de leur sang la terrible politique franco-britannique qui refusa une alliance avec l'URSS⁴³³.

Donc, comme *Le Petit Parisien*, les journaux extrémistes présentèrent une position antirévionniste qui n'avait aucune confiance envers le maintien des frontières par l'utilisation de la SDN. Ils proposèrent des alternatives basées sur la force et le réarmement de la France afin de préserver les alliances et les traités qu'elle avait signés. Les divergences d'opinions qui

⁴²⁸ J. Delebècque, « À quand la suite ? », *L'Action française*, 14 mars 1938, p. 2.

⁴²⁹ Léon Daudet, « Et ça ne fait que commencer », *L'Action française*, 13 mars 1938, p. 1.

⁴³⁰ Anonyme, « Les troupes allemandes occupent l'Autriche », *L'Humanité*, 13 mars 1938, p. 1.

⁴³¹ Gabriel Péri, « Agression hitlérienne contre l'Autriche », *L'Humanité*, 12 mars 1938, p. 1.

⁴³² Gabriel Péri, « Le Führer se rend à Vienne », *L'Humanité*, 13 mars 1938, p. 3.

⁴³³ Gabriel Péri, « Après l'Autriche l'Espagne ? », *L'Humanité*, 15 mars 1938, p. 3.

transcendaient les idéologies des quotidiens rendaient donc la création d'une union nationale utopique.

3.2. Les Accords de Munich (29 et 30 septembre 1938)

À la suite de l'inaction des puissances occidentales dans l'affaire autrichienne, l'Allemagne poursuivit son plan exposé lors de la conférence secrète du 5 novembre 1937. La Tchécoslovaquie était la seconde cible visée par Hitler. Dès le mois d'avril 1938, Hitler affirma qu'il désirait l'intégration au Reich de la région des Sudètes, qui était alors peuplée de 3 millions d'Allemands. C'était aussi l'endroit le plus industrialisé de la Tchécoslovaquie et la région où toutes les défenses du pays avaient été construites. Ces plans de conquête raciale et militaire menèrent l'Europe au bord de la guerre en septembre 1938. Celle-ci fut repoussée par la signature des accords de Munich qui révisa la clause 82 du traité de Versailles. Cette clause qui déclarait que « [l]a frontière entre l'Allemagne et l'État tchéco-slovaque sera déterminée par l'ancienne frontière entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire allemand, telle qu'elle existait au 3 août 1914 »⁴³⁴ fut donc révisée sans que les puissances impliquées aient recours à la clause 19 du traité mentionnant la possibilité de faire « un examen des traités devenus inapplicables » au sein de la SDN.

Comme le montra l'historien Michael J. Carley, il y a toujours un débat historiographique concernant les responsabilités dans les accords de Munich. Alors que certains historiens affirment que les Français et les Britanniques n'avaient pas d'autre choix que de négocier avec Hitler pour assurer la paix, d'autres soutiennent qu'il y avait des options réalistes, incluant la résistance à l'agression allemande, qui ne furent pas adoptées par les pays occidentaux pour des raisons idéologiques⁴³⁵. Carley souligna l'implication de l'URSS dans la crise tchécoslovaque, bien que les historiens, ainsi que les journalistes comme nous pourrions l'observer, négligèrent et sous-estimèrent son rôle. Pourtant, la défense de la Tchécoslovaquie était organisée autour du pacte d'assistance mutuelle conclu entre l'URSS, la France et la Tchécoslovaquie en 1935 et par le pacte entre la France et la Tchécoslovaquie en 1924-1925. Cette absence de l'Union soviétique dans les livres d'histoire pointe vers les mêmes raisons idéologiques, notamment l'anticommunisme, qui auraient pu détourner les Français et les Britanniques des options réalistes pour maintenir la paix.

⁴³⁴ « Traité de Versailles 1919, Partie III : Clauses politiques européennes », *Digithèque MJP*, [en ligne], URL: <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles3.htm#3>, (page consultée le 6 juin 2021).

⁴³⁵ Michael Carley, « "Only the USSR Has ... Clean Hands": The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 (Part 1) », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 21, 2010, p. 203.

Quelques jours après l'*Anschluss*, alors que le gouvernement français informa Prague qu'il allait respecter ses engagements en cas d'une agression de la part de l'Allemagne, Litvinov, le ministre des Affaires étrangères soviétiques, proposa une conférence multilatérale pour débattre des mesures de sécurité en vue de préserver la paix. Il croyait ainsi pouvoir influencer les gouvernements français et britannique par le biais de l'opinion publique⁴³⁶. Cependant, sa proposition fut refusée par la France et la Grande-Bretagne qui croyaient que l'URSS souhaitait précipiter l'Europe dans la guerre et la révolution mondiale. Malgré ce refus, Litvinov prit l'initiative à plusieurs reprises en mars, juin, août et septembre et tenta de former une alliance antinazie afin de protéger la Tchécoslovaquie⁴³⁷. Ces initiatives, notamment celle du 2 septembre où Litvinov proposa d'en appeler à la SDN afin de présenter une « déclaration conjointe », furent toutefois ignorées par plusieurs historiens et journalistes. Ceux-ci soulignaient plutôt que les gouvernements français et britannique étaient prêts à sacrifier l'État tchécoslovaque pour éviter la guerre.

L'historiographie occidentale omet ainsi d'observer l'implication de l'URSS lors de la période précédant les accords de Munich dans le but de justifier la politique d'apaisement des gouvernements. Elle présente un récit où la France et la Grande-Bretagne souhaitèrent éviter la guerre à tout prix puisqu'ils « commençaient à peine à se réarmer » en 1938, comme le soutint John Keegan⁴³⁸. L'historien Michel Winock brossa un portrait traditionnel occidental de la crise tchécoslovaque. Il montra qu'à la suite de l'*Anschluss*, Konrad Henlein, chef du parti des Allemands des Sudètes, soutenu par le NSDAP, entreprit une bruyante campagne contre le gouvernement tchécoslovaque en faveur de l'autonomie des trois millions d'Allemands des Sudètes. La Grande-Bretagne s'impliqua alors dans les négociations à la fin de l'été 1938, où Lord Runciman servit de médiateur entre le gouvernement tchécoslovaque et le parti de Konrad Henlein. Cependant, les négociations se terminèrent le 7 septembre 1938 par un aveu d'échec⁴³⁹. Winock présenta ensuite le discours d'Hitler prononcé à Nuremberg le 12 septembre 1938, réclamant pour les Sudètes le « droit à disposer d'eux-mêmes », comme un tournant majeur dans la crise. Neville Chamberlain répliqua en demandant une entrevue avec le *Führer* afin de discuter de la situation.

⁴³⁶ Michael Carley, « “Only the USSR Has... Clean Hands”: The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934–1938 (Part 2) », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 21, 2010, p. 370.

⁴³⁷ *Ibid.*, p. 391.

⁴³⁸ John Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990, p. 59.

⁴³⁹ Michel Winock, « 20. L'esprit de Munich », *Le XXe siècle idéologique et politique*, Paris, Perrin, 2013, p. 380.

Après plusieurs jours de négociations et deux voyages, la situation était très tendue en Europe. Le 23 septembre, la Tchécoslovaquie décréta la mobilisation générale et, le lendemain, la France rappela « certaines catégories de réservistes », la Grande-Bretagne mobilisa sa flotte et l'URSS mobilisa 100 divisions le long de la Roumanie et de la Pologne⁴⁴⁰. La crise se dénoua le 28 septembre, lorsque, sur une initiative italienne, suggérée par Chamberlain, Hitler proposa aux représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie de se réunir à Munich afin de régler la situation. Les accords de Munich furent signés dans la nuit du 29 au 30 septembre concédant que l'occupation allemande du Sudetenland soit échelonnée du 1^{er} au 10 octobre.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les journaux républicains et de droite modérée brossèrent des portraits homogènes de la révision de l'article 82 du traité de Versailles. Dans les articles parus entre le 30 septembre et le 3 octobre, les trois quotidiens observés se concentrèrent sur la sauvegarde de la paix et évitèrent d'analyser les événements qui menèrent l'Europe au bord du gouffre. Ils firent l'éloge du courage politique de Chamberlain qui rencontra le *Führer* à deux reprises pour faire obstacle à la guerre, mais ils se concentrèrent très peu sur ces entrevues. Les trois journaux mentionnèrent aussi la mobilisation militaire sans entrer dans les détails des faits. Les rédacteurs vantèrent enfin le résultat de la conférence de Munich qui, ayant pour but de préciser les modalités d'exécution pour la cession au Reich de certains territoires tchécoslovaques, fut inspiré par le plan franco-britannique du 19 septembre⁴⁴¹. Les trois quotidiens concentrèrent la majorité des lignes de leurs articles à la présentation du texte des accords de Munich et du plan progressif d'évacuation des territoires qui seront attribués au Reich entre le 1^{er} et 10 octobre. Cette présentation des faits, fortement influencée par la politique d'apaisement des gouvernements de Chamberlain et de Daladier, visait donc à mettre de l'avant le succès diplomatique et à atténuer la crainte d'une guerre. La révision du traité de 1919 était ainsi nécessaire afin d'assurer la paix.

Les presses d'orientation républicaine et de droite modérée évitèrent complètement d'aborder l'implication de l'URSS et ses initiatives pour former une alliance antinazie afin de protéger la Tchécoslovaquie. Cette absence montre bien les positions anticommunistes des quotidiens pour qui la résistance militaire n'était pas une option. Ils évitèrent aussi de mentionner le pacte d'assistance

⁴⁴⁰ Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918-1939*, Paris, Arman Colin, 2013, p. 59.

⁴⁴¹ Anonyme, « Bulletin du jour : L'accord de Munich », *Le Temps*, 1^{er} octobre 1938, p. 1.

mutuelle conclu entre l'URSS, la France et la Tchécoslovaquie en 1935 puisque le gouvernement français ne respecta pas ses engagements.

Les accords de Munich marquèrent la quasi-disparition du traité de Versailles dans les colonnes des quotidiens. Les rédacteurs des presses républicaines et de droite modérée avancèrent que la révision des territoires des Sudètes ainsi que du système versaillais, basé sur la SDN afin de maintenir les dialogues et la paix, était une nécessité. Comme le soutint le journaliste anonyme du *Temps*, « L'équilibre tel qu'il avait été créé en Europe centrale en 1919, en conclusion de la victoire des alliés de la grande guerre, [était] détruit; il [était] donc nécessaire de le remplacer par un équilibre nouveau »⁴⁴². Il souleva la nécessité de réviser certaines doctrines afin d'éviter de plonger l'Europe dans une nouvelle guerre mondiale. Dans son article du 1^{er} octobre, il vanta la conférence des « Quatre » qui avait su mettre un terme au problème germano-tchécoslovaque et présagea qu'elle « [avait] pour effet de modifier entièrement l'atmosphère politique et [était] susceptible de créer un esprit nouveau dans l'ordre international »⁴⁴³.

Cette position, grandement influencée par les nombreuses révisions du traité de Versailles, s'opposait donc à celle du journal en 1933, alors que le pacte à « Quatre » fut sévèrement critiqué. En 1933, le rédacteur anonyme avait déclaré : « la révision des traités, dans les termes où l'Allemagne et l'Italie entendent poser le problème, bien loin de mieux assurer la paix, conduirait inmanquablement à la guerre »⁴⁴⁴. Alors qu'il avait démontré une grande confiance envers le système versaillais, la nouvelle position révisionniste du quotidien visa ainsi à appuyer la politique d'apaisement du gouvernement français pour assurer la paix.

Enfin, le rédacteur ne rejeta pas tous les principes provenant de 1919. Il défendit notamment l'idée selon laquelle le *Führer* basait sa politique d'expansion sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le journaliste exprima un profond respect pour le peuple tchécoslovaque qui se sacrifia pour la paix. Il affirma qu'après avoir réglé les problèmes de minorités ethniques : « nul n'aura le droit de l'oublier lorsqu'il s'agira d'assurer à ce noble peuple toute l'aide nécessaire pour qu'il puisse reconstruire son existence dans la fierté de son sentiment national »⁴⁴⁵. Les articles parus entre le 30 septembre et le 3 octobre ne révélèrent donc aucune crainte face à de nouvelles

⁴⁴² Anonyme, « Bulletin du jour : Vers un nouvel équilibre », *Le Temps*, 4 octobre 1938, p. 1.

⁴⁴³ « Bulletin du jour : L'accord de Munich », *Le Temps*, *op. cit.*, p. 1.

⁴⁴⁴ Anonyme, « Bulletin du jour : De M. Hitler à M. Macdonald », *Le Temps*, 25 mars 1933, p. 1.

⁴⁴⁵ Anonyme, « Bulletin du jour : L'Europe et le sacrifice tchécoslovaque », *Le Temps*, 3 octobre 1938, p. 1.

révisions ou de nouveaux faits accomplis. Les journalistes croyaient que la prise de contact avec les gouvernements allemands et italiens favoriserait « la méthode de consultations » afin de régler toutes les autres questions qui pourraient être une source de différends entre les nations d'Europe.

De son côté, Lucien Bourguès était du même avis que ses collègues du *Temps*. Après avoir montré une position antirévissionniste et critiqué l'inaction de la Grande-Bretagne lors de l'*Anschluss*, la crainte d'une guerre et l'implication de Chamberlain dans les accords de Munich semblèrent convaincre Bourguès qu'il importait de réviser l'ordre établi de 1919. Depuis 1933, *Le Petit Parisien* fut le quotidien qui accorda le plus d'importance à la position britannique afin de faire respecter l'équilibre européen. La prise de position du premier ministre britannique fut déterminante dans la résolution pacifique de l'affaire des Sudètes. Comme on peut l'observer à la première page du quotidien paru le 1^{er} octobre, un tract visant à remercier les « HOMMES qui ont fait RECULER LA GUERRE [et] qui ont SAUVÉ LA PAIX » souligna les principaux acteurs où Neville Chamberlain était nommé le premier suivi de Roosevelt, Daladier et Bonnet⁴⁴⁶. Bourguès affirma que l'entente entre les « Quatre » éloigna le péril de la guerre et qu'« [u]ne nouvelle ère de paix [allait] s'ouvrir pour l'Europe »⁴⁴⁷. Le journaliste soutint que l'entente réalisée entre les « Quatre » eut l'avantage de permettre des négociations directes visant à résoudre des conflits de manière pacifique. Son collègue, Camille Loutre argua alors que cet accord pourrait mener à « un rapprochement des quatre grandes puissances de l'axe et de l'entente cordiale pour réviser définitivement, [...], le statut européen de Versailles »⁴⁴⁸. Les rédacteurs du *Petit Parisien* n'exprimèrent ainsi aucune crainte face à de nouvelles révisions non pacifiques.

Alors que les journalistes parisiens montrèrent une attitude positive envers l'accord de Munich, il est intéressant d'observer un petit article, paru à la troisième page du 2 octobre, provenant de leur correspondant particulier de Bruxelles. Le rédacteur anonyme argua que cet accord fut accueilli avec un mélange de joie et d'inquiétudes dans la capitale belge. Alors qu'Hitler avait affirmé que la question de l'Alsace-Lorraine était réglée, le journaliste souligna que Malmédy, la Silésie allemande, le corridor polonais de Dantzig, la région de Memel et les îlots d'Eupen étaient toujours des territoires convoités dans la composition de la Grande Allemagne. Il souleva ainsi un doute envers la parole d'Hitler qui acceptait la voie de l'arbitrage pour régler les

⁴⁴⁶ Anonyme, « Mères et enfants de France », *Le Petit Parisien*, 1^{er} octobre 1938, p. 1.

⁴⁴⁷ Lucien Bourguès, « La conférence des Quatre », *Le Petit Parisien*, 30 septembre 1938, p. 3.

⁴⁴⁸ Camille Loutre, « Berlin fait au *Führer* un accueil triomphal », *Le Petit Parisien*, 2 octobre 1938, p. 3.

révisions de façon pacifique⁴⁴⁹. Cet article nuança la position du quotidien qui marqua une légère inquiétude envers le nouveau système de sécurité émanant de Munich.

Les journalistes du *Figaro* présentèrent une position plus nuancée des accords de Munich et évitèrent d'aborder le traité de Versailles comme ils le firent lors de l'*Anschluss*. Dès le 30 septembre, malgré le grand titre « LA PAIX EST SAUVÉE », le rédacteur Lucien Romier argua que la paix ne pourrait plus, avant longtemps, entrer dans la routine des dossiers. Selon lui, il était curieux qu'Hitler se plie à un principe de compromis. Il soutint que les préjugés nazis « [avaient] toujours condamné violemment la méthode des conférences internationales, que la propagande nazie ne cessa de représenter comme l'instrument pour "humilier" et "tromper" l'Allemagne »⁴⁵⁰. Cette surprise souleva ainsi une crainte envers une nouvelle violation de sa parole. Il exprima ensuite, comme le fit le correspondant particulier de Bruxelles du *Petit Parisien*, une légère crainte face aux projets du Troisième Reich qui dépassaient l'affaire des Sudètes. La France devait alors se montrer unie pour maintenir la paix en Europe⁴⁵¹. Pour sa part, son collègue Wladimir D'Ormesson salua cet accord qui évita de plonger l'Europe dans la guerre. Il ne se fit toutefois pas d'illusion et écrivit que les difficultés européennes n'allaient pas s'effacer. Il avait, malgré tout, espoir que la conférence de Munich marqua le début d'une collaboration des quatre puissances afin de réconcilier l'Europe⁴⁵².

Les presses républicaines et de droite modérée présentèrent une vision unanime face à la nécessité de réviser l'ordre européen basée sur les négociations au sein de la SDN. Malgré cette vision révisionniste, il est toutefois possible d'observer un certain doute face à la paix orchestrée par le pacte des « Quatre » dans les pages du *Figaro* et du *Petit Parisien*. Les interrogations concernant l'entrée d'Hitler dans l'arbitrage montrent donc que les divergences d'opinions concernant la façon de sauver la paix persistaient.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Les rédacteurs des quotidiens monarchiste et communiste peignirent des portraits opposés et différents de ceux de la presse républicaine et de droite modérée. Le journaliste de *L'Action française*, Charles Maurras, ne souhaitait pas revenir sur les raisons qui poussèrent la France dans

⁴⁴⁹ Anonyme, « Joie et inquiétudes de la presse belge », », *Le Petit Parisien*, 2 octobre 1938, p. 3.

⁴⁵⁰ Lucien Romier, « Munich et après », *Le Figaro*, 30 septembre 1938, p. 1.

⁴⁵¹ *Ibid.*

⁴⁵² Wladimir D'Ormesson, « Arc-en-ciel », *Le Figaro*, 1^{er} octobre 1938, p. 1.

cette position. Il soutint toutefois que les trois dernières années avaient raréfié la production militaire française et qu'elle se serait retrouvée dans une situation difficile contre l'Allemagne. Il adopta une position ambiguë face à la politique d'apaisement du gouvernement. Sans l'acclamer puisqu'elle était une sorte « de soumission rituelle aux directions de l'Angleterre » et que la politique française perdait son autonomie, il estima qu'elle sauva la paix pour le moment⁴⁵³. Il ne croyait toutefois pas que l'expérience des accords de Munich pourrait régler tous les maux en Europe. Comme le soutint son collègue, J. Le Boucher, « celui qui reviendrait aujourd'hui de Munich persuadé que les Allemands sont des moutons à l'égard des Français retomberait dans la même erreur »⁴⁵⁴. Il argua que la situation dans laquelle se trouvait l'Europe avait des origines lointaines remontant à 1918. Il critiqua alors, pour la première fois, les auteurs des traités qui permirent à l'Allemagne de fortifier son unité en la laissant complète au lendemain de la Grande Guerre, contrairement à l'Empire austro-hongrois qui fut démantelé. Cette première erreur fut suivie par plusieurs concessions, l'entrée de l'Allemagne à la SDN, l'obtention de « l'égalité sur tous les plans », l'annulation des réparations, Mayence et la Sarre, qui affaiblirent la position de la France sur le continent⁴⁵⁵. Cette première critique du traité de Versailles montre ainsi une perte de confiance envers l'équilibre démographique de la sécurité versaillaise. Il semblait croire qu'une politique plus sévère dès 1933 face aux demandes de révisions des clauses du traité de Versailles aurait pu maintenir l'équilibre des puissances et la paix en Europe.

Pour sa part, *L'Humanité* brossa un portrait complet de la situation. Péri présenta brièvement les ultimatums de Berchtesgaden et de Godesberg, le dénouement de la conférence qui était basé sur le plan franco-britannique du 18 septembre et énonça que le démembrement de la Tchécoslovaquie s'effectuerait sous le contrôle de la *British Legion*. Il nota que dans les districts à population mixte, une commission internationale serait chargée de résoudre pacifiquement les litiges. Selon lui, le dénouement de cette crise était une capitulation et non une victoire. Péri argua qu'il existait d'autres solutions possibles à cette crise, mais qu'elles furent refusées par la France et la Grande-Bretagne. Il rappela, dans son article du 30 septembre, que l'URSS avait proposé une conférence internationale afin de discuter de la question tchécoslovaque « sitôt après l'annexion de

⁴⁵³ Charles Maurras, « La politique : I. La paix gagnée - et comment ! », *L'Action française*, 1^{er} octobre 1938, p. 1.

⁴⁵⁴ José Le Boucher, « L'autre danger », *L'Action française*, 30 septembre 1938, p. 3.

⁴⁵⁵ *Ibid.*

l'Autriche »⁴⁵⁶. Cette solution est alors corroborée par l'historiographie non occidentale, comme le démontra Carley. Ensuite, Péri critiqua la décision des « Quatre » qui refusèrent la proposition équitable du Président Roosevelt qui souhaitait organiser une conférence de tous les pays intéressés réunis en pays neutre. Cette présentation des faits est aussi appuyée par l'historiographie, comme le montra Barbara Farnham⁴⁵⁷. Le journaliste soutint que le pacte des « Quatre » avait ruiné tout espoir de collaboration pacifique avec la politique réaliste de Roosevelt qui n'ignorait pas que l'URSS avait signé un pacte d'assistance mutuelle avec la France et avec la Tchécoslovaquie⁴⁵⁸.

Contrairement à la presse d'orientation républicaine et de droite modérée, les journalistes d'extrême droite et d'extrême gauche se montrèrent très critiques face à la révision de l'ordre établi en 1919. Maurras argua que le pacte de Munich n'était pas sans gloire, comme le croyaient les Soviétiques, mais qu'il n'était pas une victoire. Selon lui, la signature de ces accords était une défaite causée par de nombreuses actions révisionnistes allemandes qui ont fait face à une inaction complète de la part de la France. C'était toutefois une défaite qui valait mieux qu'un conflit armé. Maurras soutint que les responsables qui avaient constitué une Tchécoslovaquie allogène en 1919 avaient eu tort, mais que « leurs dignes successeurs [avaient] eu plus tort encore de nous affaiblir ou de nous laisser affaiblir au point de devenir incapables de soutenir leur paradoxe territorial »⁴⁵⁹. La faiblesse des dirigeants français permit à l'Allemagne de mettre la main sur d'importantes ressources matérielles et économiques, ainsi que sur une population de 3 millions de citoyens. Maurras craignait ainsi l'Allemagne, possédant une population aux environs de 80 millions, et croyait que lui donner satisfaction du côté de l'est ne l'apaiserait pas⁴⁶⁰. Selon lui, la France était menacée et devait s'armer rapidement, refaire un bloc national et former de solides alliances pour assurer son salut⁴⁶¹. Son collègue, Léon Daudet, argua que « le danger subsist[ait]; l'alerte n'[était] pas finie et elle se reproduir[ait] forcément »⁴⁶². Il estima que le débat colonial serait la prochaine étape de la révision du traité de Versailles alors que l'Allemagne laissait de côté l'Alsace-Lorraine

⁴⁵⁶ Gabriel Péri, « À Munich les "Quatre" décident du sort de la Tchécoslovaquie », *L'Humanité*, 30 septembre 1938, p. 1.

⁴⁵⁷ Barbara Farnham, « Roosevelt and the Munich Crisis: Insights from Prospect Theory », *Political Psychology*, vol. 13, n° 2, 1992, p. 208.

⁴⁵⁸ « À Munich les "Quatre" décident du sort de la Tchécoslovaquie », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 3.

⁴⁵⁹ Charles Maurras, « La politique », *L'Action française*, 2 octobre 1938, p. 1.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

⁴⁶¹ Charles Maurras, « La politique : V. Alerte! », *L'Action française*, 1^{er} octobre 1938, p. 1.

⁴⁶² Léon Daudet, « Devant le danger national », *L'Action française*, 30 septembre 1938, p. 1.

pour le moment. Il laissa ainsi planer une crainte envers la sécurité française et une future révision de l'article 51 mentionnant que l'Alsace-Lorraine était « réintégrés dans la souveraineté française à dater du 11 novembre 1918 »⁴⁶³.

Contrairement aux articles qu'il rédigea en mars 1938, Péri fit quelques allusions au traité de Versailles lors des quatre jours observés. Dans son article du 1^{er} octobre, il cita le journal italien *Le Popolo d'Italia* qui affirma : « Depuis hier soir, Genève n'est plus que de la cendre »⁴⁶⁴. Cette citation mena Péri à s'interroger sur le nouveau cadre dans lequel évoluera la politique française. Dans son article du 3 octobre, alors que l'armée polonaise entra à Teschen sans aucune réaction de la part de la France et de la Grande-Bretagne qui avaient garanti les nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque, il écrivit : « En trois semaines, on vient d'achever la destruction d'un traité et l'on a dénoncé un autre traité »⁴⁶⁵. Il laissa sous-entendre que les accords de Munich donnèrent le coup de grâce à l'ordre versaillais, qui comptait sur la SDN afin d'assurer la paix, et firent émerger un nouvel ordre international. Les conférences internationales étaient ainsi remplacées par le « pacte à Quatre » qui avait comme mot d'ordre : « l'hégémonie fasciste ou la guerre »⁴⁶⁶. Il émit l'hypothèse qu'Hitler et Mussolini exigeraient la satisfaction de leur programme d'expansion respectif en menaçant de faire la guerre. Péri affirma alors que l'Allemagne avait supprimé l'obstacle à ses aventures à l'Est et qu'Hitler y poursuivrait sa politique impérialiste. Donc, en observant cette critique vis-à-vis du club des « Quatre » ainsi que le portrait axé sur la convocation d'une rencontre internationale générale, il est clair que Péri préférait préserver l'arbitrage international de la SDN, défendu par Litvinov, afin d'organiser la paix européenne.

Les presses d'extrême droite et d'extrême gauche se montrèrent ainsi plus craintives vis-à-vis du pacte des « Quatre » que les presses républicaines et de droite modérée. Cette inquiétude grandissante visible dans les pages de *L'Humanité* laissait présager que les rédacteurs préféraient avoir recours à la SDN plutôt que d'accepter l'hégémonie fasciste en Europe de l'Est. De son côté, *L'Action française* se voyait ébranlée par cet accord. Les rédacteurs, voyant l'échec de l'équilibre démographique versaillais, commencèrent à critiquer la paix de 1919 qu'ils avaient défendue

⁴⁶³ *Ibid.*

⁴⁶⁴ Gabriel Péri, « L'armée hitlérienne entre aujourd'hui en Tchécoslovaquie », *L'Humanité*, 1^{er} octobre 1938, p. 3.

⁴⁶⁵ Gabriel Péri, « L'armée polonaise est entrée à Teschen », *L'Humanité*, 3 octobre 1938, p. 1.

⁴⁶⁶ « À Munich les "Quatre" décident du sort de la Tchécoslovaquie », *L'Humanité*, *op. cit.*, p. 3.

depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les divergences d'opinions quant à la protection du traité de Versailles et l'utilisation de la SDN afin de préserver la paix subsistaient donc toujours.

3.3. Création du protectorat de Bohême-Moravie (15 mars 1939)

Les accords de Munich furent un véritable tournant pour la sécurité européenne établie à Versailles. Alors que le dénouement de cette signature révisa les clauses territoriales protégeant l'État tchécoslovaque, il révisa aussi l'entièreté de la Partie 1 du traité de Versailles sur le Pacte de la Société des Nations. Le Troisième Reich succéda ainsi à la SDN en tant qu'arbitre régional de l'Europe centrale⁴⁶⁷. Cette situation modifia profondément l'équilibre et la sécurité européenne. La France et la Grande-Bretagne poursuivirent la politique d'apaisement, croyant alors que le pacte à « Quatre » pourrait mener à une politique de consultation et à la paix. Selon Jean Daluces, au lendemain des accords de Munich, la Grande-Bretagne indiqua qu'elle était résolue à aller plus loin dans la révision du traité de 1919. Chamberlain signa un accord général de normalisation des relations germano-anglaises afin de poursuivre les négociations pacifiques en cas de nouvelles demandes allemandes. De son côté, Bonnet entreprit des discussions en décembre 1938 avec Joachim von Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères allemandes, afin de s'engager dans une politique de bon voisinage et ils acceptèrent de reconnaître la frontière entre les deux pays telle qu'elle était tracée⁴⁶⁸.

Hitler, pour sa part, regretta le dénouement à Munich. Prêt à entrer en guerre pour réviser les clauses territoriales de 1919, il considérait les accords de Munich comme un échec et avait le sentiment d'avoir laissé passer une occasion d'occuper l'entièreté de la Tchécoslovaquie. Il était convaincu que les pays occidentaux ne se seraient pas battus afin de protéger l'État né à Versailles⁴⁶⁹. Dès le 21 octobre 1938, il demanda à la *Wehrmacht* de se préparer aux « éventualités suivantes » : « 1. Assurer les frontières du Reich allemand et sa protection contre des attaques aériennes-surprises ; 2. Liquidation de la Tchécoslovaquie ; 3. Occupation du Memelland »⁴⁷⁰. Ses motivations dans la liquidation de l'État tchécoslovaque étaient d'ordre économique, afin d'accélérer le réarmement du Reich, mais aussi psychologique et racial. Comme le mentionna l'historienne Steinert, Hitler nourrissait dès sa jeunesse en Autriche une haine contre les Tchèques,

⁴⁶⁷ Mark Mazower, *Hitler's Empire : How the Nazi Ruled Europe*, New-York, The Penguin Press, 2008, p. 56.

⁴⁶⁸ Jean Daluces, *Le IIIe Reich*, Coulommiers [France], Déterna, 2008, p. 392.

⁴⁶⁹ Ian Kershaw, *Hitler 1936-1945 : Nemesis*, Paris, Flammarion, 2000, p. 263.

⁴⁷⁰ *Ibid.*

haine qui se développa avec la signature du traité de Versailles⁴⁷¹. Il voulait ainsi détruire cet État né en 1919 pour ensuite poursuivre la révision des clauses jugées « injustes », notamment récupérer les territoires à majorité germanophone qui furent octroyés à la Pologne. Le *Führer* attendait alors un moment favorable pour imposer ses conditions à l'État tchécoslovaque. Il profita du conflit intérieur opposant les Tchèques et les Slovaques qui cohabitent difficilement dans le même État. Hitler encouragea les Slovaques, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à demander la complète indépendance de la population.

Au mois de mars 1939, le gouvernement de Prague répondit à la montée du mouvement séparatiste slovaque par la destitution de Jozef Tiso, député séparatiste, et envoya l'armée à Bratislava afin de freiner le mouvement. Tiso demanda le soutien d'Hitler afin d'obtenir la protection du Reich contre les Tchèques et il déclara l'indépendance de l'État slovaque depuis Berlin le 13 mars. Le lendemain, Hitler convoqua les dirigeants de Prague et annonça que « des sujets allemands avaient été brutalisés au cours des troubles »⁴⁷². Lors de la rencontre, le Président Hácha et son ministre des Affaires étrangères, sous la menace du bombardement de Prague par la *Luftwaffe*, confièrent la protection de l'État tchèque au Reich. Les troupes de la *Wehrmacht* pénétrèrent en Tchécoslovaquie dès le 15 mars et ne rencontrèrent aucune résistance.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les journalistes du *Temps* et du *Petit Parisien* brossèrent un portrait complet des origines immédiates. Ils montrèrent que l'Allemagne s'ingéra dans le conflit opposant les Tchèques et les Slovaques et encouragea ouvertement ces derniers à réclamer leur indépendance pour des raisons raciales. Ils soulèverent que la rencontre entre Hitler et Tiso marqua un tournant décisif dans la crise qui fut suivie par la mobilisation de l'armée allemande et un ultimatum à Prague. Le rédacteur anonyme du *Temps* indiqua alors, comme le soutint l'historien J. Noakes, qu'Hitler utilisa la même méthode employée lors de la crise des Sudètes, c'est-à-dire galvaniser un mouvement séparatiste⁴⁷³. Il estima que l'Allemagne fit preuve « d'ingérence » dans les affaires intérieures d'un pays protégé par les accords de Munich. C'est alors sous les apparences d'un conflit intérieur que l'Allemagne transforma l'État tchécoslovaque. Il argua ensuite que le Reich créa une campagne de propagande

⁴⁷¹ Steinert, *op. cit.*, p. 362.

⁴⁷² Daluces, *op. cit.*, p. 396.

⁴⁷³ Anonyme, « Bulletin du jour : La fin de la Tchéco-Slovaquie », *Le Temps*, 15 mars 1939, p. 1.

dans sa presse en accusant les Tchèques « contre toute vraisemblance d'infliger les pires traitements aux Allemands de Bohême et de Moravie »⁴⁷⁴.

De son côté, Bourguès soutint, comme son collègue du *Temps*, que le Reich fit pression sur la Bohême et utilisa un prétexte pour intervenir. Il écrivit : « L'Allemagne, en effet, arguant d'incidents sans doute imaginaires et prétextant la nécessité de protéger ses nationaux établis en territoire tchèque, [avait] pris une attitude nettement menaçante »⁴⁷⁵. Il poursuivit et montra que l'Allemagne visait plutôt à occuper des positions stratégiques pour son réarmement. Il termina en mentionnant que la France, malgré l'absence d'obligations contractuelles avec la Tchécoslovaquie, ne saurait rester indifférente face à la situation et à la politique révisionniste allemande qui poursuivait ses coups de force.

Contrairement à ses collègues républicains, Wladimir D'Ormesson fit un portrait très peu détaillé des événements menant à la création du protectorat de Bohême-Moravie. Il présenta brièvement les origines lointaines et soutint que « la faute fatale » du 7 mars 1936 était responsable des épreuves de mars et septembre 1938 ainsi qu'à ce nouveau coup de force. Cette référence à la remilitarisation de la Rhénanie était ainsi perçue comme un moment charnière de la révision du traité de Versailles et de la sécurité européenne. Comme nous avons pu l'observer, la perte de cette zone démilitarisée assurant un avantage pour la France mena aussi à la quasi-disparition de la place du traité de 1919 dans les articles du *Figaro*. Cet événement marqua pour le quotidien l'affaiblissement de l'équilibre des puissances émanant des clauses de 1919, car l'Allemagne avait les « mains libres » à l'Est. Toutefois, le rédacteur argua qu'il était inutile d'insister sur le passé⁴⁷⁶. D'Ormesson expliqua ensuite rapidement les origines immédiates de la création du protectorat de Bohême-Moravie. Il souligna, comme ses collègues républicains, que « l'indépendance » de la Slovaquie fut un tournant dans les événements⁴⁷⁷. Il n'élabora toutefois pas sur la mobilisation de l'armée allemande et sur la campagne de propagande visant à protéger les Allemands de Bohême et de Moravie.

La politique agressive du Reich, s'éloignant de la doctrine de l'unité raciale allemande, augmenta l'importance que les quotidiens accordèrent au traité de Versailles. D'abord, ce dernier

⁴⁷⁴ *Ibid.*

⁴⁷⁵ Lucien Bourguès, « Europe centrale : Les événements se précipitent », *Le Petit Parisien*, 15 mars 1939, p. 1.

⁴⁷⁶ Wladimir D'Ormesson, « Mobilisation civique », *Le Figaro*, 17 mars 1939, p. 1.

⁴⁷⁷ Wladimir D'Ormesson, « Le Saint-Empire en marche », *Le Figaro*, 15 mars 1939, p. 1.

fit un retour marqué dans les articles du *Petit Parisien*. Alors que les journalistes s'étaient pliés à la politique d'apaisement et à la révision de l'ordre établi de 1919, lors des accords de Munich, ils semblèrent regretter la politique d'apaisement et le nouveau système du pacte des « Quatre » qui était incapable de maintenir l'ordre. Le rédacteur en chef du quotidien, Elie-J. Bois rédigea un éditorial le 16 mars qui déclarait : « Eh bien! est-il un Français qui ne comprenne maintenant que tout l'être collectif qu'est la France doit tendre d'un effort permanent, et à coups d'élan renouvelés, à porter au maximum ses forces militaires, maritimes, aériennes, économiques, financières et morales pour rétablir l'équilibre des forces européennes »⁴⁷⁸.

Pour ce journaliste, la révision pacifique ne fit qu'affaiblir l'équilibre des puissances en Europe centrale et favorisa la politique impérialiste du Reich. Son article, accompagné d'un tableau montrant l'évolution de la superficie et de la population de l'Allemagne lors de « l'Allemagne du traité de Versailles » en 1935, l'annexion de l'Autriche, l'annexion des Sudètes et de la création du protectorat de Bohême-Moravie, présenta la rupture de l'équilibre européen qui s'était orchestré par le révisionnisme hitlérien. Elie-J. Bois, en observant l'évolution de la population allemande passant de 67 069 000 à 84 500 000 habitants, exprima une crainte grandissante pour la sécurité européenne alors que l'Allemagne avait besoin d'un espace vital et qu'elle avait les moyens pour le prendre⁴⁷⁹. Son collègue Lucien Bourguès argua, dans le même sens, qu'Hitler ne se contenterait pas que de la victoire de Prague. Il soutint que le Reich poursuivrait sa politique révisionniste et que le territoire de Memel et le couloir de Dantzig, protégés par les articles 99 et 100 du traité de Versailles, seraient les prochaines victimes du Reich⁴⁸⁰. Les journalistes du *Petit Parisien* réclamèrent enfin une réponse énergique de la part de la France et de la Grande-Bretagne qui devait mettre des limites qui ne seraient pas possibles de dépasser.

Contrairement au quotidien populaire, *Le Temps* accorda très peu d'importance au traité de Versailles dans ses articles d'opinion. Les rédacteurs présentèrent la création du protectorat de Bohême-Moravie comme un drame qui bouleversa l'ordre établi à Munich. Alors que Élie-J. Bois regretta amèrement d'avoir eu confiance en la politique révisionniste pacifique, le journaliste anonyme du *Temps* argua que les Français devaient éviter les vaines polémiques et un regard rétrospectif sur la politique depuis la signature des accords de Munich. Selon lui, l'union nationale

⁴⁷⁸ Elie-J. Bois, « La Tchéco-Slovaquie n'est plus... », *Le Petit Parisien*, 16 mars 1939, p. 1.

⁴⁷⁹ *Ibid.*

⁴⁸⁰ Lucien Bourguès, « La Tchécoslovaquie n'est plus », *Le Petit Parisien*, 16 mars 1939, p. 3.

était l'élément primordial à la défense de l'Hexagone. Il soutint que la stabilité ministérielle était indispensable et qu'une nouvelle crise politique « à un moment si mal choisi ferait [...] les affaires de nos adversaires »⁴⁸¹. Il évita ainsi d'aborder la révision de l'équilibre versaillais afin de prévenir la division de la population et de déresponsabiliser la France face à ce nouveau fait accompli. Il écrivit, en faisant référence aux accords de Munich, : « Il est faux, disons-le bien haut, que l'inqualifiable opération à laquelle vient de se livrer l'Allemagne condamne en quoi que ce soit l'esprit dans lequel les démocraties occidentales ont conclu ces accords »⁴⁸². Le maintien de la paix en Europe était primordial et il affirma, sachant très bien que l'Allemagne s'ingéra dans la politique tchécoslovaque, qu'il était injuste de critiquer les gouvernements qui avaient évité la guerre générale en septembre pour un État qui était incapable de maintenir une unité nationale.

Son collègue anonyme s'interrogea sur la sécurité de l'Europe en abordant le nouveau système de coopération et de consultation des quatre principales puissances qui émana de Munich. Il se demanda si les initiatives, sans consultations, de Berlin ne risquaient pas d'ébranler la politique de coopération⁴⁸³. Il ne tenta toutefois pas de critiquer ce système, comme le firent ses collègues du *Petit Parisien*, et semblait même garder espoir en sa capacité à assurer la paix en Europe. Il émit l'hypothèse que la politique révisionniste du Reich avait atteint sa limite : « Il n'est guère vraisemblable que la politique d'expansion allemande doive se limiter à l'annexion de l'Autriche, de la Bohême et de la Moravie et à l'asservissement de la Slovaquie » puisque c'est une politique de longue échéance à réaliser⁴⁸⁴. Il termina son article en arguant qu'il ne devait toutefois pas dissimuler le véritable objectif du Reich, c'est-à-dire le *Drang nach Osten* et qu'il n'était pas exclu que « d'autres surprises » comme la mise sous tutelle de Memel et de Dantzig se réalisent⁴⁸⁵.

De son côté, *Le Figaro* eut une position semblable à celle du *Temps* et ne fit aucune mention du traité de Versailles. D'Ormesson soutint que les Français devaient se concentrer sur le présent et l'avenir. Ils devaient alors éviter de juger les fautes du passé et s'unir, « non point autour d'idéologies fumeuses, mais autour du seul dogme qui compte : celui de la résistance nationale »⁴⁸⁶. Pour D'Ormesson, contrairement aux journalistes du *Temps*, l'Europe se trouvait dans une situation politique où les traités, les accords et les engagements n'existaient plus et étaient remplacés par

⁴⁸¹ Anonyme, « Maîtrise de soi », *Le Temps*, 17 mars 1939, p. 1.

⁴⁸² *Ibid.*

⁴⁸³ Anonyme, « Bulletin du jour : Le drame de l'Europe centrale », *Le Temps*, 16 mars 1939, p. 1.

⁴⁸⁴ Anonyme, « Bulletin du jour : Le coup de force allemand et l'opinion », *Le Temps*, 17 mars 1939, p. 1.

⁴⁸⁵ *Ibid.*

⁴⁸⁶ « Mobilisation civique », *Le Figaro*, *op. cit.*, p. 1.

une politique basée sur la force. Il n'avait donc aucun espoir envers la politique de coopération issue de Munich et appela la population à la mobilisation et à la résistance civique⁴⁸⁷. Selon lui, les Chambres devaient octroyer les « pleins pouvoirs » à Daladier afin que les actions gouvernementales soient rapides et qu'elles ne soient plus entravées par les divergences idéologiques au sein du parlement.

Face à la violation des accords de Munich, les presses d'orientation républicaine et de droite modérée furent incapables de s'unir. Alors que *Le Temps* argumenta que l'Allemagne mettrait fin à sa politique expansionniste, *Le Petit Parisien* ainsi que *Le Figaro* appelèrent le gouvernement à établir les limites de la politique impérialiste allemande. Ces derniers se distinguent toutefois quant à la place du traité de Versailles dans l'actualité. Le quotidien populaire regretta la politique d'apaisement et semblait vouloir unir la population française autour de la protection des dernières clauses du traité de Versailles. Les deux autres quotidiens préférèrent construire l'unité française sur un futur commun plutôt que sur les erreurs du passé, qui ne feraient que renforcer les divisions idéologiques.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Charles Maurras de *L'Action française* brossa un portrait idéologique de la situation et remit en question la paix de 1919. Il argua que la responsabilité du démembrement de l'État tchécoslovaque n'appartenait pas seulement aux signataires de Munich, mais aussi aux politiciens « des derniers vingt ans »⁴⁸⁸. Il commença par critiquer les politiciens qui « ont raté la paix ». Alors qu'il avait soulevé un premier reproche contre les signataires du traité de Versailles lors de l'annexion des Sudètes, il estima que la principale erreur commise par ceux-ci fut de laisser l'Allemagne unie alors que l'Autriche-Hongrie fut complètement démembrée. Toutefois, il réitéra la position qu'il défendit en 1938, et déclara : « le Mauvais Traité comportait quelques bons articles, qui nous donnaient ou nous permettaient de prendre des *places de sûreté*. Nos politiciens les ont lâchées l'une après l'autre [de 1924 à 1938] »⁴⁸⁹. L'utilisation de l'expression « Mauvais Traité » fit ainsi référence à la position du quotidien au lendemain de la signature à Versailles. Ce ne fut qu'après l'occupation de la Ruhr en 1924, que les rédacteurs de 1919 optèrent pour défendre

⁴⁸⁷ *Ibid.*

⁴⁸⁸ Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 16 mars 1939, p. 1.

⁴⁸⁹ *Ibid.*

les clauses du traité⁴⁹⁰. Par cette allusion, les rédacteurs de 1939 tentèrent de montrer qu'ils étaient conscients que le traité était imparfait dès 1919.

Les journalistes de *L'Humanité* brossèrent un portrait complet et idéologique. Le rédacteur Gabriel Péri argua que les causes lointaines remontaient aux accords de Munich. Il soutint, comme le présenta l'historiographie, qu'Hitler regretta le maigre résultat de 1938. Depuis qu'il connaissait le parti pris pour la capitulation de la France et de la Grande-Bretagne, il souhaitait poursuivre l'expansion du Reich et le réarmement. Il avança par la suite qu'Hitler profita des volontés indépendantistes des Slovaques et s'ingéra dans la politique intérieure de la Tchécoslovaquie afin de détruire son indépendance. Selon Péri, la responsabilité de Bonnet dans la domination nazie en Europe centrale était écrasante. Il souligna d'abord la déclaration Ribbentrop-Bonnet de décembre 1938 et mentionna que Bonnet laisserait les « mains libres » au Reich à l'Est. Alors que plusieurs historiens soutinrent la thèse du malentendu par Ribbentrop, Wolfgang Geiger argua que plusieurs d'entre eux tentèrent « une recherche à la vérité des faits, finalement impossible à reconstituer à partir de témoignages controversés »⁴⁹¹. Péri profita de cette confusion pour orienter sa critique vers le gouvernement français. Pour ajouter à cette controverse, Péri souligna que Bonnet dissimula une note allemande au Quai D'Orsay déclarant qu'en cas de résistance du cabinet de Prague aux exigences allemandes, le Reich ne garantirait plus la frontière de l'État⁴⁹². Cet élément montrant la responsabilité de Bonnet est alors confirmé par Geiger qui affirma que Coulondre rappela les informations secrètes sur une invasion imminente de la Tchécoslovaquie à Bonnet⁴⁹³.

Contrairement à ses collègues du *Temps* et du *Figaro*, les rédacteurs de *L'Action française* arguèrent que l'éponge amnésique sur le passé et sur les responsabilités était une mauvaise condition à la résistance. Maurras soutint que les responsables de la révision des « bons articles » du traité de 1919 devaient avouer publiquement s'être trompés sans quoi il n'y aurait point de redressement national. Il déclara : « L'Union! L'Union! Je veux bien de l'Union quant à moi. Mais il faut s'unir sur un centre de vérité »⁴⁹⁴. Selon lui, unir des opposants qui se sont critiqués pendant

⁴⁹⁰ Christopher Chartier Jacques, *La politique allemande de la France telle que perçue par la presse française (1919-1926)*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2011, p. 113.

⁴⁹¹ Wolfgang Geiger, « La déclaration franco-allemande du 6 décembre 1938 : un événement sous-estimé », *Les Temps Modernes*, n° 605, 1999, p. 246.

⁴⁹² Gabriel Péri, « Les forces allemandes envahissent la Tchécoslovaquie », *L'Humanité*, 15 mars 1939, p. 3.

⁴⁹³ Geiger, *op. cit.*, p. 262.

⁴⁹⁴ Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 17 mars 1939, p. 1.

vingt ans ne pourrait pas fonctionner et se décomposerait. Ensuite, comme le soulevèrent indirectement les presses républicaines et de droite modérée, le rédacteur J. Delebècque déclara : « Dédaignant les formes devenues maintenant inutiles, l'Allemagne ne se donn[ait] même plus la peine d'employer les armes que les auteurs du traité de Versailles lui ont complaisamment fournies et d'invoquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle tue, elle prend, elle distribue, parce qu'elle est la plus forte et juge cette raison amplement suffisante »⁴⁹⁵. Il critiqua ensuite l'inaction de la politique extérieure française qui se montra incapable de défendre les clauses de 1919 qui devaient maintenir la sécurité européenne. Il soutint que la France devait agir par la mise en place de préparatifs de défense militaire poussés à l'extrême, et non par de nouvelles indignations verbales, qu'il qualifia de ridicules, pour freiner l'agresseur allemand⁴⁹⁶. Le rédacteur argua qu'avec les succès en Autriche et en Tchécoslovaquie, de nouveaux coups de force étaient à prévoir. Alors que J. Le Boucher souleva des inquiétudes pour les territoires de Memel et de Dantzig protégés par Versailles, J. Delebècque craignait plutôt que la mégalomanie du *Führer* le pousse à reconstituer le Saint Empire romain germanique. Selon lui, tous les territoires ayant une minorité germanique étaient en danger, dont l'Alsace-Lorraine⁴⁹⁷.

De son côté, Péri était du même avis que ses collègues de *L'Action française*. Les responsables de cette catastrophe devaient avouer leurs erreurs. Toutefois, il ne présenta pas les mêmes coupables. Son analyse montra que les Munichois, Bonnet et Daladier, étaient les principaux responsables de l'affaiblissement de l'équilibre des puissances en Europe central et qu'ils devaient être démis de leurs fonctions. Selon Péri, condamner les responsables ne mènerait pas à une crise ministérielle comme le soutinrent les journalistes républicains et de droite modérée, mais plutôt à renforcer le prestige français et montrer que la politique de capitulation n'était plus une option⁴⁹⁸. Les rédacteurs arguèrent que seul un regroupement du Front populaire pourrait unir la population française. Cependant, comme l'indiqua Jacques Duclos, l'anticommunisme au sein du gouvernement nuisait à l'union, comme il avait mené à l'échec de la politique de sécurité collective de l'URSS⁴⁹⁹.

⁴⁹⁵ J. Delebècque, « L'Attentat », *L'Action française*, 16 mars 1939, p. 1.

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ J. Delebècque, « Vers le Saint-Empire » *L'Action française*, 17 mars 1939, p. 1.

⁴⁹⁸ Gabriel Péri, « Les forces allemandes envahissent la Tchécoslovaquie », *L'Humanité*, 15 mars 1939, p. 1.

⁴⁹⁹ Jacques Duclos, « Unis contre la réaction », *L'Humanité*, 16 mars 1939, p. 1.

Péri soutint que maintenir Daladier et Bonnet à leur poste reviendrait à appuyer les nombreuses conquêtes d'Hitler et annoncerait « à Berlin et à Rome la résignation de la France en présence des prochaines sommations »⁵⁰⁰. Alors qu'il souleva une inquiétude pour les territoires de Memel et Dantzig, il argumenta que les plus grands dangers résidaient à l'ouest ainsi qu'en Méditerranée. Il argua que le Reich n'utilisait plus le prétexte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et que l'Hexagone et ses territoires en Méditerranée seraient ses prochaines victimes⁵⁰¹. Cette présentation d'une situation « mortelle pour la France » entra ainsi en confrontation avec les journaux républicains et de droite modérée qui montrèrent plutôt des inquiétudes pour l'Europe de l'Est. Ce portrait était fortement idéologique et visait à convaincre la population que seul un changement de gouvernement pourrait faciliter un rapprochement avec l'URSS et renforcer la sécurité de la France. Son collègue M. Magnien, argua dans le même sens que seule une union de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS pourrait freiner les conquêtes hitlériennes. Il se montra très heureux de la déclaration du porte-parole du président Roosevelt qui condamna les actes munichois et proposa un embargo de la part de la France, Grande-Bretagne, URSS et des États-Unis contre les agresseurs fascistes. Selon lui, si ces quatre puissances agissaient de concert, « les fascistes ne résisteraient pas longtemps au boycott organisé »⁵⁰².

Les quotidiens les plus à droite ou à gauche présentèrent donc des positions contraires à celles du *Temps* et du *Figaro*, qui favorisaient plutôt une amnésie volontaire. *L'Action française* et *L'Humanité* croyaient que l'union était impossible sans que les responsables de l'abandon des « bons articles » de Versailles ainsi que les Munichois affirment s'être trompés. Selon ces deux journaux, un retour sur les erreurs du passé renforcerait les chances de former l'union nationale. *L'Humanité* argua toutefois que celle-ci serait compliquée en raison de l'anticommunisme français.

3.4. L'entrée en Pologne et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale

À la suite de la création du protectorat de Bohême-Moravie, l'Allemagne poursuivit la révision des clauses jugées « injustes ». Seulement huit jours après ce coup de tonnerre, le Reich obtint la rétrocession du territoire de Memel, en Lituanie, peuplé par une majorité allemande. La Pologne restait alors le dernier territoire convoité par Hitler avant le déclenchement de la Seconde

⁵⁰⁰ Gabriel Péri, « La sécurité de la France exige qu'on en finisse avec la politique munichoise », *L'Humanité*, 17 mars 1939, p. 3.

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² M. Magnien, « On a sacrifié Prague pour écraser le peuple français », *L'Humanité*, 18 mars 1939, p. 3.

Guerre mondiale. Pour l'Allemagne, la question du corridor de Dantzig était l'élément le plus honni du traité de Versailles. Celui-ci coupa la Prusse orientale du reste de l'Allemagne et fixa la frontière orientale de cette dernière. Le Reich, voulant regrouper l'ensemble des régions germanophones, visait ainsi l'annexion de la ville libre de Dantzig, peuplée par une majorité allemande, et de la Silésie, région riche en minerais occupée par une minorité allemande. Ribbentrop poursuivit, au printemps 1939, des démarches qu'il avait entamées en octobre 1938 auprès du colonel Josef Beck, ministre des Affaires étrangères polonaises, afin de récupérer Dantzig et d'autoriser une route et une voie de chemin de fer à travers le corridor⁵⁰³. Le colonel Beck rejeta toutefois les propositions allemandes et soutint que la Pologne servait de zone neutre de la Baltique à l'Adriatique et préservait l'équilibre entre l'Allemagne et l'URSS. Il s'assura donc du soutien des puissances occidentales, notamment de la Grande-Bretagne qui souhaitait préserver la paix.

L'action allemande du 15 mars mit un frein à la politique d'apaisement pratiquée par la Grande-Bretagne et la France. Daluces affirma que cette action étonna « l'opinion mondiale qui avait suivi jusqu'ici avec une sympathie avouée les efforts du Reich de regrouper le germanisme » sous le principe versaillais du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes⁵⁰⁴. La création d'un protectorat à majorité tchèque, sans la consultation de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, était alors perçue comme une politique primitive et totalitaire. Chamberlain amorça donc une nouvelle politique visant à combattre les futures initiatives allemandes. Dès le 18 mars, il déclara que l'Angleterre devait renforcer les contacts avec la France, chercher une alliance avec l'URSS et accélérer le réarmement. Le 31 mars, il accorda à la Pologne, avec le soutien du gouvernement français, une garantie de son indépendance en cas d'agression allemande⁵⁰⁵. La Grande-Bretagne s'engagea ainsi dans une politique continentale visant la sauvegarde des dernières clauses territoriales du traité de 1919.

Hitler, voyant la menace d'une union de l'URSS avec les puissances occidentales, accepta d'entreprendre des négociations avec Staline. Alors que les discussions entre l'URSS et les Occidentaux traînèrent en longueur en raison des réticences idéologiques de la Grande-Bretagne et de la France, Hitler débuta des négociations économiques avec l'Union soviétique au printemps 1939. C'est à la suite du renvoi de Litvinov, ministre des Affaires étrangères soviétiques favorable

⁵⁰³ Christian Baechler, « Chapitre II. La politique orientale de Hitler : de la « révolution diplomatique » aux coups de force 1933-1939 », dans *Guerre et exterminations à l'Est*, Paris, Tallandier, coll. « Hors collection », 2012, p. 83.

⁵⁰⁴ Daluces, *op. cit.*, p. 397.

⁵⁰⁵ Baechler, *op. cit.*, p. 84.

à la SDN, que le *Führer* donna le feu vert à de nouvelles discussions⁵⁰⁶. Ce dernier conclut le pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne nazie le 23 août 1939 et put accélérer ses plans d'invasion en Pologne qu'il avait organisés dès le 3 avril 1939.

Le début de la guerre fut précédé de dernières manœuvres pour préserver la paix. Alors que la Grande-Bretagne signa une garantie anglo-polonaise le 25 août, Hitler, voulant éviter une confrontation avec l'Angleterre, soutint qu'il était prêt à garantir la bonne entente avec l'Empire britannique à condition que ses exigences coloniales soient respectées. Le 29 août, il remit une note à l'ambassadeur anglais se déclarant prêt à une négociation avec la Pologne. Toutefois, l'historien Baechler argua qu'Hitler était fermement décidé à ne pas accepter une nouvelle conférence de Munich. Malgré la déclaration de la Pologne qui accepta de négocier, les radios allemandes diffusèrent le 31 août un communiqué rapportant l'échec des propositions allemandes sur le retour de Dantzig et d'un plébiscite dans le corridor. Hitler se décida à frapper alors que la Pologne ne reçut aucune proposition de la part de l'Allemagne. Il souhaitait pointer l'intransigeance polonaise contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes afin de justifier son intervention et de diviser ses alliés. Les troupes allemandes pénétrèrent en Pologne le 1^{er} septembre. Hitler refusa une dernière tentative de paix, visant une conférence entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne et la Pologne qui forcèrent la France et la Grande-Bretagne à déclarer la guerre au Reich le 3 septembre 1939⁵⁰⁷.

Ces événements auront alors de profondes répercussions sur la presse française. Quelques jours à la suite de la signature de l'accord Molotov-Ribbentrop, Daladier, qui obtint les pleins pouvoirs le 18 mars, instaura des mesures répressives et préventives pour empêcher la dissidence. Il édicta par décrets-lois, le 26 août, l'interdiction de l'ensemble de la presse communiste et le 28, l'instauration de la censure. Cette dernière mesure, confiée à l'attention du Commissariat à l'information, était toutefois peu sévère puisque ce dernier s'intéressait davantage à la radio qu'à la presse⁵⁰⁸.

⁵⁰⁶ Robert O. Paxton et al, *op. cit.*, p. 370.

⁵⁰⁷ Baechler, *op. cit.*, p. 93

⁵⁰⁸ Christian Delporte, Claire Blandin et François Robinet, « Élan brisé, dislocations, reconstructions (1939 - années 1950) », dans *Histoire de la presse en France, XXe-XXIe siècles*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 124.

La presse d'orientation républicaine et de droite modérée

Les journalistes républicains et de droite modérée brossèrent un portrait détaillé et chronologique des événements immédiats afin de prouver la responsabilité allemande dans le refus de négociation directe avec la Pologne. Les rédacteurs présentèrent les faits du 30 août, lorsque l'Allemagne accepta la suggestion anglaise en vue d'une discussion directe avec la Pologne, du 31 août, alors que la Pologne confirma qu'elle était disposée à parlementer, ainsi que de la dernière proposition de paix du 1^{er} septembre qui fut ignorée par Hitler. Le journaliste anonyme du *Temps* soutint que la chronologie des faits démontra que la décision de Berlin était prise depuis longtemps et qu'elle « entend[ait] imposer à la Pologne ses conditions sans libre négociation »⁵⁰⁹. Wladimir D'Ormesson du *Figaro* argua, dans le même sens, que le « scénario » allemand visait la date du 1^{er} septembre pour agresser la Pologne et récupérer les territoires peuplés d'Allemands. Il argumenta que le message présenté à la radio allemande la nuit du 31 août visait à semer la confusion chez la France et la Grande-Bretagne en laissant présager une solution pacifique⁵¹⁰. Il soutint ainsi que les versions de la propagande allemande, jetant la responsabilité sur la Pologne qui aurait refusé le règlement pacifique, ne pouvaient convaincre aucun Français. Alors que ces deux quotidiens furent incapables de dater la création du plan d'invasion de la Pologne, le directeur du *Petit Parisien*, Elie-J. Bois, qui accorda une grande importance au passé, posa l'hypothèse que la dénonciation du pacte germano-polonais et du traité naval germano-britannique le 28 avril 1939 semblait être le début des manœuvres officielles⁵¹¹. Enfin, les rédacteurs des trois quotidiens dénoncèrent la responsabilité de l'URSS. Ils indiquèrent que la signature du pacte Molotov-Ribbentrop était une trahison de Staline⁵¹². Alors que les journalistes du *Temps* vantèrent la répression des communistes français qualifiés de « dirigés »⁵¹³, *Le Petit Parisien* ainsi que *Le Figaro* publièrent des articles réclamant l'interdiction du parti communiste⁵¹⁴. Ils évitèrent ainsi de soulever l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques de l'été 1939, qui furent sabotées par l'anticommunisme britannique qui « étir[a] les négociations aussi longtemps que possible »⁵¹⁵.

⁵⁰⁹ Anonyme, « Bulletin du jour : Le coup de force allemand », *Le Temps*, 2 septembre 1939, p. 1.

⁵¹⁰ Wladimir D'Ormesson, « Le crime », *Le Figaro*, 2 septembre 1939, p. 1.

⁵¹¹ Elie-J. Bois, « Au bord de l'abîme », *Le Petit Parisien*, 1^{er} septembre 1939, p. 1.

⁵¹² *Ibid.*

⁵¹³ Anonyme, « La propagande soviétique », *Le Temps*, 1^{er} septembre 1939, p. 1.

⁵¹⁴ Anonyme, « M. Quinson, député socialiste demande à M. Daladier d'interdire le parti communiste », *Le Figaro*, 1^{er} septembre 1939, p. 1.

⁵¹⁵ Michael J. Carley, *1939 L'alliance de la dernière chance : Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 224.

Nous pouvons observer une disparition complète du traité de Versailles dans les articles de la presse d'orientation républicaine et de droite modérée. En 1939, il ne reste plus rien des clauses principales de ce traité fondateur des relations internationales de l'entre-deux-guerres. Depuis l'*Anschluss* et les négociations des « Quatre » à Munich, les rédacteurs du *Temps* évitèrent de présenter le traité de 1919 comme un instrument qui pouvait maintenir la paix en Europe et qui devait être défendu. Dans les articles analysés, le quotidien cita toutefois le discours de Chamberlain, qui semblait déterminé à défendre les derniers éléments de Versailles. Le Premier britannique déclara : « Le statut international de Dantzig en tant que ville libre a été établi par un traité dont le gouvernement de Sa Majesté est un signataire, et la ville libre a été mise sous la protection de la Société des nations »⁵¹⁶. Selon Chamberlain, seules des négociations internationales pouvaient modifier les frontières de 1919. De leur côté, les rédacteurs ne firent aucune mention du traité de Versailles afin de garder sous silence le constat que les nations signataires avaient échoué à en préserver les clauses, menant à une déclaration de guerre par la France et la Grande-Bretagne le 3 septembre 1939. Le silence concernant le traité de Versailles est à comprendre comme une reconnaissance implicite de l'échec du système mis en place en 1919.

Le quotidien se concentra alors sur l'avenir et chercha à unir la population contre l'ennemi commun. Un journaliste anonyme, soulignant que le Parlement vota à l'unanimité les crédits pour la défense nationale, souleva « l'admirable union française » qui avait confiance en ses chefs et en son gouvernement⁵¹⁷. Il évita de présenter l'erreur commise par ce même gouvernement à Munich et argua que la France comme la Grande-Bretagne, gardiennes de la civilisation, résisteront à la « cruelle fantaisie qu'un homme impose à l'Europe depuis deux ans »⁵¹⁸. Le rédacteur évita ainsi toutes références au passé qui pourraient mener à une division au sein de la population française.

Le *Petit Parisien* opta pour une position similaire. Bois et Bourguès ne firent aucune mention directe ou indirecte au traité de Versailles. Certains passages furent même censurés. Alors qu'il décrivit l'échec d'un ultime effort déployé par la France, l'Angleterre et l'Italie, Bourguès mentionna que Mussolini « ne trouva point chez Hitler l'écho raisonnable qu'il souhaitait ». Son article laisse ensuite place à plusieurs lignes censurées⁵¹⁹. Il est ainsi possible d'émettre l'hypothèse

⁵¹⁶ Déclaration de Neville Chamberlain (citée dans « Injonction franco-britannique à l'Allemagne », *Le Temps*, 4 septembre 1939, p. 1).

⁵¹⁷ Anonyme, « Unanimité française », *Le Temps*, 4 septembre 1939, p. 1.

⁵¹⁸ *Ibid.*

⁵¹⁹ Lucien Bourguès, « Comment les suprêmes efforts de la diplomatie ont échoué », *Le Petit Parisien*, 4 septembre 1939, p. 2.

que le journaliste fit un retour sur les accords de Munich qu'il regretta au lendemain du 15 mars 1939. Les lignes non censurées se concentrèrent plutôt sur la question de l'union nationale et cherchèrent à légitimer l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne.

Les seules allusions au traité de 1919 apparaissent dans les discours d'Hitler et de Chamberlain. Le quotidien populaire, comme *Le Temps*, cita le discours de Chamberlain où il soutint qu'il garantirait la protection de Dantzig en raison de sa signature à Versailles. Ce discours, paraissant à la page 3 du journal fut suivi d'un article dans lequel Jean Massip tenta de convaincre les lecteurs du bien-fondé de la lutte contre le nazisme. Il soutint que l'Angleterre ne se dressait pas contre le système politique du Reich, mais contre sa « politique extérieure fondée sur la violation cynique des engagements les plus solennels »⁵²⁰. Il argua que cette politique menaçait les pays plus faibles et que c'était le devoir moral de l'Angleterre d'éviter que d'autres territoires tombent sous la dictature allemande. En présentant cette réflexion qui se termina par : « la nation britannique est plus que jamais tout entière derrière ses dirigeants »⁵²¹, Massip souhaitait convaincre ses lecteurs de la légitimité de la mission britannique afin de constituer l'union nationale en France.

Enfin, D'Ormesson, comme ses collègues, évita d'aborder les révisions du traité de Versailles dans ses articles. Il semble ainsi évident que le retour sur les révisions semblait être un élément polarisant. Comme ses collègues de la presse républicaine, il visait plutôt à mobiliser la population autour de l'union nationale. Le rédacteur argua que l'union sacrée s'était affirmée spontanément au parlement contre la politique extérieure allemande. Il tenta par la suite de mobiliser le peuple de France en rappelant ses « vieux réflexes de races terriennes, habituée aux luttes tenaces », à sa forte discipline et à son énergie qui refont surface afin de défendre les intérêts séculaires de la nation⁵²². Il termina son article en soutenant que « Jamais nous n'avons été plus fiers de notre patrie. [...] Jamais nous ne nous sommes sentis plus près les uns des autres... »⁵²³

En analysant les articles d'opinion du 1er au 4 septembre 1939, nous pouvons observer que le rôle de la censure et de l'autocensure contribua à la disparition complète du traité de Versailles dans les colonnes des presses républicaines et de droite modérée. Alors qu'il n'y avait aucune censure dans les colonnes du *Temps* et dans les articles de D'Ormesson, elle était plus présente

⁵²⁰ Jean Massip, « Pourquoi l'Angleterre est prête à tirer l'épée contre le nazisme », *Le Petit Parisien*, 3 septembre 1939, p. 3.

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² Wladimir D'Ormesson, « Le bloc français », *Le Figaro*, 3 septembre 1939, p. 1.

⁵²³ *Ibid.*

dans la presse populaire. *Le Petit Parisien* qui accordait une grande importance au traité de Versailles lors de la période de 1938 à 1939, ne présenta aucune rétrospection sur le passé. Ce silence montre ainsi le risque de polarisation qu'une réflexion sur l'échec de la sécurité versaillaise aurait pu créer en France. La justification de l'entrée en guerre et l'union étaient donc les thèmes prioritaires de ces quotidiens. Ils tentèrent de convaincre leurs lecteurs du bien-fondé d'une union nationale paradoxale, excluant les communistes, qui devait mener la guerre contre le nazisme.

La presse d'extrême droite et d'extrême gauche

Quelques jours avant l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie, le 26 août, un décret donna les moyens au gouvernement français de suspendre n'importe quel organe de presse. *L'Humanité* fut ainsi suspendu et un commissaire de police mit en garde Gabriel Péri et ses collègues contre toute tentative de parution⁵²⁴. Il est alors impossible de connaître la compréhension ainsi que les réactions immédiates des rédacteurs communistes à la suite de l'invasion entre le 1^{er} et le 4 septembre 1939. Nous pouvons toutefois analyser les dernières parutions du journal pour comprendre leur position face à l'union nationale et la sécurité de la France. Nous observerons donc les articles d'opinion parus entre le 23 et 26 août.

L'annonce de la conclusion du pacte Molotov-Ribbentrop plongea les communistes français dans le plus grand désarroi. Gabriel Péri resta, deux jours, prostré dans son bureau de *L'Humanité* et refusa de participer à la rédaction⁵²⁵. Son collègue P. L. Darnar rédigea alors les éditoriaux du quotidien. Il tenta de défendre la stratégie soviétique en arguant que sa politique de fermeté disloqua le pacte anti-Komintern. Il cita par la suite la déclaration du secrétaire général du parti, Maurice Thorez, qui affirma en 1936 : « Nous voulons nous entendre, même avec Hitler, mais nous voulons discuter avec lui dans le cadre des principes de la Société des Nations »⁵²⁶. Les journalistes, étant de profonds antimunichois, présentèrent ainsi la volonté d'un retour aux négociations et à la sécurité collective de la SDN. Darnar soutint que la France et l'Angleterre pouvaient encore s'entendre avec Moscou afin d'ériger « un appareil général de sécurité, de non-agression, de garanties pour les peuples »⁵²⁷. Cette vision de la sécurité prouve que le quotidien croyait en certains

⁵²⁴ Delporte, *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, op. cit., p. 186.

⁵²⁵ Jean-Paul Brunet, « La presse française et le pacte germano-soviétique (août 1939) », *Relations internationales*, n° 2, 1974, p. 201.

⁵²⁶ Maurice Thorez (cité par P. L. Darnar, dans « Les pourparlers de Moscou entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne servent la cause de la paix en Europe », *L'Humanité*, 23 août 1939, p. 1).

⁵²⁷ *Ibid.*

principes du traité de 1919 et qu'il tentait de le défendre. Ensuite, le traité de Versailles ressurgit dans les caricatures de R. Dubose le 26 août. Alors qu'Hitler pressait la Pologne afin de récupérer le couloir ainsi que la ville de Dantzig, Dubose dessina Serge Bogousslavsky, en prison pour cause de vol de *L'indifférent* de Watteau au Musée du Louvre, et lui fit dire : « Fini! On ne parle plus de moi! J'aurais mieux fait de voler le traité de Versailles pour lui faire subir quelques retouches »⁵²⁸. Alors que le larcin occupa une part importante de l'actualité au cours de l'été 1939, les craintes d'une nouvelle révision du traité de paix de 1919 devinrent plus importantes dans les articles du quotidien. Cette crainte prouve alors la volonté de *L'Humanité* de défendre les dernières clauses territoriales du traité. Enfin, Darnar, dans son article du 26 août, argua que si Hitler osait réviser de nouveau les frontières de 1919, les communistes « ser[aient] au premier rang des défenseurs de l'indépendance des peuples, de la démocratie et de la France républicaine menacée »⁵²⁹. Cette déclaration dans son article ayant pour titre « Union de la Nation française contre l'agresseur hitlérien » montre ainsi la volonté du quotidien de se soumettre à l'union nationale afin de favoriser la paix. Il nous est toutefois impossible de connaître son interprétation au lendemain de la déclaration de guerre le 3 septembre alors que les communistes étaient considérés comme des traîtres et des agents de Staline par les presses d'orientations diverses.

De leur côté, les rédacteurs de *L'Action française* firent un portrait idéologique de la situation polonaise et du déclenchement de la guerre. Dans son article du 1^{er} septembre, Charles Maurras tenta d'élucider la situation en présentant un portrait divergent de ceux de la presse républicaine et de droite modérée. Il réitéra la responsabilité des dirigeants français dans la révision du traité de Versailles qui devait assurer la sécurité de l'Europe. Dans la section III de l'article intitulée « Ils se sont toujours trompés », il soutint que « ceux qui crient le plus haut qu'il faut l'arrêter [le Germanisme] à tout prix sont ceux qui ont le moins pensé comment l'on pourrait s'y prendre pour cela. Ils seraient sages de rentrer en eux-mêmes pour y considérer les fautes criminelles dont l'histoire leur demandera un compte serré »⁵³⁰. Maurras poursuivit et jeta ainsi la responsabilité de la situation sur les nombreux dirigeants français que nous avons pu observer dans ses articles depuis 1933. Il réitéra par la suite la position qu'il avait tenue le 16 mars 1939 et critiqua Clemenceau, qui

⁵²⁸ R. Dubose, « Pauvre Bogousslavsky », *L'Humanité*, 26 août 1939, p. 1.

⁵²⁹ P. L. Darnar, « Union de la nation française contre l'agresseur », *L'Humanité*, 26 août 1939, p. 1.

⁵³⁰ Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 1^{er} septembre 1939, p. 1.

n'avait pas démembré l'Allemagne constituée par Bismarck en 1919, sous le prétexte que la république calmerait l'impérialisme germanique.

Ensuite, les rédacteurs de *L'Action française*, comme leurs collègues de la presse républicaine et de droite modérée, se résignèrent à soutenir le combat dès le 2 septembre 1939. Ils apportèrent toutefois quelques nuances au principe de l'union nationale et des raisons menant la France et la Grande-Bretagne au combat contre l'Allemagne nazie. Le quotidien d'extrême droite accordait une grande importance aux débats dans l'espace public. Charles Maurras écrivit : « tant qu'il restera un mot à dire pour les clartés de l'esprit et les décrets de la raison, nous ne donnerons pas notre démission de citoyen »⁵³¹. Malgré quelques passages qui furent censurés en raison du décret-loi du 28 août sur l'instauration de la censure, elle était peu sévère et toléra les opinions plus modérées de *L'Action française* dans l'actualité.

L'un des éditoriaux particulièrement intéressants fut rédigé par l'un des fondateurs et rédacteurs en chef, Maurice Pujo. Ce dernier décrivit la séance du 2 septembre à la Chambre qui mena au vote unanime des crédits pour la guerre. Après avoir présenté le fait que les présidents du Conseil et de la Chambre s'efforcèrent à démontrer que la France et leur parti n'avait aucune responsabilité morale dans les événements menant à la guerre, il critiqua les réactions de l'assemblée :

« Elle applaudissait à tout rompre la démonstration des mensonges et des manigances déloyales du dictateur nazi comme si l'on eût pu attendre autre chose de l'ours des forêts germaniques, comme si ces réprobations pouvaient l'atteindre, comme s'il n'eût pas été plus utile d'accuser ceux qui, maille à maille, avaient rompu les faibles chaînes que le traité de Versailles avait mises dans le nez de l'animal ».⁵³²

Cette déclaration suivie par « 29 LIGNES CENSURÉES » montra ainsi l'importance que le quotidien accordait aux clauses du traité de Versailles qui furent révisées. En émettant l'hypothèse que ces lignes censurées étaient un récapitulatif des nombreuses révisions du traité, il est possible d'affirmer que la réflexion sur la responsabilité face aux révisions était un élément qui pouvait affaiblir l'union nationale. Son collègue, Charles Maurras, argua dans le même sens que le rempart de l'union sacrée était bâti par « de la brique explosive ». Il réitéra la position qu'il avait tenue le 13 mars 1938 et cita le journaliste Henri Béraud qui soutint que l'heure n'était plus aux querelles, mais que « Parmi ceux qui nous ont conduits où nous sommes, il y a des coupables, et il y a des victimes »⁵³³ ce qui ouvrait la voie aux dissensions. Ainsi, selon les rédacteurs, la création d'une

⁵³¹ *Ibid.*

⁵³² Maurice Pujo, « Une séance trop pareille », *L'Action française*, 3 septembre 1939, p. 1.

⁵³³ Charles Maurras, « La Politique », *L'Action française*, 3 septembre 1939, p. 1.

union était incertaine en raison du révisionnisme qui polarisa la scène politique française et des communistes qui étaient qualifiés de « trafiquants de secrets militaires » mettant la France en péril. Maurras questionna enfin les buts de l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne. Alors qu'il affirma que le germanisme de 1914 fit un retour quinze ans après la Grande Guerre et qu'il mena à la réalisation de la *Mittel Europa*, « comme s'il ne s'était rien passé depuis le traité de Versailles », il posa la question suivante : « Fera-t-on une guerre inutile, celle qu'il faudra recommencer, telle quelle, pour les mêmes motifs, d'ici dix, quinze ou vingt ans ? »⁵³⁴ Il est alors évident que ce journal considérait le traité de paix comme un instrument de sécurité imparfait qui fut abandonné par les dirigeants français.

Ces deux quotidiens présentèrent ainsi des positions pacifistes. En observant les derniers jours de *L'Humanité* jusqu'à son interdiction le 26 août, il est clair que les rédacteurs se montrèrent prêts à défendre les clauses territoriales du traité de Versailles, ainsi que son système de sécurité international basé sur la SDN. Du côté de *L'Action française*, Maurras questionna les motifs d'une guerre qui ne mènerait pas à une paix durable. Ces positions entraient ainsi en contradiction avec la vision censurée des presses républicaine et de droite modérée qui tentaient de convaincre leurs lecteurs du bien-fondé de la guerre en évitant d'aborder l'échec de la sauvegarde du traité de 1919 qui devait assurer la paix.

3.5. L'évolution de la presse nationale française de 1938 à 1939

Pour conclure, la dernière période étudiée dans ce mémoire infirme notre hypothèse de départ. Contrairement à ce que démontre l'analyse de Caroline Durant St-Georges sur la presse alsacienne, la crainte de la guerre ne put effacer les divisions idéologiques de la presse nationale. La manière de maintenir la paix lors de la période de 1938 à 1939 polarisa les quotidiens étudiés et montra que l'uniformité des points de vue en Alsace n'est qu'un cas régional⁵³⁵. Les opinions des journaux nationaux lors des événements survenus en Pologne semblent soulever une unité pour la fermeté. Toutefois, il faut prendre en compte le fait que la censure influença les éditeurs des quotidiens républicains et de droite modérée, qui se virent interdire de soulever les révisions du traité de 1919. Du côté des presses de l'extrême droite et de l'extrême gauche, *L'Action française* subit une forte censure dans ses articles et *L'Humanité* fut interdite. L'analyse d'une presse

⁵³⁴ *Ibid.*

⁵³⁵ Durand St-Georges, *op. cit.*, p. 93.

censurée ne reflète donc pas les réelles positions des quotidiens face au traité de Versailles. En observant les autres événements analysés, il est clair que chaque feuille avait sa propre vision de la manière de maintenir la paix et que celle-ci soulevait des désaccords sur la sauvegarde des clauses du traité de 1919 et l'utilisation de la SDN afin de maintenir la paix européenne.

Le premier désaccord opposa donc *Le Figaro* et *Le Temps*, qui souhaitaient réviser le traité, au *Petit Parisien*, à *L'Action française* et à *L'Humanité*, qui voulaient le conserver. On peut ainsi observer que les divergences d'opinions transcendaient les idéologies des quotidiens. Ensuite, le second désaccord oppose *L'Humanité* aux autres journaux. Les rédacteurs communistes, à la suite des accords de Munich, souhaitaient utiliser la SDN afin de préserver l'équilibre et la paix, alors que les autres rédacteurs manifestèrent une perte de confiance envers la Ligue. Il y avait donc *Le Temps* et *Le Figaro* qui défendaient le Pacte à « Quatre », jusqu'à la prise de Prague, puis *L'Action française* et *Le Petit Parisien*, qui préféraient créer des systèmes d'alliances militaires pour endiguer l'impérialisme allemand. Ces opinions divergentes affaiblirent la conviction du sentiment national à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.

CONCLUSION

Notre analyse de la presse nationale française et de la remise en question du traité de Versailles par l'Allemagne de 1933 à 1939 visait à répondre à un double débat historiographique portant, d'une part, sur l'aveuglement de la presse face aux visées révisionnistes d'Hitler et, d'autre part, sur le « redressement moral » de l'opinion française en 1939. Dans les chapitres précédents, nous avons étudié la compréhension des journalistes et leurs interprétations des révisions de l'équilibre versaillais afin de mieux saisir la position de la France à l'égard de l'Allemagne pendant cette période.

Notre mémoire confirme que la sauvegarde des clauses du traité de Versailles ainsi que du système versaillais devant maintenir l'équilibre européen polarisa la presse française et créa un sentiment national qui s'est révélé moins convaincu lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Alors que l'historien Maurice Vaisse soutient que l'on assista à un « redressement moral » de l'opinion française en 1939, qui mena à une nation unie devant la guerre, notre analyse confirme plutôt la thèse de Pierre Laborie et de Jean-Jacques Becker, qui arguent que l'amélioration du climat social pendant l'été 1939 ne doit pas faire illusion. Laborie affirme que « l'analyse des représentations dominantes de l'opinion à la veille de la guerre révèle les divisions, les ramifications et les effets corrosifs de la crise d'identité collective qui affaiblit le pays et sape les fondements de la nation »⁵³⁶. Notre étude apporte ainsi une précision à cette dernière, qui se concentra davantage sur la politique intérieure française de 1938 à 1939. Elle expose que la crise en France fut influencée par la politique révisionniste allemande, depuis 1933, qui polarisa les journalistes qui tentaient de répondre aux questions suivantes : faut-il protéger les clauses du traité de Versailles ? Le système versaillais basé sur la SDN peut-il préserver la paix ? Les palinodies et les ambiguïtés des quotidiens étudiés alimentèrent ainsi de profonds désaccords de 1933 à 1939.

Dès les deux premières années d'Hitler à la chancellerie, nous avons pu observer des divergences vis-à-vis du traité de Versailles. Alors que les presses républicaines, d'extrême droite et de droite modérée se positionnèrent pour la protection des clauses du traité de 1919, *L'Humanité* argua plutôt que le traité était responsable de la montée du nazisme en Allemagne et qu'il devait être révisé afin d'atténuer la situation explosive dans ce pays. Cette opposition évolua cependant en 1934 alors que le quotidien communiste fit volte-face à la suite de la tentative d'*Anschluss*.

⁵³⁶ Laborie, *op. cit.*, p. 197.

L'anti-impérialisme du journal le poussa à défendre les clauses territoriales du traité de Versailles. Malgré ce semblant d'unanimité pour la protection des clauses, chaque feuille avait sa propre opinion de la façon d'assurer la sauvegarde du traité. Les presses républicaines et de droite modérée croyaient que la SDN pouvait maintenir la paix; toutefois elles ne présentaient pas les mêmes inquiétudes. *Le Figaro* demandait une intervention et des sanctions de la part de la SDN afin de freiner la politique révisionniste d'Hitler qu'il estimait dangereuse. De leur côté, *Le Temps* et *Le Petit Parisien* étaient peu inquiétés par la politique allemande. Ils considéraient que la France était la première puissance militaire sur le continent et avaient confiance en la SDN et le traité de Versailles. En opposition, les presses d'extrême droite et d'extrême gauche n'avaient aucune confiance en la SDN comme garante de la paix. *L'Action française* réclamait une politique antirévionniste énergique de la part de la France pour maintenir le *statu quo* en Europe. Selon les rédacteurs, les républicains affaiblissaient la France et seul le retour de la monarchie assurerait la sécurité de l'État. Enfin, *L'Humanité* présenta une position pacifique qui appelait les prolétaires d'Europe à manifester contre la guerre. Ces divergences vis-à-vis du système versaillais basé sur la SDN dès 1933 et 1934 montrent ainsi les premiers désaccords sur la façon d'assurer la paix. Elles évoluèrent et se poursuivirent au cours de la remilitarisation du Reich.

La situation se transforma à la suite de la déclaration franco-britannique du 3 février 1935, qui visait à remplacer la partie V du traité de Versailles par de nouveaux arrangements militaires. La politique de révision du gouvernement français, qui n'accepterait aucune action unilatérale, fit naître une certaine ambiguïté dans les colonnes des quotidiens républicains en 1935. *Le Temps* et *Le Petit Parisien* optèrent pour une position révisionniste ambiguë alors qu'ils défendirent la solution britannique cherchant une alternative à la SDN pour réviser la partie V du traité. Cette position confrontait celles des presses d'extrême droite, d'extrême gauche et de droite modérée, causant ainsi de nouveaux désaccords. Ces derniers préférèrent maintenir le *statu quo* européen et éviter les révisions qui pourraient rompre l'équilibre versaillais. Ces opinions opposées sur la façon de maintenir la paix pouvaient donc créer la confusion chez les lecteurs. Comme le mentionna l'historien Robert Soucy, il était simpliste de croire que les journaux n'avaient eu aucun impact sur l'opinion du lectorat. Les visions divergentes sur la façon de préserver la paix pouvaient diluer le sentiment national et affaiblir les fondements de la nation qui étaient déjà remis en question par les idéologies d'extrême droite et d'extrême gauche.

Les quotidiens qui réclamaient une politique antirévissionniste affirmée exposèrent toutefois des dissensions sur la façon d'assurer la paix. *Le Figaro* fut le quotidien qui accorda le plus d'intérêt à la sauvegarde de l'ordre versaillais. Lors des événements de 1935, il se positionna contre la politique de souplesse anglaise et réclama une intervention des signataires de Versailles et de la SDN. *L'Action française* critiqua aussi cette politique britannique, soutenue par la France, mais ne souhaitait pas se soumettre à la SDN. Les rédacteurs réaffirmèrent leur position monarchiste et estimèrent que rétablir la royauté et une force militaire favoriserait la sécurité française. En opposition, *L'Humanité* était contre le réarmement de la France. Les journalistes du quotidien croyaient plutôt que le pays devait appuyer la politique de sécurité collective de l'URSS afin d'endiguer la politique étrangère allemande.

La remilitarisation de la Rhénanie fut un tournant pour la presse nationale française. L'opinion des rédacteurs du *Temps* et du *Petit Parisien* changea. Après la révision du dispositif tactique français visant à riposter en cas d'agression allemande à l'Est, les deux quotidiens abandonnèrent leur position ambiguë et réaffirmèrent une position antirévissionniste, réclamant une intervention de la Grande-Bretagne et de la SDN. La remilitarisation de la Rhénanie semblait toutefois être un coup fatal selon *Le Figaro*. La faible présence du traité de 1919 dans les colonnes des articles d'opinion indiqua un pessimisme face à la politique antirévissionniste du gouvernement. L'inaction française lors des événements de 1935 incita l'Allemagne à poursuivre sa politique extérieure. Le quotidien de droite modérée demanda alors une ultime réponse internationale, sans quoi l'Europe de l'Est était en proie au danger hitlérien. De leur côté, les presses d'extrême droite et d'extrême gauche réaffirmèrent les positions qu'elles défendirent depuis 1935.

À l'approche de la guerre, les divergences d'opinions persistèrent et s'aggravèrent. C'est lors des révisions territoriales que les idéologies des journaux eurent le plus d'impact. *Le Temps* et *Le Figaro* étaient de plus en plus pessimistes face à la sauvegarde du traité de Versailles. Ils croyaient alors que la politique d'apaisement était la solution à la paix. Leur position se heurta donc à celle du *Petit Parisien*, de *L'Action française* et de *L'Humanité*, qui étaient contre les annexions territoriales. Les divisions transcendaient ainsi les idéologies politiques en 1938. Les dissensions dans les presses républicaines et de droite modérée connurent un court répit lors des accords de Munich. Toutefois, après avoir soulevé la nécessité de réviser l'ordre versaillais, *Le Petit Parisien* indiqua, en mars 1939, son regret face à la politique d'apaisement.

À la suite de la création du protectorat de Bohême-Moravie, les quotidiens entrèrent dans une dernière phase de divergences alors qu'un débat sur la responsabilité des dirigeants français émergea dans la presse. Les presses d'extrême droite et d'extrême gauche critiquèrent la politique de souplesse de la France et demandèrent que les responsables des révisions des clauses du traité de 1919 soient jugés pour leurs actes. Ils se positionnèrent ainsi contre la politique « d'amnésie volontaire » soutenue par *Le Temps* et *Le Figaro*, qui souhaitaient éviter d'aborder la révision du traité de Versailles afin de ne pas diviser la population. Un regard rétrospectif sur l'échec de la politique française depuis 1933 leur semblait néfaste pour l'union nationale. Cette attitude devint très nette lors de l'analyse des articles du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, alors que la censure et l'autocensure menèrent à la quasi-disparition du traité dans les colonnes des journaux. Notre étude prouve ainsi que les divergences par rapport au traité de Versailles contribuèrent à mettre à mal la tentative de créer une union nationale en 1939.

Nous confirmons, ensuite, que les rédacteurs avaient une compréhension claire des événements et des visées révisionnistes allemandes. Alors que les historiens Gilbert Merlio et Pierre Laborie soutiennent que les intellectuels français étaient obsédés par la paix, ce qui mena à leur aveuglement face à la politique extérieure allemande, notre étude confirme plutôt la réflexion de Georges-Henri Soutou qui affirma qu'il n'y eut pas d'aveuglement dans la presse. Il argua que les membres du gouvernement ainsi que les chefs militaires comprenaient la gravité des événements, mais qu'il était inconcevable de mener des actions isolées. Ils souhaitaient plutôt utiliser les principes de la sécurité collective pour assurer la paix et éviter un isolement comme celui de 1924. Comme nous avons pu l'observer, le degré d'exactitude des portraits et des visées révisionnistes devenait plus précis dans les articles d'opinions traitant des événements considérés plus inquiétants pour la sécurité française.

À titre d'exemple, *Le Temps*, qui adoptait une politique de souplesse vis-à-vis du révisionnisme en 1935 et qui évitait de présenter les visées de l'Allemagne, brossa un portrait des révisions à venir du Reich, alors qu'il souleva une crainte face à l'augmentation du tonnage de la flotte militaire allemande et de la guerre de revanche, dès le 20 mars 1935. Ce quotidien manifestait aussi des craintes au sujet des territoires à l'Est à la suite de la remilitarisation de la Rhénanie et de la création du protectorat de Bohême-Moravie en mars 1939. Ces éléments sont particulièrement intéressants puisqu'ils nous éclairent sur la compréhension des responsables du Quai d'Orsay. Ceux-ci étaient donc conscients des visées révisionnistes d'Hitler, avant la date de 1936

mentionnée par Soutou⁵³⁷, et cherchèrent des arrangements internationaux afin d'apaiser l'Allemagne. Il n'y avait ainsi pas d'aveuglement au sein de la presse républicaine. Celle-ci tentait plutôt de présenter sa propre vision de la paix basée sur une politique de confiance envers la Grande-Bretagne.

De son côté, *Le Petit Parisien* brossa aussi des portraits que l'historiographie a confirmés lors des événements de juillet 1934, mars 1935, mars 1936, pour l'*Anschluss* en 1938 et lors de la création du protectorat de Bohême-Moravie. Alors que le quotidien partageait l'opinion du *Temps* par rapport à la politique de souplesse de la Grande-Bretagne, ce dernier souleva tout de même les visées révisionnistes qui affectèrent l'Autriche, la Tchécoslovaquie, Memel et la Pologne. Le journal populaire républicain peignit ainsi des portraits complets des événements, tout au long de la période, et exposa les buts révisionnistes d'Hitler. Contrairement au quotidien d'idéologie similaire, *Le Temps*, il manifesta une plus grande inquiétude envers la politique révisionniste et souhaitait éclairer ses lecteurs plutôt que de préserver leur paix d'esprit en valorisant la force de l'État et de ses alliances.

Le Figaro, qui plongea dans la politique d'apaisement en 1936 et qui se soumit à la politique d'amnésie volontaire à la suite des accords de Munich, semblait présenter une forme d'aveuglement dans ses articles. Toutefois, l'affirmer aussi simplement serait nier ses nombreuses déclarations vis-à-vis de *Mein Kampf* et des visées territoriales d'Hitler lors de la période de 1933 à 1936. Le quotidien adopta une vision critique de la politique révisionniste d'Hitler dès sa nomination comme chancelier. Cette attitude se poursuivit malgré le changement de direction du journal en 1934. La transition d'une ligne éditoriale d'extrême droite à une ligne de droite modérée améliora même son degré de compréhension de la politique étrangère. Enfin, présenter un aveuglement dans les articles du *Figaro* omettrait de considérer sa position nuancée lors des accords de Munich. Les rédacteurs Wladimir d'Ormesson et Lucien Romier soulevèrent donc un doute envers l'entrée d'Hitler dans les négociations internationales et envers la sécurité de l'Europe de l'Est. Ces éléments prouvent que le journal de droite modérée avait une bonne compréhension de la politique révisionniste allemande et qu'il accordait une grande importance au maintien du *statu quo* européen afin d'éviter l'entrée en guerre de la France.

Les presses d'extrême droite et d'extrême gauche avaient en commun la grande inquiétude manifestée dans leurs articles. *L'Action française*, pour sa part, fut le quotidien qui présenta le plus

⁵³⁷ Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, op. cit., p. 229.

de lacunes dans ses portraits de l'actualité. Cependant, il exposa dès janvier 1933 les objectifs d'Hitler qui souhaitait réviser le traité de Versailles et unir la population allemande dans un seul État. Comme les journaux républicains, le degré d'exactitude de ses portraits s'améliora lors des événements considérés dangereux pour la paix européenne. Lors du retour de la conscription en Allemagne, le quotidien monarchiste souleva des craintes envers de futures révisions militaires qui pourraient mettre la France en danger. Il exposa notamment la remilitarisation de la Rhénanie ainsi que des craintes vis-à-vis de la guerre de revanche. Lors des annexions territoriales, contrairement au *Figaro*, le quotidien continua à montrer les visées révisionnistes d'Hitler. Les rédacteurs anti-allemands n'avaient aucune confiance envers la politique d'apaisement et se firent un devoir d'exposer les buts de l'Allemagne et de défendre les intérêts de la France.

Enfin, *L'Humanité* brossa des portraits complets lors de l'entièreté de la période. Son idéologie d'extrême gauche influença ses présentations des événements, ses inquiétudes ainsi que ses solutions. Dès 1934, le quotidien éprouvait une crainte aiguë envers les visées révisionnistes d'Hitler. Le 13 mars 1935, il souligna qu'une réponse de la part de la France à la suite de la reconstitution d'une aviation militaire allemande mènerait directement au retour de la conscription outre-Rhin. Lors de cette annonce le 16 mars, Péri exposa, à l'aide de *Mein Kampf*, des inquiétudes pour la sécurité de l'Autriche et de la Pologne. Enfin, il montra au lendemain de l'*Anschluss* que la Tchécoslovaquie serait la prochaine victime du Reich. Ses articles détaillés et complets présentent une compréhension fidèle aux études historiques.

Il est donc possible d'affirmer, comme le soutient Soutou, que la presse nationale française n'était pas aveugle face à la politique extérieure du Reich. Les rédacteurs comprenaient la gravité des événements ainsi que les visées d'Hitler. Les points de divergence que nous avons pu observer concernaient ainsi davantage les origines des événements. Les idéologies des quotidiens teintaient donc leur portrait de l'actualité. Cependant tous les journaux étudiés avaient une bonne compréhension des visées révisionnistes d'Hitler. Ils tentaient simplement de faire valoir leur solution afin de maintenir la paix.

Maintenant que nous avons analysé le contenu des journaux, qu'en est-il de la presse en elle-même ? Les quotidiens étudiés ont tenu des positions conformes à leur idéologie, mais pas durant l'ensemble de la période. Notre mémoire mène au constat que l'attitude de la presse par rapport à son idéologie subit quelques tensions de 1933 à 1939. Le danger hitlérien amena certains journaux à s'écarter de leur position au courant de cette période.

Le premier événement qui marqua une dérive par rapport à l'idéologie fut le retour de la conscription en Allemagne le 16 mars 1935. Celle-ci ne survint pas au sein de tous les quotidiens étudiés, mais fut présente dans les articles du *Petit Parisien* et du *Figaro*. Ceux-ci exprimèrent une profonde inquiétude face à l'annonce de la formation de 36 divisions militaires en Allemagne alors que la France en possédait seulement 28. Ce désavantage numérique mena aussi les journaux à exprimer une crainte envers de futures révisions territoriales à l'Est. Ces éléments amenèrent donc les deux quotidiens à s'écarter de leur position anticommuniste et à demander au gouvernement français de former une alliance avec l'URSS afin d'endiguer la menace allemande. Alors que les deux quotidiens avaient omis plusieurs informations concernant la persécution des communistes d'Allemagne, principalement dans le but d'empêcher leur vote face à la loi des pleins pouvoirs en mars 1933, ils cherchaient désormais l'assistance de la puissance communiste. La réalité de la politique extérieure, qui ne semblait pas pouvoir se régler par les solutions autrefois défendues, les menait maintenant à contredire leur ligne directrice idéologique.

Le second événement qui démontra une dérive idéologique fut l'*Anschluss*. Celle-ci se répercuta dans les articles du *Petit Parisien* ainsi que de *L'Action française*. La première annexion territoriale ainsi que l'intégration d'une population de sept millions d'Autrichiens au Reich inquiétèrent le quotidien populaire et le quotidien d'extrême droite. Tous deux s'écarterent de leur ligne directrice idéologique. *Le Petit Parisien*, d'idéologie républicaine, évita de se conformer à la politique d'apaisement cautionnée par le gouvernement français. Contrairement au *Temps* et au *Figaro*, il réaffirma une position antirévissionniste et critiqua l'inaction de la Grande-Bretagne. Il soutint que la France se devait de respecter ses engagements envers la Tchécoslovaquie et que l'appui de l'URSS permettrait de freiner les révisions territoriales. Cette position confronte ainsi l'anticommunisme du quotidien. Elle est particulièrement intéressante puisqu'elle disparut complètement lors des accords de Munich alors que l'anticommunisme teinta le portrait des événements et que la confiance envers la Grande-Bretagne reprit le dessus. Du côté de la presse d'extrême droite, *L'Action française* réaffirma sa position antirévissionniste conforme à son idéologie. Toutefois, en affirmant que la France devait respecter ses signatures et ses traités avec la Tchécoslovaquie, il soutint de façon indirecte la nécessité de l'assistance de l'URSS conforme aux accords de 1935 présentés par Carley. Cette attitude confronta l'anticommunisme du journal, alors que Charles Maurras avait qualifié d'« ordures écrites » la ratification du pacte d'assistance mutuelle entre la France et l'URSS en 1936. La volonté de voir la France respecter ses engagements

en 1938 montre aussi une position contraire à celle dépeinte par Eugen Weber, qui argua que *L'Action française* militait pour une politique d'isolationnisme délibérée⁵³⁸. La sauvegarde des clauses territoriales du traité de Versailles mena donc les quotidiens à s'écarter de leurs idéologies respectives afin de présenter une alternative à la domination allemande.

Le Temps et *L'Humanité* furent les quotidiens qui respectèrent le plus leurs positions idéologiques de 1933 à 1939. Durant l'ensemble de la période étudiée, les journaux restèrent fidèles à leurs lignes directrices et leurs articles visaient à faire valoir leur propre vision de la paix. Toutefois, alors que les révisions territoriales bouleversaient l'ordre européen, les rédacteurs adoptèrent des positions qui furent surprenantes par rapport à nos connaissances historiques.

D'abord, *L'Humanité* adopta une position particulière lors des accords de Munich, en faisant volte-face dans ses propos par rapport à la SDN. Alors que les rédacteurs avaient évité d'aborder l'utilisation du système de collaboration internationale et qu'ils exposèrent l'importance des accords d'assistance mutuelle avec l'URSS, ils se positionnèrent en faveur de la SDN en septembre 1938. Devant l'échec de la sécurité collective de Litvinov, le quotidien se vit dans l'obligation de soutenir une nouvelle politique afin de protéger les petits États de l'Est et d'éviter l'hégémonie fasciste. Ce changement d'attitude et la critique du pacte à « Quatre » prouvent que le quotidien était conscient du danger de cette révision. Il est donc surprenant de voir que le journal à idéologie communiste se détourne momentanément de l'URSS pour se fier à un système qu'il avait longtemps évité. Ce changement de position pourrait indiquer la crainte que soulevait l'échec de la sécurité collective au sein du quotidien. Il y voyait du même coup l'échec de la protection des États issus de 1919 et n'eut d'autre choix que de se tourner vers le système proposé par la SDN.

Ensuite, alors que l'historiographie expose que la création du protectorat de Bohême-Moravie mena à la fin de la politique d'apaisement en France et en Grande-Bretagne et à un retour à une politique antirévionniste, l'analyse des articles du *Temps* montrèrent une attitude différente envers la politique allemande. Le quotidien officieux du Quai d'Orsay croyait toujours au pacte à « Quatre » émanant des accords de Munich. Contrairement à leurs collègues du *Petit Parisien* ou du *Figaro* qui rejetèrent ces accords, les journalistes anonymes du *Temps* semblaient croire que l'esprit de Munich pouvait mener à la paix. Cette opinion est particulièrement intéressante en ce sens que l'analyse du *Temps* révèle un aperçu de l'état d'esprit des responsables du Quai d'Orsay.

⁵³⁸ Weber, *op. cit.*, p. 465.

Il est aussi possible d'émettre l'hypothèse que ces derniers indiquaient aux rédacteurs du quotidien la ligne directrice à promouvoir. C'est d'ailleurs une opinion répandue. La position du *Temps* en mars 1939 soulève ainsi un questionnement vis-à-vis de la fin de la politique d'apaisement en France. Alors que certains historiens, dont Vaisse, mentionnèrent que la politique d'apaisement prit fin dès octobre 1938, notre étude montre que cette politique était toujours présente en 1939.

En définitive, notre mémoire ouvre une nouvelle perspective sur la politique d'apaisement en France. Alors que *Le Temps* soulève des interrogations vis-à-vis de l'abandon de celle-ci en mars 1939, notre analyse suscite aussi des questions face aux origines de cette dernière. Plusieurs historiens, dont Robert O. Paxton, et l'étude de Samuel Allard, soutiennent que la crise abyssinienne et la remilitarisation de la Rhénanie « avaient commencé à mener le pas vers le développement de la politique d'apaisement »⁵³⁹ en France. Cependant, notre recherche semble plutôt montrer que cette dernière trouva ses racines dans la déclaration franco-britannique du 3 février 1935. Cet événement fut plutôt négligé dans les études historiques, mais occupa une part importante des réflexions des journalistes d'idéologies diverses lors du réarmement de l'Allemagne. Cette date semble même soulever une rupture dans les positions des quotidiens.

Les journaux républicains, grandement influencés par les responsables du Quai d'Orsay, modifièrent notamment la position antirévionniste qui dirigea leurs analyses des événements de 1933 et 1934. À la suite de la déclaration franco-britannique du 3 février 1935, *Le Temps* et *Le Petit Parisien* accordèrent leur confiance à la politique de souplesse britannique cherchant à réviser la partie V du traité de Versailles. Cette nouvelle politique visait ainsi à apaiser l'Allemagne afin qu'elle revienne dans le concert des nations. En 1935 et 1936, les deux quotidiens républicains appuyèrent la politique anglaise même lors des événements plus inquiétants du 16 mars 1935 et du 7 mars 1936. À la suite de ces derniers, les journaux soulevèrent l'importance d'obtenir le soutien de la Grande-Bretagne afin d'éviter que leurs actions ne soient isolées.

Cette rupture est aussi présente dans les colonnes des presses de droite modérée, d'extrême droite et d'extrême gauche. La déclaration franco-allemande du 3 février 1935 figura donc dans tous les portraits des événements touchant à la remilitarisation du Reich. La cassure se répercuta toutefois de façon opposée à la ligne directrice des journaux républicains, alors qu'ils soutinrent plutôt que la politique de souplesse britannique était dangereuse pour la paix européenne. *Le*

⁵³⁹ Allard, *op. cit.*, p. 126.

Figaro, adopta un ton plus craintif vis-à-vis de l'Allemagne. Les rédacteurs du quotidien exposèrent que la politique britannique ne servait « exactement à rien » en raison du désordre psychologique et moral de l'Allemagne. En 1935 et 1936, ils critiquèrent à de nombreuses reprises les faiblesses de la politique anglaise et martelèrent que la paix résidait dans l'utilisation de la SDN. Du côté de *L'Action française*, les inquiétudes évoluèrent. Alors que le quotidien critiqua la politique révisionniste de Briand en 1933 et 1934, la nouvelle politique française exacerba les craintes face à la guerre de revanche. Les rédacteurs se positionnèrent contre la politique de souplesse et critiquèrent l'inaction de la France et de la Grande-Bretagne lors des révisions du traité de 1919. Ils blâmèrent aussi les membres du gouvernement actuel, dont Flandin et Sarraut, qui contribuèrent à l'affaiblissement de la France. Enfin, la cassure est aussi présente au sein de *L'Humanité*. Les rédacteurs du quotidien martelèrent que la solution au réarmement allemand résidait dans la sécurité collective de l'URSS. Toutefois, ils condamnèrent à de nombreuses reprises l'anticommunisme du *Foreign Office* qui, malgré les révisions, continua les négociations avec l'Allemagne nazie. Ces critiques montrèrent ainsi que la France semblait soumise à la politique extérieure de la Grande-Bretagne dès 1935.

Cette cassure présente dans tous les quotidiens étudiés soulève ainsi une piste nouvelle d'analyse sur la politique d'apaisement en France. Alors que l'analyse approfondie des événements, contribuant à la révision des clauses du traité de Versailles, révèle les premiers fragments d'une politique extérieure française soumise à l'influence britannique, il serait intéressant de relancer les recherches sur cet apaisement qui teinte notre perception des origines de la Seconde Guerre mondiale.

Il est difficile d'exposer le rôle de la presse dans la politique étrangère. Nous croyons qu'elle joua un rôle minime entre 1933 et 1939. Les quotidiens restèrent plutôt fidèles à leur idéologie et dévièrent occasionnellement de leur ligne éditoriale. Nous avons toutefois observé que son influence auprès de la politique étrangère française fut plus marquée en 1935 et 1936. Alors que les quotidiens réclamèrent la formation d'un bloc antirévionniste composé des signataires de Versailles et de l'URSS, à la suite des événements du 16 mars 1935, le gouvernement français conclut un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique en mai. La politique étrangère put ainsi être influencée par les solutions apportées par la presse française. En mars 1936, la France ne pouvait pas réagir de façon énergique en raison des élections législatives, qui devaient avoir lieu en avril, et du refus britannique d'appuyer une action militaire française. La politique étrangère

opta ainsi pour un appel à la SDN, solution présentée par la presse. Outre ces exemples, la presse était plutôt divisée sur la façon de diriger la politique étrangère du pays. Notre mémoire montre aussi que la presse nationale française informait adéquatement les Français des actions révisionnistes et de la gravité de celles-ci pour la sécurité européenne, mais ne reflétait pas toujours les réalités. Comme nous avons pu le constater, en 1938 et 1939, l'anticommunisme de la majorité des quotidiens étudiés teinta leurs portraits et ils évitèrent de présenter les propositions de l'URSS afin de maintenir la paix. Il semble donc que les quotidiens arrivaient à fournir les informations nécessaires pour que leurs lecteurs soient renseignés sur la situation de leur pays, mais que les solutions proposées étaient orientées par l'idéologie de chacun.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

France, Paris, *L'Action française*, 30 janvier 1933 – 1er septembre 1939.

France, Paris, *L'Humanité*, 30 janvier 1933 – 1er septembre 1939.

France, Paris, *Le Figaro*, 30 janvier 1933 – 1er septembre 1939.

France, Paris, *Le Petit Parisien*, 30 janvier 1933 – 1er septembre 1939.

France, Paris, *Le Temps*, 30 janvier 1933 – 1er septembre 1939.

MEDLICOTT, William Norton et Douglas Dakin, *Documents on British foreign policy, 1919-1939*, London, H.M. Stationery Office, Second series, volume XII, 1972.

« Traité de Versailles », 28 juin 1919, *Digithèque MJP*, [en ligne], URL: <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles.htm>, (page consultée le 4 novembre 2021).

Ouvrages généraux

BEEVOR, Anthony. *La Guerre d'Espagne*. Paris, Calmann-Lévy, 2006, 893 pages.

BELLANGER, Claude *et al.* *Histoire générale de la presse française, 3 : De 1871 à 1940*. Paris, Presses universitaires de France, 1972, 688 pages.

BERSTEIN, Serge. *La France des années 30*. Paris, Armand Colin, coll. « Collection Cursus. Histoire », 1993, 186 pages.

CHARLE, Christophe. *Le Siècle de la presse (1830-1939)*. Québec, Le Seuil, 2004, 413 pages.

DARD, Olivier. *Les années trente, le choix impossible*. Paris, Librairie Générale Française, 1999, 274 pages.

FLONNEAU, Jean-Marie. *Le Reich allemand : De Bismarck à Hitler 1848-1945*. Paris, Armand Colin, coll. « Collection U – Histoire contemporaine », 2003, 318 pages.

GALLIANO-VALDISERRA, Richard. *La France et les Français sous la IIIe République (1870-1940)*. Paris, Hachette supérieur, 2017, 192 pages.

KEEGAN, John. *La Deuxième Guerre mondiale*. Paris, Perrin, 1990, 801 pages.

MILZA, Pierre. *Les relations internationales de 1918-1939*. Paris, Arman Colin, 2013, 251 pages.

SOUTOU, Georges-Henri. *L'Europe de 1815 à nos jours*. Paris, PUF - Presses universitaires de France, coll. « Nouvelle Clio : l'histoire et ses problèmes », 2015, 519 pages.

Ouvrages spécialisés

BLANDIN, Claire. *Le Figaro : deux siècles d'histoire*. Paris, Armand Colin, 2007, 308 pages.

BLOCH, Charles. *Le IIIe Reich et le Monde*. Paris, Imprimerie nationale, 1986, 545 pages.

BROSZAT, Martin. *L'État hitlérien: l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*. Paris, Fayard, coll. « L'Espace du politique », 1985, 625 pages.

CARLEY, Michael J. *1939 L'alliance de la dernière chance : Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*. traduit par Jean-Christophe Paccoud, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 1999, 362 pages.

DALUCES, Jean. *Le IIIe Reich*. Coulommiers [France], Déterna, 2008, 445 pages.

DELPORTE, Christian *et al.* *L'Humanité de Jaurès à nos jours*. Paris, Nouveau monde Éditions, 2004, 419 pages.

DORPALEN, Andreas. *Hindenberg and the Weimar Republic*. Princeton University Press, 2015, 522 pages.

DREYFUS, François G. *Le Troisième Reich*. Paris, Librairie générale française, 1998, 351 pages.

EVANS, Richard J. *Le Troisième Reich : l'avènement*. Paris, Flammarion, coll. « Au fil de l'histoire », 2009, 720 pages.

- *Le Troisième Reich : 1933-1939*. Paris, Flammarion, coll. « Au fil de l'histoire », 2009, 1048 pages.

FISCHER, Klaus P. *Nazi Germany : A new history*. New York, Continuum, 1995, 734 pages.

GEHL, Jürgen, *Austria, Germany, and the Anschluss, 1931-1938*, États-Unis, Oxford University Press, 1979, 212 pages.

KERSHAW, Ian. *Hitler 1889-1936 : Hubris*. Paris, Flammarion, 1999, 1159 pages.

- *Hitler 1936-1945 : Nemesis*. Paris, Flammarion, 2000, 1632 pages.

KREISSLER, Félix. *La prise de conscience de la nation autrichienne: 1938, 1945, 1978*. Rouen, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 1980, 492 pages.

LABORIE, Pierre. *L'opinion française sous Vichy*. Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1990, 405 pages.

LACROIX-RIZ, Annie. *De Munich à Vichy : L'assassinat de la Troisième République 1938-1940*. Paris, Armand Colin, 2008, 408 pages.

LEE, Stephen J. *Hitler and Nazi Germany*. Routledge, 2013, 231 pages.

MAZOWER, Mark. *Hitler's Empire : How the Nazi Ruled Europe*. New-York, The Penguin Press, 2008, 725 pages.

MURRAY, Williamson. *Strategy For Defeat: The Luftwaffe, 1933-1945*. Pickle Partners Publishing, 2015, 835 pages.

NOAKES, Jeremy et Geoffrey Pridham. *Nazism, 1919-1945: a documentary reader*. Grande-Bretagne, University of Exeter Press, vol. 3 : Foreign Policy, War and Racial Extermination, 1998, 1238 pages.

STEINERT, Marlis G. *Hitler*. Paris, Fayard, 1991, 710 pages.

TAYLOR, A.J.P. *The Origins of the Second World War*. Londres, Hamish Hamilton, 1961, 296 pages.

WEBER, Eugen. *L'Action française*. Paris, Stock, 1962, 649 pages.

Chapitres de livres

ALBERT, Pierre. « L'ère des grands journaux (1919-1939) », *Histoire de la presse*. Paris, Presses universitaires de France, 2010, pp. 81-103.

BAECHLER, Christian. « Chapitre II. La politique orientale de Hitler : de la " révolution diplomatique " aux coups de force 1933-1939 », dans *Guerre et exterminations à l'Est*. Paris, Tallandier, 2012, coll. « Hors collection », pp. 57-96.

BARIÉTY, Jacques. « Léon Blum et l'Allemagne (1930-1938) », dans François D. Dreyfus (dir.), *Les Relations franco-allemandes, 1933-1939: [actes du Colloque international], Strasbourg, 7-10 octobre 1975*. Paris, Éditions du CNRS, 1976, pp. 33-56.

- « Les partisans français de l'entente franco-allemande et la " prise de pouvoir " par Hitler (avril 1932 – avril 1934) », dans Jacques Bariéty, Alfred Guth *et al.* (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales: actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, pp. 21-30.

BLOCH, Charles. « La place de la France dans les différents stades de la politique extérieure du Troisième Reich (1933-1940) », dans François D. Dreyfus (dir.), *Les Relations franco-allemandes, 1933-1939: [actes du Colloque international], Strasbourg, 7-10 octobre 1975*. Paris, Éditions du CNRS, 1976, pp. 15-32.

- DEIST, Wilhelm. « Le problème du réarmement allemand dans les années 1933-1936 » dans *La France et l'Allemagne (1932-1936)*. C.N.R.S. Éditions, 1980, pp. 49-74.
- DELPORTE, Christian *et al.* « Élan brisé, dislocations, reconstructions (1939 - années 1950) », dans Armand Colin (dir.), *Histoire de la presse en France, XXe-XXIe siècles*. Paris, 2016, coll. « Collection U », pp. 123-173.
- PASTEUR, Paul. « L'État autoritaire corporatiste chrétien et le national-socialisme en Autriche », dans *Histoire de l'Autriche*. Paris, Armand Colin, 2011, pp. 220-256.
- SOUTOU, Georges-Henri. « L'obsession de la sécurité collective (1924-1939) », *Histoire de la diplomatie française : II. De 1815 à nos jours*. Paris, Édition Perrin, 2007, pp. 318-346.
- WINOCK, Michel. « 20. L'esprit de Munich », *Le XXe siècle idéologique et politique*. Paris, Perrin, 2013, pp. 379-398.
- WOLIKOW, Serge. « Les gauches, l'antifascisme et le pacifisme pendant les années 1930 », Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire des gauches en France*, Volume 2, La Découverte, 2005, pp. 357-374.

Articles spécialisés

- ARAUD, Gérard. « Le traité de Versailles était-il un diktat ? », *Commentaire*. vol. 2, n° 156, 2016, pp. 287-294.
- BASDEVANT, Jules. « Le pacte franco-soviétique », *Politique étrangère*. vol. 4, n° 1, 1939, pp. 27-47.
- BECKER, Jean-Jacques. « L'union sacrée, l'exception qui confirme la règle », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*. vol. 5, n° 1, 1985, pp. 111-122.
- BELLON, Christophe. « Aristide Briand et l'Europe au Parlement des Années folles », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*. vol. 3, n° HS 3, 2007, pp. 41-53.
- BERSTEIN, Serge. « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n° 5, 1985, pp. 39-53.
- BOSSARD, Michel-Noël. « Le pacifisme angevin. Presse et opinion publique (mars 1936-septembre 1939) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*. Tome 89, n° 4, 1982, pp. 511-536.
- BRUNET, Jean-Paul, « La presse française et le pacte germano-soviétique (août 1939) », *Relations Internationales*, n° 2, 1974, pp. 187-212.

CARLEY, Michael J. « “Only the USSR Has ... Clean Hands”: The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 (Part 1) », *Diplomacy & Statecraft*. vol. 21, 2010, pp. 202-225.

- « “Only the USSR Has... Clean Hands”: The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934–1938 (Part 2) », *Diplomacy & Statecraft*. vol. 21, 2010, pp. 368-396.

FARNHAM, Barbara. « Roosevelt and the Munich Crisis: Insights from Prospect Theory », *Political Psychology*. vol. 13, n° 2, 1992, pp. 205-235.

GARRAUD, Philippe. « Le développement de la puissance militaire allemande dans l’entre-deux-guerres : entre mythes et réalité », *Guerres mondiales et conflits contemporains*. vol. n° 240, n° 4, 2010, pp. 23-42.

GEIGER, Wolfgang. « La déclaration franco-allemande du 6 décembre 1938: un événement sous-estimé », *Les Temps Modernes*. n° 605, 1999, pp. 240-267.

HABERMAS, Jürgen. « "L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*. n°18, 1992, pp. 161-191.

HÖRLING, Hans. « L’opinion française face à l’avènement d’Hitler (1933–1935) », *Francia*, n° 4, 1976, pp. 675–718.

LACAZE, Yvon. « L’opinion publique française et la crise de Munich », *Francia*. vol. 18, n° 3, 1991, pp. 73-83.

LANIOL, Vincent. « L’article 231 du traité de Versailles, les faits et les représentations. Retour sur un mythe », *Relations internationales*. n° 158, 2014, pp. 9-25.

LEMAY, Benoît. « La guerre des généraux de la Wehrmacht : Hitler au service des ambitions de ses élites militaires ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*. vol. n° 220, n° 4, 2005, pp. 85-96.

- « La remilitarisation de la Rhénanie en 1936 : une réévaluation du rôle des généraux Allemands (1933-1936) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*. vol. n° 224, n° 4, 2006, pp. 35-46.

LITS, Marc. « L'espace public : concept fondateur de la communication », *Hermès, La Revue*. vol. 3, n° 70, 2014, pp. 77-81

MARKS, Sally. « Mistakes and Myths: The Allies, Germany, and the Versailles Treaty, 1918–1921 », *The Journal of Modern History*. vol. 85, n° 3, 2013, pp. 632-659.

MERLIO, Gilbert. « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », *Les cahiers Irice*. vol. n°8, n° 2, 2011, pp. 39-59.

- PAXTON, Robert O. *et all.* « Le démantèlement du traité de Versailles : agression et apaisement, 1933-1939 », dans *L'Europe au XXe siècle*. trad. par Evelyne WERTH et Léa DROUET, Paris, Tallandier, 2011, coll. « Hors collection », pp. 349-372.
- PROST, Antoine. « Les manifestations du 12 février 1934 en province », *Le Mouvement social*. n° No. 54, 1966, pp. 6-27.
- SANDU, Traian. « La présence française en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres », *Revue d'Europe centrale*. Tome III, n° 2, 1995, pp. 147-160.
- SOUICY, Robert J. « French Press Reactions to Hitler's First Two Years in Power », *Contemporary European History*. vol. 7, n° 1, 1998, pp. 21-38.
- TAUBERT, Fritz. « Munich: la gauche française voulait-elle encore réviser le Traité de Versailles? », *Francia*. vol. 15, 1987, pp. 819-827.
- VAÏSSE, Maurice. « Le pacifisme français dans les années trente », *Relations internationales*. n° 53, 1988, pp. 37-52.

Thèses et mémoires

- ALLARD, Samuel, *L'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique, 1936-1937*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2020.
- BEAUCHAMP-LÉVEILLÉ, Simon, *Les relations internationales soviétiques à l'ère de la sécurité collective : étude comparée de l'historiographie et de manuels de Cégep*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2012.
- CHARTIER JACQUES, Christopher, *La politique allemande de la France telle que perçue par la presse française (1919-1926)*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2011.
- DÉSAUTELS, Audrey, *La question de l'indépendance de l'Autriche pour la France et la Grande-Bretagne durant l'entre-deux-guerres*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2008.
- DURANT ST-GEORGES, Caroline, *La nazification de l'Allemagne perçue à travers la presse alsacienne francophone (1933-1939)*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 2014.
- GENDRON, François. *La question d'une contribution britannique à la sécurité française de Cannes à Locarno entre 1922 et 1925*, Mémoire de M.A., Université de Montréal, 1986.
- MACKOWIAK, Wit, *Faux espoirs : La Pologne, l'Allemagne et l'échec de désarmement sous l'égide de la SDN (1932-1934)*, Mémoire de M.A., Université du Québec à Montréal, 2013.
- PERRON, Kim. *La révolution culturelle nazie vue par la presse française entre 1933 et 1939*, Mémoire de M.A., Université de Sherbrooke, 2010.